Rebondissement

Tous les programmes

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - № 15561 - 7 F

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 FÉVRIER 1995

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBAN

■ L'aide à l'Afrique en question

Les quinze pays de l'Union européenne discuteront, lundi 6 février, des crédits à mettre à la disposition du Fonds européen de développement (FED) au cours des cinq prochaines années. Les Etats africains ont fait part de leur inquiétude devant une possible baisse de

■ La justice dans les prisons et les casernes

Le Conseil d'Etat a entendu, vendredi 3 février, le commissaire du gouvernement préconiser une nouvelle orientation : la justice pourrait désormais contrôler les sanctions infligées aux détenus et aux fonctionnaires de l'armée par l'administration pénitentiaire et la hiérarchie militaire.

■ Le G7 appuie le plan d'aide au Mexique

Les ministres des finances des pays les plus industrialisés, réunis à Toronto, soutiennent le plan de sauvetage financier du Mexique, malgré des réserves, manifestées lors de la réunion du FMI, mercredi 1ª février, sur la gestion de la crise par les Etats-Unis. p. 3



■ L'insatisfaction des professionnels du cinéma

Les responsables de plusieurs institutions - comme la Cinémathèque française et l'Institut Lumière – critiquent le manque d'initiative de l'Etat et appellent à une redéfinition des interventions des pouvoirs publics.

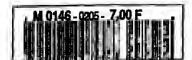
■ Les éditoriaux du « Monde »

Aider l'Afrique ; Fin de règne. p. 14

■ Il v a 50 ans l'exécution de Robert Brasillach

Symbole de la collaboration avec les nazis, Robert Brasillach a été fusillé le 6 février 1945. La photo que nous publions, à côté du récit de Jean-Marc Théolleyre, aurait inoté le général de Gaulle à refuser la grâce de l'écrivain. Le chef de la France libre aurait, selon des témoins de l'époque, confondu Jacques Doriot, revêtu de l'uniforme allemand, avec Robert Brasillach, qui, lui, était en civil. C'est la première fois qu'est publié ce document, issu de la collection de Suzanne Bardèche, sœur de l'écrivain.





Près de 60 % des socialistes ont choisi Lionel Jospin comme candidat à l'Elysée

La gauche accroît ses chances d'être présente au second tour

LES MILITANTS socialistes, appelés à voter dans leurs sections, vendredi 3 février, ont donné une majorité de près de 60 % des voix à Lionel Jospin face à Henri Emmanuelli, selon les résultats collectés samedi matin. M. Jospin était soutenu par une partie de son ancien courant, par les « rénovateurs » et les rocardiens; M. Emmanuelli par ses partisans au sein de l'ancien courant jospiniste et, surtout,

par Laurent Fabius et ses amis. Le congrès extraordinaire du PS, convoqué dimanche à la salle de la Mutualité, à Paris, devait entériner ces « primaires » internes dont le résultat donne plus de chances au candidat socialiste d'être présent au deuxième tour. M. Emmanuelli s'interrogeait encore, samedi matin, sur sa décision de rester ou non premier secrétaire.



La solidarité débordante des Néerlandais

UTRECHT de notre envoyé spécial

Les évacuations des villes et des villages au sud et à l'est des Pays-Bas auraient pu être plus nombreuses! Telle est la leçon paradoxale de l'élan de solidarité qui traverse tout le pays depuis une douzaine de Jours. Venues de particuliers ou d'entreprises, les offres d'hébergement ont lar-

gement dépassé les besoins. Tel propriétaire de chaîne d'hôtels a offert, en vain, les quatre cents bungalows de l'un de ses centres de vacances, restés à ce jour totalement vides. Dans la ville d'Utrecht, l'une des rares à avoir été épargnée dans le sud du pays, les standardistes répondent in lassablement aux proposipour l'instant inutile. Mais nous vous contacte-

seule soirée du jeudi 2 février, la coquette somme de 33 millions de florins (environ 100 millions de francs) que le gouvernement, beau joueur, a accepté de doubler. De telles campagnes de solidarité ont toujours reçu un accueil favorable dans le pays : qu'il s'agisse de venir en aide aux enfants du Sahel, à l'Afrique du Sud ou à la Yougoslavie, les Néerlandais savent se montrer généreux.

« Avec deux ressortissants néerlandais, vous avez trois partis représentés et autant de religions, remarque Rob Van Moort, l'un des coordonnateurs des secours dans la zone d'Utrecht. Mais, en cas de problème grave, les quinze millions d'habitants ne font plus qu'une nation. Et l'eau, notre ennemi séculaire. » Grace à cet effort collectif et à la préparation minutieuse qui Un « téléthon » a permis de réunir, dans la l'avait précédé, le gouvernement a pu procéder à

l'évacuation de plus de deux cent mille personnes dans un calme et une discipline remarqués. En dépit de ce résultat, les autorités de La Haye n'ont pas été épargnées par les critiques. Car si le plan d'urgence a été parfaitement mis en œuvre, la population regrette l'absence de mesures préventives, à commencer par la remise en l'état de digues déjà affaiblies par la catastrophe de 1993. « Nous avons trop longtemps re-gardé vers l'Ouest, dit un expert, en concentrant notre effort face à la mer, et en négligeant l'Est et ses fleuves, d'où nous viennent aujourd'hul les ennuis. » Les écologistes soulignent les dégâts commis contre l'environnement par les ouvrages de retenue d'eau. Mais ces réserves n'ont en rien

Denis Hautin-Guiraut

L'Europe centrale fragilisée

LA MENACE de dissolution du Parlement de Varsovie par Lech Walesa illustre le dimat d'incertitude qui pèse sur l'Europe centrale. En Pologne et en Hongrie, les deux pays pionniers de la démocratisation à l'Est, les coalitions au pouvoir vacillent. A Varsovie comme à Budapest, les gouvernements dominés par les anclens communistes disposent pourtant de confortables majorités mais Vladimir Meclar. sont fragilisés par des alliances contre nature.

LES ACTES DU COLLOQUE ORGANISÉ

Améliorer la situation du logement en France,

rendre plus efficace les dépenses publiques,

à paris le 18 novembre 1994

ET LA FÉDÉRATION NATIONALE

PAR LA REVUE FRANÇAISE DE

FINANCES PUBLIQUES

DES OFFICES D'HLM.

l'intervention des acteurs.

financer les solidarités...

le fonctionnement des marchés

En Pologne, c'est le président Walesa qui exploite avec talent et cynisme les divisions entre des excommunistes plutôt libéraux et un Parti paysan aux accents nationalistes. En Hongrie, le mariage de

raison entre les socialistes et les des différents groupes sociaux». Il dissidents de la première heure est ébranlé par les dérapages du premier ministre. En Roumanie, où la rupture avec l'ancien régime est moins nette qu'ailleurs, les forces nationalistes grignotent de plus en plus d'influence dans les allées du pouvoir. Quant à la Slovaquie, personne n'ose parier sur la longévité du gouvernement de l'imprévisible

Seule la République tchèque, où la gauche n'est pas associée au pouvoir, semble échapper à cette vague de malaise. Pourtant, même le premier ministre, Vaclav Klaus, met en garde contre les effets des réformes qui, dit-il, « ne doivent pas excéder la limite de tolérance

Publié et diffusé par la L.G.D.J

LES OFFICES DE L'HABITAT

Fédération Nationale des OPHLM et OPAC 14, true Lord Byron 75008 PARIS Tel: 40 75 78 00 - Pax: 40 75 68 17 Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré

14, rue Pierre et Marie Curie - 75005 Puris · Tél : (1) 44 41 97 10

ne fait pas de doute que la frustration sociale gagne du terrain auprès de populations qui sont impatientes de toucher les dividendes de la libéralisation. Et cette frustration est d'autant plus grande que les partis de gauche n'ont naturellement pas pu répondre aux attentes de leur électorat. Accablés par des dettes extérieures et des structures économiques vétustes, les pays de l'Est doivent à la fois assumer le douloureux coût de la transition et celui de l'héritage de l'ancien régime.

Même s'il est permis de s'interroger sur la transformation des anciennes structures communistes, leur retour au pouvoir est égale-

L:G-D-J

ment le signe d'une salutaire alternance démocratique. Les soubresauts de la ganche polonaise et hongroise ne se réduisent cependant pas à des polémiques partisanes. Après avoir goûté aux charmes, parfois chaotiques; du multipartisme, l'Europe centrale aspire à une certaine normalisation. Toutefois, l'érosion du timide espoir qui a accompagné le retour au pouvoir de la gauche est préoccupante. Elle risque d'entamer les réserves de patience d'une population fatiguée et d'encourager les démagogues de tout poil, trop contents de fustiger l'échec de la droite ou de la gauche parlemen-

Faut-il pour autant s'alarmer? Les crises politiques que traversent la Pologne, la Hongrie ou la Slovaquie sont loin d'être indignes d'une démocratie moderne. Paradoxalement, elles interviennent à un moment où la plupart des pays de l'Est connaissent un débnt de croissance. Mais les flottements politiques ne sont pas l'apanage de PEst. N'a-t-on pas évoqué le « mo-dèle italien » pour caractériser les premières années du post-communisme? Que l'élan de la transition s'essouffle un peu à l'Est n'est guère surprenant. Que les attentes déçues stimulent la recherche de palliatifs est plutôt prévisible. Mais que le Conseil de l'Europe s'en fasse le relais est plus surprenant. Il a, en effet, recommandé, vendredi 3 février, aux pays d'Europe centrale de préserver certains « acquis du système communiste » pour « combattre la pauvreté engendrée par l'économie de marché ». Or une assistance concrète serait sans doute plus appropriée pour surmonter les ravages des « acquis du

dans l'affaire des fausses factures parisiennes LONGTEMPS focalisée sur la ges-tion des HLM de la Ville de Paris, l'af-

faire des fausses factures de la région parisienne connaît un rebondisse ment spectaculaire dans les Hauts-de-Seine, avec l'interpellation, mercredi le février, d'un homme d'affaires proche du conseiller général (RPR) Didier Schuller, Le juge Halphen ayant été alerté par un appel anonyme, les policiers ont surpris cet en-trepreneur, Jean-Paul Schimpf, en flagrant délit au moment où il se faisait remettre des enveloppes contenant de l'argent liquide. Selon les premiers éléments de l'enquête, ces sommes semblent constituer des commissions versées par les entreprises ayant obtemu des contrats avec l'office HLM des Hauts-de-Scine, dirigé jusqu'en mars 1994 par Didier Schuller, et toujours présidé par le député (RPR) Patrick Balkany, M. Schimpf - sur qui a été. découvert un contrat de prêt de 1 million de francs émanant d'une banque suisse au nom de la compagne de ·M. Schuller – a été mis en examen pour « trafic d'influence » et placé en détention, de même que la ferranc qui

Lire page 24

Une ombre sur l'« image » de M. Balladur



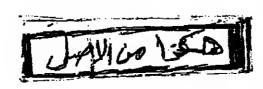
LES RAPPORTS d'Edouard Balla dur avec l'entreprise dont il fut le président-directeur général durant sa « traversée du désert », entre 1977 et 1986, sont au centre d'une polémique naissante contre le premier ministre et candidat à l'élection présidentielle. La Générale de services informa-tiques (GSI), filiale du groupe CGE, devenu Alcatel, est une entreprise comme une autre, si ce n'est qu'elle se range parmi les plus performantes et qu'elle avait fait l'objet, en 1987, d'un « RES », c'est-à-dire un rachat d'entreprise par ses salariés. M. Bai-ladur, alors ministre de l'économie et des finances, avait bien entendu quitté toute fonction dans cette société et

vendu les parts qu'il en détenaît. L'entourage du premier ministre se bomait, jusqu'à maintenant, à af-fiumer la rupture de tout lien économique entre M. Balladur et GSI depuis 1986. En privé, certains collaborateurs de M. Balladur ajoutaient qu'il avait racheté, après son départ du gouvernement en 1988, des parts de son ancienne société et

qu'il les avait revendues en 1993. Ils oubliaient cependant de préciser que, député (RPR) de Paris entre 1988 et 1993, M. Balladur avait perçu, durant cette période, un salaire versé par GSI au titre de « conseiller du président ». Ils l'admettent, aufourd'hul, mais refusent d'indiquer le montant de ce salaire, parfaitement légal au demeurant. C'est l'« image » de M. Balladur que cette omission puis ce silence risquent de ternir. alors même qu'il échappe à tout sonpçon de pratiques financières

Yves-Michel Riols

Lire page 24



INTERNATIONAL

DÉVELOPPEMENT Les 70 pays - essentiellement africains membres de la convention de Lomé ont lancé, vendredi 3 février à Dakar, où ils rencontraient des députés eu-

quinze pays de l'Union européenne (UE) pour qu'ils ne relâchent pas leur effort en faveur de l'Afrique subsaharienne. ● CETTE INQUIÉTUDE se (FED), par lequel transite l'essentiel

rapéens, un appel solennel aux manifeste alors que les quinze pays de l'Union européenne (UE) discute-

de l'aide. Contre l'avis de la France, plusieurs pays souhaitent réduire la dotation du prochain FED. . LA PO-LITIQUE d'aide est également remise en question aux Etats-Unis. Dans le

cadre du prochain budget, les républicalns souhaitent la recentrer sur les pays stratégiques comme Israel et l'Egypte, au détriment du continent africain.

La politique d'aide à l'Afrique divise les pays européens

Alors que s'engagent les discussions sur le montant de l'assistance de Bruxelles au développement, la France s'oppose à ceux de ses partenaires de l'Union qui veulent privilégier l'Europe centrale au détriment du continent africain

BRUXELLES

(Union européenne) de notre correspondant L'Europe est-elle en train d'abandonner l'Afrique, à laquelle elle est pnurtant liée par des accurds économiques et politiques depuis les premiers jours du Marché commun? La question n'a rien de théorique, alors que les Quinze de l'Union élargie délibèrent de la révision à mi-parcours de la convention de Lomé IV. conclue avec soixantedix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (dits « ACP»), et, en particulier, de l'actualisatinn du Fonds européen de développement (FED). Plusieurs Etats membres, invoquant notamment l'ampleur des efforts à consentir en faveur des

Le désengagement des Etats-Unis

Les pays africains risquent de faire les frais du changement de majorité au Congrès. Les républicains n'ont en effet jamais caché leur souhait de fatre passer les critères stratégiques avant les considérations humanitaires. Avec cet étalon, l'Egypte et Israel sont assurés de se tailler la part du lion. C'est d'ores et déjà le cas. Sur les 12,3 milliards de dullars (65 milliards de francs) Paides, 3 milifards vont à l'Etat juif et 2,1 milliards à l'Egypte, tandis que l'ex-bloc soviétique recevra 1,2 milliard pour l'aider dans da-marche vers la démocratie et l'économie de marché. Récompenser.davaotage-que par le passé les «bons élèves» sans augmenter l'enveloppe globale se fera fatalement au détriment des pays africains.

pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que l'obligation de réduire des déficits budgétaires, entendent plafonner, voire réduire, leur contribution. Ils s'accommoderaient très blen d'un FED dunt la valeur, compte tenu de l'inflation, diminuerait en termes réels. Les ministres des affaires étrangères des Quinze se saisiront lundi 6 février du dossier, avec cependant peu de chances de parvenir à un compromis, tant les positions en présence sont éloignées. Les Français, qui assurent la présidence des travaux, sont très soucieux de parvenir à une position commune avant la session ministérielle entre l'Union européenne et les ACP, qui doit se tenir les 16 et 17 février à Bruxelles. Le septième FED. en cours d'exécution, vient à expiration le 28 février.

LE POIDS DE L'HISTOIRE

La Commission européenne vient de mettre en garde les Quinze contre une attitude pusillanime, «Un rééquilibrage réalisé au détri-ment des Etats ACP ôterait à la Communauté toute crédibilité poli-tique et (...) conduirait inéluctablement à l'échec des politiques mises en œuvre, et. finalement, à une marginalisation progressive des ACP sur la scène internationale ». Cette opinion est partagée par la France, qui assure la présidence des travaux des Quinze, mais, apparemment, par elle seule. « Naus cansidérerians camme inadmissible que les seuls pays à ne pas bénéficier d'une aide accrue soient les ACP, avec qui la Communauté entretient des relations privilégiées depuis plus de trente-cinq ans (la convention de Yaoundé, qui a précédé la convention de Lomé, date de 1958) et qui comptent parmi les nations les plus pauvres du monde», a ainsi déclaré Pierre de

Les pays de la Convention de Lomé s'inquiètent

de notre envoyé spécial Les soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui sont associés depuis vingt ans à l'Union européenne dans le cadre de la Convention de Lomé, manifestent leur inquiétude sur l'eneagement des pays européens à leur égard. A l'occasion d'une conférence réunissant des représentants des Parlements de ces pays et de l'Assemblée de Strasbourg, les parlementaires ACP, soutenus par la majurité des députés européens présents, ont lancé, vendredi 3 février à Dakar, un appel solennel aux Quinze pour qu'ils réaffirment leur soutien aux nations sub-saha-

Un « Plan d'action de Dakar ». constatant un « relachement perceptible de l'engagement politique à adopté par les parlementaires. Il

demande que soit renforcée l'efficacité de la coopération prévue par les accords de Lomé. Les députés du tiers-munde souhaitent ainsi manifester leur volonté de maintenir et de développer « ce type unique de partenariat qui constitue la pièce maîtresse des efforts destinés promouvoir le développement social, écanamique et politique des

La résolution relève toute une série de facteurs qui nourrissent les appréhensions du continent noir. Elle fait la part de l'inquiétude des Africains quant aux « nauvelles priarités de l'Union » depuis l'implosion du bloc communiste, estimant que l'appui apporté à l'Europe centrale et orientale se fait au détriment des nations du tiersmonde. Il y est aussi question des effets pervers » des accords du GATT pnur les partenaires

manent de la France auprès de l'Union, lors d'un point de presse précédant le conseil.

L'aide consentie au titre du septième FED atteignait 10,94 milliards d'écus (72 milliards de francs) sur cinq ans, dont 140 millions réservés aux pays et territoires d'outre-mer, l'essentiel allant donc aux ACP Pour corriger les effets de l'inflation, la Commission estime qu'il faut accroître ce montant de 21,5 %. Par ailleurs, elle recommande un second aiustement de 7.2 % afin de tenir compte de l'adhésico à l'Union de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède. On aboutirait ainsi à un huitième FED de 14,3 milliards

Pour la Prance, alors que l'Union Pays-Bas. Ces deux pays sonhaîte-envisage de relever de 30 à 40 % Pays-Bas. Ces deux pays sonhaîte-raient maintenir leur contribution l'aide accordée aux pays de l'Est européen et aux pays associés de la Méditerranée, cette simple actualisation doit être considérée comme un minimum. Il faut savoir que les dépenses du FED ne sont pas inscrites dans le budget communau taire. Elles sont prises en charge, sur la base de cuntributions voluntaires, en fonction d'une clé de répartition à renégocier tous les cinq ans. Il en résulte que certains Etats membres payent plus que leur part dans le PNB de l'Union. Dans le septième FED, c'est le cas de la France (part dans le PNB des Quinmais aussi du Royaume-Uni et des

Une croissance économique qui stagne

au niveau atteint dans le septième

UNE PISTE POSSIBLE L'Allemagne, mettant en avant l'effort coosidérable qu'elle acmplit pour appuyer la politique de réforme des pays de l'Est, voudrait réduire sensiblement sa contribution, Théo Waigel, le ministre des finances, s'étant même prononcé pour une diminution d'un tiers I Les gouvernements des trois nouveaux pays membres ont déjà été critiqués par leurs opinions publiques pendant les négociations d'adhésion, pour avoir accepté de verser plus au budget européen

qu'ils n'en recevront. Es répugnent maintenant à revenir chez eux avec une ardoise salée au profit des ACP en mettant en avant l'absence de relations historiques avec l'Afrique. Les autres délégations ne se sont pas encore prononcées avec netteté, mais il est peu vraisemblable gu'elles voudront compenser les défaillances ainsi annoncées. La présidence française a fait valoir que l'absence de « llens histo-

riques » ne pouvait justifier une contribution moindre: la politique mise en œuvre est celle de l'Union dans son ensemble, et non pas de quelques-uns de ses Etats membres. Elle a noté que le niveau de contribution du Danemark, du Luxembourg et du Portugal dans le septième FED est anormalement bas, et devrait donc être relevé. Uce piste possible pour résoudre le probième posé par l'Allemagne et les Pays-Bas pourrait être de fixer leur contribution non pas en écus, mais en marks et en florins : compte teno de la réévaluation de ces devises nationales par rapport à l'écu, cela aboutirait à augmenter leur contribution en écus... Elle retient surtout qu'en termes d'équité il n'est pas possible de laisser le volume du buitième FED au niveau du septième. Joao de Deus Pinheiro, le nou-

veau commissaire (portugais) chargé des relations avec les ACP, ne dit pas autre chose: « Il est politiquement essentiel que l'Union confirme son engagement envers ses partenaires de la convention de Lomé et ne donne pas l'impression qu'elle s'en détourne. Elle doit le faire d'autant plus que la part relative des Etats ACP dans l'effort global de l'Union sur le front edérieur est en nette ré-

Philippe Lemaitre

gression. * Pour les prochaines années, les Inppe financière à accorder aux

ACP ne cuurent pas de grands risques puisque seul le réapprovisonnement de la ligne de crédits fait l'objet véritablement d'une négociation. Les accords en cours out me durée de vie jusqu'à la fin de la décennie. Mais qu'en sera-t-li après, lorsqu'il s'agira de bâtir un nouveau cadre de coopération? Les Quinze voudront-ils toujours garantir le prix du sucre de leurs partenaires à coocurrence de 1,3 million de tonnes annuelles, ou continuer de compenser les pertes de recettes à l'exportation des produits de base et des minerais africains? Rien n'est moins sûr. D'ores et déjà, de nombreuses voix s'élèvent en Europe, y compris dans les milieux parlementaires, pour dire que la Convention de Lomé doit changer de nature.

Marcel Scotto

Taux de croissance du PNB ATLANTIQUE par habitant et par an 2 % et plus BIDIAX moins de 1 % PNB par habitant en 1993 636 en dollars non disponib 1 000 km

l'Union européenne, illustrés par le contentieux euro-américain à propos des importations de bananes ans PUnion.

Mais la vraie crainte des ACP a trait à la lassitude d'une partie de l'opinion publique européenne, relavée par nombre de gouvernements de l'Uoloo, devant les drames réguliers qui ensanglantent l'Afrique. Par touches successives. la résolution de Dakar évoque la « faible prise de canscience », le « désintérêt » et la « remise en question » de la politique de déveluppe-

Dans leur souci de rassurer et de commerciaux traditionnels de donner des gages à l'Union, les re-

présentants des pays en voie de développpement ont proclamé leur attachement au respect des droits de l'homme. Désormais, plus personne ne conteste la suspension de l'aide communautaire si un Etat associé ne s'engage pas à se doter d'institutions « démocratiquement convenables ». Pour Joao Pinheiro. commissaire européen chargé du dossier, il s'agit d'une « clause essentielle » dans le fonctionnement des accords de Lomé.

Serait-ce suffisant pour donner un peu plus de sérénité aux relations euro-africaines? La tournure que prennent les négociatinns entre les Quinze au sujet de l'enve-

ACP pour les années 1995-1999 ne va pas dans ce sens. Seule la France qui assure actuellement la présidence de l'Union européenne manifeste, avec le soutien de la Commission de Bruxelles, un souci de maintenir une aide à un niveau tel qu'il reflète le caractère privilégié des relations entre l'Union et les ACP. Bernard Debré, ministre de la coopération, propose 15 milhards d'écus (1 écu = 6,54 francs) sous forme de subventions et de crédits à des taux d'intérêt préférentiels d'ici à l'an 2000 - contre Il milliards pour la période quinquennale qui vient de s'achever.

M. Mitterrand propose la réunion d'une conférence sur l'Algérie sous l'égide de l'Union européenne derrière ses certitudes et ses mau-

D'UNE « CONVERSATION », jeudi 2 février, entre le chef de l'Etat français et le chancelier allemand est née « une espérance, pas encore une politique ». Ainsi, le lendemain, au cours d'une réunion de presse tenue au terme d'une rencontre, au palais de l'Elysée, entre le gouvernement et la Commission européenne, François Mitterrand a-t-il lancé l'idée d'une conférence sur l'Algérie sous l'égide de l'Union européenne (UE). « Si l'Union européenne pouvait, en Europe, organiser une conférence qui s'inspirerait des différentes idées émises au cours de ces derniers temps, notamment lors des conférences de l'opposition de Rome (...), a-t-il dit, comme ce ne serait pas les antagonistes qui s'exprimeraient, il y aurait peut-être plus de chances de voir ces projets reconnus par les parties qui s'op-

posent » Constatant que « la misère éconamique et sociale » que cunnaît l'Aigérie constituait « un aliment puissant » pour « le terrorisme et les extrémismes », M. Mitterrand a jugé que l'UE « pourrait contribuer à un redressement de cette situation-là, la difficulté étant (à ses yeux) que la gestion de cette aide est faite par le gouvernement que nous ne récusans pas - mais nous n'avons pas à prendre parti ». Le chef de l'Etat a déploré que, face au « drame algérien », toutes les solutions envisagées jusqu'à maintenant se solent « l'une après l'autre effondrées ».

La solution du drame algérien échapperait-elle à ses acteurs, ceux qui le vivent, et surtout ceux qui l'entretiennent? Il est vain de crier à l'« ingérence étrangère », comme s'v emploie le pouvoir, retranché

vais calculs. Toutes les voies conduisant, sur le terrain même, au dialugue entre belligérants semblent avoir été épuisées. La parole est aux armes, le plus souvent dirigées contre les civils. D'aucuns - en Algérie comme à l'étranger en sont donc arrivés à la conclusion que la relance du dialogue devait, aujuurd'hui, passer par une contribution extérieure. Le succès de l'initiative prise par la communauté catholique Sant'Egidio de réunir, à Rome, les principales formations de l'opposition, islamistes compris - initiative qui s'est tradulte, le 13 janvier, par la signature d'une « plate-forme » pour une « issue pacifique et démocratique » à la crise –, a prouvé que cette mé-thode-là était la bonne.

Il y a, d'une rive à l'autre de la

solidarité. Comme le soulignait, il y a queiques jours, Alain Juppé, il faut veiller à ce que « la mer rmune ne devienne pas un fossé infranchissable entre deux mondes qui ne se comprendraient plus ». C'est dire combien il importe que l'Algérie solde son passé et retrouve la paix pour que se nouent entre le Maghreb et l'Europe de solides relations profitables à tous.

JOUER LES MODÉRATEURS

L'Europe, et singulièrement la France, peut à tout le moins offrir aux parties prenantes un cadre de discussions, à l'écart du pesant théâtre des opérations. Elles peuvent aussi lancer des idées, ouvrir des pistes de recherche et, à la demande des intéressés, jouer les modérateurs. Elle a enfin, si néces-

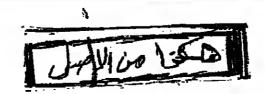
Méditerranée, un espace naturel de saire, les moyens politiques, et surtout économiques, de faire pression sur les négociateurs pour les ramener à la raison.

La France semble maintenant vouloir parier d'une seule voix sur le sujet et admettre la criante nécessité d'une « solution politique » qui permette à l'Algérie de se doter, comme le dit M. Juppé, d'« un véritable projet de société, qui ne sera imposé par personne, ni de l'intérieur ni de l'extérieur ». Edouard Balladur paraît être moins sensible aux arguments purement sécuritaires et un peu courts de Charles Pasqua. Même François Léotard. qui avait prêté, un temps, une oreille complaisante aux arguments des partisans du « tout répressif », convieot maintenant. dans un entretien an Figaro, que « nul ne peut recommander le choix

de la force pour rétablir la paix ci-

L'Algérie n'est pourtant pas au bout de ses peines. Il est à craindre, en effet, que la relance du dialogue ne s'accompagne de violences accrues, comme vient le prouver l'audacieux attentat à la voiture piégée qui, lundi, en plein cœur d'Alger, a coûté la vie à quarante deux personnes. Trouver pour tous - et d'abord pour l'armée et les maquisards islamistes - une sortie de crise bonorable ne sera pas chose aisée. Il appartient à l'Europe, et all premier chef à la France, d'aider à cette solution qui paraît au-jourd'hui introuvable, et, pour ce faire, de naviguer au plus juste entre les écueils de l'ingérence et de l'indifférence.

Jacques de Barrin



les Européens crits de la crise mexicaine



Later than the first term to be a first VI To THE THE TANK THE PARTY OF 三十二年 医动物性病 医结肠管 经 gram and histories have been seen and the his with a surgestion part factories in THE PERSON OF TH

THE PERSON NAMED AND ADDRESS OF The state of the s the state of part that they are The same of the sa The state of the s

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO The sale between the sales and the sales THE SHEETS STREET STREET to the state of th The second plants of STEEL COLUMN TO THE PARTY OF THE NAME AND ADDRESS OF THE OWNER.

et : Equateur devi The second property with the ・センス 左右 金銭 神経 The same of the same of

The first the same of the same or taken bereiten ber TO THE REAL PROPERTY. THE PERSON NAMED IN BUILDING THE PARTY OF THE PARTY.

· Latin and Emily Contact of

3 4...

1.3 (8)350 (8)

174 7 TO 14

A ...

2004 miles

74 7 . 3

Easy of the William

7570,700

100 a 100 a 100

gray to the state of

Service 1.1

· ·

٠٠٠٠ پسيا

2-4<u>1</u>-1

14 - 1-1 (#1-1)

value of the first

 $= \frac{1}{1000} (1000 \, \mathrm{s}^{-1}) \cdot 1000 \, \mathrm{s}^{-1}$

....

Les Européens critiquent la gestion de la crise mexicaine par les Etats-Unis Malgré des réticences sur la forme, le G7 soutient le plan d'aide au Mexique Les pays les plus industrialisés apportent leur Theo Waigel à l'ouverture de la réunion du G7 à quatre autres, avait manifesté son mécontente-soutien au plan de sauvetage du Medque, ent Toronto, vendredi 3 février. Le ministre alle-assuré l'Italien Lamberto Dini et l'Allemand mand a cependant confirmé que son pays, avec d'abord son crédit de 7,8 milliards de dollars.

Toronto, vendredi 3 février. Le ministre alle-mand a cependant confirmé que son pays, avec d'abord son crédit de 7,8 milliards de dollars.



Cette position critique vise à la fois Washington et le directeur général du Fonds, Michel Camdessus, accusés d'avoir placé les pays «contributeurs» devant le fait accompli d'une augmentation très substantielle des financements internationaux. Cette irritation serait, sans doute, passée inaperçue sans la volonté, très inhabituelle, de l'Allemagne de lui donner une publici-

SIGNAUX D'ALERTE Lors de la réunion du FMI les délégués n'ont disposé que de quelques heures pour étudier un rapport sur les mesures soumises à leur approbation. « Il n'y o pas eu de véritable procédure de consultation et de discussion préalable, rapporte un banquier. Ce fut une ges-

MEXICO

de notre correspondant

Chômage technique dans l'industrie automo-

bile, licenclements et faillites dans le secteur de

la petite et moyenne entreprise, chute specta-

culaire des ventes dans le commerce de détail

cupantes de la crise financière déclenchée par la

Le pessimisme et la résignation des Mexicains,

qui ont déjà vécu trois autres crises du même

type en moins de vingt ans, ont été à peine enta-

més par l'annonce, au début de la semaine, du

plan de sauvetage multinational organisé à l'ini-

tiative de Washington. La ligne de crédit de plus

de 50 milliards de dollars mise à la disposition de

Mexico devrait, certes, contribuer à garantir la

solvabilité du troisième partenaire commercial

des Etats-Unis et à rétablir la confiance de la

communauté financière internationale, échau-

dée par les ratés du « miracie mexicain ». Elle ne

suffira pas, cependant, à empêcher la récession

qui menace le Mexique, comme l'ont recommu le

président Ernesto Zedillo et les milieux d'affaires

Le ministre des finances, Guillermo Ortiz, a

confirmé que 1995 serait « une année difficile ».

La priorité, a-t-il insisté, devra être accordée à

l'application du plan d'urgence économique qui

a, notamment, pour objectif de réduire de moi-

tié l'énorme déficit de la balance commerciale et

de stabiliser la valeur du peso par rapport au

dollar. La relance de l'économie viendra après, a

ajouté M. Ortiz, qui a souligné la nécessité de ré-

duire la dépendance à l'égard des capitaux

dévaluation du 20 décembre.

de notre correspondant L'écho d'un différend entre les

pays européens et Washington sur

la gestion de la crise mexicaine s'est

fait entendre, ce week-end, lors de

la rencontre des ministres des fi-

nances du G7 à Toronto. Ce diffé-

rend a éclaté mercredi 1º février

lors de la réunion du Fonds moné-

taire international (FMI) consacrée

à l'aide financière au Mexique. Au

cours de cette réunion, cinq Euro-

néens - Allemagne, Crande-Bre-

tagne, Pays-Bas, Danemark et

Suisse - out fait savoir qu'ils s'abs-

tenzient, après que le conseil do

FMI eut approuvé le programme

ont annoncé un dispositif dont ils étaient convenus, et ont invité le conseil à l'approuver. » La forme a nourri la mauvaise humeur des Européens ; les Américains n'ont pas pris la peine d'avertir leurs partenaires de l'abandon de leur plan initial (40 miliards de garanties de crédit à Mexico); le second « plan mexicain » était, en quelque sorte, à prendre ou à laisser. La Maison Blanche a recommu, vendredi soir, que les choses ne se sont pas déroulées normalement : les consultations, a précisé un porte-parole,

« se produisent maintenant»... avec

quelque soixante-douze heures de

Les divergences entre Européens et Américains portaient également sur le fond. L'Allemagne notamment, a défendu la thèse selon laquelle il s'agissait, à l'origine, d'une crise régionale et que, à trop la qualifier de « crise internationale », on créaît un dangereux précédent. La plupart des pays européens partagezient, peu ou prou, cet avis, certains allant jusqu'à l'abstention, d'autres, comme l'Italie, la France et la Belgique (celle-ci a longtemps hésité), estimant qu'à partir du moment où leur mécontentement

grand-chose de s'abstenir, surtout aurès comp. D'autant que, sur certains points, ils avaient obtenu satisfaction: les Américains ont ainsi accepté d'engager leur contribution de 20 milliards de dollars avant qu'il soit fait appel au « filet de sécurité» de 10 milliards de dollars du FMI. En filigrane figure une critique

avait été exprimé il ne rimait pas à

beaucoup plus prononcée: Washington, aux yeux de plusieurs capitales européennes, disposait, dès l'automne, de tous les signaux d'alerte d'un probable « dérapage » du Mexique, et pouvait obtenir de celui-ci un véritable plan d'ajustement accompagnant la dévaluation du peso du 20 décembre. An lieu de cela, estiment - anjourd'hui - plusieurs gouvernements européens, le gouvernement mexicain s'est d'abord embarqué dans une tentative incertaine de relance par une dévaluation sèche, censée tenir lieu de programme d'austérité. « Les Américains, conclut un diplomate européen, ont assez lorgement contribué à créer le désordre auquel ils nous demandent aujourd'hui de

Laurent Zecchini

■ La Banque mondiale a annoncé vendredi 3 février qu'elle prêterait 2 milliards de dollars au Mexique en 1995, notamment pour l'aider à renforcer son secteur bancaire, réformer son système financier et soutenir les plus défavorisés. - (Reuter.)

Cem Boyner incarne une voix différente dans la politique turque

Créé fin 1994, son parti tend la main aux Kurdes

de notre correspondante Un homme politique turc porté en triomphe par une foule kurde? Parlant ouvertement de dialogue, de reconnaissance? Cem Boyner, fondateur du Mouvement de la nouvelle démocratie (YDH), a ce courage. Son parti, né en décembre 1994, a fait une entrée remarquée sur la scène politique turque. L'YDH se démarque des partis traditionnels et se veut la voix de la société civile, d'une Turquie plus libérale et démocratique, soulagée du fardeau de l'Etat. Cem Boyner - trente-buit ans et du charisme à revendre - o'hésite pas à engager le débat sur les sujets les plus délicats : la question kurde, la nécessité d'un dialogue avec les

Au cours d'une récente visite à Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est anatolien, Cem Boyner a été acclamé par plusieurs milliers de Kurdes, qui, malgré le conflit en cours depuis plus de dix ans, n'ont pas perdu tout de no,ptespoir de se réconcilier avec le pouvoir central. « Nous nous parions avec les armes, l'artillerie, l'exil, les incendies de villages, le terrorisme et la torture. Nous nous entretuons. Nous n'essayons pas de parler avec des mots, en écoutant l'autre, en essayant de comprendre », leur a déclaré Cem Boyner. «Le commencement du dialogue serait

également le début de lo solution. »

DROTTS CULTURELS

L'YDH n'hésite pas à comparer la situation dans le Sud-Est anatolien à celle de la Bosnie ou de la Tchétchénie et réclame la reconnaissance des droits culturels et ethniques des 12 millions de Kurdes de Turquie. « L'YDH représente un espoir énorme pour lo Turquie. C'est peut-être lo dernière chance de résoudre le conflit kurde », explique Umit Firat, un intellectuel kurde qui est en train de monter le réseau du parti dans l'est et le sud-est du pays. «Le conflit o renforcé le pouvoir des tribus. Il n'est pas focile de surmonter la méfiance entre les divers clans. »

Cem Boyner n'a pas le profil d'un révolutionnaire. Ni sa position sociale - à la tête d'un empire textile et de la chaîne de magasins Beymen - ni son physique de jeune premier et son style BCBG ne le prédisposaient à se lancer à corps perdu dans l'arène politique. Etre fils de famille et grand industriel représente parfois un handicap - lorsqu'il tente de convaincre les travailleurs de sa sincérité -, mais offre aussi un certain degré de protection. Personne n'oscrait suggéter que ses idées sont celles d'un dangereux subversif on d'un séparatiste. Ancien dirigeant de la TUSIAD - l'équivalent turc du CNPF -, Cem Boyner a un pedigree au-dessus de tout soupçon.

Le jeune dirigeant a rassemblé un groupe de personnalités issues de milieux très divers. Qu'lls soient d'origine turque, kurde, juive ou arménienne, qu'ils soient islamistes, du centre, ou ex-communistes, tous ont en commun un profond désir de changement. « La politique turque s'est éloignée du peuple. Le système a fabriqué des politiciens de salon, qui ne descendent plus dans les rues », explique Kadir Copdemir, disquejockey populaire à la station de radio Super-FM, qui dit ressentir chez ses auditeurs un besoin d'expres-

ÉTABLIR UN PROGRAMME

Ces jeunes gens, ayant rejeté les partis traditionnels de gauche ou de droite, figurent en grand nombre parmi les membres actifs du mouvement, aux côtés d'hommes d'affaires, d'intellectuels et d'universitaires. Les détracteurs du parti affirment que l'appel de l'YDH n'est pas entendu au-delà des quartiers prospères d'Istanbul. Pourtant la campagne du parti en province, en particulier dans les milieux ruraux et conservateurs, a porté ses fruits. Aujourd'hui, l'YDH est implanté dans 55 des 76 provinces turques et, un mois après sa fondation, les sondages lui accordent 8 % de l'électorat, preuve peut-être que le mécontentement de la population dépasse les frontières sociales ou géographiques.

Les membres du comité directeur

admettent, avec une hormêteté rafraîchissante, que les difficultés abondent : la croissance rapide du mouvement entrave le développement d'une identité politique et d'un sentiment de cohésion entre les membres. De plus, en tant que parti officiel, l'YDH doit, désormais se plier à des règles rigides, donnant un pouvoir excessif au chef du parti, qui vont à l'encontre de ses principes. « Environ 70 % de nos supporters ne peuvent pas devenir membres du parti », explique Etiyen Mahterdit, en effet, aux étudiants, aux syndicalistes, aux universitaires et aux fonctionnaires de participer à la vie politique. Kadri, qui est âgé de vingt-huit ans, a dû être rayé de la liste des membres fondateurs du parti, sur ordre de la Cour constitutionnelle, car ce n'est qu'après trente ans que les Turcs ont le droit de fonder un parti.

Au siège du parti à Istanbul, situé dans un quartier industriel bouillonnant de vie, les dirigeants de l'YDH travaillent contre la montre pour s'assurer que leur parti sera dans la

Trois mois sans voitures au centre d'Athènes

Le ministre grec de l'environne ment, Costas Laliotis, a décidé d'interdire la circulation automobile, à partir du 1ª mars et pour trois mois, à titre d'expérience, dans le centre d'Athènes. Il s'agit de « souver Athènes, qui suffoque», a déclaré M. Laliotis. La circulation automobile est déjà limitée les jours ouvrables dans tout le centre d'Athènes (autour des mes commerçantes), selon un système alterné dépendant du chiffre pair ou impair des plaques minéralogiques, mais cela ne suffit plus quand les conditions climatiques (chaleur et manque de vent) sont défavorables. Le trafic les taux de dioxyde d'azote, de monoxyde de carbone et d'ozone dépassent une cote d'urgence établie dans les années 80. L'agglomération athénienne regroupe près de quatre millions d'habitants, 57 % des industries dont beanconp d'anciennes usines - et plus d'un million de véhicules, avec très peu d'espaces verts et une seule ligne de métro.

course - et en tête, espèrent-ils lors des prochaines élections générales qui devront avoir lieu au plus tard en octobre 1996, mais pourralent être anticipées si les circonstances politiques l'exigent. Les idées de base sont en place, mais les détails du programme électoral sont encore à peaufiner. Il s'agit de définir les objectifs et faire passer le message à la population, tout en préparant le premier congrès de l'YDH, qui devrait avoir lieu en

RÉFORMES

Convaincus de leurs chances électorales, les dirigeants de l'YDH admettent que les réformes étendues qu'ils proposent ne seront pas accomplies en une nuit. « Il faudra quatre à huit ons pour mettre en place certains changements », explique Asaf Savas Akat, un membre du comité exécutif. « Nous voulons aller aux élections avec une proposition bien définie d'amendements constitutionnels afin d'obtenir le mandat de la populatian. L'important, c'est de montrer d'emblée la direction à prendre. » Le but avoué de Cem Boyner est d'arriver au pouvoir avec 45 % des votes, afin de pouvoir faire les réformes prévues.

Ce chiffre est-il accessible? La faillite de la gauche centriste a laissé un vide sur la scène politique, ouvrant la porte à d'autres partis qui remplissent une fonction d'opposition. En tout cas, les idées lancées par l'YDH auront transformé le débat et contribué à rendre la population turque plus exigeante à l'égard de ses dirigeants.

Nicole Pope

rés sur les cartes de crédit fluctuent entre 66 % et

Les Mexicains se préparent à une année difficile

Hausse des prix, restriction du frédit, voire chômage accru, menacent le pays

le blais d'une réforme en profondeur de la fisca-

Dans l'immédiat, le coût vertigineux du crédit préoccupe les milieux d'affaires. Le taux interbancaire a légèrement baissé cette semaine, pas-100 % sur une base annuelle. Les entreprises sont à la même enseigne et doivent affronter des taux de 66 % à 83 %, condaminant les plus fragiles au dépôt de bilan à court terme.

« Les ventes ont baissé de 60 % à 80 % pour le commerce de détail à Tepito, déplore Miguel Galan, président des quelque dix mille marchands de l'un des principaux quartiers commerçants de Mexico. Les prix ont augmenté de 20 % à 80 % selon les produits, alors que les salaires, déjà très déprimés, n'ant pas bougé. Les gens n'ant plus d'argent et les banques ne font plus crédit. Si la situation ne se stabilise pas d'ici au mois de mars, 5 % à 10 % des commerces du pays devront fermer

CONTRÔLE DES FRONTIÈRES

Les grandes entreprises, en particulier l'industrie automobile, sont aussi touchées par la perte de pouvoir d'achat des consommateurs. La plupart des constructeurs - Volkswagen, Nissan, Ford, Chrysler et General Motors - ont d'ores et déjà décidé plusieurs semaines de chômage technique pour éviter d'accuarailer des stocks. Le fabricant allemend pourrait licencier trois mille de ses onze mille ouvriers si la crise s'accentuait, comme le pensent les constructeurs, qui se pré-

étranais et de renforcer l'épargne nationale par parent à une chute importante des ventes - dont le marché intérieur absorbe la moitié.

Cependant, la dévaluation du peso n'a pas que des inconvénients. Les exportateurs mexicains améliorezont leurs positions sur les marchés internationaux, en particulier aux Etatsment, qui vend sa production en dollars, bénéficiera de la baisse des salaires exprimés en pesos: elle a annoncé la création d'environ 60 000 emplois en 1995. Cela reste insuffisant compte tenu des licenciements prévus dans les autres secteurs et de l'arrivée sur le marché du travail, chaque année, d'un million de demandeurs d'emploi supplémentaires.

L'économie informelle n'étant plus en mesure d'absorber les nouveaux venus, les États-Unis craignent une accélération massive du flot d'immigrants illégaux et ont obtenu du Mexique qu'il participe au contrôle de sa frontière. Les chiffres de janvier, qui indiquent une hausse des entrées illégales en Arizona et au Texas, révèlent, cependant, une baisse substantielle pour la Californie, où les autorités ont pris des mesures plus sévères au cours des derniers mois. Le principal expert mexicain en matière de migrations, Jorge Bustamante, estime que la crise économique ne devrait pas nécessairement angmenter le nombre de départs vers les Etats-Unis. «La baisse du peso, dit-il, rend le voyage beaucoup plus coliteux, ce qui décourage un grand nombre de candidats qui n'ont pas les moyens de payer en dollars le service des passeurs. »

Bertrand de la Grange

Le Pérou et l'Equateur devraient reprendre le dialogue

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant Tandis que se poursuivent les affrontements sur le terrain, le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, aurait réussi à débioquer, dans la soirée du vendredi 3 février, les pourparlers de Paix, qui se déroulent sans grand succès à Rio entre le Pérou et Equateur. Un « élément nouveau » Serait apparu, selon Antonio Simoes, porte-parole du ministère brésilien des affaires étrangères, qui n'a pas donné d'autres précisions. Les négociations, qui paraissaient sur le point d'être rompues, devaient reprendre samedi.

Ce progrès scrait du aux conversations téléphoniques que M. Cardoso a tenues séparément au cours de la journée avec les présidents péruvien et équatorien, Alberto Fujimori et Sixto Duran. Un nouveau projet de déclaration commune des deux pays serait à les Etals-Unis sont les garants du Péruviens. L'impasse semblait

l'étude, qui permettrait de mettre fin au conflit armé auquel ceux-ci se livrent depuis le 26 janvier pour ia possession d'une bande longue de 78 kilomètres à leur frontière commune, disputée depuis un de-

Selon Quito, les forces péru-

viennes ont lancé, vendredi, leur troisième attaque en trois jours contre des positions équatoriennes dans la zone en litige, près des sources dn fleuve Cenepa. « Nos soldats ont répondu aux agressions : nous défendons ce qui nous revient », a déclaré un responsable militaire équatorien. Il a affirmé que buit soldats équatoriens avaient été tués et quatorze autres blessés depuis le 26 janvier, démentant ainsi le bilan avancé côté pérnyien (quarante-trois morts équatoriens contre une douzaine de Pérnviens).

L'Argentine, le Brésil, le Chili et

protocole de Rio qui avait mis fin, en 1942, à une première guerre entre le Péron et l'Equateur et permis de délimiter leur frontière. Les vice-ministres des affaires étrangères de ces pays, réunis depuis mardi avec les représentants du Pérou et de l'Equateur, commencaient, vendredi, à désespérer de leur capacité à faire entendre raison aux denx belligérants lorsqu'est intervenu cet « élément nou-

Le Pérou et l'Equateur avaient semblé disposés à accepter un cessez-le-feu le 31 janvier au soir, mais Lima a durci sa position, et les troupes péruviennes ont apparemment pour consigne de récupérer tout le territoire qu'ils considérent comme « envahi » par les Equatoriens. Ces derniers refusent l'idée de la création d'une zone démilitarisée, qui équivaudrait à leurs yeux à donner un avantage de fait aux

donc totale sur les conditions d'un cessez-le-feo: immédiat avec maintien des positions sur le terrain, ou conditionné à un retrait des troupes de chaque côté de la frontière contestée.

Les pays garants du protocole de Rio se disent toujours prêts à envover des observateurs sur le terrain. Les présidents Rafael Caldera (Venezuela), Gonzalo Sanchez de Lozada (Bolivie), Ernesto Samper (Colombie) et Ernesto Perez Balladares (Panama), réunis vendredi à Cumana, au Venezuela, pour célébrer le deux centième anniversaire de la naissance du maréchal Sucre, compagnon d'armes de Bolivar. ont appuyé cette démarche.

Le président Clinton a écrit à MM. Fujimori et Duran pour leur faire connaître sa « préoccupation > devant la poursuite du

Dominique Dhombres

La Belgique craint des transferts d'emplois au Luxembourg

BRUXELLES

de notre correspondant Une compagnie nationale peutelle profiter des facilités offertes par l'Union européenne pour « délocaliser » son personnel dans un pays voisin où les charges fiscales et sociales sont moins élevées? Telle est la questinn posée par une controverse publique entre Philippe Maystadt, ministre belge des finances, et Pierre Godfroid, président de la Sabena, la grande compagnie aérienne belge.

L'entrée d'Air France dans la capital de le Sabena (25 %, via une société de droit local qui comprend aussi des institutionnels), en février 1992, n'a nullement résolu les difficultés chroniques du transporteur belge, qui recherche maintenant une association avec Swissair.

« DÉLOCALISATION » DES PILOTES C'est à l'occasion des discussions avec les Suisses qu'a été éventé un singulier projet consistant à « délocaliser » au Luxembourg les 450 pilotes de la compagnie belge grâce à un «occord de coopération » avec Luxair. L'économie annuelle serait de l'ordre de 150 millions de francs français. En effet, le taux de cotisation de l'employeur à la Sécurité sociale est de 12 % au Grand-Duché et de 34 % en Belgique. Sans parlet des impôts.

C'est précisément au nom du civisme fiscal et de la solidarité nationale que M. Maystadt a condamné la politique d'une entreprise dont l'Etat belge demeure actionnaire à 63 %. Aussitôt, M. Godfroid a réagl par une lettre ouverte publiée mercredi 1ª février par Le Soir et De Standaard, les deux principaux quotidiens franco-phone et néerlandophone.

Affirmant n'avoir« de lecon à recevoir de personne », il estime que, par la solution imaginée avec Luxair, « on construit l'Europe et an conforte l'emploi ». La Belgique, ou les prélèvements sociaux figurent parmi les plus importants de l'Union, est prise entre soo activisme européen et la crainté de voir fuir ses cadres et ses capitaux en fonction des meilleurs profits dans le grand marché. Le Soir a relevé la contradiction : « Face à ces s'émeuvent. Pourtant ce sont eux qui ont voulu ce loisser-foire, ces liber-

UN PRÉCÉDENT MARITIME

L'existence d'une monnaie commune entre la Belgique et le Luxembourg accroît, il est vrai, les tentations. Déjà, en attendant une hypothétique harmonisation des régimes de protection sociale et des fiscalités, on pouvait se demander si les banques et les assurances ne seraient pas tentées d'imiter la Sabena. Il existe un précédent : en 1991, la Compagnie ma-ritime belge (CMB) est passée sous le pavillon du Grand-Duché enclavé au cœur de l'Europe...

Se défendant de tout « dumping social », les autorités du Grand-Duché se sont montrées réservées à l'égard des projets de la Sabena et de Luxair, car, a dit un porte-parole, il y a un risque de « contagion » à d'autres secteurs de l'économie. Récemment, Jean-Claude Juncker, successeur de Jacques Santer à la présidence du gouvernement luxembourgois, affirmait au Monde sa volonté d'encourager le secteur productif na-donal pour en finir avec l'image sulfureuse de son pays, réputé ou-vert à toutes les combines finan-

Jeudi, on apprenait que Swissair est disposée à étudier d'autres solutions que le projet de M. God-froid et formulera « une nouvelle propositian qui pourrait impliquer une demonde d'intervention substantielle du gouvernement beige». Selon La Libre Belgique, l'affaire a failli provoquer une crise gouvernementale. Apparemment, la Sabena a dû faire marche arrière sous la pression des ministres qui soutiennent M. Maystadt quand il dit : « Ce n'est pas parce que c'est légal que c'est moral. »

Les forces russes tentent d'encercler les combattants de Grozny

L'étau se resserre sur la capitale tchétchène, mais le sud du pays résiste

Les Russes ont coupé, le 3 février, la principale route de ravitaillement des combattants tchétchènes, qui demandant un « cessez-le-feu immédiat pour empêdemandant un « cessez-le-feu immédiat pour empêtiennent un tiers de Grozny, tandis que l'OSCE a adop- cher une catastrophe humanitaire ».

MOSCOU

de notre correspondant Appuyées par des bombarde-ments aériens et des attaques d'hélicoptères, qui se poursui-vaient samedi 4 février, les forces russes se sont emparées, vendredi, d'un carrefour stratégique à une douzaine de kilomètres au sud-est de Grozny, coupant la principale route de ravitaillement des combattants tchétchènes qui tiennent encore les quartiers sudest de la capitale, selon l'envoyé spécial de l'AFP, Sebastian Smith.

Armés de kalachnikovs et de lance-roquettes antichars, une centaine de combattants tchétchènes étaient regroupés, vendredi 3 février, au sud de ce carrefour pour contre-attaquer. Pour soutenir la percée de son infanterie et de ses chars, l'aviation de l'armée russe a violemment bombardé la capitale, après une accalmie de quelques jours.

A Grozny, les forces tchétchènes tiennent toujours, malgré un déluge d'obus, au moins un tiers de la ville, au sud de la rivière Sounja, qui marque la ligne de froot. A l'est de la capitale tchétchène, les villes d'Argoun (16 kilomètres à l'est) et de Goudermes (30 kilomètres) résistent toujours avec détermination, même si les combattants y manquent d'armes, selon l'AFP. A l'ouest de la capitale, les forces russes n'ont toujours pas réussi à s'emparer de Samaskhi, à une trentaioe de kilomètres de Grozny, rapporte Renter. Attaquée en début de semaine par une colonne blindée russe, cette bourgade a été durement bombardée par les Russes après une contreattaque victorieuse des forces tchétchènes. Les Tcbétchèces contrôlent aussi tout le sud du pays, les villes de Chali, Starl Atagui, au pied du Caucase, sans parler des montagnes elles-mêmes, refuge traditionnel de la résistance tchétchène à la conquête russe. Même si les forces russes ont ef-

fectué, vendredi, une percée, en passant entre les points de force

de la résistance tchétchène, ten-

tant visiblement d'Isoler Grozny des autres bastions tchétchènes, le « nettoyage » de la petite République pourrait encore durer des semaines, voire des mois, alors que les Russes ont concentré des moyens énormes face à quelques polgnées de combattants.

De plus, à l'image des raids actuellement menés de nuit par les Tchétchènes, les «zones contrôlées » par les Russes risquent ensuite d'être la cible d'actions de commando. Cette « insécurité» a déjà fait déraper Moscou dans la répression aveugle. Suspectés d'être des combattants, les civils sont arrêtés, détenus, parfois torturés, dans des « centres de tri » (Le Mande des 2 et 3 février). Malgré la poursuite de la guerre

à outrance, l'Organisatioo sur la coperation et la sécurité en Eu-rope (OSCE) a adopté, vendredi à Vienne, avec l'aval des Russes, un «document» sans caractère juri-dique, mais qualifié d'«inespéré» par des diplomates. Ce texte « souligne la hécessité urgente d'un cessez-le-feu immédiat pour empê-cher une cotastrophe humonitaire . Moscou refuse toute trêve

depuis le début des opérations, le 11 décembre 1994.

Même si elles exécutent les ordres, les forces russes semblent plus audacieuses dans leurs protestations contre la guerre que la communauté internationale. Anatoli Koulikov, le général du minis-tère de l'intérieur devenu commandant des « opérations de police » en Tchétchénie, s'est déclaré « pas trop content » de ses nouvelles fonctions. Le général de l'armée russe Lev Rokbline, l'un des plus connus des opérations eo Tchétchénie, a indiqué à l'hebdo-madaire Argoumenti i Fakti avoir refusé le titre de « héros de la Russie », le plus prestigieux à l'heure actuelle. Contredisant la thèse officielle de l'« opération de police contre des bandits armés », le ger héral estime que le conflit eu Tchétchénie est « une guerre cio vile ». Critiquant violemment les hommes politiques russes « ma-fieux », le général Rokhline affirme que des prisonniers russes se sont même mis à se battre du côté



MÊME CONSTAT dans les deux rapports sur les droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie qui viennent d'être publiés cette semaine: exactions, tortures et mauvais traitements - principalement imputables aux Serbes de Bosnie et de Croatie - se poursuivent. Le premier document a été établi par le rapporteur spécial de l'ONU, l'ancien premier ministre polonals Tadeusz Mazowiecki, qui a achevé, jeudi 2 février, son dixième rapport depuls la création d'une

commission d'enquête de l'ONU en août 1992. Les deux documents dénoncent la poursuite de la purification ethnique > à l'encontre des non-Serbes, les exécutions de civils, les traitements inhumains infligés aux prisonniers, les bombardement contre les populations civiles et le blocage de vivres qui leur sont destinés. Le rapport Mazowiecki dévoile l'exis-tence de camps de détention près de Velika Kladusa, ville située à l'extrémité nord de la poche musulmane de Bihac. Les forces serbes de Croatie qui ont pénétré dans cette enclave de Bosnie auraient, d'après des témoignages, torturé et assassiné des civils et cootraint certains prisonniers musulmans à travailler au démi-

nage des abords d'un des camps de détention. Dans un autre camp de la région, des femmes musulmanes seraient régulièrement soumises à des violences sexuelles. Le rapport dénonce les rafles dont out fait l'objet des non-Serbes de la région de Banja Luka (nord-ouest) et de Bijeljina (nord-est) au mois de dé-

En Croatie, M. Mazowiecki est préoccupé par le traitement réservé aux Serbes. Quant à la mini-fédération yougoslave englobant la Serbie et le Monténégro, elle est, dit-il, le théâtre d'une intolérance croissante entre les différentes nationalités. Au Kosovo, en premier lieu, où 90 % de la population est de souche albanaise, mais aussi dans le reste de la Scrbie où les militants syndicaux sont harcelés et la presse indépendante soumise à d'incessantes poursuites.

Publié mercredi à Washington, le rapport annuel du département d'Etat dresse un tableau tout aussi désespérant de la situation des droits de l'homme

L'opposition roumaine s'alarme des atteintes aux pouvoirs locaux

BUCAREST

de notre correspondant La tendance, déjà perceptible, à la recentralisation du pouvoir par le gouvernement roumain se confirme après une récente vague de suspensions frappant les élus locaux. Cette décision, adoptée le 20 janvier en conseil des ministres, est passée relativement inaperçue. l'attention ayant été retenue ces derniers jours par la polémique sur le statut de la minorité hongroise du pays (Le Monde du 1º fé-

Emil Constaotinescu, le président de la Convention démocratique, la principale coalition d'opposition, s'est inquiété, mardi 31 janvier, du « danger pour lo démacratie » que représente cette vague de limogeages. Depuis les élections locales de février 1992,

162 maires d'opposition - sur un total de quelque 3 000, toutes tendances politiques confondues auraient été ainsi sanctionnés, se-lon le Parti démocratique (opposition). Pour la première fois, les démissions du 20 janvier ont touché une personnalité de premier plan au sein de l'opposition : Adrian Moruzi, maire de Brasov, la septième ville du pays, et également président de la Fédération des grandes villes de Roumanie.

La thèse du pouvoir veut que les maires aient été destitués à la demande des préfets en raison d'« abus » et de « préjudices finan-ciers au détriment des budgets municipoux ». L'argument financier possède sans doute une part de vénté même si, par une curieuse coincidence, seuls les étus de l'opposition ont été visés.

En l'absence d'une loi sur les finances locales, réclamée par l'oppo-sition et les institutions internationales, la dépendance des villes vis-à-vis du pouvoir central est quasi totale. Les budgets locaux proviennent pour 90 % de l'Etat et sont calculés selon une arithmétique très opaque. Les maires vivent dans la craînte des préfets, qui peuvent les suspendre par simple décision admi-nistrative. Les élus risquent aussi la sanction des électeurs, qui leur im-putent la responsabilité de la faillite des services publics dont la gestion leur échappe pourtant. Or ce mécontentement rejaillit immanquablement sur l'opposition, qui croyait avoir fait le plus dur en remportant la plupart des grandes villes du pays,

Christophe Chatelot

en février 1992.

Le président brésilien refuse la hausse de son salaire

RIO DE JANEIRO. Dans une « déclaration à la nation », M. Fernando Heorique Cardoso a demandé, vendredi 3 février, au Congrès de réexaminer, au nom de la « morale », les énormes augmentations de salaires que les parlementaires se sont récemment octroyées et dont ils ont fait bénéficier le président et ses ministres (Le Monde du 25 janvier). Le chef de l'Etat maintient d'autre part son veto contre l'accroissement du salaire minimum également voté par le Congrès. Cette adresse intervient deux jours après la publication d'un sondage montrant que la popularité du président est tombée en un mois de 70 % d'opinions favorables à 35 %. Le Congrès sortant avait à la fois plus que doublé la rémunération du président et fait passer le salaire minimum de 460 F à 660 F. M. Cardoso n'avait pas réagi à la décision le concernant, mais avait annoncé son intention de mettre son veto à la seconde mesure, qu'il juge démagogique. - (Corresp.)

Démission d'un délégué de l'ONU dans les territoires palestiniens

GENÈVE. « Rapporteur spécial » de l'ONU sur les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël, le Suisse René Feiber a annoncé, vendredi 3 février, sa démission en expliquant qu'il ber a annonce, vendredi 3 février, sa demission en expiquant qu'il était plus important de soutenir le processus de paix au Proche-Orient que de dénoncer les abus commis dans la région. « J'ai peur que le processus de paix tombe en miettes et que le gouvernement is-raélien tombe, a déclaré, lors d'une conférence de presse à Genève, M. Feiber, qui a été président et chef de la diplomatie de la Conféderation helvétique. Un rapport peut soulager les consciences, mois son effective de la distribution de la conféderation de ficacité doit se mesurer (...) au degré de sérieux avec lequel le reçoivent ceux à qui il s'adresse. » Dans son rapport publié deux jours plus tôt, il accusait l'Etat juif de maltraiter les prisonniers palestiniens (Le Monde du 3 février). - (Reuter.)

■ POLOGNE: le président Lech Walesa et le premier ministre Waldemar Pawiak se sont mis d'accord sur le choix d'un nou-veau ministre des affaires étrangères, mais n'ont toujours pas trouvé de terrain d'entente à propos du portefeuille de la défense, a déclaré, vendredi 3 février, le porte-parole de la présidence. Les deux hommes ont choisi Janusz Ziołkowski, 70 ans, ancien professeur de sociologie, pour remplacer Andrzej Olechowski, qui a démissionné des affaires étrangères le mois dernier. – (Reuter, AFP.)

KIRGHIZSTAN : les premières élections législatives depuis l'in-

dépendance du Kirghizstan, proclamée eo août 1991, se dérouleront dimanche 5 février. La plupart des observateurs estiment que ce scrutin, qui concerne deux millions d'électeurs, va se traduire par un renforcement du pouvoir du président Askar Akaïev, compte tenu du faible poids des partis politiques dans cette ancienne République soviétique d'Asie centrale. - (AFP.)

■ ÉTATS-UNIS : la Maison Blanche a tenté de minimiser, vendredi 3 février, l'importance de nouvelles « révélations » sur des liaisons extraconjugales présumées de Bill Clinton contenues dans une biographie du président, First in His Class (Premier de sa classe), écrite par un journaliste du *Mashington Post*, David Maraniss, Selori de livre, M. Chnton, alors gouverneur de l'Arkansas, avait renonce en 1988 à briguet l'investiture du Parti démograte à la Maison Blanche après que son cher de cabinet, Betsey Wright, l'eut somme de s'expliquer

sur une série de liaisons extraconjugales. — (AFP.)

NICARAGUA: trois responsables du Front de libération nationale ont démissionné, vendredi 3 février, pour rejoindre le Mouvement de rénovation sandiniste (social-démocrate), confirmant la scission entre « modérés » et « durs » du Froot qui a dirige le pays entre 1979 et 1990. Deux des leaders démissionnaires, Dora Maria Tellez et Luis Cartion, figurent parmi les « chefs historiques » du mouvement sandiniste. – (Reuter.)

■ SOUDAN: quelque 400 Soudanais quittent chaque jour leur pays, depuis le début du mois de janvier, pour se réfugier dans le nord de l'Ouganda, a annoncé, vendredi 3 février, à Genève, le Haut commissariat pour les réfugiés de l'ONU, en précisant que le rythme n'était que de 200 par jour en décembre. Ces personnes fuient une oouvelle offensive armée des forces gouvernementales contre la rébellion menée depuis 1983 dans le sud du Soudan. Au total, l'Ouganda abrite 330 000 réfugiés soudanais. Pour la scule année 1993,

150 000 sont arrivés dans ce pays. ~ (AFP.)
■ MAURITANIE: huit opposants out été libérés, a-t-on appris, vendredi 3 février, de sources autorisées à Nouakchott. Ces personnes, parmi lesquelles figurent Ahmed Ould Daddah, principal perinéral de l'Union des forces démocratiques (UFD), principal perinéral de l'Union des forces démocratiques (UFD), principal perinéral de l'Union des forces démocratiques (UFD), principal perinéral de l'Union perinéral d'opposition, et Hamdi Ould Mouknass, président de l'Union pour la démocratie et le progrès (UDP), avaient été placées en résidence sur-veillée, le 23 janvier, à la suite de manifestations de rues contre une augmentation du prix du pain, les deux jours précédents. - (AFP.)

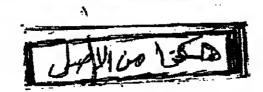
■CORÉE DU NORD: Pyongyang a accusé, samedi 4 février, la Prance de s'opposer à son accord nucléaire avec les Etats-Unis, rapporte l'agence officielle KCNA citant l'organe central du Parti des travailleurs Rodong Sinmun. Selon le quotidien, la France, « seul pays à émettre des objections », a l'intention « de mettre des obstacles » à l'application de l'accord signé le 21 octobre, à Genève. L'organe du parti au pouvoir recommande aux autorités françaises « d'abandonner ieurs mauvaises habitudes de déguiser leurs crimes et de ne considérer que leurs intérêts ». - (AFR)

RUSSIE: le taux d'inflation en Russie a atteint 17,8 % en janvier, contre 16,4 % en décembre, confirmant ainsi l'accélération de la hausse des prix depuis l'automne dernier, a indiqué, vendredi 3 fé-

vrier, le comité d'Etat aux statistiques. - (AFP)
■ ETATS-UNIS : le taux de chômage s'est élevé à 5,7 % en janvier, contre 5,4 % en décembre. Le nombre de chômeurs a atteint 7,5 millions de personnes en janvier. - (UPL)

196,7 milliards de dollars de déficit pour le budget américain en 1996

WASHINGTON. Le projet de budget américain pour l'exercice 1996, qui doit être présenté lundi 6 février au Congrès, comportera environ 144 milliards de dollars d'économies (un dollar vaut 5,20 francs) dont notamment 63 pour compenser des réductions d'impôts pour les classes moyennes. Le montant total des dépenses, selon le New York Times, s'élèvera à 1.600 milliards de dollars : 262 milliards pour la défense, 351 pour les pensions, 271 pour les dépenses de santé des personnes âgées et des démunis, 257 milliards pour le remboursement de la dette publique. Le déficit atteindra 196,7 milliards contre 192,5 milliards sur l'exercice 1995. - (AFP.)



The large major

to the William Bullion the best the Repair Court

46.64 B. SHEE. J. M. Ph. CONTRACT MANAGE. The state of the state of A Company of the second The second section is the . . . - parameter nach and inches

A STATE OF STATE OF

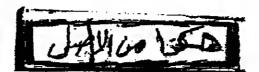
LA STATE LANGUE The second section is a second emineral et la espaia del per allum le a the transfer of a the empression and the first restricted by the part of a straight and a second second

the in a rather management and the design of the first of the second The state of the state of the state of १९ च्या १९ च्या केल्या स्टब्स्ट केल्या है केल्या है जिल्हा है जिल्हा है जिल्हा है जिल्हा है जिल्हा है जिल्हा ह

The same of the same of the same of the same of ఈ గోండర్ ఫైనాయ్లు a tributant to a second া পালে সমূহত সং**হাটি নিংগটন**ত 리스 : 에 '인호, 연호<mark>(연호</mark>프로 연간) र के के श्रीका (क ^{र १} प्राप्तकार स्ट सामन्त्रक्रमण हिन् The second of th And the State of t THE THE WALL

> ा । जन अन्यान <u>विका</u>त्रक है जा CONTRACTOR OF STREET WATER THAT DESIGNATION 中国的 特斯克爾 (2)

े "कार में कुछ पुरस्ते के **केट**



résilien refuse m salaire

t, which the 🛊 kali irigentaini. ter et un employen Bulletink of the con-Married of State of the last of the last with which has profer.

PERSONAL TAX TO PERSON Market Statement .

and the Contraction of M. Carliber in gro. Market May 18 to 18 délégué de l'oxi es palestinien

DE TOTAL YOUR 20 vilos 140 ----The sa throng the ... We W. Sharman field the flet at some Rafter if the manner PART SEMENTERS Magne de were

Libra Office Walliams 124

aich Watere et le pr B. Breiterste ... 大学 大学 はいかん HART WAS A COLUMN Maria alle a non cloubbour icz..... Big Gutter Bur dent !! ! !! ** **** *** を養するですない ・・・ Markett Asked Spring

mile and the last bury or

F.F.

Marie of Marie of the AND A STATE OF THE STATE OF Sidery APTRICATE CO. Marie Contract Services the Charlestone ... BETTERSTARE, T to be the second of AMERICAN TAXA mile therefore in China de a Sara - ...

Bank Bank Branch .

pre of April 2 married and f warman . The 图 AP. 7 Feb. 1 But the world of the second in the world from the con-Bent price of mile. material of the second WHILE AND CITY ...

THE SECTION OF THE Mark Market Comment Britain -Miles care all -1 f_n ggatter en man in g $\underline{b}: \underline{\mathcal{A}}_{\overline{b}} = \{\underline{G}: \underline{B}/\underline{\mathcal{A}}(\overline{G})\} = \{a \in \mathcal{V}: \alpha \in \mathcal{V} : \alpha$ gyanig a account

A to seem

10 Tan 144 4 1577 1 territoria de la Constitución de

 $\varphi_{\mathcal{W}}(\tau_{i,j}) = ((i,j), (i,j), \tau_{i,j})$

jer je de≜e i i je

W. + W. - - - -

PRESIDENTIELLE Avec un avantage de près de 60 % des voix, selon les premières estimations, les militants socialistes qui ont voté, vendredi 3 février, dans leur section,

ont choisi Lionel Jospin comme candidat de leur parti à l'élection présidentielle. Le premier secrétaire, Henri Emmanuelli, va devoir tirer les conséquences de ce que ces proches

appellent une sévère défaite.

DÉreau national du PS du 4 lanvier,

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 FÉVRIER 1995

TERMINATION. Depuis sa déclara-tion de candidature devant le bu-pareil socialiste en faveur de M. Emmanuelli. ANNIVERSAIRE. Il y a rand s'était imposé à l'improviste. M. Jospin a fait preuve d'une totale trente ans, la gauche non commu-

détermination malgré les velléités niste, après le retrait de Gaston Defferre, cherchait un candidat face au général de Gaulle. François Mitteravec le soutien du Parti communiste.

Une large majorité de socialistes choisissent M. Jospin

Appelés à voter dans leurs sections, vendredi 3 février, les militants ont donné la préférence à l'ancien ministre de l'éducation nationale, qui s'impose face au premier secrétaire, M. Emmanuelli

APRES TROIS SEMAINES d'une souffle dans le parti ». Mis au défi, dure et parfois pénible campagne interne, la victoire de Lionel Jospin sur Henri Emmanuelli semblait. samedi 4 février, incontestable et incontestée. Le mouvement en faveur du premier était perceptible ces demiers jours, mais ses plus chands partisans n'avaient osé imaginer un tel écart. « Nous ne boudons pas notre plaisir », avouait, samedi matin, Daniel Valllant, député de Paris. Dans l'entourage de M. Emmanuelli, on ne niait pas que la défaite est sévère pour le premier secrétaire. Un enseignement essentiel peut déjà être tiré : ainsi qu'on pouvait le

prévoir, les militants socialistes se sont tout simplement comportés comme des électeurs. Ils ont émis un vote responsable, naturel, bien loin des petits calculs des experts de la rue de Solférino. Manuel Valls, l'un des responsables rocardiens du PS, relevait même, avec raison, samedi matin, «qu'un esprit d'états

en quelque sorte, par les médias et les ricanements de la droite, les socialistes, dans un louable sursaut démocratique, se sont saisis de ces « primaires » au point qu'on a vu, ici et là, des sympathisants, peu informés sur la procédure, vouloir absolument passer par l'isoloir.

UNE ERREUR DE « CASTING ». Ils ont aussi été réceptifs, comme tout le monde, aux sondages qui, dès le départ, avaient relevé, à l'avantage de M. jospin, une plus grande notoriété, une plus grande « présideotiabilité » que pour M. Emmanuelli. Enfin, le détail des premières estimations indique très

nettement qu'ils ont été insensibles aux consignes des appareils et des courants. L'exemple du bastion du Pas-de-Calais est, à cet égard, le plus édifiant. Cette fédération, ha-bituée à marcher comme un seul militant derrière son patron toutgénéraux avait déclenché un effet de puissant, Daniel Percheron, a pris

M. Percheron, qui militait pnur M. Jospin, n'a été suivi que par 55 % à 57 % de ses troupes. A Liévin, qui avait accueilli, en novembre 1994, le demier congrès, M. Emmanuelli Pa emporté avec plus de deux cents

Les militants n'ont pas confondu

voix d'avance.

un vote pour un congrès avec un vote pour le candidat à la présidentielle. Ce faisant, ils apportent la preuve incontestable que M. Emmanuelli a fait tout simplement, dans cette affaire, une erreur de casting. Par-delà cette conjoncture de pré-campagne, le vote du 3 février imposera, sans doute, de poser une question beaucoup plus géoérale et fondameotale: la démocratie d'opinion est-elle en passe de destructurer, à son tour, le Parti socialiste? On pourra s'en réjouir ou s'en plaindre. Ce scrutin suscitera en tous cas un vrai débat. Dans l'immédiat, les dirigeants du PS en étaient plutôt à s'interroger,

des libertés avec ses traditions.

M. Percheron. qui militait puur naire du lendemain à Paris. A priori, la victoire nette de M. Jospin pouvait rassurer sur les risques de dérapage et d'« étripage ». De toutes

parts, d'ailleurs, les propos, samedi matin, se voulaient rassurants. « Désormais, l'ensemble de notre fédération est derrière M. Jospin pour battre lo droite », indiquait-on à

Les premières estimations du vote des militants

Les résultats officiels du vote des militants devalent être présentés, dimanche 5 février, devant le congrès extraordinaire du Parti socialiste réuni à la Mutualité, à Paris. Dans l'attente de la confirmatinn des congrès fédéraux qui devalent se réunir samedi, les premières estimations laissaient prévoir un succès de Lionel Jospin, avec un avantage de Pordre de 60 %.

L'ancien ministre semble être arrivé en tête dans plus des deux tiers des fédérations. Il s'est imposé notamment dans sa fédération de la Haute-Garonne (67 %), celles du Tarn (60 %), de PAriège (53 %), du Nord (80 %), du Pas-de-Calais (57 %), de la Nièvre (60 %), de PHérault (75 %) et de la Moselle (75 %). Son succès paraît également complet en Ile-de-France: Paris (80 %), Val-d'Oise (85 %), Essonne (60%), Seine-Saint-Denis (60%), Hauts-de-Seine (75%), Val-de-

Henri Emmanuelli Pa emporté très nettement dans sa propre fédération des Landes (90%), ainsi que dans celle des Bouches-du-Rhône (71 %). En Seine-Maritime, le fief de Laurent Fabius, le premier secrétaire du PS pe s'est imposé qu'avec 55 % des voix.

Marseille. « Jospin, assurait, au nom des fabiusiens, Henri Weber, est maintenant notre candidat, et tous les socialistes doivent être à ses cô-

Si quelques « rénovateurs », comme M. Valls, commencaient à dire que le problème de la légitimité de M. Emmanuelli à la tête du parti était posée, les proches de M. Jospin suggéraient plutôt de « garder la tête froide ». « Ce n'est pas un problème qui se pose, et je ne le pose pos », affirmait M. Vaillant. Cependant, il n'était pas sûr que M. Emmanuelli soit dans les mêmes dispositions. Les consignes de l'Elysée, rappelant qu'il ne faut jamais donner sa démissioo, soot une chose, mais le sens de l'honneur de M. Emmanuelli en est une autre. Se contentera-t-il de garder les clés de la maison, comme on le murmure. jusqu'au leodemain des élections

Daniel Carton

« Je pensais qu'on allait prendre une raclée »

LIMOGES de notre envoyé spécial

«François-Perrin est tombée I » A elle seule, cette exclamation résumait, vendredi 3 février dans la soirée, pour les militants socialistes de la Haute-Vienne, l'ampleur du mouvement en faveur de Lionel Jospin. Cette section du centre de Limoges était traditionnellement acquise à l'ancien courant de Laurent Fablus, et donc, en principe, à la candidatme d'Heuri Emma-nuelli à l'élection présidentielle. « Je pensais qu'on al-lait prendre une racéée », soupire d'aise un joupiniste convaintu. Or, sur igliaire viner-ouze adhéreits àiscrits, Lionel Jospin a requeilli trente chog volt, contre vinet seulement au premier secretaire du PS.

Dans ce parti qui fait mine, depuis quatre ans, d'oublier le congrès de Rennes, la « chute » de Francols-Penin sonne comme un communiqué de victoire des amis de M. Jospin. Ou, ce qui ne revient pas toujours au même, des adversaires de M. Fabius.

Dans la petite mairie de Saint-Martin-le-Vieux, dont le maire, Jean-Pierre Demerliat, sénateur de Haute-Vienne, a été désigné comme mandataire fédéral par M. Jospin, les résultats continuent d'affluer des cent douze sections socialistes du département. Dès avant 20 heures, les petites sections de la campagne ont donné le ton. Seule fait véritablement exception la section de Bellac, où M. Jospin, pourtant soutenu par Colette Gadioux, conseiller général et

candidate pour les prochaines élections municipales, n'obtient que deux voix contre vingt-deux à M. Emmanuelli. Hormis cet accident microclimatique, la lame de fond en faveur de M. Jospin est générale.

Jean-Jacques Besse, vice-président do conseil régional, s'interrogeait en début de soirée : « La question est de savoir si les équilibres ont bougé depuis Rennes et si les militants vont faire preuve de plus d'indépendance par rapport à leur camp habituel. » Il n'est pas sûr que le résultat du scrutin lui aura donné satisfaction, tant il confirme, pour l'ensemble de la Haute-Vieille, l'emprise des caciques localis, favorables à M. Jospin, particulièrement du président du conseil moges, Alain Rodet.

Avec un taux de participation bonorable, de l'ordre de 66 %, Henri Emmanuelli ne recijelile, au total, que 16 % environ des suffrages. « Les Jeux sont faits », relève avec satisfaction un militant à Saint-Martin-le-Vieux. Il ne reste plus, samedi après-midi, lors d'une convention fédérale, qu'à officialiser le résultat et à désigner les dix délégués qui se rendront an congrès de dimanche, à la saile de la Mutualité, à Paris.

En attendant, la question est dans toutes les têtes: si la « claque » est trop forte pour M. Emmanuelli, vat-il remettre en jeu son mandat de premier secrétaire? « On n'a vraiment pas besoin de ça en ce moment ! », estime un vieux routier du PS local.

Gérard Courtois

L'homme du possible

LIONEL JOSPIN revient co force. Isolé après la fracture de son courant, en juin 1994, lorsque Henri Emmanuelli avait entraîné une partie des jospinistes dans sa manceuvre pour accéder à la tête du Parti socialiste, l'ancien ministre de l'éducation nationale avait mélancoliquement déposé une contribution solitaire au congrès de Liévin, en novembre. Il est vrai que, derrière le « contributeur », on pouvait soupçonner le calididat pour le tas ou Jacques Delors ferait faux bond à la

gauche, ce qui s'est produit Dès le 4 Janvier, soit trois semaines après l'annonce par le présideot de la Commissioo européenne qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, M. Jospin a fait savoir qu'il briguait l'honneur de représenter les socialistes dans cette compétition. Durant les vacances de Noël. l'ancien premier secrétaire du PS a beaucoup consulté, mais sa déclaration, en ce mercredi 4 janvier, devant le bureau national, surprend. « Sans doute, après Jocques Delors,

oucune candidature ne s'est imposée d'elle-même, explique-t-il, mais il faut un candidat socialiste dans cette élection difficile, un candidat qui puisse rassembler la gauche et les écologistes. Je suis dispanible pour cela et je pense avoir lo capacité de le faire, dans le respect de

Fort de son role à la tête du PS pendant sept ans, puis au gouvernement pendant quatre ans, appuyé sur une analyse autonome et sévère des erreurs et des erremeots de la gauche au pouvoir, détaillée dans son livre L'Invention du possible (éditions Fiammarion). l'ancien ministre a démontré, en se lancant dans la bataille. l'audace et la détermination dont certains de ses amis désespéraient de le voir faire preuve.

NOUS POURRIONS GAGNER

Maleré l'hostilité des fabiusiens et de la Gauche socialiste, qui espèrent encore une candidature de Pierre Joxe ou de Robert Badinter, les velléités de Jack Lang, la mauvaise humeur de M. Emmanuelli,

les menaces de Bernard Tapie et Radical, M. Jospin avance d'un pas tranquille, sans se laisser impresslonner. Dans un entretien au Monde du 11 janvier, il fixe un objectif: «La gauche peut battre M. Balladur. > « La droite est profondément divisée, coostate-t-il. Elle n'a pas de projet mobilisateur pour le pays. Son meilleur otout, c'est l'idée, portout répandue, qu'on ne peut pas la battre. Si nous changions celo, nous pourrions ga-

Le 26 janvier, sa professioo de fol parvient dans toutes les fédérations. Il y retrace soo propre voyage à l'intérieur de la gauche : « Depuis plusieurs onnées, écrit-il. j'ai souhoité dépasser les querelles internes, privilégier la réflexion, faire le point sur notre action au pouvoir et les nouveaux chemins du possible (...). Si je conduis, demain, lo grande campagne à laquelle nous aspirons, ce sera celle de tous les socialistes et - nous y travaillerons - celle de toute lo gouche. »

Il y a trente ans, François Mitterrand...

CE 25 JUIN 1965, les Français qui regardent leur télévision sont surpris: Gaston Defferre annonce qu'il a décidé... de ne pas être candidat à l'élection présidentielle. Un peu moins de trente ans avant le refus Jacques Delors, et sans que les circonstances ni les horames ne soient tout à fait comparables, la gauche « non communiste » comme on disait à l'époque et comme on recommence à le dire aujourd'hui pour parler du PS, de Radical et des nébuleuses «rénovatrices » - était déjà, face à un candidat de droite dont la victoire, s'il se présentait, ne faisait guère de doute - il s'agissait de Charles de Gaulle -, en parme de représentant

et de stratégie. Le projet d'une candidature à l'élection présidentielle qui aurait rassemblé, sur le nom de Gaston Defferre, la gauche non communiste (en tout cas, ses pôles « rénovateurs») et les centristes susceptibles de se détacher du général de Gaulle, notamment le courant démocrate-chrétien, avait mijoté pendant deux ans. L'Express, dirigé par Jean-Jacques Servan-Schreiber, avait installé le futur ministre de l'intérieur dans ce role. Sous la forme d'un manifeste rédigé par Michel Crozier et Roger Jacques (pseudonyme de Jacques Delors), une vingtaine de chibs, dont le Club Jean-Moulin, soutenaient

Secrétaire général de la SFIO (le Parti socialiste de l'époque), Guy Mollet était pour le moins réservé, mais, dans un parti désemparé, qui touchait le fond, bien des fédéra-

tions vovaient dans le maire de Marselle et patron des Bouchesdo-Rhône la divine surprise qui pouvait redonner au parti quelques perspectives. Guy Mollet s'était donc incliné. Cependant, un projet complémentaire avait vu le jour : la mise sur pled d'une « grande fédération », incluant le courant démocrate-chrétien, c'est-à-dire le MRP. Ce projet a échoué face aux exigences centristes et aux réserves socialistes. C'est pourquoi, faute de « majorité », déjà, Gaston Defferre

MAURICE FAURE TEMPORISE

A la faveur du vide qui se crée ainsi, le PSU se réinstalle dans le jeu politique et cherche un candidat. Le premier nom prononcé est, bien sûr, celui de Pierre Mendès France, mais la réponse de l'ancien président du conseil est négative. On se tourne alors vers Daniel Mayer, grande figure morale, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et membre du PSU, qui ne dit pas non, mais de-mande à réflécim. Du côté radical, Matrice Faure pense qu'il faut persévérer dans la voie ouverte par Gaston Defferre, celle d'une candidature de centre gauche, mais il décide d'attendre : les vacances d'été ne hi paraissent pas le meilleur moment pour annoncer une candidantre à l'élection présiden-

Chez les socialistes, l'hypothèque Desserre étant levée, Guy Mollet est abondamment visité. Sans grand résultat. Pour deux raisons. La première est que Guy



Mollet garde une vision « arbitrale » de la fonction présidentielle. De ce fait, il ne souhaite pas qu'un socialiste soit candidat, ni même une personnalité trop engagée. C'est l'époque où il lance des ballons d'essai: pourquoi pas Jean Rostand on Albert Schweitzer? L'idée circule. On verra même le petit-fils de Victor Hugo venir faire offre de services auprès du secrétaire général du Parti communiste, Waldeck Rochet... La deuxième raison est que Mollet est convaincu que de Gaulle ne se présentera pas. Son remplaçant peut être battu, estime-t-il, mais à condition que le challenger vienne de la droite anti-

gaulfiste. Dans ce cadre, il ne cache pas qu'Antoine Pinay est, à ses yeux, le meilleur candidat.

Le PCF, quant à lui, explique qu'il est prêt à soutenir un candidat unique de la gauche, mais sur la base d'un programme commun. Faute d'un tel programme, il présentera son propre candidat. En fait, tout le monde pense qu'il le fera, car c'est ce qui gênerait le moins de Gaulle, dont la politique extérieure est considérée par les communistes et par les Soviétiques comme comportant des « aspects

Et puis, il y a François Mitterrand. Le député de la Nièvre a affi-

ché un soutien loyal à la tentative de Gaston Defferre, sans cacher une certaine distance. La voie est maintenant libre, et la leçon tirée : il n'y a d'autre perspective que l'union de la gauche. Le 5 juillet, à Saint-Gratien, il a confirmé à ses proches qu'il envisageait d'être candidat. La noria des cnntacts commence, mais, le 6 août, quand paraît un sondage de l'IFOP sur les chances des éventuels candidats, son nom ne figure même pas parmi les options proposées.

DANIEL MAYER S'INCLINE Début septembre, la machine

s'emballe. Du côté PSU, une tribune libre paraît, dans Le Mande, signée de l'avocat Pierre Stibbe, qui lance un appel à Daniel Mayer et dessine un profii transparent de ce que ne doit pas être le candidat. Il faut, dit-il, « un candidat dont l'ottitude passée soit la garantie de fidélité à ses idées, de sa loyauté (...), un homme d'une rigueur morale absolue, qui ne puisse preter le flanc à aucune attaque d'ordre personnel ». Il ajoute: « Trop d'hommes politiques ont contribué à déprécier la politique por l'opportunisme, l'arrivisme, le goût de l'intrigue ou des affoires. >

Jules Borker, l'avocat communiste qui sert d'intermédiaire, fait irruption le 7 août dans une réunion de la Convention des institutions républicaines, fédération de clubs que préside François Mitterrand, et presse ce dernier de se déclarer. La candidature de Daniel Mayer risquerait, en effet, de provoquer en retour une candidature

SFIO et d'empêcher toute stratégie commune à gauche. De toute manière, François Mitterrand est décidé à presser le pas. Le 8, il obtient l'accord de Gaston Defferre, se fait confirmer le feu vert que lui a donné, durant l'été, Mendès France et bondit chez Daniel Mayer. Les deux hommes comparent les lettres d'encouragement qu'ils ont, l'un et l'autre, reçues de Mendès France. Quand François Mitterrand l'informe du veto socialiste à son égard, Daniel Mayer s'incline. Le lendemain matin, à 9 h 30, François Mitterrand rencontre Maurice Faure, qui le met en garde contre un nouveau Front populaire, mais constate qu'il a été pris de vitesse et, du bout des lèvres, hii accorde

François Mitterrand sait sans doute déjà qu'il a l'accord de la SFIO. La veille, Guy Mollet a en effet invité le comité directeur à se prononcer et il en est sorti mandaté « pour encaurager la candidature de Français Mitterrand ». A 10 heures, cité Malesherbes, quand François Mitterrand l'informe de sa décision d'être candidat, Guy Mollet lui donne donc le feu vert. A midi, François Mitterrand rencontre les hommes des clubs : seul Alain Savary tente de le décourager (« Vous allez susciter des attaques personnelles »). A 16 heures. il communique à l'AFP sa déclaration de candidature. Guy Mollet. qui lui avait conseillé d'attendre deux ou trois jours, gromelle: « Co commence bien! »

Jacques Kergoat

Le Conseil constitutionnel refuse la possibilité d'une transaction entre parquet et délinquants sur la nature des réformes

Pierre Méhaignerie doit renoncer à une innovation juridique

présentées par Pierre Méhaignerie et adoptées

jugement, à une transaction entre le parquet et

Le Conseil constitutionnel a annulé, vendredi par le Parlement à l'automne, qui visait à per-3 février, une disposition des lois sur la justice, mettre que certains délits donnent lieu, avant porterait atteinte, selon le Conseil, aux droits inporterait atteinte, selon le Conseil, aux droits in-

LA SANCTION est particulièrement lourde pour Pierre Méhaignerie. En jugeant, dans une décision rendue publique vendredi 3 juillet, que le mécanisme de l'« injonction pénale » est contraire aux règles fondamentales du droit français, le Conseil constitutionnel a censuré la principale innovation juridique que l'actuel garde des sceaux avait voulu apporter au cours de son passage au ministère de la justice.

Pour faire face au malaise des juges, le gouvernement avait fait approuver un imposant dispositif législatif, composé de trois textes : une loi de programmation pour améliorer le fonctionnement matériel de cette administration ; une loi organique modifiant le statut de la magistrature ; une loi sur l'organisation des juridictions et la procédure civile, pénale et administrative. C'est dans celle-ci que figurait l'injonction pénale inspirée de procédures anglosaxonnes: pour certains délits, et avec l'accord de la victime, le protransiger avec l'auteur de l'infraction si celui-ci reconnaissait sa culpabilité (voir ci-dessous).

Cette nouveauté dans le droit français n'avait été acceptée qu'avec difficulté par le Parlement, mais nul n'avait soulevé le problème de sa constitutionnalité. Si les sénateurs socialistes ont saisi le Conseil constitutionnel du texte de cette loi, ils n'ont, contrairement à la coutume, précisé aucun de leurs griefs, ni indiqué lesquels de ses quatre-vingt-deux articles leur paraissaient constestables.

LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Le Conseil a donc estimé que la création de cette injonction pénale devait être censurée, en s'appuyant sur une décision de 1989 qui lui avait fait refuser que la Commission des opérations de Bourse puisse être dotée, «à l'égord des mêmes persannes et s'agissont des mêmes faits », à la fois d'un pouvoir de sanction directe et de la possibilité de se por-

cureur de la République pouvait ter partie civile dans un procès pénal. La Déclaration des droits de l'homme de 1789 ordonne, en effet, que tout homme est « présumé innocent jusqu'à ce qu'il oit été décloré coupable ». Il est acquis, en outre, depuis longtemps, que le respect des droits de la défense est un des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et ayant valeur constitutionnelle. Le Conseil en a déduit que, « en motière de délits et de crimes, lo séparation des outorités chorgées de l'oction publique et des outorités de jugement concourt à la sauvegarde de la liberté individuelle ». Or, il a constaté que « certaines mesures susceptibles de faire l'abjet d'une injanction pénole peuvent être de noture à porter ateinte à lo liberté individuelle », Il en a donc conclu « que le prononcé et l'exécution de telles mesures,

même avec l'accord de lo personne

susceptible d'être pénalement pour-

suivie, ne peuvent, s'agissant de dé-

lits de drait commun, întervenir à lo

seule diligence d'une autorité chor-

gée de l'action publique, mais requiert la décisian d'une autorité de

Le principe de l'injonction pénale n'est donc pas, en lui-même, rejeté. Les gardiens de la Constitution estiment, simplement, que sa mise en œuvre ne peut pas relever du seul procureur de la République, magistrat soumis à un pouvoir hiérarchique pouvant remon-ter Jusqu'au ministre de la Justice, mais doit être contrôlée par un magistrat du slège, à l'indépendance mieux protégée, et qui, dans la tradition française, a seul le pouvoir de condamnet.

Le mécanisme prévu par la loi aurait permis que certaines « affaires » délicates se règlent discrètement dans le bureau d'un procureur. Or, il est indispensable au bon fonctionnement de l'état de droit que la justice se rende publiquement sous le regard et, donc, sous le contrôle des citoyens et de

Thierry Bréhier

M. Chirac exige un débat

Le maire de Paris oppose la nécessité d'une « médecine forte » à la méthode des « soins palliatifs »

de notre envoyé spécial Devant plusieurs milliers de personnes réunies vendredi 3 février à Marseille, Jacques Chirac a indiqué qu'il a « l'ambition de proposes à notre pays une politique de changement responsable, de réforme maîtrisée mais vraie ». Sans jamais citer le nom d'Edouard Balladur, le maire de Paris a mis en opposition « deux ottitudes » politiques contradictoires, chacune d'entre elles étant portée par un candidat à l'élection présidentielle issu des

rangs du RPR. « Lo première, a-t-il dit, est celle des petits pas, des petits prajets et des petites ambitians. En opporence, elle permet d'éviter les écueils et les risques ; en réalité, elle déploce les problèmes sans les traiter, elle use de soins palliotifs, voire de traitements placebos, là aû il faudrait des médecines fortes pour enrayer le mol. » L'énoocé de l'autre attitude permet de déduire, sans difficulté, que la première est attribuée au premier ministre-candidat. « La seconde voie, a contioué M. Chirac, est celle du changement, un changement qui, pour être moîtrisé et concerté, n'en sera pas moins profond. C'est la voie que je vous propose, une voie sans doute plus exigeante, mais qui est, au bout

ment raisonnoble. » « PACTE » RÉPUBLICAIN

Attaché à faire naître un débat et à montrer que sa rivalité avec M. Balladur ne relève pas d'une vulgaire querelle d'hommes, M. Chirac a lancé: « Ce qui est en cause, dans cette campagne, c'est la façon de concevoir l'avenir. Ce qui est en jeu, ce n'est pas le rythme ou le calendrier des changements souhaitables. Ce n'est pas seulement un style de gouvernement. Ce qui est

du compte, la seule qui soit vrai-

soumis à l'appréciation des Francais, c'est la nature même des changements qui s'imposent. »

Dans cette approche, M. Chirac a reçu le soutien du seul ministre UDF qui se soit prononcé en sa fa-veur, Alain Madelin. Présent à la réunion de Marseille, M. Madelin a dénoncé l'utilisation « des modes de régulation sociale des onnées 60 » pour résoudre les problèmes de l'an 2000. « Je crains que la recherche systémotique du compromis social n'oboutisse systématiquement à des demi-réformes et à des iemi-mesures », a affirmé le ministre des entreprises.

Autre inspirateur du discours présideotiel chiraquien, Philippe Séguin a insisté sur les «valeurs qui ont foçanné la République». Ces valeurs - « lo cohésion et la solidarité nationales, l'intégration et la laicité. lo juste récompense du mérite, l'égalité devant l'éducation, devant l'impôt, devant le service public, devant la formotion, devant la santé, devant la sécurité, le droit à une ploce, à une responsbilité, à une octivité dons lo société » -, qui vont jusqu'à permettre la constitution d'un « front républicain » dans l'esprit du président de l'Assemblée nationale, restent au stade du « pacte républicain » dans la rhétorique de M. Chirac.

N'onbliant qu'il s'exprimait à Marseille, où l'électorat de droite est soumis à la pression des thèses de l'extrême droite. M. Chirac a consacré quelques phrases de son intervention à la question de l'insécurité. « Si l'on continue sur cette pente, an finira par assister à la confiscation du maintien de l'ordre par des groupes ethniques ou religieux qui pousseront davantage encore au repli et au ghetto », a-t-il notamment déclaré:

Un parcours mouvementé au Parlement

« transoction pénale », avait soulevé l'indigna-

tion des syndicats de magistrats. L'Union syn-

dicale des magistrats (modérée) la soupçonnait

de favoriser « les persannes proches du pou-

voir », l'Association professionnelle des magis-

trats (droite) s'inquiétait de la disparition de la

« dimensian symbolique » du prononcé de la

peine et le Syndicat de la magistrature (gauche)

EN DÉCLARANT inconstitutionnel le dispositif relatif à l'injonction pénale, le Conseil d'efforts déployés par Pierre Méhaignerie. Le ministre de la justice s'était en effet dépensé sans compter pour faire aboutir cette réforme, qui avait suscité davantage d'hostilité que d'engouement, y compris au sein de la majori-

Destinée à faire baisser le taux de classement sans suite des petites infractions, l'injonction pénale autorisait le procureur à proposer une transaction financière à l'auteur d'un délit. Cette disposition, qui existe déjà en matière de peche en eau douce ou de réglementation forestière, aurait été étendue à certains actes de violences, aux appels téléphoniques malveillants, aux menaces, à l'exhibition sexuelle, à l'abandon de famille, à la filouterie, au détournement de gage ou d'objet saisi, à la destruction de biens appartenant à autrul et à l'outrage. Inspirée du « plaider coupable » anglo-saxon, elle différait des médiations pénales conduites dans les maisons de justice: alors que ces médiations se déroulent dans le cadre de l'opportunité des poursuites – le parquet conditionne le classement sans suite à une réparation -. l'injonction pénale permettait au procureur de prononcer une véritable peine. A peine adoptée par le conseil des ministres,

l'injonction pénale, initialement baptisée

redoutait que les procureurs o'en profitent pour « régler en catimini les affaires génantes ».

En juillet 1994, le dispositif avait provoqué un tollé chez une partle des députés RPR : une trentaine d'entre eux, à l'initiative de Bernard Carayon et François Grodidier, avaient dénoncé une mesure « par essence inacceptable ». consacrant « une iustice de classe ». Au terme d'une discussion tumultueuse, ce noyan dur, volontiers chiraquien, qui était parvenu à entraîner la conviction de la plus grande partie du groupe RPR, de quelques députés UDF et des socialistes, avait supprimé ce nouveau mécanisme. La défaite du ministre de la justice sanctionnaît la première insoumission de la majorité depuis les élections de 1993.

Les sénateurs de la majorité avaient cependant rétabli le dispositif en s'efforçant de l'encadrer plus strictement. Ils avaient donc choisi d'ignorer les mises en garde que le procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, avait exposées devant la commission des lois. M. Truche avait souligné que dans les domaines où elle était permise, la transaction avait donné lieu à un certain combre de fraudes. Qu'au surplus, son extension ne pourrait être envisagée qu'au bénéfice d'une procédure protectrice des droits de la victime tellement complexe qu'elle finirait par être Impraticable. Et qu'enfin elle ne saurait se concevoir sans que le parquet soit au préalable rendu indépendant du pouvoir politique.

La fin de la navette parlementaire avait permis à M. Méhaignerie de faire finalemeot adopter l'injonction pénale: en seconde lecture, à l'automne, les députés RPR avaient renoncé à mettre une nouvelle fois le garde des sceaux en minorité. Il est vrai que le bénéfice symbolique que M. Méhalgnerie pouvait escompter de cette victoire a été largement effacé par les retombées politiques de l'adoption, au cours de la même séance, de l'amendement présenté par Alain Marsaud (RPR) et Philippe Houilloo (UDF), visant à interdire la divulgation d'informations relatives à une personne faisant l'objet de poursuites judiciaires, auque M. Méhaignerie ne s'était pas opposé. L'injonction pénale avait été définitivement adoptée par le Parlement le 22 décembre.

> Cécile Chambraud et Anne Chemin

La France soutient le projet d'un avion-cargo militaire européen

M. Léotard nuance les propos du chef de l'armée de l'air

ORLĒANS

de notre envoyé spécial En déplacement, le 2 février, dans des unités de la force aérienne de projection (FAP) basées à Orléans, le ministre de la défense, François Léotard, a nuancé les propos récents (Le Monde du 28 janvier) du chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-Philippe Douin, selon lesquels le transport aérien militaire préférera l'avion américain Hercules C-130J si son concurrent européen à l'étude, l'avion de transport futur (ATF), se révélait trop

cher pour le budget français. M. Léotard a souligné que l'ATF, qui est une initiative des Français et des Allemands en direction de plusieurs partenaires européens, est le fruit de « lo volanté politique de donner aux Eurapéens un moyen de projection conjoint de leurs forces et l'outil d'une stratégie commune ». Le ministre de la défense, qui attribue à une prochaine programmation militaire, après l'an 2000, le soin de « conjuguer » deux programmes aussi lourds financièrement que le Rafale et l'ATF, estime que le successeur du Transali est « une oventure militaire et industrielle qu'il faut réussir à tout prix » et qui aura besoin d'être « pérenni-

Pour remplacer ses soixante-dix Transail à partir de 2003, la France étudie la mise au point, en coopération européenne, d'un avion-cargo à hélices rapides, l'ATF, qui, dans l'esprit du général Douin, ne devrait pas dépasser 450 millions de francs l'exemplaire, au lieu des 600 mil-

()

lions affichés actuellement par ses cerait les DC-8 vieillissants à long constructeurs. Un Hercules C-130J, qui a des performances moindres, vaut quelque 300 millions de francs.

UNE VOLONTÉ POLITIQUE

M. Léotard a insisté sur le fait que PATF est, d'abord, le produit d'une volonté politique européenne, mais il n'a pas, pour autant, désavoué le général Douin, dont les propos - en forme de menace – paraissent avoir pour but de contraindre les industriels du projet ATF à tout faire pour baisser sensiblement leurs coûts de production.

A l'occasion de la visite du ministre à Orléans, le général René Perret, qui commande la FAP, a exprimé le souhait d'avoir - outre des avions-cargos tactiques comme le Transall ou PATF - un appareil de transport stratégique, qui rempla-

rayon d'action. La FAP considère que, dans cette perspective, ses besoins seraient de huit à dix quadriréacteurs Airbus A-340 acquis, au besoin, d'occasion. Une flotte de ce type pourrait faire l'objet d'une gestion commune par le biais de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), si, de surcroît, d'autres Etats

européens achetaient dix autres A-340. Pour l'instant, la France et l'Allemagne discutent du projet de créer « une capacité européenne de transport aérien militaire » en profitant du fait que les deux armées de l'air sont équipées du même avion, le Transall, et qu'elles pourraient aligner, un jour, une soixantaine

d'ATF chacune. Depuis octobre 1994, deux officiers allemands travalllent au

commandement et dans les unités de la FAP, où ils sont intégrés à égalité avec les cadres français qui y

« Il existe une synergie en la matière entre l'Allemagne et la France », dit-on dans l'entourage de M. Léotard. C'est, pour le moment, une action commune des deux pays à des fins humanitaires et hors article 5 du traité de l'OTAN (en dehors de la zone géographique en Europe couverte par l'Alliance

atiantique). Le ministre de la défense a émis l'espoir que cette « capacité » de transport aérien militaire ne se limite pas à un dialogue franco-allemand et que le Royaume-Uni - en attendant d'autres associés - puisse s'y joindre dans le cadre de l'UEO.

Jacques Isnard

Un livre sur M. Mitterrand et les armées retiré de la vente

UN LIVRE écrit par Alexandra de trois cents pages, relate les rap-chwartzbrod et intitulé *Le président* ports du chef de l'Etat avec l'institu-Schwartzbrod et intitulé Le président qui n'aimait pas la guerre vient d'être retiré de la vente par son éditeur, le groupe Plon, après avoir été diffusé à quelque quatre mille cinq cents exemplaires dans les librairies. Une lettre de l'éditeur aux libraires invoque des « problèmes techniques ». Un nouvel ouvrage devrait leur être adressé dès le début de la semaine prochaine.

Le président qui n'aimait pas lo guerre se veut une chronique - complaisance aucune, que M. Mitsouvent anecdotique - qui, sur plus

tion de défense, les ministres et les chefs militaires. La rumeur a couru que la décision de retrait avait été prise à la demande de l'Elysée. L'éditeur et l'auteur réfutent cette explication, comme on la récuse aussi dans l'entourage du président de la République, en dépit du fait que Mes Schwartz-

brod, journaliste aux Echos avant de l'être à Libération, rapporte, sans terrand n'aime pas les militaires et

qu'« il a tout fait à l'envers » dans ses arbitrages en matière de géostratégie à long terme pour la France. Interrogée, l'auteur précise qu'elle a, d'elle-même, voulu procéder à des modifications mineures, portant sur des noms, des dates ou des propos rapportés et relatifs à des événements qui sont liés au groupe Matra de Jean-Luc Lagardère et sur lesquels elle n'a pas réuni toutes les preuves de ce qu'elle a avancé dans

J. L.

Jean Grenet succède à son père à la mairie de Bayonne

ÉLU maire de Bayoone (Pyrénées-Atlantiques) vendredi 3 février, Jean Grenet (apparenté RPR), âgé de cinquante-cinq ans, a déclaré à propos de son père, dont il preud la succession : « On ne remplace pas Henri Grenet, on lui succède. » Il a recueilli 33 voix sur les 43 que compte l'assemblée communale, où son prédécesseur demeure conseiller. La contestation dans les rangs de la majorité, essentiellement venue du Parti républicain local (Le Mande du 2 novembre 1994) a fait long feu. Son chef de file, Jean-Louis Domergue, a d'ailleurs été élu premier adjoint. Henri Grenet (UDF) était premier magistrat depuis trente-six ans. A l'approche de ses quatre-vingt-sept ans, sa santé devenant chancelante, il avait annoncé le 27 janvier qu'il renonçait à son mandat.

Le maire démissionnaire avait pris soin, depuis quelques années, de mettre progressivement en selle son fils, le faisant élire premier adjoint à l'unamimité – mais non sans remous ni quelques démissions au printemps 1993. Déjà chef de file de la majorité pour les élections municipales, jean Grenet, chirurgien comme son père, sera donc maire sortant en juin pro-chain, ce qui devrait lui faciliter la tâche pour sa réélection. – (Corresp.)

■ FINANCEMENT POLITIQUE : le Conseil constitutionnel a rendu pobliques, vendredi 3 février, les décisions par lesquelles il a accepté l'intégralité des deux dernières lois de l'ensemble sur le financement de la vie politique qui lui avait été soumis par le premier ministre. La première porte sur les marchés publics et les délégations de service public; pour l'essentiel, elle rétablit des dispositions de la loi dite « Sapin », de janvier 1993, qu'une loi d'août 1994 avait modifiée. La seconde étend le nombre de personnes devant déclarer leur patrimoine à la commission de la transparence financière de la vie politique et précise les conditions d'intervention de celle-ci.

■ RECHERCHE: contrat d'objectifs entre l'Etat et le CEA. La recherche dans le domaine nucléaire devra rester la « mission centrale » du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), indique le projet de « contrat d'objectifs » que cet organisme doit prochainement signer avec l'Etat, pour la période 1995-1998. Ce texte, qui ne concerne ni les activités mili-taires ni le groupe CEA-Industrie, a été approuvé à l'unanimité, jeudi 2 février, par le Comité de l'énergie atomique. Il doit être examiné par le Comité national et le conseil d'administration du CEA avant sa signature. fin février. Sept grands objectifs ont été définis pour l'établissement, qui vont de la conception des réacteurs du futur aux recherches sur le re-traitement, la gestion des déchets et la fusion, en passant par la médecine nucléaire, mais le CEA devra « transjèrer à l'industrie toute activité à carac-tère Industriel ». Pour mener à bien ces missions, ses moyens civils resteront, précise le projet de contrat, « stables en francs constants ».

■ PRÉCISION : relatant dans notre précédente édition (le Monde du 4 février) les réformes envisagées par Edouard Balladur, visant notan-ment à abaisser les droits de mutation à titre onéreur, nous indiquions qu'une statistique avait particulièrement retenu l'attention des collaborateurs du premier ministre, celle qui a trait au taux de détention des résidences secondaires. En réalité, il s'agissait des résidences principales. L'accession à la propriété a en effet très peu évolué. Selon les enquêtes "logement" que mêne l'Insee tous les quatre ans, le taux de détention par les ménages était dans ce demier cas de 53,6 % en 1988 et de 53,8 % en 1992. La réforme fiscale envisagée par le premier ministre a donc pour ambition de permettre à un nombre croissant de Français d'acquérir leur résidence principale.

aditar encourage p reseaux de villes

> · 一个一个要求一个多数 - production of the second · At いがりま سيمه والمها مارات الماسية المؤارس الأعالة لإعجاز بالمؤان عاكات

医氯酚 电电

or to the substitute.

ा- - व्ययक्त स्तर्भ व्यक्तिहरू A SECTION OF THE PARTY. and the state of Lines Agin in 10 was - Land - The second of the State of The Court State of the State of

in the control of the The things of the second and the state of the state of the state of a de la compañosa de decido Vol e e la companya de l ها معمودة المعينية بياران and the beam of the y - the state of t The strategy of home the Strategy nam nagatanaga dan ya <mark>kal</mark>isi a Indahasi ngaritan milatan kalisa da da The Additional Systems

والأمام فينها فعام والمسيمين the characters of the first pagestitue tobe -----ويون د ۱۰ ما فه ميجيوني الروي بغيره ينو جهيز ۾ تا . : $(1-\delta)^{-1} (1+\delta)^{-1} (1+\delta)^{-1$ · page spakinger Tree ------人名英格兰姓氏 医额多糖性坏疽 200 A 400 \$150 a la promotion symptomer de la defini

THE RESERVE OF THE PARTY OF and the state of t ANNE LENGTH E the construction spectrates. As well the ಆಗ್ರಮಕಾಡಿ, ಭಟ್ಟಿಕ ಮಾಡಿಕಾಗು the same of the second section is the second المتناف والمتناف والم The Mark 1 (1985) I a complete a pro-

ा के अंदिक्ष हा हा है। अस्तिक के अस्तिक की प्रतिकास and the management the same with n e Grand Grander e i The State of the S والمراجع والمراجع والمراجع والمستحد والمستحد والمستحد والمستحد والمستحد والمستحد والمستحد والمستحد والمستحد n yer inn in ind (ile) Turk yer inn ind (ile)

ार राज्यकार्यक्ष में हैं 🗐 or management of the جويوني والم - 0.30 mg - 1.46 mg - 1.50 - 34 cold to the second

- Commence of the second - 87 (デンランク489) **- 2017 (東京**の and the second s ार्था काम कर्म सक्त के मेरी

The second secon

al and the Maria Property

La Datar encourage les « réseaux de villes »

Au colloque de Saint-Dizier, élus et fonctionnaires ont recherché de nouveaux rapprochements

L'idée de relations privilégiées entre des villes complémentaires et suffisamment proches les unes des autres est assez ancienne et des expériences avaient vu le jour avant le comité interministériel de 1990, qui a formalisé le concept de « réseau de villes ». Depuis, la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) a encouragé les villes moyennes à mener des projets communs, afin de faire cootrepoids aux grandes métropoles régionales. Fin 1994, une vingtaine de réseaux se sont dessioés en France, à l'initiative des maires ou suscités par l'Etat lui-même, qui souhaitait notamment jeter les bases d'une réelle alternative à la croissance spontanée de l'agglomération parisienne.

La troisième rencontre nationale des réseaux de villes, organisée jeudi 2 février à Saint-Dizier (Haute-Marne), partenaire d'un des plus anciens réseaux en activité (lire ci-dessous), a mis en évidence la nécessité, pour ces associations géographiques naturelles, de trouver un second souffle afin de peser sur le futur schéma national d'aménagement et de développement du territoire.

Des solidarités territoriales ne s'appuyant pas sur les découpages

administratifs actuels

Un pas a etc franchi grace à la reconnaissance (par la loi qui va être prochainement publiée) de solidarités territoriales ne s'appuyant pas sur les découpages administratifs actuels, tels que les « bassins de vie » ou les « pays » et les réseaux de villes (Le Monde do 3 février). « C'est l'occasion nour les villes ayant choisi cette voie de coopération de devenir des moteurs de l'oménogement du territoire, sans tenir compte des frontières des déportements et des régions qui, jusqu'à présent, n'ont guère encourage les solidarités territorioles échappant d leurs pauvoirs », a souligné Pierre-René Lemas, adjoint au délégué à l'aménagement

du territoire. Les réseaux de villes, souvent ressentis comme « une conspiration contre les frontières », doivent donc surmonter de nombreux écueils pour s'imposer. Ils exigent une mobilisation permanente des élus, comme l'a admis la Datar, en

tirant les leçons de l'échec de quelques initiatives suscitées par l'Etat: le réseau Orléans - Blois - Tours, villes rivales de la régioo Centre, n'a ainsi pas dépassé le stade de l'esquisse, faute d'une entente entre les

La complémentarité des vocations (ville industrielle ici, administrative ou universitaire là) semble être one condition indispensable à la réussite de coopérations souvent nées d'une ponctuelle convergence d'intérêts, telle que le passage d'une ligne TGV ou d'une autoroute. La liste des différents réseaux montre aussi la difficulté d'associer des agglomérations importantes à des villes plus petites situées pourtant dans leur sphère d'influence. Au groupe constitué par Angoulême, La Rochelle, Niort et Poltiers a ainsi répondu celui de Cognac, Saintes et Rochefort, qui craignaient de péricliter à l'ombre de leurs grandes sœurs.

« Les réseaux de villes ne sont pas encore assez puissants pour être capables de mettre en commun leur potentiolité économique », constate pour sa part Robert Galley, ancien ministre et maire (RPR) de Troyes, eo racontant comment la coopération vole en éclats lorsqu'il s'agit de l'implantation d'une entreprise dans une ville plutôt que chez sa voisine. Seuls sembleot correspondre à une véritable solidarité territorriale les réseaux qui s'inscrivent dans un bassin d'emploi et qui sont suffisamment resserrés pour permettre aux habitants de vivre dans une ville et de travailler dans l'autre. Mais gare au risque d'enfermement sur sol-même, ainsi que le souligne François Geindre, maire (PS) d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados), coovaincu que « les réseoux, c'est bien à

dans leur vocation de se transformer ensuite en structures de coopération plus contraignantes et on incite à « réfléchir à une seconde génération de réseoux de villes consistant à ne plus seutement faire des coups ponctuels au rechercher des éconamies d'échelle mais à élaborer des stratégies en s'appuyant sur les institutions existantes ».

Pierre-Henri Paillet, patron de la Datar, a annoncé en conclusion la possibilité de signer des contrats de réseaux de villes, comme il existe déjà des contrats de villes et des contrats de pays, qui permettront aux réseaux de bénéficier de financements des départements et des régions pour mener à terme leurs projets... à condition d'en

Pascale Sauvage

La Haute-Marne en éclaireur

de notre correspondant Saint-Dizier (Haute-Marne), Barle-Duc (Meuse) et Vitry-le-François (Marne) forment un réseau de villes baptisé « le Triangle ». Cette « ville à trois » accueillera au printemps la cinquième édition d'une foire-exposition dont l'ambition est d'être la vitrine économique d'une micro-région où vivent 200 000 habitants. Chaumont, de son côté, profitera de la foire dé-partementale pour présenter le réseau Sud Champagne-Nord Bourgogne qu'elle anime avec Troyes (Aube), Auxerre et Sens (Yonne). Ce maillage, plus récent que le pre-mier, n'a pas encore d'appellation, mais une équipe de graphistes lul a déjà trouvé un logo, dénommé « l'Eperluette », que l'on pourra

découvrir à la Foire de Paris. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les deux principales agglomérations haut-marnaises tissent ainsi la trame de deux réseaux de villes : Edgard Pisani en avait lancé l'idée, ici même, du temps où le sénateur de Haute-Marne était devenu ministre de l'agriculture. Il avait été frappé par l'homogénéité du pôle Vitry-le-Fraoçois - Saint-Dizier - Bar-le-Duc, à mi-chemin entre Reims et Nancy. « Il falloit concrétiser cette idée », souligne,

presque un quart de siècle plus tard, Laurent Thoviste, directeur du comité de promotion et de dé-

veloppement du « Triangie ». En 1989, les maires socialistes des trois villes du Perthois ont jeté les bases du réseau, reconnu officiellement par les pouvoirs publics en 1993. Aujourd'hui, le comité de promotion (l'association regroupe les villes et les chambres de commerce) travaille sur des projets intéressant l'économie, le tourisme (valorisation du patrimoine et de l'histoire de la métallurgie) et l'enseignement supérieur.

Le réseau Auxerre - Chaumont - Sens - Troyes, doot les contours soot apparus en 1991, s'intéresse à des dossiers similaires. Toutefois la réflexion développée dans les commissions porte plus sur l'enseignement et la formation - un pôle universitaire important existe à Troyes - que sur l'économie. Il est vral que les quatre cités n'ont pas pour l'instant associé les chambres de commerce et d'industrie à leurs travaux. Comme le dit Robert Genest, premier adjoint au maire de Chaumont, « la difficulté consiste d rendre les villes complémentaires sans créer de cancur-

Loïc Le Lagadec

Le Port autonome de Marseille a enregistré ses meilleurs résultats depuis cinq ans

Après la signature de l'accord avec les dockers, le PAM tente de retrouver sa compétitivité

Handicapé par le long conflit avec les dockers, qui a trouvé sa conclusion en décembre 1994, le Port autonome da Marseille va désormais tenter

1994 montrent que le PAM a beaucoup d'efforts

de reprendre l'offensive face à ses redoutables à faire pour rattraper le retard accumulé en trois concurrents européens. Mais ses résultats en ans. Le trafic de conteneurs, en particulier, reste

de natre correspondant régianal Longtemps villpendé en raison de son détestable climat social, le Port autonome de Marseille (PAM) veut faire table rase du passé. L'accord lotervenu le 2 décembre 1994 entre dockers et employeurs de manutention peut lui laisser espérer qu'il va redevenir uoe place portuaire fiable et compétitive et, donc, reprendre

MARSEILLE

d'activité pour 1994, qui viennent d'être rendus publics, le PAM, cependant, a beaucoup d'efforts à faire pour rattraper le retard accumulé au cours des trois dernières années. Avec un trafic global de 92,2 millions de tonnes, il affiche, certes, une progression de 4,2 %, comparable à celle des grands

ports européens. « Mois nous

n'avons pas, paur autant, de quoi

pavoiser, car nous ne sommes pas

au rendez-vous des objectifs que

nous nous étians fixés », a déclaré,

avec franchise, Marc Reverchoo,

l'offensive face à ses concurrents.

Comme l'ont montré les résultats

le directeur par intérim du port marseillais. Ces résultats, les meilleors depuis cinq ans, masquent, il est vrai, de fortes disparités entre les différents trafics. Si celui des hydrocarbures est plutôt satisfaïsant (64,5 millions de tonnes, +1,7%), il o'en est pas de même pour les marchandises diverses, dont le trafic stagne (10,03 millions de tonnes, tant favorable de reprise de

GÊNES DE PLUS EN PLUS FORT En fair, l'écart s'est encore creusé eotre le port marseillais et ses concurreots d'Europe du Nord, qui enregistrent, dans le même temps, un taux de progression de 7 à 15 %. La situation est encore plus mauvaise en ce qui concerne le trafic de conteoeurs. dont le niveau reste inférieur à celui de 1991 alors que dans la quasi-totalité des grands ports européens, en dehors de la France, les gains d'activité s'échelonneot entre 10 et 33 % et atteignent même 47 % à Gênes. En l'occurrence, le PAM aura perdu 22 % de parts de marché eo La coofiance retrouvée des

grands armements - comme VSA et Maersk, qui avaient fui temporairement Marseille -, et celle, plus mesurée, des chargeurs, incite toutefois les dirigeants do port phocéeo à l'optimisme. Leur objectif est, daos un premier temps, de reconquérir les positions perdues dans les années de « plomb ». « Nous avons la volonté de jauer la transparence tatale », a souligné le président du PAM, Jean Schutz.

Le retour de la clientèle s'accompagne ainsi d'engagements de fiabilité et de performance de la part des professionnels du port. Un « observatoire de la fiabilité » a également été créé de facoo à informer chaque mols l'eosemble des clients du PAM des progrès réalisés, mais aussi de ceux qui restent à accomplir. Ces efforts soot complétés par

une politique commerciale

« ogressive », l'application de nouveaux tarifs préféreotiels « ciblés » et une amélioration des services rendus, notamment à travers l'améoagement d'uoe plate-forme d'entreposage et de distribution à Fos. D'une superficie de 10 hectares, cette zooe peut être portée, à terme, à

160 hectares. Aussi bien Marseille-Fos s'est-il fixé comme objectif une progressioo, sur cinq ans, de 60 % du trafic des marchandises diverses (80 % pour les conteneurs) avec l'ambition déclarée d'attelodre un trafic global de 100 millions de tonnes d'ici à l'an 2000. « Il n'était pas très facile, jusqu'ici, de vendre un port qui fonctionnait comme les phares à occultation, a ironisé le directeur du marketing de PAM, Henri Mouren. Mois, désormais, l'ovenir est prometteur... ». Cet avenir passe, par ailleurs, par un rééquilibrage des trafics entre les ports d'Europe du Nord et ceux de la Méditerranée.



DU 23 JANVIER AU 6 FÉVRIER DESTRUCTION TEXCEPTIONNELLES OU, ENCORE

DES SÉRIES **SPÉCIALES** SUPER EQUIPÉES!



10000 F

de remise sur toute Xantia essence ou diesel soit 15000 F d'économie avec l'aide de l'Etat."

EXCEPTIONNEL

Si vous bénéficiez de l'aide de l'Etat," Citroën ajeute:

 8000 F pour tout achat d'une ZX soit ante économie de 13000 F

• 6000 F. pour teut acriet.
d'une AXC soit une de la communication *Hors séries spéciales.



SÉRIE SPÉCIALE **AX SPOT**



 3 et 5 portes, tout équipée « Maleur essence » Couleurs de série: BLANC BANQUISE, BLEU AMIRAL, VERT POLYNESIEN métallisé ou LAC ROSE métallisé - Bouchers peints coulour causse Sêne limitée. "Tanf du 02.01.95. AM 95.





SÉRIE SPÉCIALE ZX FLASH

 Super équipée · Coupé ou Bertine · Essençe ou Diesei · Peintun métallisée de séria: GRIS QUARTZ et VERT POSEIDON - Essieu auto-directionnel - Renforts latéraux - Glaces teintées - Prieus arges - Volant sport - Série limitée. "Tant du 02.01 95, AM 95.

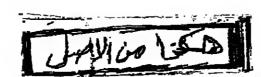




SÉRIE SPÉCIALE XANTIA TENTATION

itsée ou nacrée • Direction assistée • Glaces leintées • Intérieur rs • Lève-vilres AV électriques et vernouillage centralisé avec

PORTES OUVERTES LE WEEK-END DU 4 FÉVRIER 1995



SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 FÉVRIER 1995 =

DROITS DE L'HOMME Le 3 février, au Conseil d'Etat de rencommissaire du gouvernement, qui, contrairement à ce que son titre semble indiquer, ne parle pas au nom de celui-ci, a proposé, vendredi

verser una des plus anciennes juris-prudences françaises. • PRISON-NIERS. Il souhaite que dorénavant la justice puisse contrôler la façon

dont l'administration pénitenciaire et la hiérarchie militaire sanctionnent les personnes relevant de leur autorité lorsqu'est porté atteinte à leur liberte ou à leur situa-

les plus sévères prononcées dans les établissements scolaires.

EU-ROPE. Un des arguments avancés

tion juridique. Un tel changement s'appliquerait aussi aux sanctions est le respect de la Convention euro-péenne des droits de l'homme, Le Conseil d'Etat, qui paraît ouvert à cette proposition, devrait se prononcer dans deux ou trois semaines

La justice pourrait contrôler les sanctions dans les prisons et à l'armée

Depuis toujours les juges s'interdisent de surveiller la manière dont sont punis les prisonniers et les militaires. Proposé par le commissaire du gouvernement, un renversement de cette jurisprudence est sérieusement étudié par le Conseil d'Etat

aux portes des prisons et des casernes. Les mises aux arrêts ou au « mitard » devraient donc être passibles de recours devant les juges, contrairement à ce qui se fait depuis toujours en France. Le Conseil d'Etat pourrait le décider dans les deux à trois semaines à venir. C'est en tout cas ce que, vendredi 3 février, le commissaire du gouvernement, Patrick Frydman, lui a proposé. Certes, celui-ci ne parle en rien au nom du gouvernement, mais justement il exprime un point de vue de juriste respecté et le plus souvent suivi. Il est vrai que, cette fois, il demande le renverserment d'une jurisprudence constante. Mais il s'agit, aussi, tout simplement de constater que le progrès de l'état de droit doit aussi bénéficier aux militaires et aux dé-

Ce sont deux affaires sans liens qui ont permis à Patrick Frydman de proposer cette avancée juridictionnelle. La première concerne un détenu, Pascal Marie. Alors qu'il est iocarcéré à Fleury-Mérogis, M. Marie écrit à l'inspection géné-rale des affaires sociales pour se plaindre de ce qu'il n'obtient pas de soins dentaires, bien qu'il souffre, depuis une arrestation mouvementée, d'une fracture de deux incisives. En juin 1987, le directeur de la prison le condamne, avec sursis, à huit jours de mise en cellule de punition, pour avoir fait cette réclamation auprès d'une autorité extérieure. M. Marie conteste la sanction auprès du tribunal administratif de Versailles, qui rejette sa demande, en 1988.

La seconde affaire concerne un militaire. Philippe Hardouin, maître timonier, sert sur un navire de guerre. Alors que son bâtiment

LA JUSTICE ne saurait s'arrêter fait escale aux îles Canaries, il regagne le bord en état d'ébriété manifeste. Le 8 novembre 1985, il se voit infliger une punition de dix jours d'arrêt, pour ivresse. Il fait usage de la procédure de droit de recours prévue par le règlement disciplinaire des armées, mais le ministre de la défense confirme la décision. Il saisit le tribunal administratif de Rennes, mais celui-ci rejette sa requête, en avril 1989.

Les deux tribunaux o'ont donc fait qu'appliquer la jurisprudence en estimant que les sanctions infligées au sein du système carcéral et des armées o'étaient que des « mesures d'ordre întérieur », or ces dernières ne sont pas susceptibles de recours devant la justice administrative. MM. Marie et Hardouin ayant fait appel devant le Conseil d'Etat, celul-ci a décidé d'examiner conjoiotement ces deux affaires puisqu'elles soulèvent le même point de droit.

ATTEINTE AUX LIBERTÉS

Le commissaire du gouverne-ment a proposé d'annuler la sanction dont M. Marie a fait l'objet, celle-ci lui paraissant teintée d'arbitraire. Mais il a préconisé le rejet de la requête de M. Hardouin, l'autorité militaire n'ayant pas, selon lui, commis d'erreur manifeste d'appréciation en lui attribuant dix jours d'arrêt. Pour arriver à ce résultat, il a donc préconisé un revirement de jurisprudence en plai-dant que les sanctions disciplinaires portant préjudice aux libertés et à la situation furidique des personnes sanctioooées devraient être susceptibles d'un recours devant des juges constitutionnellement gardiens des

Pour M. Frydman, la traditioo



qui a servi de fondement aux jugements de première iostance souffre de « faibles justifications théoriques ». Il s'agirait d'une « jurisprudence d'apportunité, plutôt que de droit ». Le commissaire du gouvernement a rappelé que la principale justification de celle-ci était que l'existence de voies de recours contre les sanctions disciplinaires risquait de porter atteinte à l'autorité du commandement hiérarchique et à la discipline. Il a réfité cet argument en expliquant que ces notions ne devaient pas être confondues avec celle d'arbitraire. Il a surtout montré que la plupart des sanctions disciplinaires portaient atteinte aux droits et libertés des intéresses, ainsi qu'à leur situation juridique ou statu-

Ainsi, chez les détenus, la nuse

en cellule disciplinaire entraîne-telle « une très sensible aggravation des conditions matérielles de détention », s'accompagnant d'« une atteinte sensible à l'exercice de certains droits individuels que l'incarcération de la personne sanctionnée n'est pas réputée lui avoir retirée ». De plus, a rappelé le commissaire du gouvernement, cette sanction diminue les possibilités de libération anticipée du détenu, puisque les réductions de peine pour bonne conduite sont liées au relevé des sanctions disci-

Chez les militaires, la mise aux arrêts comporte « des effets directs sur les libertés individuelles de la personne sanctionnée », puisqu'elle entraîne l'interdiction de quitter, en debors du service; un lieu désigné par l'autorité hiérarchique,

ainsi que l'impossibilité de bénéfi-cier d'une permission. Les punitions disciplioaires ont, aussi, souvent des effets d'ordre statutaire, bien que cela ne soit pas prévu par les textes. Elles font l'objet d'une inscription ao dossier individuel, et peuvent avoir one influence sur la notation et l'avance-

M. Frydman a fait remarquer que l'évolution jurisprudentielle avait progressivement réduit la portée de la notion de « mesures d'ordre intérieur » qui en matière disciplinaire ne s'appliquent pratiquement plus qu'aux sanctions décidées à l'intérieur des armées, des prisons et des établissements scolaires. Il o'a d'ailleurs pas caché que le renversement de jurisprudence concernerait aussi ceux-ci. L'avis rendu par le Conseil d'Etat sur l'affaire du foulard islamique, en novembre 1989, préparait en fait celui-ci puisqu'il posait le principe que les règlements intérieurs des lycées et des collèges ainsi que les sanctions prononcées pour leur application pouvaient être déférés devant le juge.

PORTÉE LIMITÉE

Autre argument dévéloppé par le commissaire du gouvernement : l'obligation pour la France de respecter la Convention européenne des droits de l'homme, même si la France a demandé que son article 6, qui prévoit que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement (...) par un tribunal indépendant et impartial », ne s'applique pas à la justice militaire. Elle comprend, en effet; apssi un article 13 qui impose la possibilité d'un « recours ». Or la plupart des autres pays européens ont modifié leur législation pour que cette

Convention s'applique aussi aux militaires et aux détenus et la jurisprudence de la Cour de Strasbourg qui en contrôle l'application est si ferme que la France court le risque d'être un jour condamnée.

Le commissaire do gouvernement a estimé qu'un revirement de jurisprudeoce ne devrait pas « heurter les institutions cancernées », le milieu pénitentiaire et le milieu militaire ayant, seloo lui, tendance, depuls une vingtaine d'années, à mieux reconnaître les droits de l'individ¹1, et à accepter un contrôle extérieur. M. Frydman a tout de même glissé que ce changement de jurisprudence « gagnerait à être accompagné d'une action pédagogique auprès des personnels les plus attachés à l'état du droit actuel - les surveillants pénitentiaires et les sous-officiers ».

M. Frydman a reconno que la « révolution » juridique qu'il souhaite imposerait probablement des modifications de la règlementation en vigueur, ne serait-ce que parce qu'il suggère que les tribunaux noo administratifs solent compétents pour tout ce qui concerne les déte-nus. Il a, enfin, réfuté l'argument seloo lequel la possibilité de contester des sanctions entraînerait un afflux de recours dans les juridictions administratives, Pour de multiples raisons d'ordre sociologique ou pratique (crainte de re-présailles, faible niveau d'instruction...), leur formulatioo ne sera pas toujours aisée. Un tel constat limite par avance la portée de cet éventuel renversement de jurisprudence puisqu'il revient à avouer que l'armée et la prison sont deux institutions, par nature, peu ouvertes aux droits de l'homme.

Rafaële Rivais

La procédure disciplinaire n'offre pas de garantie aux détenus En France, les prisonniers ne bénéficient d'aucun recours

LE TRIBUNAL DISCIPLINAIRE de la prison est le « prétoire ». Présidé par le directeur de l'établissement, qui est le plus souvent installé sur une petite estrade, il entend le détenu, en général debout, en présence de certains surveillants. Les textes ne définissent pas la faute disciplinaire avec une grande précision : un décret de 1972 se contente d'indiquer que « tout cn, tout chont, interpellotion ou tapage, toute réunion en groupe bruyant, et généralement, tous actes individuels ou collectifs de noture à troubler le bon ardre sont interdits aux détenus », tandis qu'un autre ajoute que « tous dons, échanges, trafics, tractations, paris et toutes communications clandestines ou en langage conventionnel sont interdits aux détenus ».

Les sanctions disciplinaires vont du simple avertissement à l'envoi en cellule de punition - le « mitard » -, en passant par le retrait d'emploi si le détenu travaille dans un atelier ou au service général, l'interdiction d'acheter autre chose que des affaires de toilette auprès des services de la prison ou la privation de télé-vision. Si l'infraction a été commise lors d'un parloir, le directeur peut imposer au détenu de rencontrer ses proches derrière un hygiaphone. Les amendes, ainsi que la privation de lecture, de correspondances et de visites, sont toutefois interdites. Les textes ne prévoient aucune échelle de peine : rien n'empêche donc un chef d'établissement de prononcer la peine maxi-

En 1993, plus de 43 000 sanctions ont été prononcées dans les prisons françaises, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à l'année précédente. Près de la moitié des infractions sont des manquements à la discipline. Suivent ensuite les atteintes contre les biens (17,7 %), contre le personnei (15,2 %) et contre les détenus (13,4%). Dans les deux tiers des cas, la sanction est un séjour ao « mitard », avec ou

LES MINEURS AUSSI

Les mineurs détenus ne sont pas épargnés: en 1993, ils se sont vu infliger 1817 sanctions. soit une proportion plus importante, au regard de leur nombre, que leurs aînés.

La procédure disciplinaire française manque très sérieusement de garanties : les infractions ne sont pas clairement définles, les sanctions sont laissées à l'appréciation totale du chef de l'établissement, le détenu ne bénéficie pas d'avocat et il o'existe aucune voie de recours. Ces règles ne sont d'ailleurs pas en conformité avec les normes pénitentiaires européennes. interrogé ao mois de juin 1993 dans le cadre d'une enquête menée par le Conseil de l'Europe, le ministère de la justice admettalt notamment qu'il n'y avait pas, en France, « de disposition relative à la conduite ou aux conduites

male (45 jours de mitard) pour une infraction pouvant constituer une infraction disciplinaire ».

Coosciente de cette absence de garanties, l'administration péniteotiaire prépare depuis quelques années une réforme de la procédure disciplinaire. Les premières moutures de ce texte proposent de cerner avec précision les incriminations, qui pourraient être regroupées en trois catégories. A chacune d'entre elles correspondrait un groupe de sanctions comportant une peine minimale et une peine maximale. Les sanctions seraient diversifiées et la procédure deviendrait plus contradictoire : le détenu bénéficierait ainsi d'un laps de temps suffisant pour préparer sa défense et il pourrait faire un recours hiérarchique auprès du directeur régio-

> En 1992, l'administration pénitentiaire précisait dans son rapport annuel que les travaux du groupe de travail sur la procédure disciplinaire allaient aboutir « prochainement » à un projet de décret. L'année suivante, le rapport signalait que le groupe de travail avait remis un avantprojet de décret et un projet d'instruction de

> Les travaux sont bien avancés mais les mouvements répétés de surveillants qui secouent la pénitentiaire depuis des années semblent retar-der l'adoption d'une réforme qui bénéficierait avant tout aux détenus.

Anne Chemin

« Faute de droit » contre un jeune réfugié mozambicain

« UN GARÇON comme un autre », résume sa famille d'accueil. Si ce n'est qu'après avoir vu ses pareots massacrés sous ses yeux, traversé la planète dans un cargo comme passager clandestin. passé quelques jours dans les pri-sons allemandes et atterri à Quimper à l'issue d'un western maritimo-judiclaire, Zito, jeune Mozambicain âgé de quatorze ans, pose des problèmes aux services de Charles Pasqua. Examiné. vendredi 3 février, par le tribunal administratif de Paris, son cas menace aujourd'hui l'eosemble de l'édifice érigé par le ministre de l'intérieur en matière de droit

Lorsque le Mimoza, cargo bat-tant pavillon des Bahamas eo provenance de Durban (Afrique du Sud), arrive à Brest le 23 juin 1994. la police de l'air et des frontières (PAF) a été avertie de la présence d'un clandestin à bord. Zito est immédiatement consigné sur le navire (Le Mande du la juillet 1994). Quatre jours plus tard, le ministère de l'intérieur juge sa demande d'asile « manifestement infondée » et ordonne au transporteur de le réembarquer. Mais, le 29 juin, le tribunal de grande instance de Paris dénonce une « voie de fait » de l'autorité administrative. Alors que le Mimoza vient d'appareiller, une vedette va rechercher le jeune Mozambicain en haute mer. Confié à la tutelle de PUnion départementale des asso-ciations familiales (UDAF) du Finistère, il est placé dans une famille bretonne.

L'affaire aurait pu en rester là. Mineur, Zito ne risquait pas d'être frappé d'un quelconque arrêté de reconduite à la frontière. Pourquoi l'UDAF s'obstina-t-elle alors à vouloir faire annuler le rejet de sa première demande d'asile? Le ministère de l'intérieur o'avait-il pas indiqué, par écrit, qu'il considérait soo entrée comme régulière

puisque « autorisée (...) par l'auto-rité de police » et que, à l'âge de dix-huit ans, l'administration ne pourrait donc pas invoquer ce motif pour rejeter une demande de régularisation?

Pour l'UDAF, Me Simoo Fore-

man a d'abord rappelé que « le mi-

nistre de l'intérieur a la responsabilité de gérer les flux migratoires, mais oussi de protéger l'enfance en danger ». Mais il a surtout démonté un à un les arguments du ministère de l'intérieur, qui défendait son droit de rejeter les demandes « manifestement infondées » sans même les présecter à l'Office de protectioo des réfugiés et apatrides (OFPRA). Avant de s'embar quer pour l'Europe, Zito n'avait-il pas vécu deux ans en Afrique du Sud? « Cela ne retire en rien le droit de demander l'asile s'il a été persécuté dans son pays », a affir-mé l'avocat. Au Mozambique, la situation en 1994 n'est plus celle de 1989, lors de l'assassinat des parents de Zito? « Vollà typiquemen une décision qui relève de l'OFPRA. Ce qui est manifestement infondé est ce qui saute aux yeux », a-t-il encore répliqué. A supposer même que cette demande soit infondée, cela autorise l'administration à placer les étrangers en zone d'attente, mais pas à leur interdire l'accès au territoire, « comme ceia se fait chaque jour à Orly, Roissy ou Marseille », a-t-li enfin affirmé.

Le commissaire du gouvernement, Raoul Aureille, n'a pas dit autre chose. « Vous avez différents motify d'annulation », a estimé le magistrat, dont le principe même de l'interdiction falte aux « demandeurs d'asile manifestement infondés » d'entrer sur le territoire. « Une faute de droit, a-t-il affirmé à la présidente du tribunal, et c'est ce motif que je souhaiterais que vous reteniez. » L'affaire a été mise en délibéré.

Nathaniel Herzher

Le statut militaire est déjà une minoration des libertés

LA JURISPRUDENCE constante en matière administrative considère que, dans les armées, la sanction disciplinaire est une mesure d'ordre intérieur, même s'il s'agit d'une privation provisoire de li-

Le règlement de discipline générale, qui date de 1972, instaure une voie de recours dans le cas d'une sanction disciplinaire, laquelle présente la gradatioo suivante: le blâme, la réprimande (inscrits ou non au dossier individuel), l'arrêt simple (qui est une astreinte à résidence ou au lieu du travail) et l'arrêt de rigueur (qui se traduit par un isolement de l'intéressé,

3

pour autrui, ou par une mesure dite de sûreté, dans le cas « très grave à caractère pénal ».

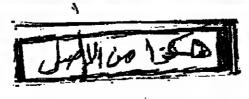
Le recours possible contre une sanction disciplinaire est fondé sur une double option à la diligence de l'intéressé. Ou il adresse une requête par la voie hiérarchique (son chef de corps) à l'autorité militaire supérieure (l'officier général dans son commandement). Ou bien il demande directement l'intervention du ministre de la défense, qui instruit le dossier par l'intermédiaire de l'inspecteur général de l'armée (terre, air, marine, gendarmerie) de laquelle relève le mili-

taire (cadre ou homme du rang) puni. Les inspecteurs généraux dépendent du seul ministre. Dans les deux cas, l'autorité sollicitée par le recours peut maintenir, réduire ou annuler la sanction.

D'une manière générale, le statut des militaires, qui date lui aussi de 1972 et qui a été aménagé, depuis, à plusieurs reprises, peut être considéré comme un texte aboutissant à une minoration de la liberté des cadres d'active ou des recrues du contingent par rapport au citoyen qu'ils sont aussi. En effet, les militaires ne peuvent pas s'organiser en syndicats, ni poser de revendications. Ils n'ont pas le

droit de grève, ni celui de manifester. Ils doivent demander à leur supérieur, voire au ministre de la défense lui-même, une autorisatioo de déplacement.

A côté des sanctions disciplioaires, il existe des sanctions d'ordre statutaire - rétrogradation, mutations « dans l'intérêt du service », etc. - qui peuvent faire l'objet de recours devant des tribunaux administratifs et devant le Conseil d'Etat, comme cela est déjà survenu par exemple dans la marine, dans l'armée de terre et jusque dans les services techniques du SDECE (l'ancêtre de l'actuelle DGSF)



Voici à

preservatif L in maladies w

Ville Bannent l'utiliser er enterment. Ch and threade ses-

" Mator Scrow

A ceux qui croient qu'il existe un vaccin contre le sida, voici à quoi il ressemble.

Il s'agit du préservatif. Le préservatif protège aussi des maladies sexuellement transmissibles (MST).

A quel moment l'utiliser? Il doit être utilisé systématiquement. Chacun d'entre nous est libre de ses pratiques sexuelles. Mais sans préservatif et si l'on ne connaît pas son statut sérologique ainsi que celui de son ou de sa partenaire, toutes les façons de faire l'amour (rapport vaginal, anal et même bucco-génital) comportent un risque.

Comment l'utiliser? Les préservatifs vendus en France, conformes à la norme NF,

l'une des plus strictes d'Europe, comportent une notice d'utilisation. Il est important de la lire attentivement. Bien utilisé, le préservatif constitue la seule véritable protection contre le sida. Mais pour certains

rapports sexuels, l'utilisation complémentaire de lubrifiant, mais uniquement de lubrifiant à base d'eau, est nécessaire pour éviter la rupture du préservatif. Renseignezvous auprès de votre pharmacien.

Et pour abandonner le préservatif? Il faut d'abord connaître son statut sérologique ainsi que celui de son ou de sa partenaire. Si chacun fait un test de dépistage trois mois après... avoir pris un risque, si ces tests s'avèrent négatifs, si

> aucun risque n'a été pris durant ces trois mois et si les deux partenaires décident de rester fidèles l'un à l'autre : alors l'aban-

don du préservatif est tout à fait possible.

Et pour s'informer? Un service d'écoute et de renseignement anonyme et gratuit est accessible 24h/24 : Sida Info Service au 05 36 66 36.

SIDA. UNE PRIORITÉ DE SANTÉ PUBLIQUE.



des decets de la semine

et à l'armée le Conseil d'Eta-

arou . contre pé mozambican

est impossible de prendre aujourd'hui une

Simone Veil écarte une dépénalisation de l'usage de drogue

« Il est impossible de prendre aujourd'hui une décision », estime le ministre de la santé

décision. » Le ministre a par ailleurs annoncé que les crédits de recherche et d'études sur la en écartant la mesure de dépénalisation de l'usage des drogues proposée par une courte des actions de prévention, estime Men Veil, il Simone Veil, ministre des affaires sociales, de

l'usage des drogues proposée par une courte

majorité de la commission. « Faute d'élé-

DANS UN ENTRETIEN accordé au Mande, vendredi 3 février, Simone Veil a estimé que « la commission o foit un excellent travail ». « Sur un sujet aussi camplexc, a-t-elle déclaré, la commission o reussi à proposer une démarche permettoni à terme oux pouvoirs publics de disposer d'éléments objectifs paur amplifier de façon coherente lo lutte contre lo loxicomonie. Le ropport souligne d'oilleurs la pertinence des chongements d'orientation de lo politique et l'occélération des efforts que

la santé et de la ville, a reagi à la publication

nous avons conduits depuis deux

du rapport Henrion (Le Monde du 4 février) la France - seul pays d'Europe avec le Luxembourg et le Portugal à maintenir la pénalisation de l'usage de drogues – et sur les évolutions possibles de la question dans l'opinion française, M= Veil affirme qu'« il ne fout pas simplifier les problèmes d l'extrême. Les pays etrangers qui ont choisi lo voie de la dépénolisotion n'en ont toujours pas tiré des conclusions positives ». « Pour mo part, ajoute-t-elle, je ne crois pas qu'il faille se déterminer d partir de l'opinion, mais à partir de données scientifiques objectives. Comme le constate le rapport Henrion, foute d'éléments suffisants et

en roisan de lo foiblesse des octions

prendre oujourd'hui une décision. » « C'est paur progresser dans cette voie que j'oi décidé de demonder ou professeur Henrion de me faire, dons les semaines prochoines, des propositions en vue de créer un institut chorgé de piloter des octions d'évaluation, de prévention, de formotion et de recherche, clinique, fondomentale et sociologique, a annoncé M= Veil. Les travaux de cet institut permettront de se prononcer en toute connoissance de cause sur

une modification de lo législation. » Face à l'hétérogénéité de l'application selon les régions de deux

de prévention, il est impossible de joignant les tribunaux de ne plus poursuivre les consommateurs de cannabis en possession de petite quantité de produits, M= Veil a Indiqué qu'« Il y a très peu de toxicomones iocorcérés pour usoge simple ». « Pour remédier oux disparités régionoles dont vous faites état, je signerai prochainement une circuloire hormonisont les pro-

> dons le budget 1995 pour so mise en M=Veil a par ailleurs annoocé « l'ougmentation de 50 % des cré-

tiques en matière d'injonction thé-

ropeutique, a-t-elle précisé.

toxicomanie pour 1995, la nomination d'un coordonnateur auprès du directeur des hôpitaux pour suivre la toxicomanie, le doublement du nombre de boutiques, ces lieux qui accueillent les toxicomanes les plus désociolisés, et l'offectation de 4 millions de francs d la formation des médecins oux produits de subs titution ». Les réseaux ville-hôpital seront également « doublés » et le développement des communautés thérapeutiques « diversifié et en-12,5 millions de francs sont prévus

toxicomanie seront doublés en 1995.

couragé ». Devant les reproches formulés par certains sur la composition de la commission (qui ne comprenait pas seulement des néophytes en matière de toxicomanie), M= Veil répond que « l'on ourait pu faire d nouveau une commission de spécialistes ». « l'ai souhaité au contraire élorgir sa composition à des hommes et des femmes ouverts sur les problèmes de la société contemporoine, a-t-elle ajouté. La richesse de leurs travaux, la foçon dont Ils ont travaillé et l'importance de leur

confirment dans mon choix. »

Médecins du monde estime té publique, bien éloborées par la commission [Henrion], sont entravées par l'obsence de propositions pratiques levant les contradictions entre soin et répression(...). Malheureusement, lo réduction des risques se heurte dans notre pays au codre légal, en particulier à la pénalisation de l'usage de drogues illicites. Souf en motière de cannabis, la commission conserve cette pénalisaà la présention et au soin est

FÈS: Amnesty International lance une « action urgente » en faveur des trois jeunes beurs condam. nés à mort par la cour d'appel de commis en août au Maroc. Notant que « le procès n'a pas été mené en accord avec les normes internationoles paur un procès équitable », Amnesty demande à ses membres d'écrire aux autorités marocaines afin de requérir la grâce royale, dans le cas où les condamnations ne feraient pas l'objet d'une cassation. eu lieu en août 1993 : c'était la prephane Ait Iddir, Radouone Hammadi et Hamel Marzoug sont les premières à ovoir été prononcées depuis lo en mars 1994. »

CONDAMNÉS À MORT DE

■ INONDATIONS : la décrue de la Meuse s'est poursuivie à un rythme régulier, vendredi 3 février, dans les Ardennes, où sept ponts ont été à 5,29 mètres à Charleville-Mézières, contre 6,30 mètres mardi, au plus fort de la crue. Toutefois, aucome reprise effective n'a encore eu lieu dans les entreprises, où plus de dix mille salariés sont touiours au chômage technique, Dans l'Aisne, la décrue de l'Oise et de l'Aisne s'est également confirmée, mais à un

instituts universitaires de technologle (TUT) de la région parisienne,

THE PERSON NAMED IN ter - mitter um greinnigen eit

THE BA

بهاده والمحاسبة والم the property of the State of th

101-10-51-11**3-116** and an EV to goe September

War Street & Bridge Treate Spilett

Telecopieus

۷,

La CNIL autorise la facture téléphonique entièrement détaillée

La Commission nationale de l'informatique et des libertés permet le listage des numéros appelés

ture téléphonique entièrement détaillée comportant les bult chiffres des numéros composés. Alors que, depuis 1982, ne figuralent jamais les quatre demiers chiffres (ce qui, en principe, interdit d'identifier formellement le correspondant), cette restriction a été levée par la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) dans une délibération du 10 janvier.

Chez France Télécom, on précise que ce nouveau service, optionnel, sera proposé au même prix de 8 francs par mois que la facture cient 5,1 millions des 27 millions de particuliers abonnés au téléphone. Autorisée en 1982 par la CNIL, celle-cl a contribué à réduire les contestations, dont le nombre, depuis, a été divisé par dix et ne porte plus que sur une facture sur 5 000 en moyenne.

A l'origine de la demande formulée par

■ VOILE: France 3 a remporté sa troisième victoire en neuf régates

depuis le début de l'épreuve des challengers de la Coupe de l'Arnerica. Le défi français de Marc Pajot

a nettement dominé dans un vent Sydney-95. Il occupe désormais la

cinquième place du classement

provisoire, et devait affronter, sa-

medi 4 février, Team-New-Zealond,

Sun Cayun a amélioré son te-

cord du monde de saut à la

perche en salle en franchissant

4,11 m, vendredi 3 février, près de

Cologne (Allemagne). Le pré-

cédent record (4,10 m)datait d'une

semaine. Sun avait été suspendue

■ HALTÉROPHILIE: la Fédéra-

tion française a été mise sous tu-

telle financière, juridique et spor-

tive par le ministère de la jeunesse

et des sports. Cette décision a été

prise en raison d'un lourd déficit,

dont le montant exact n'est pas

connu. « Durant deux ans, a préci-

sé Henri Lagarrigue, le président

de la fédération, j'oi tout fait pour tenter d'assainir lo situation et évi-

ter un déballage public. Mais, si j'y

suis contraint, je n'hésiterai pas d

attoquer en justice lo gestion de

trois mois pour dopage en 1994.

dauphin du leader One-Australio. MATHLETISME: la Chiooise

DÈS LA FIN DE CETTE ANNÉE, France Té-France Télécom auprès de la CNIL, la majorité des associations de consommateurs se féli-citent de cette innovation. L'AFUTT (Association française des usagers du téléphone et des télécommunications) juge qu'il « est normal que l'utilisateur puisse comprendre sa facture et disposer d'éléments en cas de contestation », et précise que la CNIL a autorisé depuis longtemps les entreprises à établir grâce à leur commutateur téléphonique le relevé des numéros composés à partir des postes installés

dans leurs locaux. En revanche, certaines associations protestent. « On améliore lo situation des consommoteurs en ouvrant une brèche qui pourrait se traduire por des otteintes aux libertés », s'inquiète l'ASSECO-CFDT, qui redoute « des tensions entre les utilisateurs d'une même ligne têléphonique et, le cas échéant, au sein du couple ». "Commercialement, c'est une très bonne chase. Mais les avocats spécialisés dans les affaires de divorce wont s'en donner d coeur-joie - commente pour sa part un spécialiste des télé-

Une totale transparence des factures téléphoniques va-t-elle nuire à la paix des ménages? Dans les pays angio-saxons, très regardants sur la protection de la vie privée, les ouméros composés par l'abonné figurent en clair sur les relevés sans que cela n'ait jamais ému personne. En France, un usager peut déjà consulter, eo cas de cootestation, l'intégralité des ouméros qui ont été imputés. Optionnelle, la facture à huit chiffres n'est donc pas aussi révolutionnaire qu'il y paraît. Et si, demain, la « facture-vérité » menace de mettre le feu aux poudres de relations conjugales ou parentales déjà explosives, il sera tonjours possible de se protéger derrière le voile pudiquement jeté sur les quatre derniers chiffres. Ou de préférer l'opacité - et, donc, la confiance mutuelle - en en tenant au relevé brut.

SPORTS

La nouvelle paire Noah-Pioline

A égalité (1-1) avec les Etats-Unis à l'issue des simples du premier tour de Coupe Davis, les Français croient en leur chance

SAINT PETERSBURG (Floride)

Correspondance Cédric Pioline serre sobrement la main de l'adversaire, puis s'en va recevoir les bourrades de félicitations du camp français. Avant de se tourner vers Yannick Noah. Avec pudeur, les deux hommes s'étreignent, un peu maladroitement. Pour eux deux, c'est la première fois. Le premier tête-à-tête aux changements de côté d'un match de plus de deux heures. Un huis clos - parce que tous deux sont sourds au brouhaha des tribunes et aux encouragements pour l'équipe adverse - qui aurait pu devenir pesant. Car Pioline n'a Jamais eu le goût du babillage dans les moments d'intense pression. Sur sa chaise, il semble aveugle, le regard vague, imperméable aux expressions du visage de son capitaine. Comme averti par un sixième sens, Noah économise sa salive. Pourtant ses quelques paroles simples produisent leur effet. Comme lorsque Cédric s'apprète à servir pour le match. S'il refuse le terme d'ensorcellemeot pour qualifier sa relation toute neuve avec Noah, Pioline est bien forcé de reconnaître que le courant passe. « Il o bien senti comment il fallait faire avec moi, ne pas trop me parler. On n'avait rien prévu, on a loissé les choses se faire ». Comme depuis le début du stage de préparation de l'équipe de France. « Pourquoi jouer faux? » demande Pioline, « il sait rassembler des hommes derrière un objectif commun. Ça foit du bien qu'il soit là. Il o de l'expérience, je suis ouvert d ses conseils ». Un discouts nouveau, presque reconnaissant. Car le dialogue Noah-Pioline s'est longtemps résumé à quelques propos acerbes échangés par voie de presse. L'un accusait l'autre de paresse, le dernier - se faisant écho de son coach d'alors, Henri Dumont - repro-

chait au premier de n'aspirer qu'à se faire briller. Le temps a passé. Ils se sont re-

connus comme deux êtres d'une même sorte. Pioline, séparé de Dumoot, se plie au travail d'équipe qui lui répugnait. Il trouve peu à peu ses marques dans le groupe. Vendredi, après sa victoire sans bavure contre Todd Martin, le capitaine Noah se téjoulssait de lui avoir accordé sa confiance. « Cédric o fait un très bon match tactique. Depuis deux jours, il commencait à montrer une bonne quolité de jeu, a-t-il déclaré, mais j'al surtout été surpris par sa lucidité quand il o bien joué les points les plus durs (deux balles de break sanvées alors qu'il servait pour le match). Je suis ravi d'avoir pu participer à ço ».

DOUBLE DÉCISIF

Pioline n'a pas « triché» et Noah hi en sait gré. Après sa campagne australienne désastreuse, Cédric avait fait acte d'allégeance envers la formation française jurant à. Alors, remonté par ce vote de . Noah de se « défoncer » pour gaguer sa place face aux Etats-Unis.

Missioo accomplie au delà de toute espérance si l'on considère ses errances de la saison passée. Guy Forget, l'ancien, le routier de la Coupe Davis s'est, en revanche, fait cueillir par une pressioo inattendue. Par un Jim Courier décha?né, tout échauffé par la défaite de son compatriote. Incapable de faire la différence dans les échanges de fond de court, corrigé par les passings et les accélérations ahurissantes de l'ex-numéro un mondial dès qu'il faisait mine de s'approcher du filet, Forget est sorti do court la tête dans les épaules, avec seulement cinq jeux

dans soo escarcelle. Même Noah n'en revenait pas: « Courier o foit pratiquement un sans faute pendont deux sets. Guy n'o pas fait d'énormes erreurs mais il ne pouvait pas faire grand chose de mieux, sauf au service, et s'il le fait pour le double, ce sera décisif ». confiance, Forget, qui arbore un bouc, a retrouvé ses couleurs. Di-

gnement, il redressé sa longue carcasse ratatinée par la cuisante défaite sanctionnant son retour eo Coupe Davis pour expliquer: « Sur le coup, c'est frustrant mais au moins, je n'ai pas usé trop de force puisque l'ai vraiment été dominé. On peut encore les bottre, leur montrer au'on est des cracks et qu'on ne veut pas se loisser faire. »

Patricia Jolly

■ Les deux dernières rencontres de simple, qui seront décisives, opposeront, dimanche 5 février, Cédric Pioline à Jim Courier et Guy Forget à Todd Martin. Ces deux derniers ne se sont jamais rencootrés. Courier et Pioline ont joué l'un contre l'autre à quatre reprises. L'Américain mène par trois victoires à une. L'unique succès du Français remonte aux Internationaux des Etats-Unis en 1993. Pioline avait éliminé Courier en huitièmes de finale de l'épreuve sur le score de 7-5, 6-7, 6-4, 6-4.

RÉSULTATS

FOOTBALL
COUPE DE FRANCE - :
Strasbourg (D1)-Lifle (D1)
Basba (D1)-Cannes (D1)

COUPE DE L'AMERICA - Deutsème Round Ro-bin - Coupe Louis-Vuitton : Tig-New-Zealand bat Mapon de 1 minute et 47 secondes ; france-3 bat Sydney-95 de 6 menutes et 49 secondes , One-Australia bat Rioja-de-Espana de 4 minutes

Classement des challengers. 1 One-Australia, 11 points; 2 Team-New-Zealand, 10; 3. Tag-New-Zealand, 9; 4. Ntppon-Challenge, 6, 5 france-3, 5; 6. Sydney-95, 4; 7. Ruga-de-Espana,

Coupe Otizen : Stars-&-Stripes bat America¹ de Chapter Clausers - 44 secondes
Classement des defenders : 1. Stars-8-Stripes, 9
points, 2. Young America, 5; 3. America², 3.

COUPE DAWIS - Groupe mondial, premier tour : Etats-Unis-France 1-1; Pigline b. Martin 7-5, 6-2, 6-4; Couner b. Forget 6-1, 6-2, 6-2. Naile-République tricègue 1-1; Danemark-Suède 2-0; Autriche-Espagne 1-1; Belgique-Russie 0-2, Suisse-Pays-Bas 1-1; Allemagne-Croatie 2-0. Afrique du Sud-Austride amunde.

Moniotte-Lavanchy au risque de la séduction

Déception, aux championnats d'Europe, pour le couple de danse français, battu par les Finlandais Rahkamo et Kokko

DORTMUND de notre envoyée spéciale

PATINAGE ARTISTIQUE

Elle l'enlace, se perd dans ses bras ; il la presse, s'empresse, la retient. Leur désir s'égrène en tons Jazzy ou en rock. Il veut éblouir toutes les femmes, elle troublerait tous les hommes. La plus vieille histoire du monde : celle de la séduction. Ils s'appellent Susanna Rahkamo et Petri Kokko, Sophie Momiotte et Pascal Lavanchy; ils sont Finlandais et Français; ils ont, vendredi, vampé public et juges dans une ambiance de cabaret. A ce jeu, pourtant, les Finlandais ont bluffé les arbitres.

La victoire a apporté sa cohorte de polémiques. Le clan français s'est estimé volé - éternel débat de la subjectivité en patinage artistique. Sauf Sophie et Pascal, qui se voulaient beaux

joueurs en serrant les dents. Relégués à la deuxième place, jeudi, après la danse originale, ils avaient tout espéré

du programme libre, vendredi. Sophie Moniotte avait promis: « Je serai canaille ». Pascal Lavanchy avait annoncé: « Nous voulons qu'il y ait plus de communication entre le public et nous ». Alors, ils cret dansé, bal musette tendance Casque d'or. Chillades de cinéma, baisers frôlés...

Pascal et Sophie se sont rencontrés il ya neufans, tous deux en rupture de partenaire, ku Savoyard, elle Bourguignonne: « Sophie cherchait vraiment quelqu'un, se souvient Pascal Mol, je ne savais pas tellement. Je me suis dit que l'on verrait bien ». Et une entente des corps et du rythme : « Un couple, disent-il, c'est le réflexe de l'un par rapport d l'autre, une habitude, une fabri-

On les dit techniciens, lui pointilleux, elle patiente, tous deux également butés. Sur la glace, ils se découvrent un autre tempérament, gentilles natures gourmandes, invitant la foule à se mêler à la fête : « Nous peaufinons le haut, note Sophie Moriotte. Il le faut bien. Nous sommes confrontés aux représentants de nations de l'ex-Union soviétique, qui ont une expression magnifique. Nous, nous avors beau tricoter avec nos pieds, il faut apprendre à nous montrer ».

PROGRESSION RÉGULIÈRE A force, ils ont fini par captiver les

juges, quatrièmes aux Jeux olympiques de Lillehammer, eo février

1994, vice-champions du monde un mois plus tard: « Its ont une progression très régulière, une recherche de la nouveauté qui finit et finira par payer », explique Mireille Dubots, juge international

Sophie Moniotte et Pascal Lavandry ont pourtant toutes les peines du monde à travailler au corps une discipline qui ne cesse de s'éticler dans des règiements de plus en plus contraignants. Après les Jeux olympiques d'Albertville, en 1992, les juges s'offusquèrent de la modernité de la discipline, qui risquait de porter une ombre aux couples, l'autre discipline en duo. La Fédération internationale jugea plus sage de verrouiller les

« Sophie et Pascal ont été piégés,

Après ces nouveaux rèclements, nous nous sommes cassé la tête et avons présenté Orfeu negro. Les juges ont estimé que, si les Prançais pouvaient faire cela, tout le monde pouvait le faire. Même réaction quand nous avons présenté Fred Astaire et Ginger Rogers. » Loin des duos amoureux de Klimova-Ponomarenko ou de la grâce inquiète des Duchesnay, Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy ont choisi de tenir leur rang en un tableau réaliste et

note l'entraîneur Danielle Marotel.

Comment encore mieux étourdir les juges? Sophie Moniotte a glissé, rieuse: « Il faut peut-être agrandir un

trou de ma robe ».

rythme moins rapide. ■ EDUCATION : les étudiants des

manifesté, vendredi 3 février, à Paris, pour la deuxième fois en trois rs, contre la réforme des filières. ils étaient un peu plus de deux mille, avec le renfort d'élèves de classes de brevet de technicien supérieur (BTS) et de terminale représentés par le nouveau Syndicat des lycées, proche de l'UNEF. Dans l'ouest de la France, la mobilisation des IUT reste très active à Nantes, Rennes, Quimper, Brest et Saint-Malo en grève depuis bientôt une semaine. La limitation de Paccès à des études supérieures longues, désormais fixée par un arrêté ministériel du 29 décembre 1994, constitue pour les

étudiants une nouvelle forme de dévalorisation de leur diplôme.

April 1984 St. Contract Co. St. St. St. St. St.

BEOSDAMNIS A World 125: Ammeti jelving. Basiner titler a sections as well as

್ಕ್ಆಾ ಚಿನ್ನಾ ್

ampin -40.00W.

Salah Diri

Arman ...

APPLY COLLEGE

William Control

TREET -- V . - .

A Transfer to be a second

ty day are an - - -

1549519Alterne

PRESERVE STORY

A.M. San

4 3,47 -- 4.7 -

Service of the service of

Print to 18

A SECTION AND ADDRESS OF

Service and the service

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

44. 6

墨河镇水 41年八

MACHINES ISSUES

diam'r.

distant

March 1977

16. 14-5

MANY . CASE .

The Plant Comment of the

100 W 1 --- . . .

Sec. -

15 A ...

par e server .

DELOCATE DE ...

CA PROPERTY 4 "

E Contract

A Special Control

THE THE !!

MANUAL VI

ACM TO THE PARTY OF THE PARTY O

as d'oient en la litt

Market ...

Carres a

Cares - --

والمعادل المتواد والمجتر

The state of the s

Tale 1 and 1 and 1 2.5

The section of

 $(A_{ij},\partial_{ij}Z_{ij})=0$

17 to 12 to

or garigation is

(a) 2 m = 1 m ≥ 1

2:44 - 1

±, 10° °

, ser - --

415

3-1

Appeter of

1,000

444 1 4

:-/*

A 71 - ----

2 - --

5,797

Man Barra

3/

-

200

3

7 --

I.

- 4-

B/J.

2

..... ن**صر** د هر

ادا برحباد

4.4

il 👛 7 am de wie

41, 14

MARINE.

the management of the second

AND THE RESERVE

Section 1 in the second

Pe ser

Charles Indiana.

tive_vire t

A Section of the second

8 17 :-- L

್ವಿದ್ ಕ ವಿಕ್ಲಾ.

Frederick John Perry

Le dernier héros du tennis britannique

AVANT DE VOIR SA STATUE érigée à l'entrée du All England Lawn Tennis and Croquet Chub, en 1984, Frederick John Perry, le champion que la Grande-Bretagne pieure aujourd'hui à chandes larmes (Le Monde du 4 février), était longtemps resté au ban de l'establishment tennistique anglais, qui méprisait ses origine modestes autant qu'il jaiousait ses succès sportifs. Il fut le premier joueur moderne, incarnant plus que les autres monstres sacrés de cette génération - il était contemporain des « Mousquetaires » français – la révolution socioculturelle qu'allait provoquer le métissage du sport, de la gloire et de l'argent, et traversant avec un égal bonheur le monde des stades, des stars et du stretch.

«Fred » Perry est le fils d'un ouvrier du coton, syndicaliste, qui sera élu au Parlement. Cela ne lui ouvre pas les portes de l'une de ces publics schools où les gentiemen acquièrent une élocution si particulières. Mais son accent plébéien ne l'empêche pas de briller en tennis de table : à dix-neuf ans, il s'impose lors des championnats du monde disputés à Budapest. Il a acquis dans ce sport un ieu de jambes et un coup de poignet qui seront ses priocipaux atouts sur les courts. A partir de 1930, il veut en effet se consacrer au

Reconnaissant ses qualités, soo père accepte qu'il quitte un emploi de bureau pendant un an pour tenter sa chance raquette en main. Les résultats vont au-delà de toute espérance : en 1931, il dispute les demi-finales des championnats de Wimbledon et il est sélectionné dans l'équipe qui jone la finale de la Coune Davis.

D'ores et déjà, il n'a plus qu'une idée en tête : devenir numéro un mondial. Il ne lui faut pas pius de deux aus pour atteindre cet objectif, en ayant amélioré sa condition physione avec les footballeurs d'Arsenal et maturisé le coup droit à plat, mis an point par celui qu'il va détrôner, Henri Cochet: La passation de pouvoir a-lieu-en juillet 1933, am stade Roland-Garros de Paris, où les Français défendent pour la sixième aunée consécutive la Coupe Davis.

Fred Penry bat successivement Hen- sur le théâtre de ses exploits sporri Cochet et André Merlin. Dans la foulée, il se constitue un des plus beaux palmarès du tennis : il est le premier à inscrire son nom à celui des quatre tournois majeurs, sans pour autant réaliser le grand chelem ; il établit un record de victoires successives à Wimbledon, que Björn Borg battra quarante ans après.

NATURALISÉ AMÉRICAIN

11464

Tous ces titres de gloire ne sont pas accueillis avec un égal bonheur par ses compatriotes. Le roi George V salue par un télégramme de félicitations la reconquête de la Coope Davis. Les dirigeants de Wimbledon, en revanche, laissent sur le dossier d'une chaise, dans les vestiaires du stade, la cravate vert et mauve de membre de club que lui vant sa victoire face à l'Australien Jack Crawford. Mépris et dédain de l'establishment atteignent leur paroxysme en septembre 1936, quand Fred Perry décide de rejoindre les rangs professionnels après avoir refusé les royalties proposées par des marchands de vêtements ou des

plus franchir les portes du club de Church Road avant 1946. C'est, alors, un sergent démobili-sé par l'armée des États-Unis qui, pour les auditeurs de la BBC, revient

producteurs de cinéma. Il ne pourra

tifs : il jette un ceil amusé et aiguisé sur le jeu des nouvelles générations; au fil des ans, il louera ainsi les performances de Björn Borg, John McEnroe ou Stefan Edberg, en gardant un faible pour lie Nastase. C'est surtout un yappie avant

l'heure, qui débarque au pays fortune faite. Naturalisé américain en 1939, Fred Perry est devenu outre-Atiantique une star sportive qui fréquente les stars de Hollywood. Le centre d'entraînement qu'il dirige en Floride, puis l'entreprise de textile à sa griffe lui font définitivement oublier les difficultés financières de sa jeunesse. Il n'en perd pas pour autant le goût des discussions interminables entre amis autour d'un verre de bière.

C'est ce personnage haut en couleur qu'en 1984 Wimbledon finit donc par honorer à sa juste mesure en immortalisant dans le bronze le coup droit avec lequel il s'est imposé comme le meilleur joueur du monde, un demi-siècle apparavant. Une belle revanche pour l'ancien proscrit : désormais, les professionnels sont chez eux dans le « temple » du tennis, dont il reste désespérément le dernier héros bri-

François Ode

Le cinéma court et le cinéma, tout court

LE CINÉASTE ET JOURNALISTE François Ode est mort le 30 janvier. Il était agé de quarante-neuf ans. Lui-même auteur de courts métrages, il s'était consacré à la défense de ce mode d'expression en participant à la création, en 1983, de l'Agence du court métrage, dont il

était devenu le délégué général. Cet organisme effectue depuis sa disembe un important travail d'information et de soutien, à la fois auprès des débutants passant par le format court avant d'accéder au long, et auprès des pratiquants du

genre pour lui-même. Ce travail, très nécessaire aux réalisateurs, ne l'est pas moins aux producteurs, distributeurs et organisateurs de festivals. L'aspect le plus visible de ce travail consiste en la revue Bref, créée par François Ode, qui en assurait la rédaction en chef : grâce à hii, ce trimestriel, loin de se contenter de la défense particulariste du cinéma court, qu'il assure avec vigueur, est devenue l'une des meilleures revues

de cinéma tout court.

-Jesnine et Louis Fribourg.

ons la trissesse de faire part du décès, le 28 janvier 1995, à quatre-vingt et un ans

Marcelle FRIBOURG

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Jean-Jacques NORMANT dit « Marc NORMANT »

du Théstre National Populaire)

Il a été incinéré au crématorium de

De la part de ses enfants et de sa fa-mille, de ses amis et de la Compagnie Le Chant des Hommes.

75010 Paris. 5, rue de Domzémy.

75013 Paris.

édien, conteur, metteur en soène,

directeur de compagnie, n élève du cours Charles-Dullin

« En marche les endeuillés ! Oui, ils seront réconfortés. » (Mathieu, 5, 1-9).

sa belle-sœur et son frère,

I-M. F. alors qu'il était lieutenant au

Jaume Perich

Le dessinateur catalan de la gauche espagnole

LE DESSINATEUR HUMORIS-TIQUE catalan Jaume Perich I Escala est mort le 1" février à Mataro, près de Barcelone. Il était âgé de cinquante et un ans. Dessinateur industriel de formation - «j'étais très mauvais », avouera-t-il plus tard -, il s'orientera par la suite vers le dessin de presse. Ses quelque dix mille dessins ont été publiés dans des dizaines de journaux (Vanguardia, Mundo Diario, Interviu, etc.). En 1963, cet humoriste, comme il

aimait à se définir, collabore, pour la première fois, à la revue Matarratos. En 1966, il obtient une page quotidienne dans Solidaridad Nacional, organe du Mouvement (parti nnique franquiste). Afin d'échapper à la censure ambiante, il va « recourir à la buile, qui intègre le texte au dessin, parce que cela rendait difficile une deuxième ver-

En 1974, il crée avec Manuel Vazquez Montalban la revue satirique Por favor. Là, Jaume Perich critique avec brio les hommes politiques espagnols. Considéré comme l'homme de toutes les gauches espagnoles, Perich a tenu, dans ses dessins, à défendre « la liberté, la

lutte contre la torture, l'oppression, la dignité humaine et tant d'autres

Professeur honoraire à l'université d'Alcala de Henares, il avait reçu en 1993 le premier prix de l'humour lors de l'inauguration du concours Paleta Agroman. Il publia de nombreux ouvrages parmi lesquels on peut citer Perich-Match. Autopista, Nacional II. Dialogos, Por el camino hacia Dios, Un hombre en casa et Les gusta a las gallinas viajar

J. Dr.

M GEORGE ROBERT STIBITZ, Pun des pionniers de l'informatique, est décédé, mardi 31 janvier, à son domicile de Hanover,

aux Etats-Unis (New Jersey), à Page de quatre-vingt-dix ans. Ingénieur aux laboratoires Bell. George Stibitz a conçu, en 1937, le premier circuit binaire à partir de relais de téléphone. Comme il Pavait assemblé dans sa cuisine, il Pappela «kitchen adder» (additionneur de cuisine). Il ne s'agissait, pour lui, que d'un amusemeot de week-end. Mis au courant, son patron, le docteur Pry, lui demanda de construire avec Samuel B. Williams, à partir de ces éléments, un calculateur à relais. Cette machine, l'un des premiers calculateurs numériques électromécaniques, pouvait additionner deux nombres décimaux de huit chiffes en un dixième de seconde. En septembre 1940, elle fut reliée à trois télex pour la première démonstration de télé-

congrès annuel de l'American Mathematical Society. Par la suite, les travaux de Stibitz ont servi à la conception de l'Eniac, premier calculateur numérique électronique, construit en 1946 par Presper Eckert et

traitement, à l'occasion du

John Mauchly. MICHEL BOLLOT, décédé le 29 janvier à Fontainebleau, avait été fait sompagnon de la

1ª bataillon d'infanterie de ma-

Né le 3 février 1921 à Lannion (Côtes-d'Armor), Michel Bollot se troove à Maoille lorsqu'il rallie la France libre en avril 1941. Avec la 1™ division française libre, il va, dès 1941, participer aux combats contre l'Afrikakorps du marécbal Erwin Rommel, eo Libye et en Egypte. En 1942, il est l'un des compagnons de Leclerc à Bir Hakeim et El Alamein. En octobre de cette même année, blessé, il est évacué à Der Mennassib. Il continuera la guerre au sein du 1ª batailloo d'infanterie de marine, où il gagnera ses galons de lieutenant. Il sera fait capitaine de réserve. Après 1945, il est eo Indochine.

Michel Bollot fut ensuite administrateur de la société de mines L'Aîr, à Niamey (NIger). Il était titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et des TOE, de la médaille de combattant volontaire de la Résistance et commandeur de la Légion d'honneur. Il a été inhumé, le jeudi 2 février, à Lanmeur (Fi-

■ LE GÉNÉRAL HORACIO SA VIANA REBELO, ministre de la défense sous le régime salazariste, est décédé le 28 janviér à Lisbonne. Gouverneur général de Liberation, le 18 janvier 1946, PAngola entre 1956 et 1959, il était

entré au gouvernement de Salazar

Soutenances de thèses

comme secrétaire d'Etat de l'armée en 1950, après avoir été député (1945-1949) du parti unique à l'Assemblée nationale. Devenu ministre de la défense en 1968, le général Sa Viana Rebelo avait quitté soo poste en 1973, un an avant la révolution des œillets du 25 avril qui mit fin an régime salazariste.

JOURNAL OFFICIEL

Au Jaurnal afficiel du vendredi 3 février sont publiés :

Enviroonement: une loi « relative au renfarcement de la protection de l'environnement ». Ce texte prévoit une nouvelle réparti-tion des compétences pour tout ce qui touche à la prévention des risques naturels, à la sauvegarde des espaces sensibles et à la gestion des déchets. Il contient des dispositions visant à empêcher la spéculation sur les biens expropriés pour cause de risques naturels majeurs. Il stipule que les délégations de service public ne pourront excéder vingt ans et que les contrats de concessioo ne pourroot donner lieu au versement de droits d'entrée de la part du délégataire (Le Mande du

21 janvier). · Fooction publique: un décret ouvrant l'accès à certains corps de fooctionnaires des services médicaux et des services sociaux de l'Etat aux ressortissants des Etats membres de l'Union eu-

AU CARNET DU MONDE

Naissances Alexandre, Béatrice

et Christophe SOUVIGNET, out la joie d'annoucer la naissance de

Bertille,

le 1" février 1995 à Paris.

Anniversaires de naissance - Etienne, Eve. Héloise, Florian, Raphaci, Guillaume et Alda sommitent bou anniversaire à

grand-père.

<u>Décès</u>

pour l'Or .. éternel du B .. A .. F ..

André ABOU,

survenu à Arles le 2 février 1995. Que ceux qui l'ont connu, estimé et ai-

« Gémissons, gémissons, gémissons et espérons. .

- Ses amis out la douleur de faire part

Anne-Marie ALPANDA, professeur de lettres à Domone.

le 2 février, à l'âge de quarante-sept ans.

Que ceux qui l'ora comme et aimée ardent le souvenir de sa lucidité, de sa rardent le souvenir de sa lu générosité et de son courage.

La famille,
 Et les amis de

M= Marie Julie BERTHILLET KABOUNY,

ont la douleur de faire part de son décès le l'élévrier 1995, à Villeurbanne.

Téléphone 40-65-29-94 40-65-29-96

CARNET DU MONDE

George BEZA

est décédé le 2 février 1995, dans sa

Il fat combattant SOE et détent poli-tique anticommuniste en Roumanie, époux bien-simé de Vasillida, père de Paul et Emilia, beau-père de Miriam et grand-père d'Anne-Marie, Emily, Dana, Bogdon, Madelnine et Estephe et amère-grand-père de Lia.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Romy-sous-Bois, le 7 février, à 9 h 30. l, rue M.-L.-King, 94120 Fousemy-sons-Bois.

Jean-Baptiste de Foucaulf, commis-

Et l'ensemble du personnel du Commissariat général du Plan, out la tristesse de faire part du décès de

Françoise EUVRARD.

Recrutée en 1965 au CGP par Jacques Delors, Prançoise Envrard fut pendant dix ans chargé de mission au service des affaires sociales, avant de devenir en 1976 direuteur de cabinet du Commissaire au Plan, Jean Ripert. Spécialiste internationalement recourse des questions de revenu et de large course la paraveté, elle avait panté des lieus éroits auce le Commissagardé des liens écroits avec le Commissa-rist général du Plan et collaborait régu-lièrement à set traveux.

 Philippe Pilard, président,
 Annand Badeyan, délégné générai,
 Le conseil d'administration de l'agence - Le secrétaire perpénsel. Et les membres de l'Académie frandn Court Métrage,

M. André FROSSARD, officier de la Légion d'honneur médaille de la Résistance

Grand-Croix de l'ordre équ de Ple-IX iécédé le 2 février 1995 à Versailles :

'age de quatre-vingts aus. sailles, en l'église Notre-Dame, 35, me de la Paroisse, le landi 6 février à 14 h 15.

Télécopieur

45-66-77-13

Avis de messe

l'Agence du Court-Métrage, et fondate et réducteur en chef de la revue BREF.

François ODE

Réalisateur de films, FODE fut co-

fondateur puis délégué général de

survenn le 30 janvier 1995. Il était âgé de quarante-neuf ans.

 De la part de sa sœur, Catherine Sere-briakoff, des familles Benois, Edwards, Kavos, Lanceray, Saint-Hippolyte, Zaodny, une messe à la mémoire de

Alexandre SEREBRIAKOFF.

décédé le 10 janvier 1995, dans sa quatrevingr-buitième aunée, sera célébrée same-di 18 février, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, houlevard Montpannasse, 75014 Paris.

Messesianniversaires

- Pour les neuvième et huitième anniver-

Véronique et Michel BAROIN,

15, rue Ampère, 75017 Paris.

Remerciements

Richard Alexander BUENO

Dans l'excellence, il s'est consacré à l'art français du Thé, avec énergie, talent et créativité, au sein de Mariage Frères, sa Maison de Thé. Il a, selon ses voux été incinéré, le 25 janvier 1995 au Père-La-

- M[™] Max de La Giraudière

Max de LA GIRAUDIÈRE

- Pour le septième anniversaire de la

Une pensée affectueuse est demandée à

ous ceux qui l'out connu et aimé.

75004 Paris.

– II y a dix-neuf ans disparaissait

qui l'ont connue et aimée.

Cletta MAYER Une pensée est demandée à tous ceux

saires de la disparition de

une messe sera célébrée à leur intention le vendredi 10 février 1995, à 19 heures, à l'église Saint-François-de-Sales.

- Les familles Bueno-Bovens, Kitticha Sangmanée, ont la tristesse de vous faire part de la dis-parition, le 19 janvier 1995, de

PDG du groupe Mariage Frères.

Nous remercions tous ceux qui à cette eccasion, nous ont manifesté leur amitié.

M. et M. Anne-Philippe de La Giran

M. et M= Henri de La Giraudière. M. et M= Pierrick Stumm, M. et M= David Jobin,

sympathie et de réconfort que vous less avez témoignée lors du rappel à Dieu de

vous expriment leurs remerciements émis.

<u>Anniversaires</u>

Pani DUNAND.

survenue lc 5 février 1988,

- Maurice Cassier soutiendra sa thèse ntitulée « Les contrats de recherche entre l'université et l'industrie : l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation in-dustrielle », présentée pour l'obtention du doctorat de socio-économie de l'Ecole des Mines, le mardi 7 février à 14 h 30, à l'Ecole des Mines de Paris, 60, boulevard Saint-Michel, amphilhéálre Conrad Schlumberger (V 107).

- Lanrence Chamlou soutiendra sa thèse de doctorat en anglais, intitulée « Ecritures de l'Exil », le lundi 6 février 1995 à 14 heures à la Sorbonne, salle

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inseritoris du « Carnet du Monde sons pries de bren voulair nous com muniquer leur numéro de référence.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

CHARLES PASQUA

ANIMÉ PAR **OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC PAUL JOLY (LE MONDE) PATRICK JARREAU (RTL)

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL

HORIZONS

L'exécution de Robert Brasillach

Il y a cinquante ans, l'écrivain, symbole de la collaboration avec les nazis, était exécuté au fort de Montrouge

E 6 février 1945, Le Monde, daté du 7, publiait l'information sulvante: « Robert Brasillach a été fusillé ce matin. Le condamné a été réveillé vers 7 h 30 dans sa cellule de la prisan de Fresnes par M. François, substitut qui représentait le procureur de la République. Le magistrat était accompagné de M. Reboul, commissaire du gouvernement qui requit la peine capitale, de M. Raoult, juge d'instruction ac-compagné de son greffier M. Linker, de M. Jacques Isorni, défenseur de Brasillach, et du docteur Paul, mé-

decin légiste. » Robert Brasillach a appris avec sang-froid que sa grâce était rejetée puis, après s'être confessé, il s'est acheminé vers la voiture cellulaire. Avant d'y prendre place, il a déclaré à san avocat: « C'est aujourd'hui le 6 février, un anniversaire. Vous penserez à moi et aux autres » Référence à la manifestation de l'extrême droite contre le Palais-Bourbon le 6 février 1934 qui se solda par une vingtaine de morts].

» Parvenu au fort de Montrouge aù l'exécution devait avoir tieu, ll demanda à s'entretenir brièvement avec M. Reboul, cammissaire du gouvernement. « Vous avez fait votre devoir, dit-il, moi j'al agi pour ma patrie. Dieu nous juge-

» Enfin, canduit au poteau d'exécution, il repaussa le bandeau qu'an lui tendait et, avant que la salve n'éclatât, îl cria : « Courage : Vive la France I » Il était exactement 9 h 30. Le carps de Robert Brasillach a été inhumé au cimetière de Thiais. »

Ainsi s'achevait tragiquement la vie d'un bomme de trente-six ans, écrivain et Journaliste, ricbe de tous les talents, nour i comme son maître Charles Maurras de tous les miels du classicisme et emporté, comme lui, par une passion politique qui, dans les années 30 et plus encore dans celles de l'Occupation, devait faire de lui un incooditionnel du national-sociach ne fut ba le seul « intellectuel » ou homme de Plume à payer de sa vie des écrits dans lesquels la justice de la Libération pouvait voir juridiquement des actes d'intelligence avec Pennemi. C'est cependant autour de son seul nom qu'un demi-siècle après tournent toujours les discussions et se rallument les polémiques sur au moins l'un des aspects de l'épuration. Celle-ci fit d'emblée la part belle aux journalistes « collaborateurs ». Ce fut le cas bien sûr pour Robert Brasillach, dont le seul nom se confondait avec les férocités de l'hebdomadaire Je suis partout, dont il avait été le rédacteur en chef de 1941 à 1943. Ce le fut aussi pour Henri Béraud, le pamphlétaire de Gringoire, pour Jean Luchaire, rédacteur en chef du Matin puis des Nouveaux Temps, pour Jean Herold-Paquis, la « voix » du Radio-Paris « allemand », pour Georges Suarez, directeur d'Aujaurd'hui, pour Charles Maurras et Maurice Pujo, piliers d'une Action française maréchaliste et antisémite, et pour bien d'autres de moindre re-

Ces procès se succédèrent dans l'hiver 1944-1945 et se prolongèrent, pour certains, jusqu'au début de 1947. Tous furent d'ailleurs assez rapidement instruits et rapidement jugés. On jugeait le poids des mots et avec lui le poids du talent de ceux qui les maniaient comme on manie une arme. Les mots sont-ils innocents? En décembre 1944, en janvier 1945 et jusqu'en mai, la guerre contre l'Allemagne nazie n'est pas terminée. Les souvenirs sont encore là, immédiats, des rigueurs de l'occupation, des exécutions d'otages, des 🛣 rafles, des arrestations, des tortures. Comme soot là ceux des écrits qui approuvèrent ces actes f quand ils ne les avaient pas appeles ouvertement. La passion ne pouvait pas être absente de cette iustice, au point - pourquoi le nier? - qu'elle ne soit plus la jus- 8 tice. C'est le temps où Emmanuel d'Astier de la Vigerie, au nom du

Mouvement de libération nationale (MLN), réclame des têtes. C'est celui où Jacques Duclos exprime les exigences du Parti communiste: «Il faut juger avec une haine sacrée. »

Contrairement à un Louis-Ferdinand Céline, à un Abel Bonnard, Robert Brasillach n'a pas cherché dans la fuite à Sigmaringen un hy-pothétique saint. S'il s'est caché à Paris durant quelques semaines, il s'est livré le 14 septembre, dès qu'il sut que des membres de sa familie avaient été arrêtés à sa

Lorsque son procès s'ouvre devant la cour de justice de la Seine le 19 janvier 1945, à 13 heures, le général de Gaulle vient de gracier Henri Béraud, condamné à mort par cette même juridiction. le 29 décembre 1944. De son côté. Charles Maurras va s'entendre reconnaître des circonstances atténuantes par la cour de justice du Rhône, le 27 janvier 1945. Dans la grande salle de la cour d'assises, au palais de justice de Paris, Robert Brasiliach est seul à occuper ce box où ne paraîtront qu'en novembre 1946 les autres « grandes plumes » de *Je suis partout*, Plerre-Antoine Cousteau, Claude Jeantet et Lucien Rebatet, qui tous trois se retrouveront un jour libres. Il a pour avocat Jacques Isomi, Le président est M. Vidal, conseiller à la cour d'appel de Paris. Il est entouré de quatre Jurés. Ceux-ci, conformément à l'ordonnance du 28 novembre 1944 qui a institué les cours de justice, ont été choisis sur une liste établie par des commissions comprenant un ma-gistrat et deux délégués des comités départementaux de Libération.

De l'homme, les débats apprendront peu de chose. Il est né en 1909 à Perpignan. Il a été un brillant sujet de l'Ecole normale supérieure. Séduit par Charles Maurras, il se voit confier par le vieux leader monarchiste le feuilleton littéraire de L'Action française. Les juges se soucient peu de littérature. Moins encore de la publication en 1931 d'une Présence de Virgile, d'un Corneille en 1938. Ce que qui, des 1934, arrive à Je suis partout, ce rédacteur en chef de vingtcinq ans qui bientôt va célébrer de

zies de Nuremberg; celui qui, comme son journal, rejeta en 1938 toute idée de guerre pour « l'invivable Tchécoslovaquie >, comme, dans L'Œuvre, Marcel Déat refuse-

ra de « mourir pour Dantzig ». Contre Bérand, il n'y avait que des pamphlets exprimant une haine viscérale, maladive, de l'Angleterre. Contre Brasiliach, il y a des articles beaucoup plus redou-tables. Depuis dix ans, l'auteur des Sept couleurs prône un nationalisme qui le subjugue. Fait prisonnier en 1940, il a été libéré à la demaode du goovernement de Vichy. Il a repris sa place à Je suis partout des avril 1941. Les nazis

même année, la profession de foi était réitérée : «La collaboration ? C'est trop peu dire que nous voulons d'elle et le mot, si beau qu'il soit, puisqu'il signifie le travail en cammun, est peut-être trop usé avant d'avoir servi faute d'avoir été bien défini. Ce que nous voulons, autant que cela dépend de nous, ce n'est pas la collaboration, c'est l'Alliance. »

Comment se défendre? Brasillach dit: « On prend des phrases, les plus violentes, celles que rien n'explique parce qu'on a supprimé tout ce qui pourrait les expliquer. » Sur le fond, il ne se renie pas. Oul, sont là. Il s'affiche avec eux. Il a été partisan de la collabora-

La fin tragique d'un homme de trente-six ans riche de tous les talents devenu un inconditionnel du national-socialisme

Dès septembre 1941, il demande tion, même d'une alliance avec les sans fioritures la mort des * traftres » Reynaud, Mandel, Blum: «Il a pu y avoir, queique condamnable qu'il ait été, beaucoup de chaleur humaine autour de Jaurès. Que voulez-vous qu'il y ait autour de Reynaud ou de Blum? Qui a jamais eu envie de mourir pour Reynaud ou pour Blum? On les laissera crever sans sourciller. qu'an se se rassure. Mais c'est

'ACCUSATION n'a que l'embarras du chotz. Le commissaire du gouvernement cite les plaidovers pour la Légion des volontaires français, la LVF, sur le front de l'Est, les appels à la fermesse pour qu'elle s'engage dans cette formation. Il relève l'opprobre jetée contre la Résistance, les maquis. Il lit, en date du 25 septembre 1942: «L'archevêque de Toulouse proteste contre les mesures prises envers les juifs apatrides en zone occupée et accuse le gouvernement du maréchal pirations étrangères. Il parle de brutalités et de séparations que nous sommes tout prêts à ne pas approuver car il faut se séparer des juifs en bloc et ne pas

nazis. Oui, il a cru que ce « nouvel ordre européen » mis en place par le IIIº Reich était la voie de l'avenir. Oui, il a réclamé la tête des députés communistes détenus par Vichy comme il a appelé de ses vocux des sanctions impitoyables contre les responsables de la défaite. Finalement, il fait tenir sa défense dans ce raccourci : « Partisan, oui, je l'ai été. Etre partisan, c'est aller à l'excès, à l'Injustice en des temps inhabituels. Quand la France est divisée ca temps de guerre civile, des François prennent parti pour un camp au pour un autre. Alors, naturellement, ils se traitent de traîtres, de rebelles, Seule l'Histoire juge qui a raison. » S'il se défend, il sait aussi atta-

quer, griffer, non pas cestes aven la véhémence et la fureur que moistrera son maître Charles Maurras à son propre procès, lancé dans une défense de rupture, mais tout de même. Comment nierait-il avoir participé à tant de manifestations à la louange du nationalme?On Pv vu et entendu. Mais hi-même se plaît à dire qu'il y a vu des confrères comme Georges Duhamei ou Jean Giraudoux, que la jus-

garder les petits. » Le 11 avril de la tice laisse en paix. Va-t-on retenir à charge sa qualité d'administrateur de la librairie Rive gauche, fief de toutes les publications de la collaboration? Il rétorque que cette librairie exposait aussi des livres de Louis Aragon et d'Elsa Triolet. Il se défend mais il est assez hu-

cide pour être sans illusion. Alors, il a cette adresse à ses Juges : « Sans doute la cour pourrait se demander si je regrette ce que j'ai écrit. Si je répondais que je le regrette, vous penseriez tous que je cherche à sauver ma peau et vous me mépriseriez à bon droit. Je vous dirai donc que j'ai pu me tromper quant à certains faits ou quant à certaines personnes. Mais je n'ai rien à regretter de l'intention qui m'a fait agir. Je ne puis rien regret-

ter de ce que j'ai été moi-même. » A 18 heures, cinq heures après Pouverture du débat, l'acrèt était rendu. La cour de justice de la Seine suivait sans états d'âme les réquisitions de M. Reboul, commissaire du gouvernement. Robert Brasillach était condamné à mort. Du maigre public cantonné au fond de la salle une voix lanca: « C'est une honte ! » Brasillach se tourna vers ce public d'où était parti le cri pour répliquer : « Non :

c'est un honneur. » Il accepta de signer un pourvoi en cassation vite rejeté. Restait le recours en grâce. C'est à Charles de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française, qu'il revenait de l'examiner et d'exercer ce pouvoir régallen duquel dépendait, en cette occurrence, une mort bieotôt consommée ou la poursuite d'une vie. Le chéf da gouvernement provisoire avait - nous l'avons va gracié, le 4 janvier 1945, Henri Bérand pour lequel s'étalent mobilisés des écrivains, des journalistes. Mais nous l'avons au aussi, il y avait entre le cas de Béraud et cekri de Brasillach bien des différences, pour ne pas écrire qu'ils étaient sans commune mesure.

Henri Béraud n'avait jamais fait partie des Intellectuels, oo hommes de plume revenus volontairement en zone occur l'armistice de 1940. S'il affichait depuis longtemps, bien avant la guerre, une baine inextinguible envers l'Angleterre (Faut-Il réduire

l'Angleterre en esclavage?, avait-il intitulé un de ses brûlots), celle qu'il nourrissait à l'endroit des Allemands n'était pas moindre. Mais pour ses juges, il n'y avait sans doute pas que le dossier propre-ment dit, réunissant non sans mai des écrits dans lesquels on pouvait difficilement voir des intellis avec l'ennemi. Béraud, c'était pour bien des résistants hommes de gauche le pamphlétaire acharné à la perte de Roger Salengro, ministre de l'intérieur du Front populaire. Et celui-ci devait se donner la mort, désespéré de n'avoir pu convaincre ses adversaires qu'il n'avait été durant la guerre de 1914-1918 ni le déserteur ni le lâche dépeint par l'extrême droite. Ces brutalités sans mesures ni regrets remontaient à moins de

dix ans de 1945.

RANÇOIS MAURIAC s'en mêla. Dans Le Figuro du 4 Janvier 1945, il écrivait à propos de la condamnation de Bérand: « Au yrai, tout Paris sait blen que ce jugement est inique. Qu'on déshonore et qu'on exécute comme traître un écrivain français qui n'a pas trahi et qu'an le dénance comme ami des Allemands alors que jamais il n'y eut entre eux le moindre contact et qu'il les haissait auvertement, c'est une injustice contre laquelle aucune puissance au monde ne me défendra de pro-

En fayeur de Robert Brasiliach, l'argumentation ne pouvait être la même. Cinq jours après la condamnation du 19 janvier 1945, Mauriac, à qui ses appels à la cé-mence de ce temps-là vaudraient le surnom de « saint François des Assises », signait, dans Le Figuro du 24 janvier, un texte où l'on pouvait lire : « Pour son honneur, le pays de Pascal et de Voltaire ne croit pas à centaines fatalités : l'épuration à Paris, presque toute concentrée sur les écrivains, est une de ces fatalités qu'il finira bien par conjurer. A quol sert de le nier? Naus sommes réduits au silence larsqu'an naus rappelle que les clercs doivent payer de leur tête le tique leur inspire et qu'au talent se mesure le crime. Mais vous over beau dire: ce qu'il y a de meilleur en France ne se console pas de la destruction d'une tête pensante,

2:

C:: --

77.5

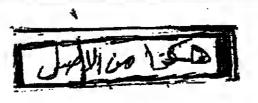
Teg (gr. 1.)

aussi mai qu'elle ait pensé. » Charles de Gaulle ne portait pas encore à François Mauriac cette amitié dont il saura plus tard si bien parler. Bien des signes pourtant laissent penser qu'il ne hii aurait pas déphi d'accorder à Brasillacb la clémence consentie à Béraud. De surcroît, le fait que Mauras ait échappé à la peine de mort, ce qui le dispensait d'avoir à se prononcer sur ce cas, noumssait l'espoir dans le camp des partisans de la pitié. Cependant le chef du gouvernement provisoire «laissa, selon la terrible formule, la justice suivre son cours ». Ses raisons, faute d'être comues, sont supposées. Les uns y voient la nécessité de donner un gage aux communistes, qui ne sont pas quantité négligeable et renacleut, après la fuite de Céline, le suicide de Drieu La Rochelle, la grâce de Béraud. Les autres, plus nombreux, fort de confidences diverses, tiennent pour assuré que le général aurait vu dans le dossier Brasillach une photographie de l'écrivain en uniforme allemand. Personne pourtant ne fit ce grief au procès. Une photographie existe, bien des fois reproduite; elle montre, sur un quai de la gare de l'Est, Drieu La Rochelle, Brasillach et Abel Bonnard revenant d'un voyage en Allemagne. Tous trois sont en civil, aux côtés d'un officier allemand. On a pensé à Dorlot, ce dernier, leader du PPF,

ayant porté l'uniforme nazi. Par la suite, le général se montra réticent, agacé, lorsqu'on lui parle de Brasillach. Dans sa biographie de Charles de Gaulle, Jean Lacouture rapporte ce mot jeté à Claude Mauriac à ce sujet : « Brasiliach? Eh quoi : Il a été fusillé... comme un



Robert Brasillach, à gauche, aux côtés de Jacques Doriot en uniforme allemand lors d'une tournée sur le front de l'Est en 1943.





Desort of etre unlow The second second the second second THE RESERVE OF THE RE of the same of the same of A A TO THE REAL PROPERTY.

· N. (POPPERE AND & CAMP

prophe n'a pas i

iontredire igiem**ėm**e t a par le droit de com "Me Strafffelief Englis-ALLE ANCHOR A THE PART PROPERTY.

THE REAL PROPERTY NAMED IN

to Straige market of



Un entretien avec Thomas S. Kuhn

« La vérité scientifique n'a pas besoin d'être unique »

É en 1922 dans l'Ohio, Thomas S. Kuhma enseigné successivement aux universités Harvard, Berkeley et Princeton, avant de terminer sa carrière au Massachusetts Institute of Techno-Après avoir consacré en 1957 un travail à La Révolution copernicienne (le Livre de poche, «Biblio Essais», 1992), il a publié en 1962 un livre, La Structure des révolutions scientifiques (Flammarion, 1983), qui a durablement marqué l'histoire et la philosophie des sciences.

Une conception discontinuiste du développement de la connaissance se trouve au centre de ce dernier ouvrage. Loin d'être linéaire, le progrès scientifique s'accomplit par «bonds» et par «coupures». Les plus importantes de ces mutations correspondent à des moments où la communauté des chercheurs remet en question les cadres fondamentaux de sa vision du monde, où elle passe d'un « paradigme » à un autre – le nouveau paradigme ayant pour fonction de définir l'espace des crovances et des recherches possibles jusqu'à ce qu'il soit, à son tour, remis en cause par l'effet de

En rompant ainsi avec l'Idée, chère à Popper comme à la tradition classique, selon laquelle la science se rapprocherait inéluctablement d'une vérité préexistante et unique, Kuhn a souligné ce que les connais-sances scientifiques d'une époque doivent au langage, à la culture, bref à la convention. Il n'a cependant cessé de lutter contre certaines interprétations « extrémistes » de sa pensée, ainsi qu'en témoignent les textes réunis dans La Tension essentielle (Gallimard 1990).

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Thomas S. Kuhn, en jetant un regard sur l'ensemble de son œuvre, effectue le bilan d'un demi-siècle de

« Faut-il vous considérer plutôt comme un historien des sciences ou plutôt comme un philosophe?

Presque toute ma vie, j'ai enseigné dans le cadre institutionnel de l'histoire des sciences, et j'ai plutôt été considéré - tout au moins aux Etats-Unis - comme un historien. Mals je persais faire aussi de la philosophie des sciences, même si, en Amérique plus encore qu'en Europe, une frontière bien délimitée sépare ces deux domaines. Lorsqu'est parue la première édition de ma Structure des révolutions scientifiques, je ne sa-vais pas exactement à laquelle de ces disciplines rattacher mon travall: sans doute s'agissait-il d'une foume, encore incomnue de moi, de « sociologie de la connaissance ». Par la à la philosophie des sciences proprement dite, et je constate avec plaisir qu'aujourd'hui les frontières entre histoire et philosophie sont moins étanches qu'autrefois. Mais je maintiens cependant qu'il s'agit d'activités soumises à des impératifs distincts : le philosophe n'a pas le droit de se contredire lui-même, tandis que l'historien n'a pas le droit de contredire les faits. On peut essaver d'être alternativement l'un et l'autre, mais pas les deux en même temps.

- Pountez-vous retracer les principales étapes de votre cheminement intellectuel?

- Dès ma première année à l'université, je me suis intéressé à la philo-

 Cette discipline était encore as-sez jeune. Quels sont, à l'époque; les auteurs qui ont joué un rôle dans la formation de votre pen-- Celui qui a joué le premier rôle

est Alexandre Koyré - en tant tant que philosophe. l'al dû lire ses Etudes galiléennes en 1947, et le l'al rencootré peu après, lors d'un voyage en Europe, en 1950. Ce qui m'a guidé dans mon interprétation de Koyré, c'est une lecture que l'avais faite antérieurement, celle de La Grande Chaîne de l'Etre, d'Arthur O. Lovejoy (1936), un livre où il est beaucoup question de la dynamique propre au développement des idées. » Par la suite, d'autres travaux

français m'ont marqué: ceux d'Emile Meyerson (Identité et réalite), par exemple, ou bien ceux d'Hélène Metzger sur l'histoire de la chimie. Quant à Duhem, l'ai surtout reteou de fui l'Idée que, pour sophie et, en lisant la Critique de la comprendre le passage de la phy-

Le philosophe n'a pas le droit de se contredire lui-même, tandis que l'historien n'a pas le droit de contredire les faits

raison pure. Tai été fortement impressionné par la notion kantienne de « catégorie » entendue comme condition de possibilité du savoir. Ensuite, j'ai fait des études supérieures de physique. Je m'intéressais, en particulier, à la physique des solides. Puis, un jour, tandis que je préparais ma thèse, je fus invité par le président de Harvard, James Conant, à donner un cours à des non-scientifiques, à qui il s'agissait de faire compres sur des cas concrets, ce que pouvait être la pratique de la science.

» Ce cours m'a conduit à lire Aristote, afin de mieux expliquer comment s'opère le passage de celui-ci à Galilée et à Newton. Or, ces recherches - qui ont été le point de départ de mon livre sur la révolution permis de me rendre compte que l'image de la science que dormait à la fin des années 40 la philosophie dominante en Amérique, c'est-à-dire le positivisme logique (Carnap, Frank, Ayer), ne correspondait pas tout à fait à la réalité. C'est ce qui m'a incité, peu après, à abandonner la physique pour me tourner vers l'histoire des

sique antique à la physique moderne, on ne pouvait faire l'économie de la physique médiévale. Je dois dire, en revanche, que même si f'al également rencontré Bachelard à Paris, en 1950, l'avais peu lu ses travaux : sa philosophie, en fin de compte, ne m'a guère influencé.

 Et parmi les auteurs américains?

- W. V. Quine demeure celui qui, pour moi, a joué le plus grand rôle. Je le voyais souvent à Harvard. Quand Quine publia son article fameux, Deux dogmes de l'empirisme (1951), je fus enthousiasmé par la critique qu'il proposait de la distinction entre vérités de langage, analytiques, et vérités de fait, synthétiques. Toute vérité dépend à la fois du langage et des faits : c'était exactement ce que mes recherches en histoire des sciences m'avaient conduit à penser. Un autre texte de Quine, le début de l'ouvrage Le Mot et la Chase (1960), a constitué pour moi un formidable défi intellectuel : mais c'était parce que je ne me sentais pas plemement d'accord avec sa thèse, qui revenait en fin de compte à nier la possibilité de la traduction. Je dirais, pour ma part, qu'il

d'autres qui ne le sont pas≃ Mais. même si vous ne pouvez, en toute rigueur, le traduire, rieu ne vous empêche d'apprendre un nouvel ensemble de mots ni de l'employer correctement. Il s'agit d'ailleurs là quotidienne: une phrase anglaise comme, par exemple, the cat is on the mat, est strictement intraduisible en français, pulsqu'll n'existe aucun équivalent de mot dans votre langue (le terme anglais mat désigne à la fois, et selon les cas, un petit tapis, une carpette, une natte, un paillasson, etc). L'obstacle, il est vrai, est plus difficile à surmonter dans le cas du langage scientifique, qui requiert une plus grande précision dans les

y a des énoncés qui sont traduisibles,

 Dans quelle mesure votre philosophie de la science présupposet-elle une philosophie du langage? - Je crois que le langage constitue

en effet une condition de possibilité de la science, puisqu'il véhicule les concepts utilisés par le savant, et que les résultats de la recherche ne peuvent être exprimés sans son aide. De plus, je peux très bien imaginer que deux groupes de chercheurs, travaillant parallèlement sur le même objet, puissent arriver de façon par-faitement rationnelle à des résultats non équivalents, puisque formulés à l'aide de concepts différents. La vérité scientifique n'a pas besoin d'être unique; elle peut être plurielle.

» En tout cas je ne pense pas, à la différence de Popper, que la vérité ré-side simplement dans la « correspondance » de nos énoncés avec une réalité « extérieure ». Pour Popper, il ne peut y avoir, sur un sujet détermi-né, qu'une seule vérité, et tout le reste n'est qu'eneur. Ce n'est pas si simple, car, par exemple, lorsque les gens croyaient que la Terre était au centre de l'Univers, ou lorsqu'ils croyaient à la théorie du phlogistique, ils avaient des raisons bien fon-dées d'y croire. Nous ne partageons plus, aujourd'hui, de telles croyances. Mais celles-ci ne sauralent se réduire à de pures « erreurs ».

- Est-ce cela que vous avez voulu dire en forgeant le concept d'« in-commensurabilité » ?

 L'origine de ce terme remonte à la réflexion des mathématiciens grecs sur le rapport entre la diagonale et le côté du carré : ce rapport ne peut être exprimé par un nombre rationnel. Tel que je l'utilise maintenant, le mot « incommensurabilité » signifie que, parfois, il n'y a pas de lingua franca à

l'intérieur de laquelle nous puissions comparer deux théories données pas de langage commun qui puisse les exprimer toutes deux. Cela reloint ce que je disais à l'instant sur la difficulté de traduire certains termes. Pour formuler un concept nouveau. on peut être amené à reconstruire un nouvel ensemble de mots, car il v a des concepts qui sont inassimilables par la langue existante. Nous savons, par exemple, distinguer un chat d'un chien; mais s'il apparaissait dans la nature un animal qu'on doive appeler un «chien-chat», une part du langage qui nous sert à classer les animatix s'effondrerait, et il faudrait la remplacer par un autre ensemble

lexion à votre travail sur l'histoire des sciences?

- Je voudrais faire comprendre aux historiens qu'ils passent souvent à côté des idées des scientifiques passés lorsqu'ils cherchent à les traduire dans notre langue actuelle. Il y a par exemple, anjourd'hui, une grande incompréhension des théories de Max Planck: là où, avant 1919, il utilise le mettent à la place le terme moderne « oscillateur », et du coup ils se trompent sur la signification de ses thèses. D'une façon générale, les historiens s'égarent lorsqu'ils veulent raconter le passé dans le vocabulaire du présent. Les progrès du savoir entrament des changements de langage, et changer de langage, c'est

nger de vision du monde l Michel Foucault est parti, ini aussi, de l'idée que le langage d'autrefois n'avait pas le même sens que celui d'aujound'hui, et qu'il déterminait des représentations scientifiques différentes. Dans uelle mesure vous sentez-vous proche de ses recherches?

- En lisant Poucault, je suis activé à la conclusion que pous ne sommes pas si proches l'un de l'autre qu'on l'a dit. Effectivement, l'idée qu'une vision du monde est déterminée par un langage nous est commune : elle nous vient à tous deux de Kovré. Mais il y a bien des différences entre mon concept de « paradigme » – un mot que j'ai d'ailleurs cessé d'employer, fante de pouvoir répondre de toutes les interprétations qu'on en a faites - et la notion foucaldienne d'épistémé. Foucault, en particulier, n'explique nolle part comment l'on peut passer d'une épistémé à une autre; en.ce.sens, il.n'est.par historien. Peut-être est-il platôt anthropologue: il décrit la façon dont fonctionne un système, mais il ne s'intéresse guère aux processus par lesquels celui-ci est amené à se trans-

Comment yous situez-vous ins le débat philosophique actuel entre réalisme et relativisme?

- Je ne suis pas relativiste, car je ne crois pas que toutes les conclusions se valent. Je pense qu'il est toujours possible d'arriver, sur une base objective, à une conclusion préférable à d'autres. En ce sens, je me sens assez proche de la forme de réalisme défendue aujourd'hul par Hilary Putnam: nous partageons tous deux une même conception « développementaliste » de l'histoire, ainsi qu'un même souci pour le concept de « signification ». Putnam me considère sans doute comme plus relativiste que lui, mais, en tout cas, je rejette fermement le relativisme absolu de Richard Rorty.

» Celui-ci croit que ce qui empêche la communication est seulement la force, et nou l'existence de problèmes intrinsèques de langage. Une telle vue le conduit à condure que toute recherche nécessitant l'emploi d'un langage spécifique - comme la philosophie ou la science - doit être déclarée vide de contenu. Je suis

convaincu qu'il s'agit là d'une encur aux conséquences dangereuses. - Et que pensez-vous de P*« anar*-

par Paul Feyerabend? - Il ne se serait pas considéré, lui non plus, comme un relativiste. A mon avis, Reyerabend croyait au progrès de la science; et s'il réclamait, pour le savant, le droit à une totale libenté quant au choix de sa méthode, c'était à seule fin de donner à la science une chance d'aller plus vite. La différence entre lui et moi réside en ceci: s'il y a cher Feyerabend un certain degré de relativisme par rap-port à la méthode, je serais quant à moi plutôt relativiste par rapport à la « vérité », mais pas par rapport à la méthode ou à la définition de la rationalité. Le concept de vérité a joué un rôle historiquement capital dans le développement du savoir, et son utilité demeure absolument nécessaire; mais nous pouvons, me semble-t-il, réviser ce concept de telle manière qu'il ne requière plus, dans

 Croyez-vous que la sociologie de la science, dont le succès récent est considérable, solt destinée à remplacer la philosophie de la science et ce qu'on appelait jus-

sa définition, l'idée d'une quelconque « correspondance » à un monde

qu'ici l'épistémologie ? - Le prestige de l'épistémologie a certainement été réduit par la croissance, ces dernières années, de l'intérêt pour l'histoire et la sociologie des sciences; mais je n'en conclus pas que la philosophie de la science soit terminée, car, si la sociologie de la science a son utilité - tout au moins pour nous aider à penser la place de la science dans la société-, elle n'a tien ou pas grand-chose à nous dire sur ce qui constitue la connaissance scientifique en elle-même. Or, il reste

Les progrès du savoir entraînent des changements de langage, et changer de langage, c'est changer de vision du monde

with which was address than plus que jamais nécessaire de s'interroger sur la nature de la commissance et de la rationalité ou de réfléchir sur la notion de signification et de comprendre par quels processus celle d'un mot peut évoluer dans le temps. » La tâche de la philosophie est dono loin d'être finie !

 Au-delà de votre réflexion sur · la science, avez-vous, si je puis dire, une philosophie « générale » ?

- J'ai, comme tout le monde, un certain nombre de vues philosophiques, mais, plus qu'en une doctrine particulière, je crois en l'utilité de la méthode philosophique. Popper, qui a mieux parlé de celle-ci que de la méthode scientifique, a eu raison, me semble-t-il, de caractériser la méthode philosophique comme une forme d'activité critique. C'est cette activité qui, en soi, est importante. Malheureusement, elle et les « humanités » en général ne sont plus percues, aujourd'hul, comme devant ouer un rôle central dans l'éducation de l'homme. Il s'agit là d'une conséquence de la démocratisation de Peneignement - c'est-à-dire d'une tendance qu'à la fois j'approuve et je

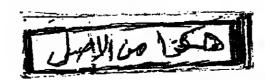
Propos recueillis et traduits de l'anglais par Christian Delacampagne

<u>Le Monde</u> DES PHILATÉLISTES

<u>Timbres classiques</u> Tout ce qu'il faut savoir.

Et toujours notre dossier de l'année Le centenaire du cinéma

FÉVRIER 1995 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Le Monde

Aider l'Afrique

années solxante, les pays riches ont transféré vers les pays pauvres environ 1 500 milliards de doilars. Pour quels résuitats ? La pauvreté a-t-elle diminué dans le tiers-monde? L'afflux d'argent a-t-ii favorisé la croissance économique? La réponse n'est pas claire, et cette incertitude freine la générnsité des pays riches. Au sein de l'Union européenne, une majorité d'Etats, contre l'avis de la France, rechigne à maintenir à son niveau actuel l'aide fournie aux pays africalns par le blais de son principal instrument, le Fonds européen de développement (FED). Aux Etats-Unis, les républicains, devenus majoritaires au Congrès, vont réduire l'aide étrangére, mais sans toucher à celle - sacrée dont bénéficient israel et l'Egypte, pour des raisons stratégiques, ou les anciens pays du bloc soviétique. L'Afrique fera les frais de l'opération. Le scepticisme à l'égard de

l'efficacité de l'aide n'est pas nouveau. En témoigne la stagnation des sommes mises à la disposition des pays en déveioppement depuis 1990. La fin de la guerre frolde et la récession économique dans les pays occidentaux ne sont pas étrangères à ce changement d'attitude, mais elles n'expliquent pas tout. Le malaise actuel se nourrit d'un constat simple et en apparence Inattaquable. En Asie, nombre de pays, comme la Chine ou le Vietnam, ont réalisé des performances économiques remarquables sans avoir bénéficié de transferts massifs de capitaux. A l'inverse, les pays d'Afrique

subsabarlenne, depnis plus d'une dizalne d'années, stagnent en dépit d'une alde étrangère qui ne leur a pas été

En réalité, toutes les études condultes sur ce thème concluent à l'Impossibilité de généraliser. Dans certains cas, l'aide publique a favorisé le décollage économique de manière incontestable; dans d'autres, en revanche, elle n'a pas donné les résultats escomptés. Parfois, la responsabilité de l'échec incombe aux seuls pays donateurs, qui n'ont pas su tirer les leçons d'échecs antérieurs; allleurs, ce sont les pays bénéficiaires qui sont res-

Si l'efficacité de l'aide est remise en question, c'est aussi faute d'atteindre ceux à qui elle est destinée. Les plus riches des pays en développement recoivent en movenne deux fois plus d'argent par tête que les plus pauvres. Et les plus belliquenx sont également deux fois mieux traftés par la communanté internationale que les pacifistes.

On dit que les panvres des pays ricbes - les contribuables - aident les riches des pays pauvres - des classes dirigeantes sonvent corrompues. La remarque n'est pas dénuée de fondement. Mais, plutôt que d'inciter à réduire l'effort financier, elle devrait conduire les gouvernants et les institutions multilatérales à enrayer les dévolements de l'aide. Avec un objectlf: mleux ntlliser celle-ci pour faire en sorte que, au cours des trente prochaines années, les milliards destinés à réduire la pauvreté atteignent

Fin de règne

candidat au premier tour de l'élection présidentielle. La gauche pourrait en avoir un au second. Le choix des milltants socialistes en faveur de Lionel Jospin d'un pari sur l'avenir, qui rejaillit sur le présent. Alors qu'Henri Emmannelli leur proposait essentiellement de consolider les positions acquises au sein du PS et d'affirmer leur fidélité à François Mitterrand, les socialistes ont préféré, dans une . large majorité, « tourner la page » du règne qui s'achève et extralre des rapports de forces entre les courants.

S'il appartient à la lignée mitterrandiste, Lionel Jospin en est un enfant rebelle. Dès 1985, ii s'était opposé à la préférence de l'Elysée pour Laurent Fablus et au bénéfice que celui-cl, alors premier ministre, voulait en retirer en mettant la main sur le PS. En 1988, alors qu'il quittait le poste de premier secrétaire pour celui de numéro deux du gonvernement Rocard, M. Jospin – ou, du moins, ses amis, pulsqn'li affirme avoir été pratiquement mis par eux devant le fait accompli - avalt fait échec à la tentative du député de Selne-Maritime pour lui succéder. En 1990, au congrès de Rennes, il était an centre d'une coalition dirigée, de nouveau, contre M. Fablus, mais sans aller jusqu'au terme d'une alliance avec Michel Rocard, Impie aux veux do chef de l'Etat. A côté de ces bataliles poli-

13

tiques, l'ancien ministre de l'éducation nationale a mené une réflexion personnelle sur la eauche, sur l'exercice mitterrandien de pouvoir et sur les rapports entre la responsabilité de l'Etat et les « affaires ». Sa reprises, était que l'avenir de la gauche ne pourrait se dessiner qu'au terme de l'ère Mitterrand. C'est à préparer cet avenir qu'il va pouvoir maintenant travailler, tant il est clair que les conditions dans lesquelles il mènera la campagne contre une droite hégémonique seront décisives pour la suite.

La division à droite pose au candidat du PS un défi shaple : la présence au second tour n'est pas assurée. Son concurrent s'appelle Jacques Chirac, qui, sous l'influence de Philippe Séguin, tente une sortie bors de son camp. « Pacte républicain »: l'expression figure dans le discours du maire de Paris comme dans la profession de foi que M. jospin avait adressée aux militants socialistes. M. Séguin ajoute : « front républicain », c'est-à-dire jonction entre le gaullisme populaire et les électeurs de ganche désorientés

Il appartient à M. Jospin de remettre le «changement» à sa place, c'est-à-dire à gauche. Sinon, l'essentiel se jouera à droite. Les socialistes qui ont voté pour l'ancien ministre de l'éducation nationale lui ont donné mandat d'être antre chose au'un candidat de «témoignage ».

Eric Pialions, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué Rédacteurs ou chef : Thomas Ferenczi, Esbry Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camas, Laurent Grefie Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

el Lucbert, directeur du *Monde des débuts ;* Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Ve directeur des relations internationales ; Alain Forgment, secrétaire cénéral de la rédaction Médiateur : André Laurens Consell de surveillance : Alain Minc, président ; Otivier Biffaud, vice-orésident

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Finwet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesonme (1991-199 Monde est édite par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Pulncipaux actionnaires : Société civile « les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société aronyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75301 PARIS CEDEX 15 TEL: 11) 40-65-25-25 TSIèsopieur: (1) 40-65-25-99 Tèlex: 206.806F ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL: D) 40-45-25-23 Telécoplem: D) 49-60-30-10 Teles: 261.371F

Une parole dans le désert

IL Y A DANS LE COURRIER des lecteurs des lettres plus dérangeantes que d'autres. Ce ne sont pas les plus virulentes à l'égard du journal, ni même les plus insidieuses, qui peuvent se fonder soit sur des désaccords de fond que nous

assumons, soit sur des procès d'intention ou des insinuations dont le temps fera instice : celles-là ne nous surprennent guère, ne serait-ce que parce qu'elles empruntent parfois à la L'AVIS DU MÉDIATEUR concurrence, de telle sorte

que l'on sait d'où elles viennent et avec quelles motivations. Ce ne sont pas, non plus, celles qui relèvent des erreurs de fait, des approximations, des maladresses dans l'expression, et qui, plus que nous déranger, nous plongeraient plutôt dans la confusion. Ce sont les lettres qui mettent en cause la fonction du journal et, au-delà, le jour-

Est-ce possible? En confidence, oui l Par exemple, quand un de nos lecteurs nous renvoie, à nous dont c'est le métier, une vision de l'actualité qui nous avait échappée, ou lorsqu'un autre s'interroge sur celle que nous hui proposons, en des termes qui nous laissent cois. Des exemples, justement, en voici deux, qui ont inspiré ce prologue, à défaut d'une réplique ar-

M. André Wetzel (Paris), qui aime bien le contenu général du journal et sa nouvelle pré-

sentation, nous invite à laisser le président de la République se préparer tranquillement - et difficilement, ajoute-t-il - au sort que lui réserve son âge. « je trouve normal que vous parliez de l'offaire Colé, écrit-il, en se référant à la première page du Monde du 26 janvier, mais, par contre, vos titres et sous-titres me paraissent excessifs et déplacés. Que certains le haïssent, soit, mais... » Ce lecteur, qui conteste le traitement de l'actualité telle que nous la voyons - et qui lui apparaît déjà appartenir au passé - nous reproche de ne pas nous mobiliser suffisamment sur celle qui peut commander l'avenir. Il relève qo'Edouard Balladur a dit récemment : « Nous avons beaucoup travolllé au service de tous les Français, et surtout de ceux pour lesquels la vie est rude » et commente : « Quel cynisme dans la cantre-vérité de la deuxième moitié de la phrase l Je regrette beaucoup que dans vos colonnes personne ne l'ait relevé (à moins que je vous ai mal

Cette lettre, citée ici pour ce qu'elle a de pertinent, a été écrite alors que le premier ministre venait d'annoncer sa candidadure à la présidence de la République. A cette occasion, Le Monde du 19 janvier a, sur deux pleines pages, ébauché un bilan de la politique conduite par M. Balladur en fonction d'une stratégie non déclarée, et en a comparé les promesses et les résultats. Nous renvoyons notre correspondant, ainsi que tous ceux qui s'interrogent à ce sujet, à cette première appréciation liée à l'actualité du jour et de demain.

M. Jean-Claude Fondanaiche nous fait part de sa perplexité et de ses interrogations, après la lecture de plusieurs articles dont les titres sont eloquents: « La politique du ridicule », d'Edwy Plenel (le 23 décembre 1994), « La politique en souffrance », de Patrick Jarreau (le 29 décembre 1994) et «Rompre le couple expansion-exclusion », de Michel Noblecourt (le 30 novembre 1994). On trouvera ci-dessous des extraits de cette correspondance qui nous interpelle, non sur la qualité reconnue de ces analyses, mais sur la suite ou l'impact qu'elles auront, ou que nous essaierons de leur donner. «Le Monde seruit-il condamné à rester une parole dans le désert? demande notre correspondant.

Le propre des questions dérangeantes est de ne pas tronver leur compte dans une réponse toute faite et une certitude de routine. Leur premier mérite ne serait-il pas d'être posées publiquement? Pour ce qui nous concerne, on dira modestement que Le Monde doit, d'abord. rester une parole vivante, celle d'un témoin rompu à la tâche d'informer, suivant nos critères, mais d'un témoin engagé, en fonction d'un certain nombre de valeurs connues et rappelées à l'occasion de notre cinquantième anniversaire. Une parole, plus d'autres, peuvent peupler un désert : cela ne dépend pas que de nous, mais Le Monde entend bien y jouer sa partie, sans désespérer de la société, car ce serait pécher contre le devoir de lucidité.

André Laurens

AU COURRIER DU MONDE

Pessimisme et maléfice

Analyset avec intelligence, dénoncer avec courage, c'est bien. C'est bien sûr insuffisant, A l'image des dessins (très bons) de Plantu, Le Monde semble se cantonner dans un regard certes lucide, mais terriblement pessimiste sur la société française. Pessimiste parce qu'on a le sentiment que cela ne débouchera sur rien. Lorsque j'ai terminé la lecture du Monde, i'al la satisfaction d'avoir (pentêtre) mieux compris que d'autres. Les sondages que les médias m'obligent de consulter chaque jour me renvolent l'image d'une multitude qui n'a apparemment pas encore compris, mais qui, in fine, aura très démocratiquement le dernier mot au soir du 5 mai prochain. A quoi cela me sert de bien comprendre, si cela ne débouche sur rien?

Cela fait un bon bout de temps que l'on décrie l'Etat-providence. l'ai aujourd'bui le sentiment que I'on attend l'homme providentie qui, pour reprendre les propos vori, doit nous «mantrer le chemin . Vous dites fort bien dans vos colonnes qu'avec les candidats déclarés il s'agit de politique du ridicule, de politique en souffrance... Oui nous sortira de ce maléfice? Et surtout comment faire pour trouver l'homme dont nous avons besoin?

Je suis aujourd'bui persuadé que Le Mande doit contribuer à l'émergence de nouveaux hommes politiques non encore atteints par la maladie du ridicule. Je dis bien «cantribuer» et «émergence», car je suis autant que vous attaché à l'indépendance de votre journal. Il faudrait donc que l'émergence soit pluraliste.

Je pense surtout à des jeunes. On dit qu'il faut être un vieux pour faire un bon président. Propos de vieux qui ont oublié l'histoire de notre pays. On dit aussi que les jeunes n'osent plus parce qu'ils sont très vite massacrés par les médias. La presse aurait-elle une part de responsabilité dans l'affadissement de la chose publique?

Beaucoup de journaux

commencent à se plaindre de l'absence d'un véritable débat à l'occasion de la campagne présidentielle. Les journalistes ont évidemment une part de responsabilité dans la platitude de la campagne (...). Un bon débat ne consiste pas à donner la parole à tous ceux qui ont quelque chose à dire. Et il doit surtout conduire à l'émergence de personnes qui rentreront dans l'arène. Tout le monde regrette aujourd'hui l'absence de Jacques Delors parmi les candidats. Quels sont les journaux qui ont soutenu sa candidature alors que l'intéressé o'avait pas encore pris sa décision? Pour être juste, je dois ajouter que le seul appui de quelques journaux n'au-rait probablement pas été suffisant pour avoir une incidence sur cette décision. En tout état de cause, il aurait fallu essayer, rien que pour voir.



DÉPORTÉS ET EXCLUS

witz III (Buna-Monowitz) du 4 juillet 1944 (matricule A16665) et libéré place par l'armée soviétique le 27 janvier 1945, je voudrais exprimer ma surprise, ma peine, mon indignation devant la banalisation du sort des déportés par Georges Snyders, mon camarade de misère inconnu. Il écrit, en effet (Le Monde des 22-23janvier): « Il y a des «Auschwitziens» tout autour de mai, à commencer par les SDF. » mais qui, maigré la sensiblerie so-

Cette comparaison est monstrueuse en tant qu'elle assimile à des déportés des personnes, certes dignes de toute notre compassion, clale contemporaioe, ne soot ni roués de coups, ni promis à une extermination prochaine par le gaz et le feu. Bel exemple de confusion ou voionté de récupération? Confusion déjà commise par le fameux slogan « CRS-SS » comme si les CRS avaient quelque chose de commun avec les membres de l'organisation criminelle qu'était la Waffen SS I

il semble que, plus qu'à témoi-gner, le récit du séjour au camp serve à diffuser des considérations idéologiques sur des sujets d'actualité. Ainsi, le concept même d'exclus, si politiquement correct aujourd'bui, n'existe que depuis l'ouvrage de René Lenoir, de plu-

sieurs décennies postérieur à 1945. On comprend mieux cette récupération lorsque l'auteur précise qu'il n'a pas quitté le Parti communiste (et cela bien que le Goulag fasse partie du bilan globalement positif). C'est aussi son droit. Et pourtant, dès 1937, à l'époque des procès de Moscou. Gide dénonce l'existence « des déportés par milliers » sous les sarcasmes de Romain Rolland, qui l'accuse de mercantilisme, et de Jean Guéhenno, qui l'attaque dans Vendredi et eo toute objectivité lui refuse les colonnes de son journal.

Les blen-pensants, qui plus tard ne voudront pas désespérer Billancourt, étouffent assez la vérité pour qu'à mon retour du camp l'adhère Jean-Claude Fondanaiche aussi au Parti communiste (an-Gan, Pyrénées-Atlantiques cienne Section française de l'inter-

nationale communiste)... Mais, Khrouchtchev en 1956, après Soljenitsyne, comment rester membre du parti du Goulag, alors qu'à s'en tenir à la statistique. Hitler est un niètre émule de Staline ?

> Pierre Goltman Asnières

Devoir de mémoire, DEVOIR D'ACTION

L'Europe commémore ces joursci l'ouverture des camps de la mort. Et le souci des responsables de la jeunesse (politiques, éducateurs, intellectuels, journalistes, parents, etc.) et de ceux qui sont revenus de ces enfers est que ne s'efface jamais de la mémoire de nos enfants le souvenir de ces arrocités et qu'on ne puisse plus dire : « Je ne Savais pas... * Mais à quoi sert ce devoir de mé-

moire si cette commémoration se réduit à des mots, des images ou des discours d'un passé révolu. Nos enfants comprennent par-

faitement le slogan: « Plus jamais ca! » Mais nos enfants vivent dans le présent et ils n'admettent pas que, dans le même temps et dans l'indifférence quasi générale, d'autres enfants, des femmes, des vieillards soient avilis, déportés, torturés, massacrés, au su et au vu de toutes les caméras du monde et que les mêmes, qui font de si beaux discours sur les camps et la déportation, ne soient pas plus actifs pour empêcher ces horreurs. Car maintenant on ne peut plus

dire : « Je ne savais pas »... Nos enfants ne comprennent plus qu'on leur dise que la diplomatie ou l'intérêt supérieur de PEtat commandent d'agir avec prudence. Avec des Hitler, on ne discute

pas, on agit avant qu'il ne soit trop tard: Ou alors à quoi sert la mé-Nos enfants veulent de la cohé-

rence et ne se payent pas de mots. Devoir de mémoire : oui, mais dans

Colonel Antoine Thiry

BAILLER

Daniel Schneldermann déplore (Le Monde du 27 janvier), à juste titre, les bâillements d'ennui de certains téléspectateurs devant les images des suppliciés d'Auschwitz. des baillements d'indifférence qui disent toute la rudesse d'une humanité commune. Or cette indifférence est riche d'enscienements, et n'est pas sans avantage au pian de l'éthique. Elle nous enseigne que les luttes d'autrefois sont révolues à tout jamais, mais que là, aujourd'hui, il y a dans le temps qui est le nôtre des suppliciés, des affamés, des victimes innombrables, enfermées dans des situations politiques autres qu'il faut comprendre maintenant, et qui sont le vrai périmètre de notre res-

ponsabilité Cette indifférence nous enseigne aussi que rien dans le passé ne nous permet de comprendre les situations irréductiblement nouvelles qui font les tragédies de maintenant. Ce bâillement est un appel muet qui nous avoue qu'il n'y a pas de rédemption possible par la souffrance, au sens où la douleur enseignerait le prix de la vie humaine, augmenté par l'Holocauste. Non, les crimes d'autréfois ne nous ont rien appris, et ils ne peuvent rien nous apprendre des situations qui conduisent aux crimes de maintenant. Raison de plus pour tirer de cette indiffé-

rence une force. Alors ce bâiliement est utile, dans la mesure où il nous invite à ne pas nous réfugier dans une morale positive de l'Holocauste et nous dit de redoubler de vigilance devant le mouvement toujours neuf de l'histoire. Ceux qui baillent indiquent aux autres qu'ils sont condamnés à inventer l'action dans un monde toujours nouveau, et cette invitation à agir est à la fois terrible et rassurante par la chance et le devoir d'exister qui nous sont ainsi offerts.

> Alain Suberchicot professeur à l'université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand

La reprise s'accon



THE NEW YORK THE TO LEE

La Genérale des eaux pour contrer les amil

- Terrange The same THE SHEET ---THE RESIDENCE THE RESIDENCE TO TO SECURE W

LOOP THE DE TO SELECT

CONTRACTOR SAN ASSESSMENT ME I the same street from the West and market them. Land St of the same to have The its fire participate, appear in Kind a to brengigere de france a commence factor de maior - The state of the The second of th TANK AL ME MENTED AND · 公共等等 5. 2年 **海州** The same of the sa

Service and a Property service before the property and the party of th

· In the second A THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF TH Andreas in set a diene de diene

Hotesses et steva

The second second second

The second secon · 中央人员会会的通信 <u> Parista de la Estadore de la California de la Californi</u> TO ST. HOTE Substitute M. - A Discourse

ा १५८ विद्धार <mark>सम्बद्ध सम्बद्धाः</mark> · 子位 · 图像图像 er er er er er er er er the transfer to the second et et anna amie Allena The state of the second A TOTAL OF THE PROPERTY. To have de la recent * * * * * *

PRECARITE Le travail temporaire a enregistré l'an dernier une croissance de plus de 20 % de son activité. La reprise industrielle, notamment dans l'automobile, a

lately landamaich. —

ाम्यान्त्रार्थे स्ट्रान्यस्थार हरा

e des examina e

ब्रो क्रांकि त्याराक्षात्रीय वंद त

Place to use the common party

and betrieber unger

ein ander ibe mitte

er derivert i kala em 1- i.

🍇 🕍 🗱 erak bazar 🗀

हे**ड केर अंग्यु केर**ण केर दिन

STEERING STREET, A.

1.27

atter.

Jan Till

When The

 $(g_{\mu\nu}^{\mu\nu})_{\nu} \ll (g_{\mu\nu}^{\mu\nu})_{\nu}$

the state of the s

1 Sept. 1997

 $= \pm 2 \cdot 2 \cdot 3 \cdot 3 \cdot 3$

 $(a, m) = a(1-1)^{\frac{m}{2}}$

1.35

Mary Committee on

4.200

.....

.....

. . .

et:

· -- ·

~ ··· -- -

igiZ diaerii. Mae Porte

. . . ند جهيوجي

養養 ある みをかける

\$ 17.7

*

7

1

50°

4-1

eu un effet positif sur les missions treprises au travall temporaire n'a née qui concernent maintenant les entreprises. Les agences de d'intérim, dont la durée moyenne cessé de s'accroître au fil des mois. plus d'une embauche sur deux. La travall temporaire estiment au est de l'ordre de deux semaines • L'ANNÉE avait pourtant mal en parallèle avec la forte propor-

● CETTE SITUATION est à mettre commencé. Mais le recours des en- tion des contrats à durée détermi-

progression du travail temporaire contraire que, en offrant des foret des CDD illustre une dégrada-

mules souples d'emploi, l'Intérim tion de la qualité de l'emploi dans fait reculer le chômage.

La reprise s'accompagne d'un recours croissant à l'intérim

Seule l'industrie a fait davantage appel au travail temporaire. Le bâtiment et les travaux publics, généralement gros utilisateurs, n'ont pas suivi, faute de commandes

SIGNE de l'époque : l'intérim est le grand gagnant de la reprise. En 1994, le nombre de coutrats conclus par les agences du secteur a crû de 20,7 % à 6,3 millions (sur une population active de 25,5 millions de personnes), selon PUnion nationale des entreprises de travail temporaire (UNETT). L'autre syndicat des professionnels du travail temporaire (Promatt) fait état, de son côté, d'une progression encore plus forte de plus de 24 %. Après trois appées successives de paisse dues à la récession, l'activité des agences d'intérim retrouve une pente ascendante. En volume toutefois, le nombre de contrats sur l'année correspond seulement à celui de 1989 et reste inférieur à ceux, records, de 1990 et 1991.

Le retour sur l'année de la croissance de l'intérim fut très progressif. An début de l'année, le nombre des heures « prestées » par la profession était même en recul de 5,5% par rapport au même mois de 1993, révèle l'indicateur mis au point par l'UNETT et Plus-Consultants. Il fallut attendre mars pour enregistrer une légère reprise de l'activité (6,5 %) et ce mouvement ne cessa de s'amplifier de mois en mois: pour décembre 1994, les estimations font état de 62 % de hausse par rapport à décembre 1993. Ce renversement de tendance correspond à la montée en puissance de la prime Balladur



L'auementation de l'intérim illustre la reprise dans l'industrie avec peu d'embauches fermes.

pour l'automobile, entrée en vigueur en février. Michael Grunelius, à la tête de Manpower France, y décèle une relation directe : « La reprise ne s'est pas encore fait sentir dans le tertiaire, ni dans le bâtiment

ment dans l'industrie. Et comme un actif sur neuf en Prance travaille, plus au moins directement, pour

De façon plus générale la BNP, dans sa lettre de conjoncture de janvier 1995, considère que « l'industrie manufacturière a tiré la croissance avec une hausse de la valeur ajoutée en francs constants deux fois supérieure à celle du PIB (5 % contre 2,4 %, selon PINSEE) ». Ce schéma est totalement symétrique à celui de la période 1990-1993. Malgré un relèvement de deux points, selon la BNP, du taux de marge des entreprises industrielles entre 1993 et 1995, elles hésitent à embaucher en contrats à durée indéterminée. Ce qui explique une corrélation forte entre la reprise de l'activité industrielle notamment automobile - et l'intérim, qu'on ne retrouve pas, en revanche, de façon aussi flagrante à travers les embauches fermes.

BESOIN DE SOUPLESSE L'INSEE, commentant ses statistiques sur le marché du travail en 1994, confirme cette tendance (Le Monde du 4 février)lorsqu'il souligne que les emplois précaires (contrats à durée déterminée, missions d'intérim, stages d'insertion, apprentissage) ont représenté, avec 243 000 postes, près de la moitié des créations d'emplois l'an

dernier.Pourtant, Michael Grunelius se refuse à assimiler cette tendance lourde à une précarisation du travail : «L'intérim ne mord pas sur l'emploi mais sur le chômage, car les personnes à qui nous fournissons du travail sont des demandeurs d'emploi. » L'accord signé le 10 no-

vembre dernier entre l'Agence na-

d'intérim leur transmettront et pourront même effectuer une présélection des demandeurs d'emploi pour le compte de ces agences.

Sans état d'âme à l'égard d'un partenariat d'un type nouveau qui implique que des prestations soient réalisées gracieusement

Oui sont les intérimaires ?

L'an dernier, 77 % des intérimaires étaient des ouvriers et 17,3 % des employés. Les professions intellectuelles supérieures ne représentaient que 0,4 % des intérimaires. Qui les emplole ? Dans l'ordre. Pindustrie (43,5 %), le bâtiment et les travaux publics (24,6 %) et le tertiaire marchand (22,3 %). Si Pintérim a une bien meilleure image qu'au début des années 80, les missions que les entreprises ini confient ont donc peu évolué. Les contrats à durée déterminée ont, selon les premières estimations, vu aussi leur part s'accroître en 1994 : ils ont concerné plus de 70 % des embauches en 1993.

Dans ces conditions, la proposition de la commission consultative sur la jeunesse d'interdire les contrats à durée déterminée paraît blen peu réaliste. En 1993, 83,4 % des moins de vingt-cinq ans ont été embauchés en CDD (contre 79,9 % en 1992). La fin d'un emploi précaire constitue la principale cause d'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi. En décembre 1994, sur 333 320 demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE (en données brutes), 124 758 (soit 37,4 % du total) sont provoquées par une fin de contrat à durée déterminée et 18 878 (5,7 % du total) par une fin de missiou d'intérim.

tionale pour l'emploi et les deux syndicats d'entreprises de travail temporaire doit théoriquement aller dans ce sens. Il prévoit que les 800 bureaux de PANPE affichent les offres d'emploi que les agences

pour le compte d'agences de travail dont les services sont rémunérés, Michel Bon soulignait qu'il faut aller « chercher les offres d'emploi où elles se trouvent ». Ces nouvelles dispositions avaient d'abord

fait l'objet d'expérimentations. comme à Montluçon, pour lesquelles les conclusions ont été favorables. « En autre, continue Michael Grunelius, il n'est pas certain que les postes sur lesquels les entreprises placent des salariés en contrats de court terme pourraient être pourvus de la même façon par des embauches sur des contrats à durée indéterminée. Car les entreprises ont besoin de la souplesse du travail temporaire. »

Malgré tout, les entreprises utilisent de plus en plus le travail temporaire comme un procédé pour contourner la législation sociale, assimilant l'intérim et le CDD (contrat à durée déterminée) à des périodes d'essai plus longues que la législation ne le prévoit. Toutefois, rappelle le patron de Manpower France, «une période de travail en intérim qui débouche sur un contrat de travail à durée déterminée s'impute sur la période d'essai. Et dans le cas d'un contrat à durée déterminée, l'ancienneté acquise doit être intégralement prise en campte dans l'embauche ferme ».

Autrement dit, lorsqu'il débouche sur une embauche, un passage dans l'entreprise par le biais dn travail temporaire évite au nouveau salarié de devoir effectuer une nouvelle période d'essai.

Gilles Bridier

La Générale des eaux tend la main à EDF pour contrer les ambitions allemandes

LES AMBITIONS nouvelles, tardives mais déterminées, des groupes allemands dans les services aux collectivités (incinération des changent désormais la donne européenne sur ce marché porteur. Et menacent, à des titres divers, l'avance acquise par les grands groupes français du secteur: «Les Générale des eaux potentielles ne sont pas les américains Waste Management ou Browning Ferries, centrés exclusivement sur les déchets, mais les grands électriciens allemands », diton, sans fard, au siège de la compagnie française, où Pon cite RWE, Preussen Elektra, et même le gazier

Trois géants auxquels il faut désormais ajouter le sidérurgiste allemand Thyssen AG. Allie traditionnel de la Lyonnaise des caux, partenaire encore de celle-ci lorsqu'elle fut candidate - malheureuse - au troisième réseau français de radiotéléphone, ce demier a annoncé, jeudi 2 février, le regroupement de ses activités de retraitement de déchets et de services à l'environnement avec celles de son compatriote Kloeckner & Co. Baptisée Holding Thyssen-Kloeckner AG Recycling GmbH, la nouvelle société représente un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de mades (9,37 milliards de francs), réalisé pour l'essentiel dans le recyclage des métaux.

UN TON CONCLIANT

A Paris, le message a été entendu. il n'y a pas si longtemps, la Générale des eaux bataillait ferme contre l'irreption d'EDF dans les services aux collectivités, trainant même l'une des filiales de l'établissement public, TIRU, devant les tribunaux (Le Monde de l'Economie du 14 décembre 1993). Le groupe de Goy Dejouany change de stratégie. Sans renoncer à sa procédure, il adopte un ton conclient: «La france doit mobiliser ses forces économiques sur des produits et services en développement rapide à l'international.»

Affaiblie en Prance par les « affaires », la Générale accelère son redéploiement à l'étranger, où elle compte réaliser, cette armée, le tiers de ses 165 milliards de francs de chiffre d'affaires. Signe des temps, la Compagnie ne s'est même pas mise sur les rangs lorsque la ville de

ment de ses déchets au détriment de la Lyonnaise des eaux - marché emporté par EDF début janvier. pour rien », confie, laconique, un responsable du groupe. La Géné-

compétition le marché de retraite- du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger dans ce secteur est passée de 6 % en 1988 à près de 20 % en 1994. L'essor international est le même d'électricité, où le groupe joue désonnais dans la cour des grands aux rale, qui a emporté, l'an dernier, le Etats-Unis avec le démarrage d'une marché des usines de retraitement centrale de 1 000 mégawatts dans

Thyssen mise sur le recyclage plutôt que sur l'acier

En fusionnant ses activités de recyclage des métaux avec son compatriote Kkeckner, Thyssen AG s'est hissé parmi les grands du secteur. Mais ces ambitions ne s'arrêtent pas là. Son président, Heinz Kriwet, assurait à la surprise générale, lors de la présentation de ses comptes fin jauvier, que « l'acier n'est plus un produit d'avenir. Il faut partir à la conquête de nouveaux marchés ». Il vient de compléter son raisonnement dans La Tribune-Desfossés, vendredi 3 février, estimant que les municipalités allemandes seront, compte tenu de leurs difficultés, « contraintes de privatiser leur gestion des déchets, de traitement de l'eau et de services en général, qui relèvent actuellement de leur seule autorité ». Un marché d'autant plus prometteur que se profile, derrière, l'inévitable relance des investissements dans l'incinération des déchets ménagers après l'échec de la politique de recy-

et de Cergy-Pontoise, a fait mieux à l'étranger, gagnant les villes de Birmingham et Cardiff (Grande-Bretagne), Porto (Portugal) et Sao Pan-lo (Brésil).

Dans l'eau, la croissance interna-

de déchets de Monthion, d'Hallinin l'Etat de New-York. Une opération que la Générale des eaux se prépare à rééditer en Australie, et ambitionne de réaliser en Chine, aux Philippines et en Corée, où les besoins sont énormes, « Pourquoi ne pas v aller en collaboration avec EDF? tionale est tout aussi rapide - la part s'interroge-t-on à la Générale. A

cette échelle, l'affaire TIRU n'est plus

EDF. Le virage est à 180 degrés, et l'appel du pied, transparent. dont on critiquait le monopole, devient soudain fréquentable. Et même courtisé. En mai 1994 déjà, il signaît un important accord à l'international avec le groupe Bouygues pour une offre combinée de services d'eau, de distribution d'électricité et même de réseaux tééphoniques. « Cet accord est non exclusif », souligne-t-on désormais, avec beaucoup d'insistance, tant à la Générale des caux qu'à la... Lyonnaise. Cette dernière et EDF sont, d'ailleurs, déjà partenaires dans d'importants projets de construction de centrales thermiques au Maroc et au Mexique.

Bien qu'elles soient leaders mondianz dans leurs secteurs d'activité, les compagnies d'eau françaises ont désonnais pris la mesure des investissements qu'il leur faudra faire pour garder leurs rangs. Autant d'efforts qui rendent attrayante la... capacité d'autofinancement d'EDF - 59 milliards de francs, six fois celle de la Générale et dix fois celle de la Lyonnaise. Dans le secteur des services aux collectivités et des métiers de l'environnement, les grandes manœuvres ne font one commencer.

Pierre-Angel Gay

Wellcome fait état de sa bonne santé

Décidé à prouver à Glaxo que son OPA hostile de 8,9 milliards de livres ne représente pas le juste prix, le laboratoire britannique Wellcome a précipité jeudi 2 février l'annonce de « résultats records », proclamant un bénéfice imposable 1994 de 680 millions de livres (5,6 milliards de francs), en hausse de 6,14 %. La marge d'exploitation a grimpé jusqu'à un nivean record de 31,5 % tandis que le chiffre d'affaires progressait de 10,9 % à 2,276 milliards de livres. Le médicament vedette du groupe, l'anti-herpès Zovirax, a vu ses ventes bondir de 16 %, ne manquait pas de souligner le président John Robb. Wellcome multiplie les initiatives pour combattre l'OPA de Glaxo. Le groupe a lancé, lundi 30 janvier, le successeur du Zovirax, Valtrex, sur les marchés britannique et irlandais, trois jours seulement après son auto-

■ ALCATEL SEL: la filiale allemande d'Alcatel-Alshtom va renouer avec les bénéfices en 1996, a confirmé vendredi 3 février à Stuttgart le nouveau porte-parole du directoire Peter Landsberg. Le président du groupe français Pierre Suard avait annoncé le retour des profits pour 1996,le 9 novembre dernier. Le nombre des salariés du groupe doit tomber de 18 100 à 16 000 d'ici la fin de l'année 1995. En 1994, les pertes de l'entreprise devraient être comprises entre 1,75 à 2,1 milliards de francs, coûts de restructuration inclus.

■ SNCF: la Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC) de la SNCF a déposé un préavis de grève de vingtquatre heures, le 9 février, pour protester contre un projet d'accord d'entreprise portant notamment sur le temps partiel. La FGAAC, qui représente 40 % des conducteurs, conteste un projet d'accord d'entreprise « portant sur la cessatian progressive d'activité et l'extensian du temps partiel à tout le personnel ». Elle demande « l'ouverture de nécociations portant sur la réduction du temps de travail sans perte de salaire, par attribution de repos supplémentaires ».

■ PINAULT : le résultat net du groupe Pinault-Printemps-Redoute devrait plus que doubler en 1994 en étant au moins égal à 1,2 milliard de francs contre 511 millions de francs en 1993. Le groupe a noté de surcrost dans un communiqué une progression de 12 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe qui s'inscrit à 70,860 milliards de francs contre 63,300 milliards en 1993. Le résultat d'exploitation devrait être supérieur à 2,5 milliards de francs pour l'an dernier.

Hôtesses et stewards d'Air France appellent à la grève

prise en main « musclée » des diri-

LE SYNDICAT national du personnel navigant commercial (SNPNC), qui représente les hôtesses et stewards, a lancé un mot d'ordre de grève à Air France pour le mardi 7 février. Il entend protester contre «l'achamement productiviste dont les équipages de cabine sont la cible et qui va au-delà des efforts acceptés pour redresser la compagnie ». Le départ du patron du centre de la maintenance, Jean-Pierre Aragnetti a déjà entraîné un mot d'ordre d'arrêt de travail de cinquante-cinq minutes le vendredi 3 février à l'appel de la CGT, qui voyait à travers « cette démission imposée » un risque de « démantèlement » de l'activité d'entretien. Pour certains cadres de ce centre,

geants dans ce secteur socialement sensible. Jean-Pierre Aragnetti avait effectué une amélioration de la productivité de l'ordre de 16 % en 1994 et avait concocté un plan de marche qui respectait l'objectif de 30 % en trois ans, assurent-ils. Une opinion que ne partage pas les dirigeants d'Air France, qui soulignent par ailleurs que la 39 heure n'était toujours pas appliquée partout dans ce centre. L'ambition affichée par M. Aragnetti était de décrocher de nouveaux marchés pour atteindre les objectifs. Or, pour assurer la pérennité d'Air France maintenance, «il convient, à périmètre constant, Strasbourg à décidé de remettre en ce départ s'apparente à une re- de réaliser les 30 % de gains de pro-

l'entreprise et ce d'ici au 1º janvier 1997 », note-t-elle dans un communiqué. Et cet objectif ne semblait guère possible dans les limites du plan de Christian Blanc excluant les licenciements « secs »,

estiment certains cadres. La marge de manœuvre des dirigeants d'Air France apparaît assez limitée pour revenir à l'équilibre d'ici à 1996. La décision récente d'annuler toutes les commandes d'avions prises depuis 1990 sonne comme une mesure d'urgence. Au sem du gouvernement, certains estiment déjà que les dispositions du plan de redressement sont « insuffisantes ».

M.L.

Les skis Rossignol élargissent leur distribution

Avec un bénéfice consolidé qui devrait s'inscrire, à la clôture de Pexercice 1994-1995 à fin mars, en hausse de 10 % sur les 103 millions de francs de l'exercice précédent, les skis Rossignol vont majorer de 20 % leur distribution, soit par relèvement du dividende, soit par augmentation de capital à titre gratuit, à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes, a indiqué, jeudi 2 février, à Barcelone le PDG du

groupe, Laurent Boix-Fives. Pour le prochain exercice (1995-1996), la croissance du chiffre d'affaires pourrait être de plus de 12 %, à environ 2,3 milliards de francs, celle du résultat devant être plus forte, ce qui permettrait d'augmenter encore de 20 % la distribution. Les ventes de skis du groupe sont en progression légère pour l'exercice en cours, sur un marché mondial en régression d'environ 4 %. Pour la chaussure, le groupe annonce une augmentation des ventes de 12 %, sa part du marché mondial atteignant 18,5 %. Quant aux fixations de skis, nouvelle activité après le rachat, fin juillet 1994, de la branche spécialisée de la société Look à Nevers, Rossignol estime couvrir déjà 12,5 % du marché mondial. Le coût de ce rachat a été de l'ordre de 85 millions de francs.

La croisade asiatique des éditeurs musicaux

Grands ou petits, les participants au 29^e Marché international du disque et de l'édition musicale ne comptent plus sur les innovations technologiques pour relancer leur croissance

Avec un chiffre d'affaires de 175 milliards de francs en 1994, le marché mondial du disque connaît un développement plus lent que dans les années 80 en raison des réticences des consommateurs à l'égard des demières avan-

dem, qui s'est achevé le 3 février à Cannes (Alpes-Maritimes) et a été l'occasion d'un rapprochement entre multinationales et indépendants, fondent principalement leurs espoirs de

notamment en Asie et dans le Pacifique, et sur les nouveaux genres musicaux, en attendant que le multimédia confirme les espoirs placés en

CANNE5

de notre envoyée spéciale Dans un marché mondial du disque dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 175 milliards de francs en 1994, l'édition 1995 du Midem aurait pu pătir de la concentration excessive qui se poursuit dans un secteur dominé par cinq multinationales (Warner, BMG, EMI-Virgin, PolyGram-Mercury Bas et Sony). Ces dernières, habituées à traiter leurs affaires en famille, se sont souvent désintéressées de la fourmilière cannoise des petits et des moyens qui arpentent cinq jours durant les couloirs du Palais des festivals: 3 360 sociétés, de l'édi-teur indépendant au fabriquant de pochettes, et 10 644 partici-

Mais les temps sont à la réconciliation. En France, les majors du disque ont décidé qu'elles avaient besoin des indépendants, et les indépendants des majors. Les Européens ont eu l'envie de se fédérer, annonçant la création d'un Bureau européen de la musique, bras armé des défenseurs

de l'exportation de nos musiques vers le moode. Joho de Mol, directeur de la Conamus, société civile de promotion de la musique des Pays-Bas (le pendant du Bureau export français), estimait ainsi que « cansidérer l'Eurape camme une mosaïque est désuet. Taus ensemble, avec leur saveur particulière, les pays eurapéens daivent être traités camme l'Asie: un des trais premiers morchés musicaux du monde ».

L'Asie et le Pacifique, avec ses 2,4 milliards d'habitants, dont une moitié de moins de 25 ans. ont attiré tous les regards, éclipsant même les débats sur le multimédia, secteur encore timide. Le Midem, dont le blason artistique a été redoré par une quarantaine de concerts d'excellente terme, de Mstislav Rostropovitch à Celia Cruz, avait consacré une journée de conférences au marché asiatique, afin de mieux cerner les données de ce que Xavier Roy, PDG de Reed Midem Organisation, qualifie de « nécessité impérieuse»: la tenue du premier Midem Asie à Hongkong du 23 au

25 mai prochain, « manifestation panasiatique ». Si, à Hongkong, à Singapour ou au Japon, le marché est en plem essor, il reste dans de nombreux pays, tels la Chioe, un territoire vierge en voie de développement: la piraterie fait rage, et la question des droits des artistes est à peine évoquée.

TROIS MILLIONS D'ALBUMS

Le répertoire International, essentiellemeot américain, oe représente que 30 % des ventes et les maiors du disques n'occupent que 40 % du marché en Asie (hors Japon). En 1993, 616 millions de supports musicaux se sont vendus de l'inde à l'Australie, dont 87 % de cassettes, pour un chiffre d'affaires équivalent à 10 milliards de francs (ces données n'incluent pas le Japon, qui consomme 352 millions de disques par an pont un chiffre d'affaires de l'ordre de 29 milliards de francs). Les multinationales ont entamé les grandes manœuvres. Talonné par 5ony et MCA, nouvellement arrivé sur le marché asiatique, Warner a commencé par acheter

les Indépendants locaux, tandis que PolyGram (leader en Chine) développe une politique de signatures d'artistes, et que BMG lance des labels spécialisés (la dance panasiatique, le karaoké).

5elon une évaluation publiée dans Midem News, le journal du Midem, dn 2 février, au moins six artistes de la zone sont capables de vendre plus de trois millions d'exemplaires d'un album, hors copies pirates. Ainsi, en mariant les talents de la chanteuse philippine Régine Valaquez et dn Chinois Jacky Cheung, PolyGram a réussi des chiffres records dans toute l'Asie. BMG vient de créer une structure qui inclu la Thailande, la Malaisie, l'Indonésie, 5 ingapour et les Philippines. Tower, HMV, Virgin ont ouvert des magasins de disques dans toute la zone, relayés par une douzaine de chaînes de télévisions musicales, MTV en tête, offrant ainsi une syoergie entre médias et producteurs qui fait encore défaut au marché européen.

La grève est reconduite à l'Agence France-Presse

La direction ne veut pas accorder des « mesures uniformes et générales » aux employés, qui demandent 1 200 francs d'augmentation

LA GRÈVE se durcit à l'Agence France-Presse. Les syndicats de ont reconduit leur mot d'ordre de grève, déclenché jeudi 2 février (Le Monde du 4 février) jusqu'au hındi 6 février à 14 heures. Le « fil France » de l'AFP est fortement perturbé. Par exemple, les déclara-tions du premier ministre jeudi sur TF I n'oot pas été reprises par

Le mouvement a commencé mercredi 25 janvier par une grève des employés, qui revendiqueot une augmentation salariale pour l'ensemble de leur catégorie en raison de la réduction des effectifs (194 personnes contre 329 en 1985). Leurs salaires vont de 9 000 francs à 19 000 francs. La direction refusait toute mesure « générale », tandis que les employés refusaient toute mesure « sélective ». Le mouvement durait, le standard de l'AFP était coupé, le courrier n'était pas distribué, mais cela n'affectait pas trop les fils d'informations. Jeudi 2 février, les syndicats, toutes catégories confondues, ont appelé à une « grève de solidorité », qui a donc été reconduite et les « fils » ont été perturbés. Depuis, les négociations s'intensifient. Les employés, qui demandaient 1 200 francs d'augmentation des salaires, soit un coût à l'année de 5 millions de francs, ont fortement revu leurs ambitions à la baisse, tandis que la direction ne veut pas dépasser 1 million de francs. Le

PDG, Lionel Fleury, reste ferme: « On ne cédera pas sur des mesures uniformes et générales. » Le budget de l'AFP a terminé en équilibre en 1994, pour la première fois depuis longtemps (Le Monde du 10 Janvier). Lionel Fleury ne veut pas remettre en cause par une dérive salariale l'équilibre prévu en 1995. D'un autre côté, il ne peut se permettre une paralysie des services à un moment où la concurrence avec AP et Reuter est vive. Les syndicats, au niveau national, sont plutôt offensifs afin de faire aboutir les revendications avant l'élection prési-

SI certains se refusent à toute surenchère, cette grève de solidarité, qui ne touche pas les clients étrangers, traduit un certain « malaise », « un climat de méfiance » entre le personnel et la direction. Il s'agit du troisième conflit en trois mois dans une entreprise où le polds syndical est très fort, Après une grève de protestation contre le transfert du service « Amérique latine » à Washington, ce projet a été ajourné. Un conflit au service photo a également abouti à un compromis en lanvier. Le précédent des grèves à France 3 et surtout à Radio-France, cet automne, où les directions avaient cédé après avoir affiché leur fermeté, est, à l'Agence France-Presse, dans toutes les mémoires.

an +540

Estimation 1994: Hausse de 15 % du résultat net de TOTAL dans un environnement pétrolier dégradé

e Conseil d'Administration de TOTAL, réuni L'analyse par secteur fait apparaître les évolutions le 31 janvier 1995, a pris connaissaoce de Al'estimation des résultats du Groupe pour l'exercice 1994, qui fait apparaître un résultat net part du Groupe de 3,4 milliards de Francs, contre 3,0 milliards de Francs en 1993, soit 14,70 F par action contre 13,50 F par action en 1993 (calculé sur la base d'un capital dilué

ino your,			
En milliards de Francs	1994 (e)	1993	
Résultat net de l'ensemble consolidé	3,7	3,2	
Résultat net part du Groupe	3,4	3,0	
Marge brute d'autofinancement	12,0	11,4	

Ces résultats, qui ne comporteot pas d'élémeots exceptionnels comptables, doivent être analysés en tenant compte d'un eovironnement qui s'est eocore détérioré par rapport à 1993 : le cours moyen du dollar a été de 5,55 F en 1994 contre 5,66 F en 1993, le cours moyen du Brent est desceodu à 15,8 \$ le baril en 1994 contre 17,0 \$ le baril en 1993 et les marges de raffinage européennes se sont établies à 1,8 \$ le baril en 1994 contre 2,5 \$ le baril en 1993, soit une baisse de près de 30 %.

Dans ce contexte, la hausse des résultats du Groupe provient de l'action menée pour améliorer la qualité de ses prestations, abaisser le poiot mort des activités et poursuivre les efforts de rationalisation.

Cette politique de rigueur a été appliquée sans sacrifier la croissance ni renoncer aux axes stratégiques définis eo 1990. A cet égard des progrès importants ont été eoregistrés en 1994 daos chacun des axes suivants : développement des productions et de la filière gaz, pénétration en Asie, rééquilibrage du raffinage et de la distribution, renforcement des positions internationales des spécialités chimiques.

Le résultat opérationnel s'élève à 6,9 milliards de Francs.

En milliards de Francs	1994 (e)	1993
Explaration et Production	2,4	2,2
Trading e1 Mayen-Orien1	0,6	0,7
Raffinage et Distribution	2,2	2,5 *
Chinie	1.7	1,4
TOTAL	6.9	6.8 *

La détérioration de la coojoncture pétrolière a eu des effets défavorables à bauteur de 1,9 milliard de Francs sur le résultat opérationnel. Ceux-ci ont été plus que compensés par l'accroissement des volumes et de la productivité (1,2 milliard de Francs) et par l'absence d'effet de stock négatif (0,8 milliard de Francs en 1993).

Le résultat opérationnel du secteur Exploration et Production qui n'inclot pas le Moyeo-Orient, a origination de la contrata del contrata de la contrata de la contrata del contrata de la contr progressé grâce à la hausse des volumes de production et à la réduction des coûts qui ont plus que compensé la baisse des cours moyens du pétrole brut et du dollar. Pour la cinquième année consécutive les réserves de ce secteur ont progressé de près de 10 % pour s'élever à 2015 millions de barils équivalent pétrole (bep). Le niveau moyen de production s'est établi à 345 000 bep/jour contre 308 000 bep/jour en 1993, soit une augmentation de 12%.

Le résultat opérationnel du secteur Trading et Moyen-Orient s'est légèrement réduit du fait d'une évolution défavorable des taux de fret. La production d'hydrocarbures des coocessions du Groupe au Moyeo-Orieot s'est élevée à 287 000 barils/jour contre 298 000

barils/jour en 1993. Les réserves globales du Groupe, Moyeo-Orient inclus, progresseot de 4060 millions de bep à 4303 millions de bep fin 1994.

Le résultat opérationoel du secteur Raffioage et Distribution subit l'effet de la baisse des marges de raffinage et de l'atonie de la demande de produits pétroliers en Europe. Les positions internationales et les performances commerciales permettent oéanmoins de limiter cet impact défavorable.

La hausse sensible du résultat du secteur Chimie s'explique par la croissance du chiffre d'affaires et les gains de productivité réalisés, alors que les marges brutes unitaires oot été affectées par la bausse des prix des matières premières.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des secteurs d'activités du Groupe est resté stable à 135 milliards

Les investissements bruts de 1994 oot atteint un niveau d'environ 13,4 milliards de Francs cootre 18,4 milliards de Francs en 1993, ce dernier chiffre incluaot 2.5 milliards de Francs de prises de participations. Les désinvestissements se montent à eoviron 3,8 milliards de Francs en 1994, contre 5,1 milliards de Francs en 1993.

Le ratio de dettes oettes sur foods propres s'établit au même niveau qu'à fin 1993, soit 23 %.



Communication Financière - Tour TOTAL - 24 cours Michelet cedex 47 - 92069 Paris-La Défense - Tél. : 41 35 52 29

Nouvelles explications de M. Santer sur les quotas de diffusion

Visiblement, Jacques Santer, président de la Commission européenne, a été surpris par la polémique qui avait édaté en fin de semaine dernière (Le Monde daté 29-30 janvier) à l'issue d'un entretien qu'il avait accordé à l'International Herald Tribune et dans lequel il avait déclaré que le système des quotas de diffusion promu par la directive Télévision sans frontières était « protectionniste » et « artificiel ». Au cours d'une conférence de presse donnée à l'Élysée au côté de François Mitterrand, président de la République, Jacques Santer était préparé aux questions et avait préparé

«L'objectif est de contribuer au développement d'une industrie de programmes compétitive, tournée vers l'international. Il n'est pas normal que le marché européen soit inondé à 80 % par des produits américains alors que moins de 1 % de nos productions européennes réussissent à atteindre le marché américain. Il faut également que les œuvres de chaque pays européen puissent circuler dans les autres pays de l'Union. Les quotas ne devraient pas durer une éternité, mais, à court terme, ça protège la production, même si ce n'est pas le remède miracle. »

■ RADÍO: le groupe NRJ (NRJ, Chérie FM, et la banque de programmes Rire et chansons) a été autorisé, jeudi 2 février, à diffuser sous le nom de NRJ à Nuremberg, en Allemagne. NRJ Allemagne dispose désormais de 6 fréquences : Berlin, Dresde, Leipzig, Chemnitz, Munich et Nuremberg. Le groupe radiophonique de Jean-Paul Baudecroux est déjà présent en Suède (18 fréquences), en Belgique (14 fréquences), et en Suisse (une fréquence à

Genève et Lausanne).

■ PUBLICITÉ : 72 millions de francs d'investissements publicitaires en faveur du tabac ont été engagés en 1994, contre 53 millions de francs en 1993, selon l'Observatoire permanent des publicités et promotions du ta-bac, mis en place eo 1992. Ces infractions à la loi du 10 janvier 1991 concernent surtout la presse écrite : 510 publicités illicites ont été recencées dans les journaux, représentant un investissement de plus de 60 millions de francs, en hausse de 80 % par rapport en 1993. En 1994, et contrairement à l'aumée précédente, c'est la Seita qui a effectué le plus grand nombre de vio-lations, avec plus de 34 millions de francs de publicité pour le tabac investis dans la presse. Le Comité national contre le tabagisme (CNCI) a d'ailleurs décidé de porter plainte contre la SEITA à laquelle îl reproche de faire « une campagne massive » à la veille du lancement de sa privatisation.

REVUES : la revue Les Temps modernes a annoncé qu'elle parafira dé sormais selon un rythme bimestriel et non plus mensuel. Fondée par Jean-Pani Sartre, la revue fêtera son cinquantenzire en octobre 1995. Actuellement dirigée par Claude Lanzmann, les Tamps modernes avaient déjà adopté un nouveau rythme de parution au deuxième semestre de 1994 : un triple numéro puis un numéro simple avaient paru.

La CLT a redonné à son réseau FM RTL 1 le nom de M 40

Samedi 4 février, à 6 heures, le réseau FM RTL1 a repris son ancien nom de M 40. Dans un communiqué publié la veille, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), actionnaire du réseau (35,8 %), a confirmé officiellement que, « dans un souci d'apaisement » avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), elle renoncerait à ce changement de nom (Le Monde du 4 février) La nouvelle dénomination avait été imposée, mercredi 18 janvier, contre l'avis du CSA et de son ancien président, Jacques Boutet, qui avait mis la CLT en de-meure de revenir à son ancienne appellation et à son ancien format (le Monde du 20 janvier). Lundi 30 janvier, après la première « plénière » réunie par le nouveau président Hervé Bourges, le CSA avait confirmé ces positions et annoncé au groupe luxembourgeois qu'il ne «saurait discuter» avec lui «de l'avenir » de son réseau musical « tant qu'il ne serait pas retourné à une situation conforme à la loiet aux engagements souscrits ». Selon Jacques Rigand, administrateur délégué de la CLT, le nouveau CSA a accepté d'« examiner les perspectives d'évolution du réseau » M 40, qui diffusait auparavant un programme musical destiné aux «15-24 ans » largement ouvert à la chanson française.

大學 美国美国 tare fallegille bligger et and the second 1. 文字 医一种二种 电影 医皮肤 医皮肤病毒 the second of the second of the TOTAL SING ON THE SE 4 -44 TAT THE 14 t ATANY Y Mine EL. $\label{eq:continuous_problem} \mathcal{L} = \{ \underbrace{\mathcal{L}}_{\mathbf{x}} = \underbrace{\mathcal{L}}_{\mathbf{x}} = \mathbf{x}, \underbrace{\mathcal{L}}_{\mathbf$

the format of the state of the The restrict of the second tin a tigrasig gag agan Krossig 🗟 a 🎉 n in the way was been an easily in give and the second of the engineering growth of 1. 17. A HAVER SHOWN IS ा राज्या र प्रस्कृतकार के के**ल** . 🛣 Translation The land of

- Land Transport & Service Mark e i filmta kapıtı Espe 🍇 THE PARTY SHOWER PARTY.

Car by Signature. Commence of the State of the St

FINANCES ET MARCHÉS

TOKYO

7



A STATE OF THE STA

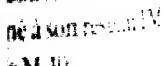
劉操 医微性性

 $g(u,v) \in \mathbb{R}^{n \times d}$

k. =1

<u>₩</u>

4:22



SE CELL with the state of Acres Asia **"种线",到**来。 12.50

おおない かい Adda Tong. One at the second BRETTE CAR TO ... ALUE UK · 人工工工 污污水 A STATE OF THE STA Return . With the street Maria . 6. MALAISE 1 2 mm 5 mm

> Party Table the same of the Projection ... SECTION. E 41 " . " . THE RESERVE OF THE PARTY OF THE Witness T . 2012 TOTAL V -Marie development 2.50 ಕ್ಷಣೆ ಅವರಿಸಲ್

MANAGEMENT OF THE STATE OF Address of FEET . cations de M No

e diffusion Winds artest 27. 1. A Product of Sept a life of the Filler Bellevier and The state of the same of the THE COUNTY OF STATE

A. A. Marinesper Commit ** The LET TO Y Martin Acres 1871 grant the bearing a 変量を存む ころ 35 元(で) 職人物であると、 Mary Same

Marie Marie Marie Committee Transmit ! The Parent of Victor A STATE OF THE PARTY OF THE PAR FRANCE S OF BOARDS geta da cario de la Senior St. A. C. C. C. Comment of the State of the Sta Service of the service of Brain a num Arten me COMPLETE A P

Balance of China Very and a second second ge strak ur 🕒 🖰 COST - TEN SE # Tribute ... Appellate to the state of for - e

Attentisme préélectoral

PARIS

Indice CAC 40

DÉCIDÉMENT, les boursiers n'ont pas de cœur. Le chômage s'accroît aux Etats-Unis, les prévisions de créations d'emplois outre-Atlantique sont nettement inférieures à celles qu'avalent anticipées les analystes, et les marchés saluent dans leur ensemble cette « mauvaise » nouvelle par une hausse sensible, ignorant du même coup la progression des commandes à l'industrie pour la même période. Plus concretement, ces chiffres, mettant en relief le ralentissement de la croissance américaine, ont rassuré les intervenants, provoquant une détente des taux longs et une embellie sur les marchés d'actions. Non seniement à Wall Street, où les valeurs progressaient très sensiblement dès

+ 1,56 %

l'ouverture, mais également à Paris. où le mouvement de reprise technique initial s'accélérait très nettement des la publication des chiffres américains. Fort de cette ultime avance, l'indice CAC 40 terminait la séance sur un gain de s'inscrivant à

1842,43 points, ce qui porte sa progression hebdomadaire à 1,56 %. Les statistiques américaines sur l'emploi faisalent partie d'une série d'événements qui, depuis plusieurs séances, servaient de prétexte aux boursiers pour justifier leur attentisme. Avant la publication de ces statistiques, il y eut la réunion de l'open market de la Réserve fédérale. On anticipait une hausse des .

taux de cinquante points de base

boursiers n'attendaient rien de la réunion bimensuelle de la Bundeshank, mais s'attendaient à un relevement des taux de la Banque d'Angleterre : ils n'ont pas été déçus. Au cours des semaines qui viennent, les opérateurs attendront sûrement l'élection prési-MÉTROLOGIE TRÈS ENTOURÉE

Du côté des valeurs, il faut noter l'attraction tout à fait hors dn commun qu'a exercé le titre du distributeur informatique Métrologie International sur les intervenants tout au long de la semaine. Consi-déré depuis longtemps comme

-LHIASI

- 11.54

4 4474 --

~. 4.05

348.50 . - 8.85

327,20

107,00

2132

725

133,36

YOUWE DES TRA	<u> MSACTIOI</u>	VS (en millier	s de franc	3)	
	27-1-95	30-1-95	31-1-95	1-2-95	2-2-95
RM ·	4 280 342	1.2 FOAB	5 830 140	3563,970	2 771 389
Comptant R. et. oblig.	30 528 484	A 20000	37 063 099	10.309.140 vi	16 579 137
Actions	113 659	nes 25.00%	103 962	£345.333 ·	106 939
Total	34 922 485	45197970	42 997 221	2.745 RS91	19757515
INDICES		4			
	30-1-95	31-1-95	1-2-95	2-2-95	3-2-95
(base 1 000, 31 décembre	1990)			2 177	
S8F 120	1 238,08	\$ 120 M	1 245,49	41.100RS6-	1 255,49
SBF 250	1 200,07	T 191,14.71	1.207,05	10 7 212 W +	1215/17
(base 1 000, 31 décembre	t 1967)	1711 7 70			
CAC 40	1 513,43	E 129130014	1 827,76	1851.826.100° H	1842.63

×14-0,46

131,70

3-2-95

Créd. Iyon. CIP

UFB Locab

Carrefour

Decks France Caleries Lafayette

Cuyenne Ca

Castorama Dubeis_

des taux directeurs de la Fed: spéculative par les investisseurs en bonne pioche. Jeudi 2 février, les raison des difficultés financières chroniques de la société, l'action est passée d'un pen plus de 10 francs à la fin de l'année à 33 francs vendredi en cloture, alternant les hausses fulgurantes et les prises de bénéfice. Seton son PDG, Alain Fraiberger, il n'y a « pas d'éléments fondamentaux permettant de justifier la hausse du titre», indiquant qu'il n'avait pas d'informations sur ce qui se passait réellement. NRJ a subit, hii, une nouvelle baisse vendredi de 8,8 % à 386 francs. Depuis le début de l'année, le titre a perdu 30,8 %. Notons encore cette semaine la nominatinn de Colette Neuville, présidente de l'ADAM (Association pour la défense des actionnaires minoritaires), en qualité de membre du conseil de surveillance de la Compagnie financière de Paribas, en remplacement de Roselyne Pierre, décédée le 29 novembre dernier. Mª Neuville entend apporter une « contribution aux efforts d'éthique et d'efficacité déployés pour développer un capitalisme à la française capable d'inciter

l'épargne à s'investir massivement

dans les forces vives de l'économie ».

378,50

+ 1,61

147,60 . + 6,57

Matra-Hachette

ENOBELER ET FONCER

a, pour sa part, déjà été réglé. VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

Par ailleurs, le Groupement na-tional de défense des porteurs de titres russes, qui regroupe 13 000 adhérents, a menacé hindi à Marseille de « boycotter l'élection présidentielle » pour faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir l'indemnisation de titres russes contractés à la fin du siècle dernier. Il souligne que le contentieux financier entre la Russie et les porteurs canadiens, anglais et suisses

PARIS

7

CAC 40

NEW YORK

7

François Bostnavaron

TRAITÉES AU RM			
	Nombre de titres échangés	Valeur en KF	
Elf Aquitaine	3 984 675	1 528 465	
LVMH M. Vuitton	1 057 090	. 364 682	
Suez	2 058 872	479-878	
Saint-Gobain	1 099 810	676.688	
Alcatel-Alsthorn	1 575 020	694.253	
Total	2 885 475	-868 GC2."	
Société Gale		4 =	
Eaux (Gle des)	1 059 940	504 632	
Peugeot	770 700	540 640	
Carrefour	276 200	576265	
Ortal (L')	453 370	- 490,964	
Air Bauide	734 150	538 519	
Danone	744 410	542 468	
Lafaron-Connée	-		

DE COURS HEBDOMADAIRES

LONDRES

7

FRANCFORT

7

(RÉGLEMENT MENSUEL)		
Valeurs en housse	*	
Metrologie Inter.	≠ 46,60	
UIC	3 - +38.60 T	
Géophysique	-1446 ×	
Groupe De La Cité	- (4,6) +	
AXA	£ 1154	
Berger	□ (東) M →	
Sidel	*****	
GTM-Entrepose	**************************************	
Club Méditerrannée	7.40	
Larpeyre	# N 6.55	
Schneider	+ 6,61	
Thomson-CSF	₹ + 657 →	
Sligos	+ 6/0	
Cetelem	4-632	
Valeurs en bakse	*	
NRJ	7484 m	
Crédit Lyonn. CIP	学~134 年	
Енгоре 1	**************************************	
SCOR S.A	- 692	
Valéo	1 - 5,61 年	
The beaution	177 - 2 - 2 - VE	

Sligos	+ 60
Cetelem	4-6,12
Valents en balsse	- 4
NRJ	7-34B4 m
Crédit Lyonn. CIP	₩1234年
Europe 1	±7-1948÷
SCOR S.A	- 692
Valéo	2 - 3.67 s
Z Gr. Zannier	-6,42-
Spie Batignoffes	7.53
Effage	330
Essilor Inti	528
Rochette (le)	505
Alcatel Cable	4.55
Filipacchi Média	- 257
Métaleurop	75 TAM 2
Remy Cointreau	

ES SECTEURS D'ACTIVITÉS		
GROALIMENTAIRE		
	3-2-95	Oiff.
Songrain .	2725	0,18
anone	7.47	+ 2,60 -
ridania Béghin-Say	724	+ 5,36
romageries Bel	4 391	- 0.29
VIH	346	+ 225
ernod-Ricard	313	+ 191
Liny Contress	178,50	
iaint-Louis	1 348	* 444
ASSURANCES		
	3-2-95	Diff.
NGF	181	少年 红色

		10-23
		<u> </u>
ASSURANCES		·
	3-2-95	Diff
AGF	781	19 2 12 11
AXA	293,80	0.4.35
GAN	200,50	******
SCOR SA	96,80	2 L
UAP	12650)
BÄTIMENT ET MATE	BAUX	
	3-2-95	Deft
Bouygues	524	1
Cuments français	227	7:00
Colas	915	
Effage	749	不是 新野
Enguine	24.30	电子

DATIMENT ET MALETINUA			
	3-2-95	Der	
Bouygues	524	1	
Currents français	227	7.20	
Colas	915		
Eiffage .	749	75 EF	
Euroteemel	24.30	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
GTM Entrepose	346		
Imetal	514	- 54	
Ironob. Philois	50	2.02F	
Jean Lefebure	323	+ 0,93	
Lafarge-Coople ·	363,30	- 9,68	
Polict-	389	+ 401	
Saint-Cobain	630	+ 14	
SGE	170	7.4	
Spie-Batignolles	206,10	- (3)	

	3-2-95	Deft
uygues	524	THE PERSON
nents français	227	a de la companya de l
21	915	
rge.	749	15. 2
permet	24.30	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
M Entrepose ·	346	200
etal .	514	
nob. Phénis	50	225
n Lefebure	323	+ 0.93
arge-Coopte	363,30	9,68
et-	389	+ 401
nt-Gebain	630	+ 14
E.	170	T.L.
e-Batignolles	206,10	- (3)

Comme (c.)
Salomon
563
Skis Rossignol
Sommer-Affibert
Zodac -
-
<u> </u>
CHEDIT ET BANQUES
Bancaire (Cie)
ENP .
CCF
Cetelem
CFF
- GE :

Michelin

Plastic Onu

3400		9,24.
5EB ·	500	- '037
Skis Rossignol	1 845	4 1,37
Sommer-Afficert	_3 699	- 10,7005
Zodac	205	AP
CHEDIT ET SAHQU	E5-	
	3-2-95	DM.
Barraire (Cie)	479,00	* HOLDER
ENP .	240,00	-1 6.92
CCF	202,70	1.54 3545
Cetelem	918	1672
CEE	. 407	Substitute Color

immer Allbert	-3 699	- 44. 035
odiac	205	14 Aug.
MEDIT ET BANQUES	·	
	3-2-95	DACE.
lancaire (Cie)	479,00	*****
SNP .	240,00	3 6.92
CF	202,70	154 3545
etelem	918	1072
FF	. 487	THE WASH
	200	Secretary of the second

<u>~</u>	* 1,3/	Promodès	920	- 420	
99 .	- JA: 035	Rate		- 154	,
75	100				•
		115	2		
		ELECTRICITE ET ELE	CEROMQUE		•
2-95	2965.		3-2-95	Diff.	
00,623	States:	Alcatel-Alsthorn	463,80	\$ 0,12	_
240,00	-1 6.92	Alcatel-Cible	397	× 4,39	_
102,70	154 3545	CS (ex CSEE)	340	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Ξ
918	1072	Intertectmoque	530	4 + 1,52	_
187	THE WASH	Labinal	774	+ + >3.73	Ξ
385	新老人工	Legrand	6 560	4 34	_

400	+ 5,75
	+ 0,97
569	- 0,17
432	+ 5,62
ET PORTEREUSLE	£
3-2-55	DIFE
495,10	- 1,90
82,40	- 1,98
1 046	. + 418
1 550	+ 0,32
1785	. A. 3A7
119,50	+ 0,02
343,70	- 0,08
1 020	+ 4,40
138,50	•
	-
֡	ET PORTEFEURLI 3-2-95 495.10 32.40 1 045 1 150 1 785 119,50 3-3,70 1 1028

INVESTISSEMENT ET	PORTEREUSLE	E	
	3-2-55	DIFE	
Bollaré Tecimo.	495,TD	- 1,90	
Cens	82,40	- 1,90	
CGIP ,	3 046	+ 418	
Eurafrance	1 550	+ 0,12	
Gazettaux .	λ 785,	. t. 3/F	
Lagardère	119,50	+ 0,0	
Marine Wendel	343,70	- 0,08	
Navigation mixte	1020	+ 4/40	
Nord-Esz	138,50	•	
Ongry-Descripto	-	*	
Paribas	329,40	- 0,03	
Parlinance	143	- 1,64	
Soez	231,50	- 330	
Worms & C*	237	+ 1,29	
Armed Suprise	45	- 0.89	

Vallourec	251	- 1/
MINES D'OR, DIAM	ANT	
	3-2-95	DIFE
Anglo-American	260	• 2,
Buffelsfontein	37	+ 20,1
De Beers	111	- 04
Driefontein	69,20	+ 3,
Cencor Limited	17,55	+ 8
Harmony Cold	45	+ 2
Randfontein	40	+ 0,
Saint-Helena	46,10	+ 12,
Western Deep	375	+ 5,
ç		7.
PÉTROLE		
	3-2-95	Diff
BP France	125	~ 2,3
Elf Adultaine	389	+ 2,8
Erap-EX	346	+ 25
Esso	681	+ 5,5
Céophysique	332	+14/
Total	300,50	-

Pachiney Cli

Pesigeat SA

Interbail	350	0.56
Klépierre	568	4.79
Locindus	854	Y-4-138
Selectibanque	157	5 397
Unibail	472	1.56
Genefim		E. S. C. L. C. F.
lmmobali .	302	Z- 191.
TRANSPORTS, LOISING		
	3-2-95	DHf.
Accor	553	+ = 3,55
BIS	326,50	= 1,65
Canal Plus	776	3.96
Cap Gemini Sogeti	147,10	1.07
CEP Comm.	450	× 1,09
Oub Méditerranée	435	+ 7.40
Dauphin OTA		
Eaux (Cle des)	471,70	- 272
Ecco	618	-+ 4,74
Euro Disney	12,40	+ 1,22
Filipacchi Médias	\$35	- 4,57
Hawas	372,80	- 2.30
Lyonnaise des eaux	413,80	- 0.76
OCF Omn Cest.	683	+ 1.48
Publicis	395	
SCAC Deknas	615	+ 0,65
SITA:	640	+ 1,26
Sigos	399,10	+ 6,42
Sodexho	828	- 2,58
7F1	456	+ 0,90

7F1	456	+ 0,90
VALEURS À REVENU	and out hone	EVÉ
Trees of the same	03-02-95	DHf,
6% 1993-1997	97,04	0,32
EDF-CDF 3%	6 200	- 40
CNB 5 000 F	101	inchange
CNB Par, 5 DOOF	100,5	
CNB Spez 5 000 F	NC	-
CAR SOME	101 01	0.01

TOKYO

Indice Nikkei + 2,40 %

Inégale

LA TRÈS VIVE HAUSSE de hindi (+3,58 %) a permis à la Bourse de Tokyo de regagner quelques fractions au cours de la semaine écoulée car le reste des séances a surtout été placé sous le signe des prises de bénéfice. Le bilan des cinq séances est donc positif de 2,40 %, mais n'est pas suffisant pnnr faire nublier la dernière période où les valeurs nippones, subissant le contrecoup du tremblement de terre de Kobé; avaient abandonné 3,9 %. La bonne tenue des valeurs du bâtiment et de la

construction a en partie soutenu le Kabuto Cho en début de semaine, malgré des ventes bénéficiaires effectué par des institutionnels japonais et des investisseurs étrangers. Selon un analyste de Yamaichi Securities, la baisse a eu un effet régulateur après l'euphorie qui régnait dans le secteur de la construction depuis le séisme du 17 janvier. Le marché pourrait néanmoins se reprendre la semaine prochaine sur de nouveaux achats sélectifs de valeurs. « Après la hausse importante de ces titres, il était normal de les voir reculer (...). On va regarder attentivement jusqu'à quel niveau ils baissent pour pouvoir les rocheter ensuite », a expliqué cet analyste.

Indices du 3 février, Nikkei, 18 538,97 points (contre 18 104,35); Topūx, 1 448 (contre 1 412,83).

10 milliards de la Banque des rè-

LONDRES Indice FT 100 + 1,24 %

Optimisme ... REPASSÉE en début de semaine sous les 3 000 points - pour la première fois depuis la mi-décembre -, affectée notamment par les craintes d'un relèvement imminent des taux d'intérêt aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la Bourse de Londres a entamé un mouvement de reprise des mercredi qui lui a permis de finir la période sur un gain de 1,24 %.

Les opérateurs s'attendaient à une hausse d'un demi-point des taux d'intérêt américains, alors qu'une hausse des taux britan-

NEW YORK

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

niques, à l'occasion de la rencontre jeudi du chancelier de l'Echiquier Kenneth Clarke et du gouverneur de la Banque d'Angleterre Eddie George, leur paraissait moins probable. Pas de surprise de la part de la Réserve fédérale, qui a bien augmenté ses taux, et une demi-surprise de la part de la Banque d'Angieterre qui, pour la troisième fois en cinq mois, a relevé son taux directeur pour le porter à 6,75 %. La faiblesse de la livre, liée à l'incertitude sur les négociations de paix en Irlande du Nord, pesait sur les valeurs, avant qu'elles ne reprennent le chemin de la hausse après la publication des statistiques américaines sur le chômage

témoignant d'un ralentissement de la croissance aux Etats-Unis. Indice FT du 3 janvier : 3 059,70 points (contre 3 022,20).

FRANCFORT indice DAX 30 + 1,29 %

APRÈS un début de semaine hésitant, voire franchement à la baisse, les valeurs allemandes se sont irrégulièrement rétablies à Francfort. D'un vendredi à l'autre, l'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé en hausse de 1,29 % à 2 057,99 points. Dans un premier temps, l'indice phare du marché allemand a suivi la faiblesse des marchés obligataires. Ce n'est que vers le millieu de la semaine qu'une embellie sur les marchés des taux et une plus

grande fermeté du dollar ont per-

mis un redressement. Selon la West LB, le relèvement des taux directeurs américains par la Réserve fédérale ne serait peut-être pas suffisant pour juguler la croissance outre-Atlantique. Certains observateurs, selon la banque, estiment que de nooveaux relève-ments seraient encore nécessaires. Ce facteur d'incertitude risque de perdurer sur les marchés d'actions internationaux. L'Allemagne pourrait toutefois ne pas souffrir ontre-mesure, cette incertitude étant contrebalancée par de bonnes surprises en provenance des entreprises. Pour les semaines à venir, la banque estime qu'une fourchette comprise entre 2 000 et 2 100 points reste toujours d'actualité pour l'indice DAX. Indice DAX du 3 février :

2 057,99 points (contre 2 031,71).

tion de valeurs du Nikkei

TOKYO

NEW YORK

Indice Dow Jones + 1,83 %

Sans surprise

UNE SEMAINE sans réclie surprise à Wall Street où les valeurs américaines ont terminé en hausse, l'indice Dow Jones gagrant sur la période 70,65 points à 3 928,64 points, soit un gain de 1,83 % sur la période. Sans réelle surprise, car les intervenants avaient depuis longtemps anticipé le relèvement de 50 points de base des taux directeurs de la Réserve fédérale à l'issue de la réunion de

l'open market. Par ailleurs, les intervenants ont salué, cette semaine, la décision du président Clinton de se passer de l'autorisation du Congrès pour décréter une aide globale de 47,5 milliards de dollars au Mexique, dont 20 des Etats-Unis, 17,8 milliards du Fonds monétaire international et

dements internationaux. Selon Ed La Varnway, analyste chez First Albany, cette preuve de leadership a couribué à la meilleure tenue des marchés financiers nord-américains. Wali Street n'a réellement pris son envol que vendredi, avec une très forte détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire, après la publication de chiffres du chômage nettement moins bons que prévu pour janvier. Ces statistiques, associées à un ralentissement des ventes automobiles en janvier, ont déclenché une course aux achats sur le marché obligataire, a indiqué Hugh Jonhson, responsable chez First Albany. La remontée des prix sur ce marché a provoqué une chute des taux d'intérêt, qui évoluent à l'inverse. «L'économie donne des signes de ralentissement, donc on ne doit pas s'inquiéter d'un nouveau resserrement du crédit par la Réserve fédé-

rale », a expliqué M. Johnson. Indice Dow Jones du 3 février : 3 928,64 points (contre 3 857,99).

En dollars	03/02	27/01
Alcoa .	83,88	81
Allied Signal	37,25	35,63
American Express	32,38	30,25
AT&T	51,15	49,88
Sethiehem	15,88	16,35
Soeing Co	47,75	45,75
Caterpillar Inc.	- 53	52,63
Chevron Corp.	45,25	46,25
Coca-Cola Co	52,88	\$2,23
Disney Corp.	- 51.73	50,25
Du Pont Nemours&Co	54	\$4,50
Eastman Kodak Co	49.	48,88
Exoton Corp.	0.75	62,50
Gen. Electric Co	52,13	\$0,50
Gen. Motors Corp.	9,25	37,50
Goodyear T & Rubbe	37,15	55,75
1814	74.63	72,50
Inti Paper	74,25	73,25
J.F. Morgan Co	63,83	61,83
Mc Donnell Douglas	. 54	\$0,50
Merch & Co. Inc.	39,75	38,75
Minnesota Mag. & Mfg	31,50	51,75
Philip Monts	41.75	60.63
Proceer & Gamble C	65	64,75
	44,75	45,33
Sean Roebuck & Co		61,50
Teraco	61,73	61,30

En Syres	3/2	27/1
Affied Lyons	3,19	5,12
Barclays Bank	5,92	5,83
BAT Industries	4,48	4,49
British Aerospace	4,82	4,66
British Airways	3,68	3,74
British Gas	5,09	3,08
Sritish Petroleum	4,22	4,13
British Telecom	4,02	4,0
BTR	_ 3,05	3,04
Cadbory Schwep	4,35	3,80
Eurotunnel	2,50	2,94
Clavo	6,67	6,17
Grand Metropolitan	3,74	5,60
Guinness	4,29	4,20
Hanson Pic	2.36	2,37
Great k	5,27	5,17
HS&C	6,40	6,17
Imperial Chemical	7,46	7,6
Lioyo's Barris	5,4E	5,5
Marks and Spencer	5,87	3,7
National Westminst	4,95	4,8
Peninsular Orienta	. 5,72	5,6
Reiners	4.56	4,3
Saatchi and Saatchi	1,09	1,0
Shell Transport	7,09	7,1
Smithkilne Beechman	4,76	4,5
	432	
Tate and Lyle		4,2
Unilever Ltd	11,63	11,5
Wellcome	10,10	9,9
Zeneca	· 8,97	9,0

o deutschemarks	3/2	- 2
Stanz Holding N	2 365	2 330
ad AG	327,40	324,
ayer AG	362,30	357,
ay hyp&Wechselbk	381	379
izyer Vereinsbanck	-126,50	415
MW	742	733
ommerzbank	325,30	519
ontinental AC	228,50	222
Daimier-Benz AG	709,50	703,
Degussa	453	445
Deutsche Babcock A	197,50	187
Deutsche Bank AG	704,80	690,
Presidner BK AC FR	393,50	388
ienkel VZ	550	538
foechst AG	323,50	330
Carstadt AG	\$66,50	541
(author Holding	467,50	449
inde AG	924	900
ST. Listithansa AC	192,50	191
Man AG	409	408
Mannesmann AG	416.80	415
Mettaliges AG	124	133
Preussae AG	460.50	454
Rwe	430.30	416
schering AG	1 108.50	1 075
Siemens AG	666.50	657
Physien	294,50	293
Arba AC	522,10	508
Viag	499.50	487
weise AC	900	907

ED YERS	3/2	27/1
Akai elecr.	499	491
Bank of Tokyo	1 480	1 430
Bridgestone	1 390	1 400
Canon	1 460	1 510
Daiwa sec.	1 210	1 150
Fuji Bank	2 140	1 910
Hitachi Ltd	858	880
Honda	1 540	1 610
Japan Airlines	632	636
Kirin Brew	1 090	1 090
Kobe Steel	286	280
Matsushita EL	1 070	1 430
Mitsubishi Corp.	1 140	645
Mitsui Marine	678	647
Nikko sec	1 010	959
Nintendo	5 090	5 200
Nippon Steel	353	362
Nissan	737	735
Nomura sec	1 540	1 780
NTT	775 000	767 000
Pioneer	2 180	2 060
Sanyo	525	511
Sega Enterprises	5 120	5 050
Sharp	1 500	1 530
Sony	4 620	4 800
Sumitomo 8k	1 850	1 610
Suzuki Motors	934	939
Toshiba	630	625
Toyota	1 870	1 920
Vamaishi and	140	/30

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL **DES CAPITAUX**

Bonnes dispositions malgré les incertitudes

LES ÉLÉMENTS semblent réunis pour favoriser les placements en obligations internationales de type classique dans les principales monnaies du monde. Certes, bien des incertitudes persistent. Les avis sont encore partagés au sujet de la et les experts sont loin d'être unanimes dans leurs prévisions relatives à l'évolution du loyer de l'argent outre-Atlantique. Mais, dans l'ensemble, l'impression prévaut que le marché international des capitaux est entré dans une phase de stabilité plus ou moms prononcée dont les investisseurs devraient orer parti sans trop tar-

LA QUESTION DU DOLLAR

SI tel est le cas, si la confiance revient vraiment, il faut s'attendre à un allongement des durées des nouveaux emprunts. Tout au long du mois de janvier, la préférence des bailleurs de fonds est allée aux opérations courtes. Cette attitude prudente était imposée par le soul'an dernier. L'année 1994 avait débuté dans un optimisme débor-dant qui avait été sulvi d'une profonde déconvenue suscitée par une brusque remontée des rende-

De leur côté, attirés par la possibilité de lever des fonds à long terme, les emprunteurs devraient accroître très prochainement leur présence et, logiquement, l'activité devrait se concentrer dans les compartiments des plus grandes monnaies, où il est possible d'opérer des ponctions très importantes. Celui du deutschemark, en pleine renaissance, est prêt à les accueillir. Celui du yen l'est également, qui fait preuve d'une extraordinaire résistance; peu affecté par les conséquences du tremblement de terre de Kobé, il continue de procurer des ressources en grande quantité à une foule de débiteurs étrangers. Reste la question de savoir quand celui du dollar sera à même de donner toute sa mesure. ce dont il est incapable actuellement en raison de la faiblesse de la

devise américaine. LE FRANC EN RETRAIT

D'une façon générale, l'attention des opérateurs se porte sur les meilleures des signatures et les emprunts les plus simples ont la plus large audience. La crise financière du Mexique a considérablement réduit les chances des débiteurs dont le crédit est discuté. On recherche avant tout des valeurs sûres et des constructions simples,

faciles à expliquer aux souscrip-

Pour des raisons qui tiennent surtout aux incertitudes politiques, le compartiment du franc français demeure en retrait. Il n'attire guère les investisseurs étrangers et plusieurs emprunteurs de tout premier plan attendent pour se lancer que le cap de l'élection présidendelle solt franchi. La Belgique, qui songe à lever quelque 5 milliards de francs, est probablement dans ce cas. D'ici là, ce pays devrait avoir sollicité le marché allemand, suivant de près l'Irlande qui s'apprête également à émettre des obligations internationales en deutschemarks.

Toutefois, meme s'il fonctionne au raienti, le marché français n'est, de loin, pas déserté. Deux emprunteurs étrangers de grand renom s'y sont présentés la semaine passée, un américain, General Electric Capital Corporation, et un allemand, Hessische Landesbank. Le premier avait confié à la banque Paribas le soin de diriger sa transactioo, et le second, dont c'était la première apparition en francs, s'est adressé à la Caisse des dépôts. Les deux emprunts sont des réussites incontestables. Ils ont, pour l'essentiel, trouvé preneurs en France.

Par ailleurs, Eurofima, la société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, a émis pour 50 millions d'écus d'euroobligations par l'Intermédiaire de la banque britannique Barclays de Zoete Wedd. Le produit de l'emprunt a été échangé contre des francs français à des cooditions très Intéressantes. Les fonds sont destinés à la SNCF.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

Le froid et le chaud

AU CONTRAIRE des marchés de taux, le dollar a très peu réagi sur le moment, vendredi 3 février, à l'annonce surprise d'une hausse du taux de chômage et d'un nombre de créations d'emplois nettement inférieur aux prévisions, aux Etats-Unis, en janvier. Le billet vert s'est même replié jusqu'à 1,5060 deutschemark après les chiffres de l'emploi, puis s'est ensuite raffermi sensiblement. Le dollar s'est même approché du seuil de 1,53 deutschemark. Vendredi, en fin de Journée, il s'échan-geait à 1,5250 mark et 5,2940 francs contre 1,5187 mark et 5,2648 trancs

Le dollar n'en reste pas moins dans une position fragile. Il a connu une semaine difficile. L'aggravation, lundi 30 janvier et mardi février, de la crise mexicaine et

la chute du peso avant l'annonce du plan de sauvetage, ont entraîné caine. Le dollar était tombé lundi face au mark à ses plus bas niveaux depuis trois mois. Le rebond est venu mardi grâce à l'intervention de la Banque de France et à celle, non confirmée, de la Banque d'Espagne. Les deux banques centrales auraient acheté des dollars contre des deutschemarks au niveau de 1,5080 mark. Le billet vert a ensuite accentué sa reprise lorsque le président Clinton a annoncé avoir décidé de se passer de l'autorisation du Congrès pour décréter une aide globale de 47,5 milliards de dollars au Mexique, dont 20 milliards des Etats-Unis, 17,8 milliards du Fonds monétaire international et 10 milliards de la Banque des règlements internationaux. Le dollar cotait mardi soir 1,5235 deutschemark

suite fragilisé à nouveau. Le schéma a été similaire pour le franc. Après avoir été faible au début de la semaine, il s'est redressé jeudi et repassait en dessous de la barre des 3,47 francs pour 1 deutschemark avant de replonger autour de 3,4710 inchangé sur la semaine. Selon Antoine Brunet, économiste au Crédit lyonnais:

contre 1,5055 lundi soir. Il s'est en-

l'affaiblissement du franc depuis mols de décembre s'explique à la fois par la force du mark, chois comme valeur refuge, et par de interrogations sur l'option européeone du futur vainqueur de l'élection présidentielle. Depuis que la CDU, parti du chancelier allemand Helmut Kohl, a lancé son initiative visant à aller plus vite et plus loin en matière d'union monétaire, les marchés sont attentifs à la réponse des leaders politiques

L'OR		
	Coors 3-2	Cours 27-1
Or fin (k. barre)	63 600	64 000
Or fin (en lingot)	63 950	64 350
Pièce française (20f)	369	- 370
Pièce française (10f)	345	370
Pièce suisse (20f)	370	373
Pièce latine (20f)	369	370
Pièce tunisienne (201)	369	370-÷
Souverain	465	572
Souverain Elisabeth IN	465	A75
Demi souveraint	305	- 318
Pièce de 205	2 480	- 7505
Pièce de 105	1 250	- 1260:-
Pjèce de 55	625	675
Pièce de 50 pesos	2 380	2380 -
Pièce de 20 maries*	469	457
Pièce de 10 florins	387	390
Pièce de 5 roubles*	255	251 _
* Ces pièces d'or ne	sont coté	es qu'à la séanc

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 27 JANVIER AU 3 FÉVRIER

DEVISE	New York		Parls Zu		Zu	rich fra		nefort Bru	Brenglies		Amsterdam		Milen		Tokyo	
	3-2	Z7-1	3-2	27-1	3-2	27-1	3-2	27-1	3-2	27-1	3-2	27-1	3-2	22-1	3-2	27-1
Livre	1,5665	1,5900	8,2868	\$3555	2,0192	-2,11249-	2,3877	ZAMET	49,1568	49,6716	2,6740	-1,80	2525,20	2548,77	156,10	37,5
E.U.			5,2900	\$2590=	1,2990	12/353	1,5242	7,5746	31,38	51,24	1,7070	1,6970	1612	1603	99,65	79.3
Franc français	18,9036	19/0295	-	I-di-	24,3667	24,2341	28,8129	26,8202	5,9319	\$ 23948.	32,26843	33,29305	304,7259	305,0425	18,83743	-12,237
Franc suisse	77,5/95	76,5238	410,3957	412.0423	-	1780	118,2467	118370	24,3445	24,5306	1,33428	1,38005	1250,5818	1154,7350	77,30799	7/30
Deutschemark	65,6082	66,0284	347,0673	34637792	84,5690	84.0822	•	P1 / A	20,5878	71/65/3	111,99318	312090	1057,6040	M2452	65,37856	65,566
Franc belge	3,1867	3,2010	16,8579	16.6214	4,1077	4,0765	4,8572	1,400	-	4,000	5.4398	* XARE (4	51,37030	51,31292	3,17559	3,128
Florin	58,5823	58,9275	309,9004	309,66414	75,5126	75,0142	89,2912	189.263	18,3831	18/1090	-	-	944,3468	94Q6081	58,37727	38,51
Lire italienne	0,00620	0,00624	. 3,2816	3,2782	0,7996	0.7944	0,9455	0,9448	1,9467	- 1-S485+	1,058933	1,058640	-	7.4	0,063818	-0,0619

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Septième hausse des taux

en un an

la Réserve fédérale américaine relevait à la surprise générale ses taux directeurs et enclenchait la mécanique Infernale d'un vral krach obligatalre. En agitant le niste sans se donner immédiatement les moyens de le combattre, la Fed allait provoquer une remontée brutale des taux à long terme des deux cotés de l'Atlantique. Douze mois plus tard, les marchés de taux sont convalescents et la Fed n'en a toujours pas fini avec la crainte de l'Inflation. Son changement brutal de politique monétaire a fait de nombreuses victimes, la demière en date étant le

L'actualité de la semaine, par une coincidence curieuse, est d'ailleurs faite de l'annonce mardi d'un plan de sauvetage du Mexique de 50 milliards de dollars et du relèvement attendu le lendemain d'un demi-point du taux inrerbancaire au jour le jour et du taux d'es-

IL Y A UN AN, le 4 février 1994, compte américains, portés respectivement à 6 % et 5,25 %. Le comité de politique monétaire de la Réserve fédérale, réuni mardi 31 janvier et mercredi le février, continue à craindre des tensions gleterre a annoncé jeudi, elle aussi, une hausse d'un demi-point de son taux d'intérêt de base à 6,75 %, une nouvelle augmentation après

celles, déjà d'un demi-point, du

7 décembre et du 12 septembre

« Si nous attendons que l'inflation devienne monifeste, ce sera trop tard »: ce propos d'Alan Greenspan, le président de la Fed, suffit à résumer son attitude. La menace de l'inflation ne disparaîtra pas tant que le rythme annuel de croissance de l'économie américaine n'aura pas été ramené à 2,5 %. Les indicateurs confortent le président de la banque centrale dans son analyse: en 1994, la croissance a été de 4% et même de 4,5% au cours des trois derniers mois de l'année. Dans un environnement marqué par un taux de chômage historiquement bas (5,7 % de la population active), une consommation soutenue et une utilisation presque maximale des capacités industrielles, la Fed considère que la « surchauffe » menace toujours.

Le changement de cap remonte au 4 février 1994. La Fed mettait fio: alors à quatre années de politique monétaire particulièrement ac-commodante, conduite avant tout pour sauver le système bancaire américain, instruite du risque par la faillite retentissante des calsses d'épargne, la Réserve fédérale a permis aux banques américaines samment importantes pour absorber leurs créances douteuses. Elles se sont ruées sur les bons du Trésor américain, pour profiter de la différence entre le taux au jour le

L'attralt des investisseurs pour le marché obligataire américain a été tel que les taux sont tombés à des niveaux record. En octobre 1993, le rendeme ot des emprunts d'Etat américains à dix ans a atteint son plus bas niveau, à-5;30 % Une bulle obligataire aux Etats-Uois mais aussi en Europe a succedé à la bulle immobilière. Elle devalt éclater avec le révirement de la banque centrale américaine qui, à partir de février 1994, a doublé en un an son taux au jour le jour, celui des Fed funds, porté de 3 % à Le retournement a pris à contre-

jour de refinancement auprès de la

Fed (3 %) et la remunération des obligations d'Etat (autour de 6 %).

pied la quasi-totalité des intervenants sur le marché obligataire, causant parfois des pertes à l'image de celles du comté

chéances	Volume	Demier prix	Plus haut	Plus bas	Compens.
OTIONNEL 10 %					
1ars 95	143 332	117,70	111,80	177,34	111,70
in 95	942	110,80	110,86	110,52	110,84
ept. 95	32	109,88.	109,88	109.86 _=	110,16
X-c 95				Cr. 15	-
BOR 3 MQIS					
1ars 95	18 264	93,93	93,93	93,87	93,93
uin 95	19 527	93,49	93,50	93.42	93,49
cpt. 95	5013	93,15	93,15	93,06	
Nec. 95	2 965	92,87	92,87	92,78	92,86
CU LONG TERME					
Aars 95	4180	81,68	81,76	\$1₌36	81,68
yin 95	-				

d'Orange en Californie, l'un des plus riches des Etats-Unis, qui a fait faillite. L'onde de choc n'a pas épargné l'Europe, où les pays les moins « vertueux », ceux doot les déficits publics oo la dette sont trop élevés, ont payé un lourd tribut. La tension des taux obbgataires a fortement alourdi le coût du refinancement de l'Etat italien, suédois, et espagnol. La France a été également pénalisée. L'écart avec l'Allemagne sur les taux à long terme s'est creusé à quelque 0.65 point; près de 200 militards de francs de capitaux étrangers placés en obligations ont quitté le marché trançais en 1994. . .

tique laxiste de la Fed avant 1994 a été l'afflux des capitaux vers des pays émergents, ootamment d'Amérique latine, qui offraient des rendements à court terme très supérieurs à ceux des Etats-Unis. Le Mexique, pour avoir financé un déficit grandissant de ses comptes courants avec des capitaux à court terme qui soot repartis vers les Etats-Uols à la première alerte, traverse une grave crise de liquidités depuis le 20 décembre. La défiance à l'égard du Mexique s'est répandue en Amérique latine, puis vers tout les pays émergents, notamment en Asie, et pour finir vers tout les pays considérés comme fragiles parce que endettés.

Les Etats-Unis soot toutefois parvenus à limiter les dégâts en

présentant mardi un plan de sauvetage international de quelque 50 milliards de dollars. L'administration américaine, qui ne voulait pas prendre le risque de voir son programme initial de 40 milliards de dollars de garanties de crédit au Mexique rejeté par le Congrès, a finalement présenté un plan de sauvetage décidé par décret où sa participation est réduite de moitle, à 20 miliards:

Le marché obligataire américain a pu ainsi se reprendre progressivement : la hausse est devenue franche vendredi, après la publication d'une hausse du taux de chômage eo janvier aux Etats-Unis et plois oettement inférieur aux prévisions d'analystes, qui Indique un ralentissement de la croissance américaine. Le département du travail a annoncé une hausse à 5,7 % du taux de chômage en Janvier contre 5.4 % le mois précédent et 134 000 créations d'emplois cootre 256 000 anticipées par les analystes de Wall Street. Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans est tombé à 7.68 % contre 7,73 % jeudi solr et 7,77 % une semaine auparavant. Le Matif était à Punisson vendredi, le contrat notionnel mars a gagné 44 centimes en compeosation à 111,70 à comparer aux 111,30 de la semaine

Eric Leser

MATIÈRES PREMIÈRES

Coup de semonce sur le marché des métaux non ferreux

RÉCURRENTE ET VOILÉE, la menace planait depuis des mois: les fonds d'investissements allaient déserter le marché des métaux non ferreux. Les gesoonnaires, financiers à l'affût de « coups » qui, délaissant les placements traditionnels, s'étaient tournées vers le plomb, le cuivre, l'étain, le zinc ou l'aluminium, dans l'espoir de gains substantiels er rapides, finiraient par se désengager une fois leurs profits réalisés. Alors, les cours sur le London Metal Exchange (LME), la Mecque des professionnels, chuteraient avec le même entrain qu'ils avaient mis à grimper ces derniers mois avec une belle constance.

Ce scénario catastrophe est-il en cours de réalisation? Dopés par l'arrivée des financiers sur le marché, les cours des non-ferreux

٤,

vont-ils s'effondrer avec leur départ ? Si l'apocalypse annoncée n'a pas encore eu lieu, il est clair que le LME a subl une secousse cette semaine. Suffisamment circonscrite pour ne pas entraîner de catastrophe majeure. Suffisamment sérleuse toutefois pour ne pas passer inaperçue des professionnels.

L'onde a été surtout perceptible sur le marché du cuivre. En hausse de près de 70 % en 1993, les cours du précieux métal avaient poursuivi sur leur lancée en janvier. Le jeudi 19 janvier ils atteignaient au comptant 3 056 dollars/tonne. Depuis, c'est le reflux. Les cours ont perdu plus de 5 % en quelques jours et ils sont repassés en dessous de la barre des 3 000 dollars (2 887 dollars le jeudi). « Les fonds d'investissements sont derrière cette baisse. Leurs gestionnaires ont jugé

gros bénéfices sur le cuivre », assure un négociant londonien.

L'ALUMINIUM À L'ÉCART

Les raisons de cette prudence sont multiples. Le relèvement des taux d'intérêt américains a sans doute fait craindre aux financiers un refroldissement de l'activité économique outre-Atlantique, qui d'épargnera pas le secteur du bâtiment, gros consommateur de cuivre. La crise mexicaine, ses risques de contagion dans le conduent latino-américain, en particulier au Chili, l'un des principaux producteurs de cuivre, ont également pesé, tout comme les incertitudes sur la situation politique en Chine, un importateur de cuivre

Dans le sillage du cuivre, les autres métaux non ferreux ont accusé le coup. Les cours du nickel, un métal qui entre dans la compostion des aciers inoxydables, ont perdu 500 dollars, et sont revenus en dessous des 10 000 dollars/tonne alors que la semaine précédente ils dépassaient 10 331 dollars. Pour l'étain, la correction a été encore plus sévère. A 5 630 dollars/tonne, les sommets atteints une dizaine de jours aupa-

qu'ils ne pourraient plus réaliser de ravant semblent bien loin. Le plomb n'a pas été davantage épargné. Le 2 février, il était revenu à 625 dollars/tonne alors que la semaine précédente le plafond des 700 dollars/tonne paraissait devoir être crevé rapidement. De même pour le zinc, qui a perdu 5 % en quelques scéances. Même l'alumi-

> veaux perdus de vue depuis cinq ans, il a légèrement reculé au LME. Les analystes oot été les premiers surpris par cette baisse. Non pas qu'ils croyaient à une hausse minterrompue des cours. Elle allait se calmer, pensalent-ils. Mais pas dans l'immédiat. La consolidation Interviendralt à la fin du printemps, propostiquaieot-ils. Les voici pris de court et désorientés. « Les sommets sont derrière nous », reconnaît un analyste de chez Mer-

nium a senti passer le boulet. Alors

qu'en janvier il culminait à des ni-

rill Lynch. D'aucuns s'inquiètent de la suite. « Les prix seroient difficiles à arrêter en cas de correction à lo baisse » observe-t-on chez Rudolf Wolff, une maison de courtage britannique. Certains ont déjà revu leurs prévisions. Le courtier GNI, par exemple, table désormais sur un cours du cuivre ne dépassant pas 2 300 dollars/tonne sous peu, et

une baisse du nickel de l'ordre de

Ce catastrophisme est probablement excessif. Les données objectives du marché plaident pour des cours soutenus au cours des prochains mois, qu'il s'agisse du nickel ou de l'aluminium, du plomb ou de l'étain. La demande pour ces métaux reste importante. Celle d'acier inoxydable entraîne celle du nickel. Les perspectives sont également boooes pour l'aluminium. Les stocks ao LME sont à la baisse. Et les capacités de production ne de-

LES MATIÈRES PREMIÈRES

		٠
NOICES		
	03/02	27/1
Dow-lones comptant	194,83	184
Dow-Jones à terme	259,48	254-38;
METAUX (Londres)		
Cuivre comptant	2 883,5	3002
Cuivre à 3 mois	2 880	2911
Aluminium comptant	2,000	**T094 '
Aluminium à 3 mois	2 030	-2182 S
Plomb .	6 116,5	673
Plomb à 3 mols	632	- 690
Etain	\$ 600	6305
Etain à 3 mois	S 695	6405
Zinc	11 105,5	1150.
Zinc à 3 mois	1 132	1370
Nicion	9 530	10.050

vraient pas augmenter à moyen terme. Aux Etats-Unis, la demande d'aluminium reste soutenue. Le tremblement de terre de Kobé, au Japon, ne peut que l'améliorez... Au bout du compte, les données de base - les fameux fondamentaux - plaident en faveur d'une stabilisation des cours, phutôt que d'une chute. Le repli de quelques fonds d'investissements peut sans doute perturber le marché. Il ne le modifiera pas fondamentalement.

Jean-Pierre Tuquo

Argent	471	46
Platine	400	41
Palladium Palladium	159,25	. 15
GRAINES ET DENRÉES		
Blé (Chicago)	372	4.3
Mais (Chicago)	232	7.23
Graine soja (Chicago)	540	. 23
Tourt. soja (Chicago)	159,90	. 15
P. de terre (Londres)	351,50	- 35
SOFTS		
Cacao (New York)	1 415	7.36
Café (Londres) .	2730	170
Sucre blane (Paris)	399,5	40

LE PÉTROLE WITI (New York)

Crude Oil (New York

STATE OF THE PARTY and the state of the second second

material . I see to The same of the same · 其 學是 了 · 好玩 State of the second radiust ib nu stabensiu The form the real

WHEN THERE WILL ME ALCOHOLD TALL y 1 months at 1 to 克克斯 首新 東縣 东 And the state of t LET SEAL LANGE The state of the s

7 T 500

7 10 15 4

Prévisions

pour le 5 février

vers 12h00

Douceur et humidité

Berg Professor

ığıy!

NO.

्रीक्ष _भं

4.0

4 / -

2.54

No.

٠. ئەت

海軍 医生活 人 Jan Bridge gaza in

 $2L\frac{\delta_{i}}{\delta_{i}} = 2L2\delta_{i} \cdot \delta_{i} \cdot \delta_{i} \cdot \delta_{i} \cdot \delta_{i} \cdot \delta_{i}$ 🖛 - maringan e

STORY OF ST

See Late

Frankling St. S.

Er Same

製物 (Refusion of a

والمراجع المحاجد المحاجد

77-12-0

Service Servic

for the same of th

y is the Filter

(Abr. Management)

第12 - 1210-121 東京22 - 第18-121 - 1

Serger of the state of the service o

Ett de s

and the same A CONTRACTOR OF THE PERSON NAMED IN

tegran (g. 1962).

作业学

make the street

Service of the servic makes of

State of the second

To proper the second

والمنافقة المعقر

inger":

9# 14 1 1 1

p4 46

(Pr. 📹 💛 2.

新山東州 中

- 100 m

2000

A Bridge

347°

ما المارية

MET CO

15 1125 1

.

青

24

± ...**\$** ...

or in

26

100

3 14 - _

 $t_{\rm like} \to \pi \nu$

ل لم ف استغاب

diam.

....

1 in Y=11 + 1 2 . .

養婦 一貫 たしん

proche Atlantique affectera les ré- seront aboudants avec quelques gions nord du pays. Elle ne donne-ra pas de pluie car l'anticyclone si-Quelques flocons de et humide an nord de la Loire, avec queiques brumes ou brouillards. De la Bretagne au Massif Central jusqu'à la Franche-Comté





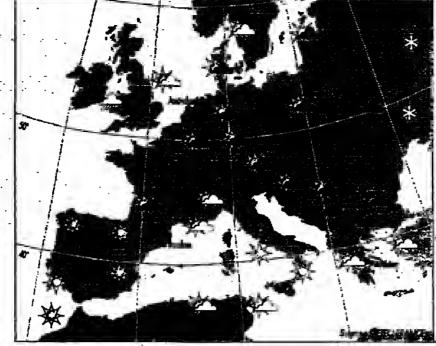
UNE PERTURBATION sur le et aux Alpes du Nord, les nuages

Quelques flocons de neige tomtué de l'Algérie au sud de la France beront au-dessus de 1800 mètres la rejetera vers les pays scandi- sur le relief. De l'Aquitaine au sud naves. Le matin, le temps sera gris du Massif Central les nuages bas seront nombreux mais, sur les Pyrénées, le soleil apparaîtra au-dessus de 700 mètres. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse, il fera bean. Le vent de nord-ouest soufflera à 60 km/h en rafales dans le Golfe du Lion.

L'après midi, les nuages bas per-sisteront sur l'ensemble des régions an nord d'une ligne Bordeaux-Lyon. Quelques gouttes sont possibles sur les côtes de la Manche et au nord de la Seine en fin de journée. De l'Aquitaine à la région Rhône-Alpes, le ciel sera nuageux avec parfois de belles éclaircies. Sur les Pyrénées et les Alpes, les nuages bas persisteront dans les vallées, mais en altitude le soleil sera prédominant. Sur le Sud-Est et en Corse, le solell sera toujours au rendez-vous.

Le vent de nord-ouest faiblira à 50 km/h dans le Golfe du Lion. En Manche, le vent de sud-ouest soufflera à 30 km/h. Les températures minimales seront douces, avec 8 à 10 degrés sur la région ouest, 6 à 8 à l'est et 10 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, les températures maximales seront au-dessus des normales saisonnières. Elles atteindront de 10 à 13 degrés à l'ouest, 8 à 12 degrés à l'est, jusqu'à 17 degrés sur les côtes méditerranéennes.

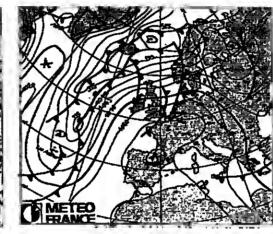
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-







Situation le 4 février, à 0 h 00, temps universel



Prévision pour le 6 février, à 0 h 00, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde La prise de Manille

LES DÉPÈCHES ont permis de suivre pour ainsi dire pas à pas la marche des Américains sur Manille depuis quarante-huit heures, à partir du moment où ils se sont trouvés à une trentaine de kilomètres de la ville. A la suite d'un vaste mouvement d'encerclement, vingt-six jours après le premier débarquement à Lucon, ils viennent, d'après un bret communiqué du général Mac Arthur, d'entrer dans la capitale des Philippines, que les Japonais détruisent au-tant qu'ils le peuvent avant d'en être

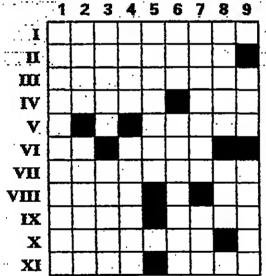
Manille u'est pas qu'un symbole. C'est, d'une part, la clef même de la porte qui fermait la route des conquêtes japonaises jusqu'à Singapour ; c'est la prise de Luçon assurés c'est-à-dire la partie utile de l'archipel. D'autre part, c'est la plate-forme d'où les avions américains peuvent s'envoler vers les ports de la Chine dn 5nd: Hongkong, Souatéou, Amoy, dont ils ne sont séparés que par 700 on 800 cents kilomètres. Ces ports, Américains et Chinois le reconnaissent, sont indispensables à de grandes opérations contre les Japonais sur le continent.

Des dépêches ont amoncé il y a phisieurs jours que des avions améri-cains de reconnaissance avaient survolé la côte de Chine. Il est probable qu'on ne tardera pas à apprendre des essais de débarquement. Les Japonais, qui du reste s'y attendent depuis longtemps et qui aujourd'hui se sentent évidenment plus menacés encore qu'hier, ont amené des forces imposantes dans le sud de la Chine. Leur but est de conserver leurs communications sur terre entre le Mandchoukouo et l'extrémité occidentale de leur conquête, afin de tenir le plus longtemps possible sur le continent et d'obtenir de l'adversaire lassé une paix de compromis, calcul qui n'est sans donte pas très exact mais qui n'en paraît pas moins être celui qu'ils font.

(6 février 1945.)

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6491



HORIZONTALEMENT. 1. Une personne qui peut aller se faire voir. -11. 5e fait plumer en chantant. - III. 5e remet en marche. - IV. Ne pas laisser échapper. Lentilles. -

V. Cordon. - VI. A donc réagi en homme. Fleuve côtier. - VII. Sert dans les ordres. - VIII. Pour fermer la porte. Protège une phalange. - IX. Salle centrale d'uo temple. Un chef religieux. - X. Utile quand Il faut vider les lieux. - XI. Instrument à cordes. La grande a beaucoup de cachet.

1. La femme au travail. - 2. Risque. Une sorte de gares dans le centre du pays meboulette. - 3. Un maître de la sculpture. Sont très nacé par les eaux. Ces mesures, vaniteux. - 4. Contribua à éclairer les masses. Qui a fait l'objet d'un troisième labour. - 5. Remettre en ordre. - 6. Grecque. Sont assimilés aux les communes évacuées, sont apespèces. - 7. Ville des Pays-Bas. Place. - 8. Chevalier, à la montagne. Chaîne. - 9. Direction. Il faut éviter de lui casser la tête.

SOLUTION DU Nº 6490

HORIZONTALEMENT

I. Emondées. - Il. Tolérance. - III. Rit. Aunis. -IV. An . Oc . Est. - V. Néon . Cash. - VI. Gan . Radié. - VII. Lucé. Sept. - VIII. Tués. Al. - IX. Uni. Peurs. - X. Saône . Sem. - XI. Eon . Évasé. VERTICALEMENT

1. Etrangleuse. - 2. Moineau . Nao. - 3. Olt . Onction. - 4. Né. On . Eu. - 5. Drac . Épée. - 6. Eau . Cassé. - 7. Ennéade. USA. - 8. Scissipares. -9. Esthétisme.

DU VOYAGEUR

ns l'après-midi, des lignes et des qui ont pour objectif d'empêcher les voyageurs de descendre dans plicables jusqu'au 6 février. -(AFP.)

■ AUTRICHE. Depuis le 1ª février, la compagnie autrichienne Lauda Air assure une liaison quotidienne entre Paris-Orly et Salzbourg. Après Orly-Vienne, cette ligne est la deuxième exploitée par Lauda Air au départ de l'aéroport parisien. – (AFR) ■ ROME. Hostiles à l'accord passé

entre leur compagnie et la compagnie australienne Ansett pour l'acquisition en crédit-bail de huit Boeing avec leurs équipages, cent cinquante pilotes d'Alitalia ont retardé de trois beures, le 1º février, le décollage de deux de ces appareils à destination de Boston et de Chicago. Le même jour, le personnel navigant a observé un arrêt de alerte à la bombe. - (AFP.)

travail de quatre heures et un préavis de grève a été déposé pour le 12 ou le 13 février. - (Reuter.) RU55IE. L'aéroport russe d'Oulianovsk a été fermé à tout trafic, à PAYS-BAS. Les chemins de fer l'exception des vols en transit, néerlandais out fermé, le 2 février mercredi 1º février, en raison

par des contrôleurs aériens qui exigent la transformation de leur aéroport en une entreprise publique autonome. - (AFP.) IJAPON. All Nipppon Airways, qui entend se conceotrer sur le

trafic intérieur et sur les liaisons internationales courtes au départ de l'aéroport de Kansaï, a commandé dix Airbus A321-100 et différé les livraisons de cinq Airbus A340-300 qui devalent commencer en 1996. La compagnie aérienne japonaise a également annulé la commande de quatre des huit Boeing 747-400 qui devaient être livrés avant l'an 2000 et commandé trois Boeing 767-300

et trois Boeing 777. - (Reuter.) COPENHAGUE. Un appareil de la compagnie aérienne scandinave 5A5, qui effectuait la liaison Francfort-Göteborg, a été obligé d'atterrir le 2 février en fin de journée à Hambourg à la suite d'une

PARIS EN VISITE

Dimanche 5 février ■ LA CONCIERGERIE prix d'en-(Tourisme culturel). ■ MONTMARTRE (50 F), 10 h 30, en haut du funiculaire (Paris autre-

WLE QUARTIER MONTPAR-NASSE (55 F), 11 h 15 ou 15 h 30. sortie du métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs). ■ CHÂTEAU DE VINCENNES (37 F

prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Château-de-Vincennes côté château (Monuments historiques). ■ ÉGLISE SAINT-ROCH : cycle Les églises à coupole et leurs fondateurs prix d'entrée), 14 h 30, 296, rue Saint-Honoré (Monuments histo-

II LE QUARTIER CHINOIS lors des fêtes du Nouvel An chinois (55 F), 14 h 30, porte de Choisy devant la BNP (Christine Merle).

IL'ARCHITECTURE NOVATRICE DU 16º arrondissement, de Guimard à Le Corbusier (55 F). 15 heures, sortie du métro Ranelagh (Paris et son histoire). **ILE CIMETIÈRE MONTPAR-**NASSE (45 F), 15 heures, devant

l'entrée principale 3, boulevard Edgar-Quinet (Découvrir Paris). LE VIEUX MONTMARTRE (50 F), 15 h 30, en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Marti)

Lundi 6 février

■ MUSÉE DU MOYEN AGE: tapisseries flamandes et françaises au XV siècle prix d'entrée), 14 heures, 6, place Paul-Painlevé (Artange). ■ L'ÉGLISE SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE et son quartier (37 F), 14 h 30, entrée de l'église (Monuments historiques).

IL'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autre-

■ MONTMARTRE: cités d'artistes et jardins secrets (55 F), 15 heures, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ MUSÉE GUSTAVE MOREAU: le peintre symboliste et sa Salomé prix d'entrée), 15 heures, 14, rue La Rochefoucauld (Mathilde Hager).

■ MUSÉE PICASSO: Exposition Max Jacob et Picasso prix d'entrée), 15 h 30, 5, rue de Thorigny (Paris et son histoire).

ABONNEMENTS Bailetin à renroyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abnomements I, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - 761.: 33 (I) 49-60-32-90. Je chekts Runce Saine, Belgique, Autres pays la dorée suivante Runce Luxunboux, Pays-Bas de l'Union empérane DU

PP. Pacis DTN

		572 F	790 F
☐ 6 mols	1 038 F	1 123 F	1 560 F
🛘 l an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
TOTAL PORTAGE	ER : Send address danges to sourchs are USA : BITERY	er \$ 852 year year < 12; 10000000 yedd at Champhala Nr.Y. TS, an 3 365 of 37-Y son 1570, Champh CTICHAL MEDIA SERVICE, bac (8-290) USA Tel.: 860,023,3615	in JCY, 12707-1518 1330 Pacific Avenue Saitz 4
Main			
WHITE SALE I MANAGE			
_ 		lle -	
Code postal: .	Vi	lle:	
Code postal: .	Vi	,,	501 MQ 901
Code postal : Pays :	glement de :	FF par chèc	501 MQ 001 pue bancaire ou
Code postal : Pays :	glement de :	,,	501 MQ 001 pue bancaire ou
Code postal : Pays :	glement de :te bleue n°	FF par chèc	501 MQ 001 pue bancaire ou

· par écrit 10 jours avant votre départ. pat téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) Renstiguements: Portage à dossicile « Suspension vacances, ■ Tarif autres pays étrangers • Priement par prélèvements automatiques mensuels. 33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 houres du hindi au vendredi. 33 (1) 49-40-12-90 66-5 0, 90 a 1/ HOURS HE HULLI ON YEARS HE

. .

Changement d'adresse :

LES SERVICES Monde: 40-65-25-25 Le Monde **Télématique** 3615 code LE MONDE

Documentation 3617 code LMDOC

		ou 36-2	3-04-56
CD-ROI	M:	(1) 43-3	7-66-11
Index e	t microfilms	: (1) 40-6	5-29-33
Abonn	ements M		615 LE
Cours	le la Bourse	: 3615 LE	MONDE
Films à (1)36-68-4	Paris et en 1 33-78 ou 3615	orovince : E MONDE (2,1	9 F/min)
fe M	ande des	idé par la SA Le : anonyme avec d el de sameilance	recon el
l'accord d	luction de tout : le l'administration	arbole est unte	rdite sans
n 57 437	on paritaire des !	SSN: 0	blications 395-2037
	Imprimerie d 12, nue M. C	la Monde :	(1)

94852 kry-codes.
PRINTED IN FRANCE. 1993 1: Book

Prépadent-directeur général : Jean-Marie Colombani Durecteur genéral : Génard Morax Membres du comité Sporter Swint de in SA to Mondre et de Mildon et Migne Sampe SA

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08 'Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LEMONDE diplomatique

Février 1995

- FRANCE: Fen sur la protection sociale! par Jean Massé. La santé, mainde de l'argent, par Jean-Claude Lamoureux.
- ◆ COMMUNICATION: Qui contrôlera la cyber-économie?, par Philippe Quénu. Les dangers d'une « société de l'information plané-taire », par Jacques Robin. Le Japon en panne, par Thierry Ribault. Citoyens nippons sous sorveillance, par Eighi Katsura. Le rapport Théry, à contre-courant, par Astrad Torres.
- RUSSIE: An orest des incertitudes, le problème national, per Ber-nard Frederick. Sur la nouvelle frontière des réseaux de télévision, par Kristian Feigelson.
- ALGÉRIE : Un pacte pour finir la guerre, par Ignacio Ramonet.
- AFRIQUE DU SUD : Difficile transition démocratique, par Piecre Beandet et Hein Marais.
- CHILL: Les sirènes de l'outri et les dividendes du libéralisme, par
- COMMERCE MONDIAL: Les risques de la mondialisation, per Jean-Paul Planchon. – Aux Etats-Unia, les croisés du libre-échange, per Marie-France Toinet.
- LITTÉRATURE : Le Visage de la mort, une nouvelle de l'écrivain énézuélien Arturo Uslar Pietri.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

manques de perspectives proposées par le pouvoir politique. De la Cinémathèque française à l'ins-

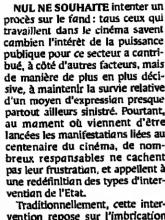
même inquiétude que les actions engagées ne débouchent sur aucune avancée significative. ● PAR-MI LES SYMBOLES très visibles de ce manque de perennisation des

investissements de la collectivité : le retard et le flou concernant la transformation du Palais de Tokyo à Paris en Palais de l'image. • AU-DELÀ des mises en cause du minis-

tère de la culture, des collectivités locales et du CNC, ce sont les relations entre le cinéma et la puis. sance publique qui paraissent ne cessiter une nouvelle définition

Les professionnels du cinéma critiquent le manque d'initiative de l'État

De la Cinémathèque française à l'Institut Lumière, en passant par l'association 1er siècle, les responsables appellent à une redéfinition des types d'intervention des pouvoirs publics



vention repose sur l'imbrication de deux lagiques, une logique politique et une lagique administrative. La lagique politique, qui remante aux années 30, a cannu deux avancées décisives à l'époque d'André Malraux, puis de lack Lang. Elle fait du cinéma un enjeu national, qu'il convient de défendre comme faisant partie des valeurs de la République. A l'initiative de la Rue de Valals, cette intervention se traduit par un très important ensemble législatif et réglementaire. La logique administrative, incarnée par le Centre national du cinéma (CNC), organise les relations entre État et professionnels, jouant un rôle régulateur et gérant le produit des taxes sur les films et sur l'audiovisuel. A ces partenaires traditionnels s'ajoutent désormais les collectivités locales (depuis la décentralisation) et, d'une autre manière, les chaînes de télévision du service public.

« INTÉRÊTS SECTORIELS » De Michel Piccali, président de

l'association le siècle du cinéma, coordinatrice des manifestations du centenaire, à Bertrand Tavernier, président de l'Institut Lumière à Lyon, en passant par Dominique Paini, directeur de la Cinémathèque française, le constat est le même : au moment symbolique du centième anniversaire, qui semblait appeler des initlatives fortes auvertes sur l'avenir, le manque de grandes aptions politiques limite la portée de manifestations parfois réussies, mais qui n'« embrayent » sur aucune perspective d'ensemble. Ce retrait du ministère auvrirait en cantrepartie trap d'espace au CNC, avec un danger de dérive bureaucratique larsque l'action de l'administration n'est pas guidée par des chaix politiques clairs - a fartiari en périade d'austérité, et de grande sensiblité quant à l'utillsation des deniers publics.

« Le ministère et le CNC ont été très rarrects avec naus, note ainsi Michel Piccoli, ils ne naus ont pas embêtés. Sans daute pas assez. Mais si natre association ne dépasse pas son râle d'organisateur pour exprimer une idée farte sur le présent et le futur du cinéma, elle n'aura pas accompli sa tâche au sens aù je l'entendais larsque j'en ai accepté

la présidence. » « A un moment, un ministre de lo culture doit oser dire : je veux ça. Mois quel ministre les intérêts sectoriels? Le CNC gère la situotion mois il ne fera jamais de geste susceptible de dresser contre lui les organisations professignnelles ou les ténors du métier », ajoute Serge Toublana, délégué général de l'association. Et le viceprésident de 1ª siècle, Costa-Gavras, de surenchénir: « Les miterrorisés par le souvenir de l'affaire Langiois, qui n'a pourtant aucune chonce de se repraduire. »

Regrettant que la Cinéma-thèque n'ait bénéficié d'aucune aide particulière en cette année exceptionnelle, Dominique Paini plaide que « le rôle de la puissance publique est de rendre possibles les projets et de vérifier que les engagements d'ensemble, natamment financiers, sont respectés. Mais pas de les prendre en charge directement, au risque de laisser interférer des niécanismes qui n'ant aucun rapport avec les exigences de lo programmation, des archives et de la muséographie. Nous devrions bénéficier d'un statut comparable à celui des bénéficiaires de l'avance sur recettes: l'administration vérifie le bon usage des deniers publics, mois ne se substitue pas au produc-

Le mécantentement peut paraître paradoxal: an reproche à l'État à la fois d'intervenir trop et pas assez dans le cinéma. Trop à l'échelle de la vérification des comptes (et du prestige que chaque action est susceptible de

rapporter), pas assez en termes d'initiatives à langue échéance et de définition de ce que Serge Toubiana appelle « une orchitecture culturelle ». D'une politique vo-lontariste d'exportation du cinéma français à la défense des quotas de diffusion à Bruxelles, les enjeux ne manquaient pas qui auraient pu fédérer les élans et susciter une mobilisation à la mesure du centenaire. «Alors qu'il y avait un projet politique ou moment du bicentenaire de lo Révolution, qui était rattaché directement au cabinet du premier ministre et disposait d'un financement particulier », fait remarquer Alain Crombecque, délégué général de 1ª siècle. Chez les responsables de cette association, an semble pourtant n'avoir attendu qu'un signal pour lever l'étendard de la défense du cinéma aux négociations sur la directive Télévision sans frontières à Bruxelles. Signal qui semble n'être jamais

ARBITRAGES

L'exemple le plus typique du manque d'initiative de fand concerne le Palais de Tokyo, dont la transformation en grand palais du cinéma devait être le « clou » des célébrations. Les travaux n'y ont toujours pas commence, et la seule certitude aujourd'hui est que ce lieu qui devait réunir la Cinématbèque, la FEMIS, la BIFI

(Bibliothèque des images-filmothèque) et des espaces accueillant les professionnels, n'ouvrira ni en 1995 ni même eo 1996. Les projets de la Cinémathèque pour le futur musée do cinémia n'ont toujours pas fait l'objet d'un arbitrage, alors que sa possibilité de disposer de deux salles de projection reste pendante. La FEMIS, installée * temporairement » rue Fraocœur, ne manifeste aucun enthousiasme à l'idée de revenir avenue du Président-Wilson.

Et même Marc Vernet, délégué général de la BIFI, s'il reconnaît avoir été blea défendu par le CNC, s'inquiète de l'Indifférence des ministères de la culture et du budget

pour ce qui concerne les grands arbitrages, notamment dans la définitioo des prérogatives respec-tives de son institutioo et de la BIbliothèque gationale de France. A qu'alors qu'il était président de la Cinémathèque, sa première installation au palais de Tokyo avait eu lieu parce que François Mitterrand avait effectué une visite des lieux (à 7 beures du matin) et avait personnellement donaé soa feu vert. « Ou on s'en réjouisse ou pas, c'est toujours une décision politique forte qui fait avancer les dossiers, jomais le cours « normal », administratif, des procédures, dont lo tendance naturelle est de s'enliser. »

Bertrand Tayernier: « Des combats permanents »

« On nous dit : « ayez des idées, des idées festives, des idées intellectuelles, des idées symboliques..., déclare Bertrand Tavernier. Mais chaque fois qu'on en a une, tout le monde semble plongé dans la consternation. Parce qu'it faut de l'argent, ou parce que celo suppose une organisation inhabituelle. Les pouvoirs publics s'abritent derrière des enthousiasmes individuels qui leur préexistent, et auxquels ils décernent leur label. La parcellisation des tultiatives ne débouche sur aucun effet global. Sal par exemple demandé ou CNC la mise en place d'un programme de sous-titrage, dans cinq ou six langues, d'ane cinquantaine de films importants da cinéma français, beaucoup d'entre eux ne circulent jamais à l'étranger, ce sont toujours tes mêmes qui sont présentés. Mais cela suppose de réunir plusieurs organismes, de dégager des budgets à l'avance. La grande difficulté est qu'it faut mener des combats permanents comme si c'était chaque fois le grand combat, mais pour obtenir des résultats partiels, et dont les effets restent dispersés. »

Quant aux « professiannels » sur le dossier du palais de Tokyo comme sur les autres - en particulier les célébrations du centenaire, -, ils ont fait preuve d'une indifférence entamée seulement par leurs intérêts particuliers les plus immédiats. Chez les dirigeants de la siècle, on souligne aussi une attitude comparable vités locales: « Dans toutes les grandes cités de province, naus à pied qu'ils possèdent chez eux des trésors culturels, qu'ils ne san-

geaient pas à mettre en valeur. » S'il a obtenu gain de cause au-près de la municipalité de Lyon pour l'ouverture d'une saile sur les lieux de tournage du premier film. Bertrand Tavernier stigmatise de son côté le peu d'empressement des chaînes de télévision, auxquelles il ne cesse de suggérer des réalisations qui, à son sens et non des années que je demande qu'an filme les survivants et les témoins des époques révolues du cinéma. Ce sont de véritables trésors vivants. qu'on va laisser disparaître, des gens qui possèdent une mémoire et un regard irremploçables sur le passé. Il me semble que le centenaire aurait pu être l'occasion de donner un coup de fouet ou plaisir et à lo cannaissance du cinéma. »

LOURDEURS BRUXELLOISES

Les mairies, les chaînes, la Rue de Valois et celle de Lübeck (siège du CNC) sont ainsi mise en cause, mais aussi Bruxelles, et ses lourdeurs : « L'Institut Lumière o voulu inviter l'intergroupe parlementaire européen du cinémo, il est opporu ou'il aurait fallu les inviter un an à l'ovance. Mois à l'époque cet intergroupe n'existait pas », note encore péenne est pourtant, ou devrait être, au cœur des actions en faveur do cinéma, 5ous peine, comme Michel Piccoli en exprime le risque, que, « le 28 décembre 1995, jour anniversaire de lo première séance publique, ce soit lo mainmise de magnots de l'oudiovisuel, tels que le Français Dauzier [Havas], l'Allemand Kirch et l'Américain Turner, sur le monde des images que l'on soit abligé de célébrer ». En ce sens, et au-delà des reproches adressés à tel ou tel responsable politique au administratif, c'est la relation entre l'Etat et le cinéma à l'heure de la construction européenne et du développement des grands groupes multimédias qui est en cause, et appelle de toute évidence une réflexion de

Jean-Michel Frodon

Les grandes dates de l'intervention publique

• 1931 : le sous-secrétaire d'Etat Maurice Petsche crée le Cansell supérieur du cinématographe. amorce d'une implication des pouvairs publics dans ce secteur. qui se traduira par une suite d'initiatives durant les années 30 (dant la création d'un Fonds national du cinéma), jusqu'au rapport de Carmoy (1936) d'où nait la Canfédération générale du cinéma.

 ■ 1946: création du CNC, établissement public qui remplace le Comité d'arganisation de l'industrie cinématographique (COIC) Institué en 1940. Le CNC jouit d'un statut complexe, à mi-chemin entre une administration classique et un arganisme professionnel. • 1959 : après la création d'un ministère des affaires culturelles confié à André Malraux, en 1958. une importante réforme des mécanismes de soutien est mise en place avec notamment la création du fonds de soutien automatique et de l'avance sur recettes. Le cinéma passe de la tutelle du ministère de l'industrie à celle des affaires culturelles. • 1982 : à l'issue de la mission canfiée à Jean-Denis Bredin par Jack Lang, un important train de réfarmes est lancé, notamment dans le domaine de la concurrence (dissolution du GIE Pathé-Gaumant), et de la réglementation des rapports avec la télévision. En 1982 est aussi arrêté le principe de la création d'une nouvelle école de cinéma, la FEMIS, tandis que naît l'Institut Lumière à Lyon. Costa-Gavras devient président de la Cinémathèque française.

Sover (Nilakantha).

scène de Gilbert Blin, décors de Jean-Noël Lavesvre, costumes d'Yvonne Sassinot de Nesie, Orchestre symphonique français, Frédéric Chaslin (direction) avec, en alternance, Natalie Dessay et Elizabeth Vidal (Lakmé), Marcus Jérôme et Gilles Ragon (Gérald), Marie-Thérèse Keller et Elsa Maurus (Miss Helen), Jean-Philippe Courtis et Roger

LARMÉ, de Léo Delibes, mise en

OPERA-COMIQUE, 5, rue Favart, Paris-2 (Me Richelleu-Drouot). Tél: 42-86-88-83 ou 42-60-04-99, jusqu'au 18 février, à 19 h 30; le 12, à 16 heures. Relâche les 5, 7, 13 et 17. De 50 F à 490 F.

Ressuscité par l'Opéra-Comique, l'ouvrage de Léo Delibes, célèbre par son «Alr des clochettes», a mauvaise réputation. Cette nouvelle production le révèle dans sa simplicité étnouvante, grâce à une mise en scène dépouillée et sans seconds degrés abusifs, grâce aussi

L'Opéra-Comique retrouve les charmes de « Lakmé » à une jeune équipe de chanteurs et à un chef inspiré. Prédéric Chaslin dirige. Il dit jus-

tement: «On a trop charge lo barque de l'opéra-comique français d'ouvrages qui ne méritaient pas toujours de revivre. Lakmé o sombré dans le naufrage. » L'œuvre supporte un autre poids : les fameuses clochettes et Pair - fameux, trop fameux - qu'elles accampagnent. Comme l'arbre qui cache la forêt, cet air à vocalises a fini par occulter la spiendeur d'une partition subtile et poétique en le réduisant à un numéro acrobatique pour récitals de « rossignol ». En fait, Lakné est une sorte de longue élégie, coupée de temps à autre par un chœur, une sonnerie militaire de fifres et de tambours ou quelques tendres barcarolles. Quant à l'acte III, il est en son entier d'une délicate mélancolle, et parfois même d'un tra-

gique poignant. Frédéric Chaslin, oo l'a compris, croit aux vertus de l'ouvrage et le prouve. Il n'a que trente-deux ans, mais fait déjà montre d'une sûreté

exemplaire. Jamais il ne couvre les chanteurs - l'orchestration idéale de Delibes l'y invite, il est vrai - et dirige avec lyrisme et clarté. Dommage qu'il ait à conduire une phalange aussi décevante que l'Drchestre symphonique français. Si les bois semblent avair travaillé leurs délicates et nombreuses interventions, les cordes sont Insuffisantes: attaques imprécises, sonorité d'ensemble grossière. La mise en scène décape sans chercher à étonner. Les costumes sont spiendides et les décors ne cherchent pas à masquer leurs trompe-l'œil

JEUNES ARTISTES

et leur stucs.

L'atout de cette Lakmé est la fraicheur de sa distribution (presque entièrement française). Ces jeunes artistes ont tous une diction claire et un chant sans maniérisme. Jean-Philippe Courtis campe un Nilakantha parfait, solennel mais terriblement émouvant dans son air de l'acte II. C'est une vraie basse chantante et de belles nuances pio-

na dans l'aigu. Gérald, le jeune Britannique amoureux de Lakmé, est chanté par le ténor américaio Marcus Jérôme. Sa voix est d'une santé généreuse, ses aigus sans faille et sa mezza di voce exemplaire. Natalie Dessay avait été une Reine de la nuit remarquée en 1994 à Aix. Cette production confirme qu'elle est une grande calarature. Son timbre est riche, sa Justesse d'intonation et son émission parfaite, du grave Jusqu'aux aigus pianissimo qui accompagnent son trépas. Ce qui distingue Natalie Dessay de beaucoup de ses consœurs, c'est sa profonde musicalité. Grace à elle, Lakmé parvient à l'intensité des grands rôles verdiens on pucciniens sans que la jeune Française ait à forcer le trait ou l'expression. Son « Air des clochettes » a été sahué, au beau milieu du second acte, par une interminable ovation. Elle était Lakmé et non une chanteuse d'opéra qui vient de réaliser un acte d'acrobatie vocale.

Renaud Machart

The state of the state of the

الانتخاصونين كالمتوسين

and the second The state of the s and the same of the same a transfer of the second - Telephone Wight 2 247 The second second and the state of the state of HAVE ARREST OF ARTHUR

---a grant grant of the state and the second The state of the state of in the one will be a fine

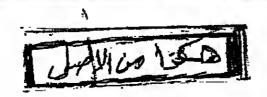
State of tean, access aftern a la

atries as private in privile

av. larger & Little Balle A CONTRACTOR OF STREET the state of the state of Samuel States the second second second second The second second

er a transporting the Section 2011 in the state of th THE RESERVE the second of the second of the second الهائيجية بهائي من الرواح المائية الم The state of the s The state of the s

The to Hattie M. 1 - The Park The Table The state of the s THE RESERVE र विकास समितिक स्थापनी स्थापनी



Un spectacle du « troisième type » se prépare à Chambord

Les collectivités locales rêvent d'une « cinégraphie », inspirée par l'exemple vendéen du Puy-du-Fou

Le château de Chambord, visité par 675 000 visité. Depuis quatre ou dnq ans, de multiples recettes tion vient de surgir de la tête d'un publicitaire pariteurs en 1994, est considéré par les collectivités loont échoué, en raison de l'action des « Cassandre sien. Elle a séduit les communes rassemblées au les comme un « gisement pétrolifère » inexploi- de l'écologie culturelle ». Une nouvelle proposi- sein du Syndicat du pays de Chambord.

LE 14 JANVIER, le Syndicat du pays de Chambord, qui regroupe treize des communes voisines du château, s'est réuni sous la présidence de Michel Lhomméré, maire de Mont-près-Chambord. Il s'agissait d'examiner la proposition des Créateurs associés concernant le terrain de Maslive, une friche agricole de 33 hectares appartenant au syndicat, situé en face du pavillou de Saint-Dié, qui commande l'un des accès du parc de l'ancienne résidence royale: 5 000 hectares clos de murs.

then do is culture and tellow Service of the Chief Chief Hour eutre in

CONSTRUCTION OF THE PARTY OF TH

itive de l'Étal

Market a

مراد مرجل حمر الفافة

ವಾಸಿದೇ ಹುಳ್ಳ

<u>~</u> ~ ~ . . .

5° 40° 4

ن وراية موسيط

STATE OF THE

27 W. .

zware

**

perie 🗻 i.

Action server

1900 C. T. ...

. نت بعد

Charles ...

Salatina ...

mema Zalic

THE PARTY OF

Arrest Arrest

21 20 In 1

4-

47 040

15 (5.5° - 14)

والإستانية المسرمة

· ,

I have we a

A C 16

Mary

Server .

and a

ogeneration of the second of

41.52

Deg (174 to 14

1-07-0

5°275. FL

_---

13 11 23 1

17.25

· · · · · · · ·

A.7

-g"

part size of

V

1400

Limited Sort 1.

13.50

14.00

.

TE

M 44

i ya i

2000

garage for a

5 5 N

Ce terrain pourrait accueillir une « cinégraphie », c'est-à-dire un spectacle d'un type nouveau, à base de cinéma, d'effets spéciaux et de figurants. Léonard de Vinci, « génie miversel » - dont le nom est connu do Brandebourg an Nebraska et qui a eu le bon goût de finir sa vie en 1519 à quelques kilomètres de là (au Clos-Lucé, près d'Amboise) -, serant le héros de la fête.

On ignore encore qui signera le scénario. Peut-être Jean Saint-Bris, « ingénieur culturei » émérite, déià propriétaire du Clos-Lucé. Plus sérieusement, dit-on, « un homme de cinéma ». Pourquoi vouloir implanter en face d'un chef-d'œuvre de la Renaissance française un tel spec-

L'explication est simple. Elle fut développée à plusieurs reprises par des acteurs locaux. Puisque le département de Loir-et-Cher n'a ni montagne ni mer pour appuyer son développement touristique, il faut s'appuyer sur son patrimoine, seule richesse de la région. Chambord reçoit chaque année près de 700 000 visiteurs. Il s'agit d'en retenir quelques-uns à l'aide d'un « événement culturel », l'architecture du château ne suffisant sans doute pas. En 1991, le conseil général tablait sur la création d'un ambitieux Centre de la Renaissance. Son projet fut recalé. Cette fois, il ne s'agit plus d'un « centre d'accueil et d'initiation à la

du-Fou; nous voulons présenter une « cinégraphie » dans l'esprit d'Abel Gance. A partir d'un scénario de 1 h 40, nous projetterons sur de muitiples écrans géants (12 mètres sur 14 mètres) un montage de films de fiction (soixante films ont été consacrés à Léonard depuis l'invention du

Les mésaventures de « Chamborland »

En 1989, Christian Gérondeau, ancien président de la Caisse nationale des monuments historiques, avait été chargé d'un rapport sur Paménagement de la région de la Loire, symbole de la Renaissance française. Il en avait conclu qu'une « porte » était nécessaire pour y accéder, et que cette « entrée » pouvait se dresser à proximité du château de Chambord. Des études furent menées. En 1991, le Centre devalt s'installer sur 33 hectares, à 2 kilomètres du château. Outre l'espace « historique », on trouvait deux hôtels, des restaurants et des boutiques. Le conseil général de Loir-et-Cher, enthousiaste, trouve le projet trop minimaliste. Son président, Roger Goemaere, propose de doter le centre d'« un événement assez extraordinaire pour forcer l'attention des médias et du public, un ouvrage qu'il faut avoir vu à l'instar de la tour Eiffel, de la statue de la Liberté ou, à un moindre degré, du Centre Beaubourg ou des ouvrages les plus originaux du Futuro-scope de Poitiers ». Il ne sera pas suivi. Le ministre de la culture, Jack Lang, souligne que le rôle de l'Etat n'est pas de se transformer en aménageur touristique. Le projet a été enterré.

civilisation de la Renaissance », mais d'un simple spectacle, « proche, dans l'esprit, de celui du Puy-du-Fou », indique Michel Lhomméré. Pour Bruno Duquesne, l'auteur du nouveau concept, président de la société Les Créateurs associés. cette comparaison est réductrice : « Sans doute s'agit-il d'un spectacle de plein air, populaire, lié au patrimoine, mais c'est un spectacle de la troisième génération. Nous avons connu successivement le « son et lumières », la « cinéscénie », type Puy-

cinéma), appuyé d'effets spéciaux, de jeux de lumières et de mouvements de foule. Cette épopée est à l'opposée de l'esprit de la télévi-

Pour que le vent de l'épopée puisse souffler, deux questions doivent être réglées : l'aménagement de l'espace et le financement de l'opération. Pour son concepteur, ce spectacle « permanent mais saisonnier » (une quarantaine de séances entre juin et septembre) nécessite la construction d'« un

théâtre écologique, hors de lo zone sensible [à plus de 500 mètres du pavillon de Saint-Dié, qui est classé], à l'abri d'une haie d'arbres, construït avec des matériaux qui se fundent dans le décor, capable d'accueillir de 4 000 à 6 000 personnes ». Trois hectares seraient nécessaires. Sans parier des 4 à 5 hectares pour l'indispensable parking, dont il n'est pas précisé s'il sera, hi aussi, « écologiquement traité ».

L'aménagement du site devrait coûter 14 millions de francs, la réafisation de la « cinégraphie » une dizaine de millions supplémentaires. Le syndicat intercommunal est prêt à apporter son terrain. Il reste à convaincre le département et la région de participer au finan-cement de l'opération. « Il s'agit d'un site concêdé dans une logique privée, avec un retour d'investissement sous cina ans pour les promoteurs », explique Bruno Duquesne.

Le conseil général est plus que ré-ticent. Les précédents épisodes ont nettement refroidi son enthousiasme. Et il reste à obtenir le difficîle feu vert du ministère de la culture, qui peut opposer son veto s'il estime que les intérêts du patrimoine sont menaces.

« C'est une affoire politique », conclut Bruno Duquesne, qui redoute « les ayatollahs du patrimoine ». En attendant les prochaines échéances électorales (présidentielle et municipales), il prépare un projet semblable pour Versailles, Fontainebleau et le Mont-Saint-Michel L'or noir culturel est bien difficile à extraire.

Emmanuel de Roux

DANS LES GALERIES

GALERIE JEAN FOURNIER, 44, rue Quincampoix, 75004 Paris; tel.: 42-77-32-31. Du mardi au samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures

La peinture, écrit Fauchier à propos de ses derniers tableaux, « est le lieu où, en l'absence de mots, lo couleur émerge et se peint ». La définition est juste, si restrictive puisse-t-elle paraître. Chez Fauchier, en effet, la tolle ne prétend ni à l'expression, ni à l'effusion, encore moins à la narration. Sur un fond blanc, elle déploie des arches de couleur, oscillant entre plusieurs nuances du rouge au jaune et au brun. Ces courbes se rencontrent au centre du carré dans lequel elles s'inscrivent, construction qui suscite un effet de symétrie accentuée. Selon les cas, la couleur est plus ou moins dense, passée d'un geste plus ou moins appuyé et bordée plus ou moins régulièrement par une ligne continue. L'essentiel de l'œuvre tient à ces variations de procédés méthodiquement nuancées qu'il faut observer de près. Fidèle à l'idée de la déconstruction de la peinture, Fauchier s'inscrit dans la lignée de Supports/Surfaces, au risque de fatiguer un peu le regard. L'accrochage, particulièrement celui des petits formats, aggrave le sentiment

AURÉLIE NEMOURS GALERIE DENISE RENÉ, 196, boulevard Saint-Germain, Paris 7.

Tel.: 42-22-77-57. Jusqu'au 13 février. Aurélie Nemours vient de recevoir, tardivement, le Grand Prix national de peinture. A l'initiative d'Anne Tronche et de la délégation aux arts plastiques, la Manufacture nationale de Sèvres a réalisé une extraordinaire scupiture de porcelaine. Monolithe, comme on l'appelle, est un double mensonge. Il ne s'agit pas d'une pierre, et encore moins d'une œuvre d'un seul tenant, mais d'un superbe empilement de quarante- deux plaques de porcelaine d'épaisseur variable. Les plus fines sort monochromes (dont un bleu fabuleux qui scande la pièce et, re-doublé, ponctue son sommet comme la double barre termine une partition musicale), la couleur des antres varie selon leur face. Quelques défants apparaissent au hasard des tranches: la Manufacture de Sèvres est orientée depuis Louis XIV vers la fabrication d'objets complexes et courbes. Paradoxalement, les angles et les lignes droites ont posé des problèmes techniques, qui devraient être résolus dans trois variantes en cours de réalisation. La grande réussite des porcelainiers de Sèvres est d'avoir su restituer dans cette matière la richesse et les nuances, la profondeur de la pâte des tableaux d'Aurélie Nemnurs. Ceux-ci entourent le Monolithe si mai nommé et permettent de retrouver, à travers, entre autres, des œuvres de la série des « signes plus » la belle surface filée dont est capable cette grande dame de l'abstraction géométrique.

Quatorze peintres de Tuzla, pour mémoire

France-Libertés, Fondatinn Danfelle Mitterrand, 1, place dn Trocadéro, 75016 Paris; tél.: 47-55-81-81. Tous les lours de 9 heures à 18 heures usen'an 18 février (Métro Trocadero).

A la fin de l'année 1993, le di-

recteur de la Galerie des beanx arts de Tuzia, Cazim Sarailic a décidé de faire quitter sa ville assiégée à une treutaine de toiles. Grace à l'aide d'Handicap International, checkpoint après check-point, elles not quitté la Bosnie, roulées dans un gros tube en carton. Le reste de la collection est abrité dans les caves du musée qui. jusqu'ici, n'a que modérément souffert - si l'on peut dire des bombardements serbes. Il s'agissait moins cependant de sauver une fraction du patrimoine bosniaque que de montrer qu'il y avait dans cette ville, depuis la guerre, une vie

et un milieu artistiques aboudants et parfaitement indifférents aux distinctions ethniques et religieuses qui ont produit la monstruosité nommée purifica-

tion. Dans cette ville industrielle et prospère, ceux qui se voulaient peintres, qu'ils fussent on non de familles musnimanes, s'en allaient suivre l'enseignement de l'Académie des beanx-arts de Belgrade, de celle de Zagreb, ou encore de l'Académie de Sarajevo. Là, ils découvraient le cubisme et Matisse, l'art informel et le surréalisme. C'est ainsi que se sont formés Mensur Dervisevic, Meviudin Ekmecic, Ismet Mujezinovic ou Haim Pinto. De ces langages picturaux, ils ont déduit ensuite leurs styles personnels.

Les uns, tel Majezinovic, se sont essentiellement attachés à des vues de la ville et à des portraits d'un réalisme appuyé,

assez éloigné assurément des modes occidentales. D'autres, tel Ekmecic, ont intégré des éléments autochtones à des constructions plastiques fortement géométrisées, mais traitées avec un chromatisme élégamment nuancé. Les plus indépendants, Mustafa Pasic ou Nezir Corbic, ont cherche des solutions plns actuelles, graphismes dénoués, couleurs flottantes, allégories énigmatiques, paysages fragmentés. Des réminiscences s'y reconnaissent de temps en temps, qui suffisent à établir que Picasso a eu, ici aussi, des admirateurs fervents et que l'art contemporain occidental y est connu à travers Francis Bacon et l'expressionnisme abstrait. De ces dernières références, Corble tire adroitement parti, servi par sa

maîtrise technique. Le principal n'est pas cependant dans ces questions de généalogie et de virtuosité, mais

dans l'impression d'activité intense qui se dégage de la réunion de ces tableaux. A Tuzla, « avant », ll y avait des Bosniaques, des Croates et des Serbes qui vivaient ensemble sans drames. Il y avait un théâtre - le plus ancien de Bosnie-Herzégovine -, des ateliers, des peintres et un musée qui leur achetait des toiles et se flattait même d'organiser la Biennale internationale de l'autoportrait. A Tuzla, aujourd'hul, il y a les ateliers vides qu'ont désertés des peintres contraints de s'exiler, un musée fermé et des factions nationalistes qui ne supportent pas l'idée d'une ville pluriethnique. La moitié de la population s'est enfuie, et soixante mille réfugiés survivent dans l'enclave assiégée. De l'ancien temps, il ne reste plus guère

que des souvenirs, et ces toiles. Philippe Dagen

LE MARCHÉ

Stockholm. Trois des œuvres d'art dérobées au Modernamuseet de Stockholm en 1993 - an total, huit tableaux de Picasso et de Braque, d'une valeur de 60 millions de dollars, avaient été volés - ont été retronvées mercredi Infévrier à Goteborg. Deux Suédois et un Polonals ont été arrêtés.

Saint-Pétersbourg. Les quatrevingt-dix manuscrits orientaux vnlés à Saint-Pétersbourg le 10 décembre 1994 ont été retronvés six-jours plus tard. Le d'une partie de leur collection 20 décembre. Dimitri lakobovsky, conseller juridique du gouvernement russe, était arrêté. Six Israéliens également soupçonnés de complicité ont été interpellés jeudi 2 février à Jérusalem, à la demande des autorités russes.

VENDUS

Rembrandt à Malibu. Le Mnsée Paul-Getty a annoncé l'acquisition de deux tableaux de Rembrandt. Le directeur du célèbre musée de Californie a refusé de préciser le prix payé pour les deux œuvres, qui sont cependant estimées à 30 millions de dollars environ. Les deux tableaux, nn paysage de 1632 et une scène biblique de 1633, seront exposés à partir du 21 février. Dessins et Ilvres d'architec-

ture. Les Plus Excellents Bastiments de France, d'Andronet du Cerceau: 38 323 francs; les Œuvres diverses, de François de Cuvillies: 114 970 francs; un volume du «Grand Marot » dans reliure d'époque : 43 798 francs; les demeures des « plus considérables seigneurs et gentilshommes de Gronde-Bretagne », de Kip: 142 344 francs... La vente de dessins et de livres d'architecture par Me Tajan, le 23 janvier, a rapporté au total 1,5 million de francs. Le Musée Rodin a exercé son drnit de préemption paur un dessin, et

la direction du livre pour deux Succès pour la photographie Empire. La vente de photographies du Second Empire (collection Levert) qui a eu lieu le 28 janvier à Drouot a remporté un exceptionnel succès: 98,5 % de lots vendus, un total de près de 4 millions de francs, la convoitise de la Bibliothèque nationale, du Musée d'Orsay, de celui de Compiègne et du Musée de l'armée, qui ont

sommes élevées: 100 000 francs pour le portrait du prince impérial par Léon Crémière, 80 000 francs pour le superbe portrait de l'impératrice Eugénie par Gustave Le Gray, 341 000 francs pour quarantequatre portraits de la comtesse de Castiglione par Pierson, 402 000 francs pour l'ensemble d'épreuves d'Olympe Aguado, 258 000 francs pour les albums « Angleterre » de Disdéri.

À VENDRE

Joan Sutherland. La soprano australienne Joan Sutherland et son époux, le chef d'nrcbestre Richard Bonyngue, se séparent que Sotheby's mettra en vente le 9 février à Londres. Costumes et blioux de scène, manuscrits, partitions, photographies, instruments de musique. Sotheby's attend près de 400 000 dollars (environ 2,12 millions de francs) pour l'ensemble.

VA-ET-VIENT Sotheby's débouté. Jean-

Claude Peyre, commissaire au SRPI de Lille, a été condamné en 1993 par la cour d'assises d'Eure-et-Loir à cinq ans de réclusion criminelle pour le vol de plus de deux cents objets. Il les avait dérobés principalement à la Bibliothèque Mazarine (Paris) et à celles de Chartres, d'Orléans, du port et du service de santé de Rocbefort (Charente-Maritime). Jean-Claude Peyre avait confié ses larcins à un commissaire-priseur d'Angers, qui les avait fait parvenir à Sotheby's. En 1979, le numéro un mondial des ventes aux enchères avait ainsi revendu, à New York, l'un des onze exemplaires connus du Voyage et navigatian faict par les Espaignaiz es Isles de Mollucques, d'Antonio Pigafetta, vnlé par Jean-Claude Peyre à la Bibliothèque du service historique de la marine, à Vincennes. Édité à Paris en 1525, cet ouvrage avait été enlevé pour 130 000 dallars.

Sotheby's avait demandé au policier des dommages et intérêts, mais ne les avait pas nbtenus. Ce refus a été confirmé le 25 janvier 1995 par la Cour de cassation : les magistrats ont estimé que les cachets de la biblinthèque étaient « grossièrement grattés », que la falsification était « porfoitement visible » et qu'« un simple examen ourait permis de déceler lo provenance frouduleuse ». 11s ont en outre reproché à 5othepréempté quatre-vingt-onze by's de ne pas avoir voulu révélots; enfin, la présence de mar- ler le nom de l'acheteur, infor-Propos recueillis chands internationaux. Des mation qui aurait permis de par Harry Bellet éprenves ont atteint des conduire une enquête.

Christian Poitevin, ancien adjoint à la culture à la mairie de Marseille

« Ma démission est un acte éthique et esthétique »

Poète, lettriste internationalement connu sous le pseudonyme de Julien Blaine, Christian Poite-vin, adjoint au maire de Marseille chargé de la en faveur d'Edouard Balladur (Le Monde du compromettre.

«Quelles furent les orienta- ne montre pas ses tableaux. Justions de votre politique cultu-

- Depuis 1989, date à laquelle Pai été étu avec quatre-vingts « vigouristes », nous avons non seulement prouvé que l'on pouvait gérer une ville et réduire son endettement, mais aussi que ce qui parabsait une utopie pouvait réchement fonctionner. Nous avons réussi à imaginer nne culture qui faisait cohabiter le rap et l'art contemporain sans hiérarchiser les publics. Nous avons aussi su réconcilier les marges, je veux dire les artistes, et l'institution. Marseille respirait dans un espace de ganche.

- Le maire vous a-t-il soute-

- Oui. Très activement. Robert Vigouroux a un jardin secret : la constructiviste, et un bon. Mais il cette idée. Ma démission n'est de à tous ceux que j'ai ren-

qu'à sa déclaration du 26 janvier, il nous a laissé une paix royale. J'ai pu doubler mon budget en cinq ans, malgré les poujadistes de tont poil, qui pensaient qu'avant de s'occuper d'art il valait mieux reboucher les trous dans les routes. Et nous avons transformé l'image de Marseille, qui n'est plus centrée sur son seul chib de football, mais qui bénéficie aujourd'hui d'un réel intérêt sur le plan national, voire international, pour ses réalisations cultu-

t-elle pas de remettre en cause ces réalisations?

pas une réaction épidermique. C'est une péripétie politique, au sens noble du terme. Mais je ne suis pas inquiet pour la culture à Marseille, au moins pour l'année à venir. D'abord parce que les artistes d'ici sont très vigilants: si la mairie se trompe, si elle recule, il y aura une réaction. Quant à moi, je continue de travailler à travers le tissu associatif. J'ai participé au troisième et dernier «peignage» budgétaire avant ma démission. Le budget va être vuté le 17 mars: s'il y a la moindre modification par rapport à ce que nous avions obtenu, ça va être dramatique. Mais je ne suis pas inquiet: tous les gens qui font - Aujourd'hui, le cynisme est la force de Marseille sont restés synonyme d'intelligence, et la en place, que ce soit dans les sincérité synonyme de connerie. arts plastiques, le théâtre, la peinture. C'est un peintre je m'insurge violemment contre poésie ou la danse. J'ai deman-

contrés de continuer leur travail, parce que mon expérience de citoyen responsable m'a beaucoup marquée: la politique, ce n'est pas forcément pourri, on peut essayer de la faire autrement. Le nageur qui traverse actuellement l'Atlantique m'a donné une leçon: il ne sait jamais nu il sera dans trois jours, mais il sait ce qu'il doit faire le lendemain. Les élections municipales ont lieu en juin. C'est loin. J'ai accompli un acte éthique et esthétique, qui commence à produire des réactions.

- Serez-vous candidat aux élections municipales? - Je n'ai pas dit ca. Faisons

masse, nous tous qui avons vécu cette expérience presque libertaire. Après cela, on verra. »

577.51

775°= 1.00 المستجي الا

4 ---

1212

#4 25 85.21 T .F 15 = 1 $\phi \in \mathbb{L}^{1/d}$ 7. T 1.14 - -

g - 11.15 120 4 F

4.00 # 175

1201 7- - 2 2727

Hela Fattoumi et Eric Lamoureux aux Gémeaux

Une danse placée sous le signe du silence actif

Après une résidence aux Gémeaux à Sceaux, si près et si loin de Paris, Hela Fattoumi et Eric Lamoureux, concentrés sur leur jeune force créatrice, ont porté leur attention au silence. Un sujet qui convient bien à la danse, qui pourrait même être redondant. Pas facile en tout cas l Pour écouter, il faut déià se taire. Les deux chorégraphes citent Rainer Maria Rilke: « Mois écoute le souffle de l'espace, le message incessant qui est fait de silence. » Le silence en tant qu'espace, temps, densité, matière, métaphore, est la source d'inspiration de ce Prélude. Une gageure



dans un monde de plus en plus assourdissant. Une valeur à redécouvrir. Mais comment ? La réponse est à découvrir au Théâtre des Gémeaux. Ce Prélude sera accompagné de deux solos créés en Avignon 92: Récidive et Controverse.

★ Les Gémeaux, Petit Théâtre, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. 17 heures, le 5; 20 h 45, les 6 et 7. Tél. : 46-61-36-67. De 110 F

UNE SOIRÉE A PARIS

MayIs Staples

Chanteuse vedette dans les années 50-60, au sein des Staples Singers, légendaire groupe de gospel créé par son père, Mavis Staples s'est reconvertie dans une soul un peu académique (même produite par Prince). Sa voix et 5a présence magnifiques suffiront pourtant à notre bon-

Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès (Mº Porte-de-Pantin). 20 h 30, le 5 février. Tél.: 42-00-14-14. Location FNAC. 100 F. Black Crowes

Leur obsession pour un « esprit » rock dont les canons furent définis au début des années 70 par les Stones et les Faces fait dangereusement flirter les Black Crowes avec des clichés dont ils finissent par tirer le meilleur parti grace à leur engagement scénique, quelques émotions vraies et une (relative) finesse d'écrl-

Zénith: 211, avenue Jedn-Jaurès (Mº Porte-de-Pantin). 20 heures, le 4 février. Tel. : 42-45-91-48. Location FNAC, Virgin. 130 F. Ray Anderson Quartet Des multiples vies musicales du

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité NOUVEAUX FILMS

LA CASSETTE Film portugais de Manoel de Oliveira VD: Latina, 4 (42-78-47-86); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5^{*} (43-54-15-04). EU5A

Film français de Jean Becker Gaumont les Halles, dolby, 1" (36-68-75-55; res.: 40-30-20-10); Rex, dolby, 2" (36-68-70-23); Bretagne, dolby, 6" (36-65-70-37; rés.: 40-30-20-10); UGC Odeon, dolby, 6" (36-68-37-52); Gau-mont Ambassade, dolby, 8" (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés.: 40-30-20-10); Publicis Champs Elysées, dolby, 8" (47-20-76-23; 36-68-75-55); Saint-Lazzre-Pasquier, handicapés, dolby, 8" (43-87-35-43; 36-65-71-88); Gaumont Opéra Français, dolby, 9" (36-68-75-55); rés.: Film français de Jean Becker Français, dolby, 9° (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10): Les Nation, dolby, 124 (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12* (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, handlcapes, dolby, 13* (36-68-75-55); Gaumont Alesia, dolby, 14* (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Parmasse, dolby, 14 (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, handicapes, dolby, 15 (43-06-50-50; 36-68-75-15; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15 (36-68-75-55; rès.: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16° (42-24-46-24); UGC Maillot, handicapés, dolby, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, handicapés, dol-by, 18° (36-68-20-22); Le Gambetta. by, 18 (36-68-20-22); dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés.: 40-30-20-10).

LES ENFANTS DE LA HONTE Film européen de David Whea VO : Sept Parnassiens, 14" (43-20-32-20)

Film americain de Norman Jewison VO: Forum Orient Express, handica s. 1º (36-65-70-67); Gaumont Mari gnan-Concorde, dolby, 8* (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); George-V, 8* (36-68-43-47); Sept Parnassiens, dolby, 14° (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolb 18* (36-68-20-22), VF: Rex, 2* (36-68-70-23) : Paramount Opéra, handio dolby, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; res : 40-30-20-10) : UGC Lyon Bastille 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13 (36-68-22-27); Las Montparnos, 14° (36-65-70-42; rés.: 40-30-20-10); Mis-Iral, 14º (36-65-70-41; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15* (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10). PÉCHÉ VÉNIEL... PÉCHÉ MORTEL Film français de Pomme Meffre

tromboniste américain Ray Anderson retenons des rencontres avant-gardistes avec les improvisateurs européens, la présence dans les big bands de Charlie Haden, Klaus König ou George Russell, uo funky Slickaphonics devenu Alligator Band aux couleurs du bayou louisianais et une grande connaissance du bop qu'il devrait développer avec la rythmique + classique > Alain lean-Marie, John Betsch et Wayne Dockery.

La Villa, 29, rue Jacob (Mº Saint-Germain-des-Prés). 22 h 30, les 4, 6 et 7 février. Tél.: 43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Svlvie Vartan

On dirait qu'elle vit ailleurs, qu'elle s'arrête en passant pour livrer un spectacle concocté sous d'autres inngitudes. Mais slave, américanisée ou hexagonale, l'enfant chérie du yéyé a réussi à se maintenir au rang de star na-

tionale. Casino de Paris, 16, rue de Clichy, 9 (Mi. Place de-Clichy), 20 h 30, du mardi au samedi ; 16 heures le dimanche. Jusqu'au 19 février. Tel.: 49-95-99-99. De 100 F à

Le Quartier Latin, 5º (43-26-84-65). PIGALLE

Film franço-suisse de Karim Drid 14-Jullet Beaubourg, handicapés, 34 (36-68-69-23); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6° (46-33-79-38; 36-68-68-12); George-V, 8 (36-68-43-47); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-

LA RIVIÈRE SAUVAGE Film américain de Curtis Hanson VO : Gaumont les Halles, 1º (36-68-75-

55; rés.: 40-30-20-10); UGC Darrton, dolby, 6• (36-68-34-21); Gaumont Madolby, 6" (36-68-34-21); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8" (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8" (36-68-49-56); UGC Gobellns, handicapés, dolby, 13" (36-68-22-27); Majestic Passy, dolby, 16" (42-24-46-24). VF: Rex, dolby, 2" (36-68-20-22); UGC Montparesse. (36-68-70-23) : UGC Montparnes dolby, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-43; 36-65-71-88); Paramount Ope-ra, dolby, 9* (47-42-56-31; 36-68-81-09; res.: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); Gaumont Gobeli Rodin, dolby, 13* (36-68-75-55); Gau-mont Alésia, handicapés, dolby, 14* (38-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14º (36-65-70-39; res.: 40mar, dolby, 19 (36-63-70-39; 163.: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15* (36-68-29-31); Pathé Wepler, handica-pés, dolby, 16* (36-68-20-22); Le Gam-betta, dolby, 20* (46-36-10-96; 36-65-71-44; rès. : 40-30-20-10).

Film américain de Roland Emmerich VO: Forum Orient Express, handkapés, dolby, 1° (36-65-70-67); UGC Odéon, dolby, 6° (36-68-37-62); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8° (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); UGC Normandle, dolby, 8° (36-68-49-56); UGC Opéra, dolby, 9° (36-68-21-24); Gaumont Grand Ecran Italie, handkapés, dolby, 13° (36-68-75-13; rés.: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24). VF: Rex (le Grand Rex), handkapés, dolby, 2° (36-68-70-23); Rex, dolby, 2° (36-68-70-23); UGC Montparmasse, dolby, 6° Film américain de Roland Emmerich 70-23): UGC Montparnasse, dolby, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); George-V, THX, dolby, 8 (36-68-43-47); Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12* (36-68-62-33); Lyon Bastille, dolby, 12" (36-68-2-33); UGC Gobellns, dolby, 13" (36-68-23-27); Les Montpamos, dolby, 14" (36-65-70-42; rés.: 40-30-20-10); Mistral, dolby, 14" (36-65-70-41; rés.: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15" (36-68-29-31); Pathé Weplar, handicapés, dolby, 18" (36-68-20-22); Pathé Wepler, dolby, 18" (36-68-20-22); Le Gambetta. dolby, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44 : rés. : 40-30-20-10).

LES EXCLUSIVITÉS

AINSI SOIENT-ELLES (**) (Fr.): UGC Montparnasse, 64 (36-65-70-14; 36-68-

70-14); UGC Odéon, 6º (36-68-37-62); George-V, 8° (36-68-43-47); UGC Opera. 9 (36-68-21-24); UGC Gobelins, 134 58-22-27); UGC Convention, 15 (36-68-29-31).

AMATEUR (A., v.o.): Cinoches, 6º (46-33-10-82).

AU TRAVERS DES OLIVIERS (iranien, v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (36-68-69-23); La Saint-Germain-das-Prés, Salle G. de Beauregard, 6º (42-22-87-23); Elysées Lincoin, 8º (43-59-36-14); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Sept Par-nassiens, 14º (43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79; 36-68-

BA9 EL-OUED CITY (Alg., v.o.): Epée de Bols, 5º (43-37-57-47); Cinoches, 6º (46-33-10-82). BEFORE THE RAIN (Fr.-Brit., v.o.): Lu-

cernaire, 64 (45-44-57-34). LES CENT ET UNE NUITS (Fr.): Gaumont les Halles, 1º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Reflet Médicis II, 5º (43-54-42-34); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 9-(36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alesia, 14º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10).

COUPS DE FEU SUR BRDADWAY (A, v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (36-68-69-23); Reflet Médicis, sella Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34); UGC Danton, 6 (36-68-34-21); UGC Rotonde, 6 (36-65-70-73; 36-68-70-14); La Pagode, 7 (36-68-75-07; rés. 40-30-20-10); UGC 68-75-07; res. 40-30-20-10); odc Champs-Elysées, 8º (36-68-66-54); Max Linder Panorama, 9º (48-24-88-88); rés. 40-30-20-10); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Les Nation, 12º (43-43-04-67; 38-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; Escurial, 13• (47-07-28-04) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13° (36-68-75-55); Mistral, 14° (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Passy, 16' (42-24-46-24); UGC Maillot, 17' (36-68-31-34); Pathé Wepler, 16' (36-68-20-22); v.f.: Gaumont Opéra Impérial, 2' (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 5aint-Lazare-Pasquier, 6" (43-87-35-43; 36-65-71-88); Gaumont Parnasse, 14" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 19 (36-68-75-55; rés. 40-

DELITS FLAGRANTS (Fr.) : Le Quartiar Latin, 5' (43-26-84-65). L'ÉTRANGE NOËL DE M. JACK (A., vo.) : 14-Juillet Hautefeuille, 6' (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

79-38; 36-68-68-12).
EXOTICA (*) (Can., v.o.): Les Trois
Luxembourg, 6' (46-33-97-77; 36-6570-43); Le Balzac, 8' (45-61-10-60).
FARINELLI (Fr.-Bel,-It.): 14-Juillet
Odéon, 6' (43-25-59-83; 36-68-68-12);
Biamitz-France, 8' (36-68-48-56); Les
Nation, 12' (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); Escurial, 13º (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14º (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10). LE FILS PRÉFÉRÉ (Fr.) : UGC Danton, 64

38; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 174

FRANKENSTEIN (*) (Brit, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (36-65-70-67); UGC Odéon, 6 (36-68-37-62); UGC Nor-mandle, 8 (36-68-49-56); 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81; 36-68-69-27) rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugre-nelle, 15* (45-75-79-79; 36-68-69-24); v.f.: Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Geu-mont Parnasse, 14* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 16" (36-68-

20-22).
HIGHLANDER 3 (A., v.o.): Geumont
Marignan-Concorde, 6: (36-68-75-55;
rés. 40-30-20-10); George-V, 6: (36-6843-47); v.f.: Rex, 2: (36-68-70-23); Paramount Dpéra, 9: (47-42-56-31; 3668-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon
Bastille, 12: (36-68-62-33); UGC Gobeline, 21: (36-68-62-33); UGC Gobeline, 22: (36-68-62-33); UGC Gobeline, 23: (36-68-62-33); UGC Gobeline, 23: (36-68-62-33); UGC Gobeline, 24: (36-68-62-33); Bastille, 12" (36-68-22-27); Miramar, 14" (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14" (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15" (36-68-29-31); Pathé Wepler, 18" (36-68-20-22); Le' Gambetta, 20" (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-30-20-10).

JOUR DE FETE (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); L'Arlequin, 6 (45-44-28-80); UGC Triomphe, 8º (36-

68-45-47). JOURNAL INTIME (It., v.o.): Lucernaire,

OURNAL INTIME (It., v.o.): Lucernaire, 6: (45-44-57-34). JUNIDR (A., v.o.): Forum Orient Exprass, 1* (36-65-7D-67); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Marignan-Concorde, 8* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8* (36-68-49-56); 14-Juillet Beaugrenelle, 19* (45-75-79-79; 36-68-69-24); v.f.: Rex. 2* (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 8* (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastilla, 12* (36-68-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (36-Gaumont Gobelins Fauvette, 13º (36-68-75-55); Miramar, 14° (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14° (36-65-70-41; rès. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 19º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-30-20-10). KATIA ISMAILOVA (russo-Fr., v.o.):

Epée de Bois, 5º (43-37-57-47). LADYBIRD (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5° (43-37-57-47). LÉON (*) (Fr., v.o.): Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10); v.f.: Les Montparnos, 14°

(36-65-70-42; rés. 40-30-20-10). LITTLE NEMO (A., v.f.): 14-juillet Par-nasse, 6 (43-26-58-00; 36-68-59-02). LITTLE ODESSA (*) (A., v.o.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Le 8alzac, 8º (45-61-10-60); 14-Jul Bastille, 114 (43-57-90-B1; 36-68-69-27) : Bienvenüe Montpamasse, 15° (36-65-70-38; rés. 40-30-20-10); Pathé We-

pler, 18" (36-68-20-22). LOU N'A PAS DIT NON (Fr.-Suis.): Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09; rés. 40-30-20-10), MURIEL (Austr., v.o.); Les Trois Luxem-

bourg, 64 (46-33-97-77; 36-65-70-43); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10).

NAKED IN NEW YORK (A., v.o.): 14-Juillet Hautefeuille, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); Elysèes Lincoln, 8º (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14* (43-20-

OUGUE-MOI (Fr.) : Gaumont Opéra Impérial, 2º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3º (36-68-69-23); Saint-André-des-Arts I, 64 (43-26-48-1B); George-V, 8° (36-68-43-47); Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20). LE PÉRIL JEUNE (Fr.): Gaumont les

es, 1 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Julliat Odéon, 6º (43-25-59-83; 36-68-68-12); UGC Rotonde, 6 (36-65-70-73; 36-68-70-14); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-75; res. 40-30-20-10); Le Balzac, 8 (45-61-10-60); Gaumont Opéra Français, 9 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-B1; 36-68-69-27); Gaumont Gobelins Fauvette, 13° (36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55;

res. 40-30-20-10). PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). PETITS ARRANGEMENTS AVEC LES MORTS (Fr.): Le Quartier Latin, 5º (43-

LA POUDRE AUX YEUX (Fr.): 14-Juillet Parnasse, 6' (43-26-58-00; 36-68-59-

PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT (Austr. v.o.): Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); Gaumont Champs-Ely-sées, 8 (43-59-04-67; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9º (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand

Ecran Italie, 13 (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); Gaumont Pamasse, 14 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); 14-juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, 18" (36-68-20-22); v.f.: UGC Montparnasse, 6" (36-93-70-14; 30-80-70-14). PULP RCTION (*) (A, v.o.); Les Trois Luxembourg, 6* (46-33-97-77; 36-65-70-43); George-V, 6* (36-68-43-47); Grand Pavois, 15* (45-54-46-85; rés. 40-

4 MARIAGES ET 1 ENTERREMENT (Brit. 40.): Saint-André-des-Arts I, 6° (43-26-48-18): UGC Triomphe, 8° (36-68-45-47): Grand Pavols, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); v.f. : UGC Opéra, 9º (36-68-21-24).

REGARDE LES HOMMES TOMBER (Fr.): Lucemaire, 6º (45-44-57-34). LIA REINE MARGOT (Fr.): UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47). LE ROI-DE PARIS (Fr.-Brit.): Lucernaire,

6* (45-44-57-34).
LE ROI LION (A. v.o.): George-V, 8* (36-68-43-47); v.f.: Rex, 2* (36-68-70-23);
UGC Montparnasse, 6* (36-65-70-14;
36-68-70-14); George-V, 6* (36-68-43-47); UGC Gobelins, 13*, (36-68-22-27);
Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22): -* I
LES ROSEAUX SAUVAGES (Fr.): Epéde Bois, 5* (43-37-57-47); 14-Julliet
Hautefeuille, 6* (46-33-79-38; 36-68-68-17). ROSINE (*) (Fr.): 14-Juillet Haute-

feullie, 6' (46-33-79-38; 36-68-68-12); L'Entrepôt, 14' (45-43-41-63). SHORT CUTS (A., v.o.); Grand Pavois, 15' (45-54-46-85; rés, 40-30-20-10). LE5 SILENCES DU PALAIS (Tun.-Fr. v.o.): Epéa de Bois, 5º (43-37-57-47); Lucemaire, 6. (45-44-57-34). SOFIE (Su.-Dan.-Nor., v.o.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47).

SOLEIL TROMPEUR (Fr.-russe, v.o.) : Cl-noches, 6 (46-33-10-82). TAK TAK (Pol., v.o.): Espace Saint-Michel. 5• (44-07-20-49). TOM EST TOUT SEUL (Fr.): Forum Orient Express, 1 (36-65-70-67); Grend

Pavols, 19 (45-54-46-85; res. 40-30-20-TROIS COULEURS-RDUGE (Fr.-Suls.-Pol.): 14-Juillet Parmasse, 6 (43-26-68-

36-68-59-021 UN INDIEN DANS LA VILLE (Fr.): Rex, 24 (36-68-70-23); Bretagne, 6° (36-65-70-37; rés. 40-30-20-10); UGC Danton, 6° (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Marignan-Concorde, 8 (38-68-75-55; Marignan-Concorde, 8" (38-68-75-55; rés. 40-30-20-10); George-V. 8" (36-68-43-47); Gaumont Opéra Français, 9" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12" (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (36-68-75-55); Geumont Alésia, 14 (36-68-75-55); rés. 40-30-20-

10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96; 36-65-VANYA, 42° RUE (A., v.o.): Gaumont les Helles, 1° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Julliet Odéon, 6° (43-25-59-

83; 36-68-68-12); La Pagode, 7* (36-68-75 D7; rés. 40-30-20-10); Gaumont de, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-75 : rés. 40-30-20-10).

WALLACE ET GROMIT (Brit., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-69-23); Saint-André-des-Arts 11, 6° (43-26-80-25); UGC Rotonde, 6 (36-65-70-73; 36-68-70-14); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

DIMANCHE Gaumont : Programme l'école réaliste, 16 h 30 ; La Chèvre (1981), de Francis Veber, 19 heures; Narayana (1920), de Léon Poirier, 21 heures. SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)

Cycle Rulnes: Films FEMIS, 17 heures; Panique année zéro, v.f.), de Ray Milland, 19 h 30; i'accuse (1918), d'Abel Gance, 21 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

L'Auberge rouge (1923), de Jean Eps tein, 17 h 30; Le Silence est d'or (1947),

de René Clair, 20 h 30. DIMANCHE

Pathé, premier empire du cinéma : Le Miracle des loups (1924), de Raymond Bemard, 14 h 30 ; Pathé Journal ; La Belle Nivernaise (1924), de Jean Epsteln, 17 h 30; Pathé Journal; Partir (1931), de Maurice Tourneur, 20 h 30.

SÉANCES SPÉCIALES ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.): 5t-Lambert, 154 (45-32-91-68) dimanche 21 h. ARSENIC ET VIEILLES OENTELLES (A. 40.): Denfert, 14 (43-21-41-01) samedi 21 h 40, dimanche 20 h. ASTÉRIX CHEZ LES GRETONS (Fr.):

Saint Lambert, 15 (45-32-91-68) dimanche 13 h 30. ASTÉRIX ET CLÉDPATRE (Bel.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 13 h 45. ASTERIX ET LA SURPRISE DE CESAR -danois) : Saint-Lambert, 15 (45-32-

91-68) dimanche 13 h 30. ASTÉRIX, LE GAULOIS (Fr.): Grand Pa vois, 15* (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 14 h. AU NDM DU CHRIST (ivoirien, v.f.): Images d'ailleurs, 5º (45-87-18-09) di-manche 18 h. LES AVENTURES D'HUCKLEBERRY FINN

(A., v.f.): Denfert, 14* (43-21-41-01) sa-medi, dimanche 16 h 10. 9EAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.): Denfert, 14° (43-21-41-01) samedi, dimanche 18 h. BÉBÉ PART EN VADROUILLE (A., v.f.): Saint-Lambert, 15' (45-32-91-88) di-

manche 15 h. BELLE ÉPDQUE (Esp.-Por.-Fr., v.o.): Images d'allleurs, 5º (45-87-18-09) dimanche 16 h.
BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) dimancha 21 h.

BRAZIL (Brit., v.o.): Studio Galande, 5 (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) dimanche 16 h 10. CHOMSKY, LES MEDIAS ET LES ILLU-SIONS NÉCESSAIRES (Can., v.o.): L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63) dimanche LE COLLIER PERDU DE LA COLOMBE

(45-87-18-09) dimanche 16 h. CORRINA, CORRINA (A., v.f.): Grand Pavols, 15* (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedl, dimanche 17 h. LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.): Accatone, 5° (45-33-86-86) samedi 22 h 20.
DOCTEUR FD LAMDUR (Brit., v.o.):

Saint-Lambert, 15* (45-32-91-88) di-LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.): Grand Pavols, 15* (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedl, dimanche 15 h 30. DRACULA (*) (A., v.o.) : 14-Julliet Beau-bourg, 3* (36-68-69-23) samedi 23 h 50. L'ÉCUME DES JOURS (Fr.) : L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63) samedi 20 h, di-

L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.o.) : Accatone, 5° (46-33-86-86) samedi ET LA VIE CONTINUE (Iranien, v.o.):

Studio des (Ursulines, 5 - (43-26-19-09; rés, 40-30-20-10) samed (21 h 45, di-GROCK (Suls.): Ranelagh, 164 (42-88-GACAC (SUIS): Ratelegt, 18-74-20-64-44) dimancha 15 h.
HELIZAPOPPIN (A., v.o.): Reflet Médids 1, 5* (43-54-42-34) dimancha 12 h 10.
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.): Acca-

tone, 5 (46-33-B6-86) dimanche 14 h 40. L'ILE NUE (Jap., v.o.): Studio Galende, 5- (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) dimanche 20 h 30. JONATHAN LIVINGSTON LE GDÉLAND (A., v.f.): Saint-Lambert, 154 (45-32-91-

KABLOONAK (Fr.-Can., v.f.) : Grand Pa-vois, 15* (45-54-46-85 ; res. 40-30-20-10)

LA LEÇON DE PLAND (Austr., v.o.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-68) di-mancha 18 h 40. LITTLE NEMO (A., v.f.): Le République, 11° (48-05-51-33) dimanche 13 h,

LUMIÉRE NOIRE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-D9) dimanche MIRACLE SUR LA 34º RUE (A., v.f.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedi, dimanche 17 h; Saint-Lambert, 15" (45-32-91-68) samedi 18 h 50, dimanche 16 h 40. di 8 h 50, dimanche 10 n 44.

MDN CHER 5UJET (Fr.-Suls.): 5tudio
des Ursulines, 5° (43-26-19-09; rés. 4030-20-10) samedi 16 h.

MONTY PYTHON, LA VIE DE 8RIAN

(Brit., v.o.): Grand Pavols, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedi 19 h. MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.): Grand Pavols, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedi 19 h 30. LES NOUVELLES AVENTURES DE CROC-8LANC (A., v.f.): Saint-Lambert; 15* (45-32-91-68) samed! 16 h 50. OU EST LA MAISON DE MON AMI 7 Oranien, v.o.): Studio des Ursulines, 5' (43-26-19-09; rés. 40-30-20-10) di-

manche 14 h. LA PARTY (A., v.o.): Reflet Médicis I, 5 (43-54-42-34) dimanche 12 h. LES PETITES MARGUERITES (Tch., v.o.): Accatone, 5 (46-33-86-86) dlmanche

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Accatone. 5. (46-33-86-86) dimanche 13 h. POUCELINA (A., v.f.): 5aint-Lambert, 15 (45-32-91-68) dimanche 13 h 30. POUSSIÈRES DE VIE (Fr. Hong-Kong-Alg., v.o.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) samedi 20 h.

PROSPERO'S BOOKS (Brit. Hol., v.o.): Studio Galande, 5º (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-1D) dimancha LES QUATRE DINOSAURES ET LE CIRQUE MAGIQUE (A., v.f.): Cinoches,

6 (46-33-10-82) dimanche 13 h 40. RESERVOIR DOG5 (**) (A., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-69-23) samedi 0 h 10. SAUVEZ WILLY (A., v.f.): 5aint-Lambert, 15' (45-32-91-68) samedi 16 h 50.

LA SÉPARATION (Fr.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-B5; rés. 40-30-20-1D) dimanche 19 h 30. SIMPLE MEN (A., v.o.): 14-juillet Beau-

bourg, 3° (36-BB-69-23) dimanche 10 h 45.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63) dimanche

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5* (43-26-94-08; 36-65-72-05; res. 40-30-20-10) samedi 22 h 30, 0 h 10. THELONIOUS MONK (A., v.o.): Images d'aillaurs, 9 (45-87-18-09) dimanche

14 h 20. THIRTY TWO SHORT FILMS ABOUT GLENN GOULD (Can., v.o.): Reflet Me-dicis 1, 5 (43-54-42-34) dimanche 12 h Studio 2B, 18" (46-06-36-07) samedi 17 h. 19 h. 21 h. TROIS COULEURS-BLANC (Fr.-Pol.

v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) dimanche 10 h 40; 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00; 36-68-59-02) dimanche 1B h. 20 h. TROIS COULEURS-BLEU (Fr.-helvético-Pol.): 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00: 36-68-59-02) samedi, dimanche

TRUE UES (A., v.f.): Grand Pavois, 15. (45-54-46-85; rès. 40-30-20-10) sarnedi, dimanche 17 h. TUEURS NÉS (**) (A. v.o.): 14-Juillet

8aaubourg, 3 (36-68-69-23) samedi 0 h 05; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) samedi 16 h.
VUK LE PETIT RENARD (hongrois, v.f.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 13 h 45. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Denfert, 14* (43-21-41-01) dimanche 11 h.

REPRISES

L'HOMME D'ARAN de Robert Joseph Flaherty, avec Col-man Tiger King, Maggie Dirrane, Mi-chael Dillane, Pat Mullen, 8ig Pat-

Britannique, 1934, noir et blanc. VO : Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-

TRAIN DE LUXE de Howard Hawks, avec John Barrymore, Carole Lombard, Walter Connol-Etianne Girardot, Roscoe Karns,

Américaln, 1934, noir et blanc (1 h 31). VO: Action Christine, handicapés, 64 (43-29-11-30; 36-65-70-62); Mac-Mahan, 17° (43-29-79-89; 36-65-70-48).

FESTIVALS COURTS-CIRCUITS, Le République, 11º

(48-05-51-33). Programme de courts métrages, mar. 20 h 30. DURRENMATT ET APRÈS (v.o.), Centre culturel suisse, 3º (42-71-38-38). Ca s'est passé en plain jour, Jeu, 18 h 30, ven. 20 h 30; la Rancune, jeu, 20 h 30, sam. 18 h 30; Hyènes, ven, 18 h 30, sam. 20 h 30; Portrait d'une planète, (allemande sous-titres anglais) dim. 15 h.

Entrée libre. FILM MUSICAL (v.o.), Max Linder Panorama, 9° (48-24-88-88). In bed with Madonna, ven. Dh 30.

ting Art Veta

ter factor

Davies in

1 to 1 a 1 a 1

(Elizate) Salar.

72-11-

Em. -- 110 -- 1

والمراوية المستركينية

E ar v

E 22 ...

3.4. 7.4. -1-4 5.7. -1-6.

٠٠٠ کارنگ

See Burney

donna, ven. Dh 30.

HOMMAGE A HENRI STORCK, Centre
Wallonia Bruxelles, 4 (42-71-26-16). Le
Monde de Paul Delvaux, Rubens, La
Fenere, Toviette, men, Juh. 18 h 30;
Permeke, Le Bonneut d'ene almé ou
Félix Labisse, men, 2071,30, mar.
18 h 30; Miséra au bornage, Les Maisons de la misère, Le patron est mort, jeu. 18 h 30, lun. 20 h 30; Symphonie paysanne, jeu., mar. 20 h 30; Fêtes de Belgique, ven. 18 h 30; la Banquat des fraudeurs, ven. 20 h 30 ; Images d'Os-tende, Une pêche au hareng, Trains de plaisir, Une idylle à la plage, Sur les bords de la caméra, L'Histoire du soldat inconnu, sam. 18,h 30; Trois vies et une corde, L'île de Pâques, Au carrede la vie, Les Dieux du feu, sam. 20 h 3D.

L'ART DU CINEMA (v.o.), Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09). Un adieu portugals, dim. 1Dh; Printamps tardif, dim. 12h (précédé d'une conférence Quelle action 7 à 11 h 30) Pl. : 30 F (par

LA TUNISIE AU CINÉMA (v.o.), Institut du monde arabe, 5º (40-51-39-91). Sej-nane, sam. 15 h; les Sabots en or, sam. E 17 h; l'Homme de cendres, dim. 15 h; Aziza, dim. 17 h. LE CINÉMA DES CINÉASTES DE L'ARP,

Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89). Les Denniers Hivers, Voyage en Grande Tarta-rie, mer. 17 h 55 (suivi à 19 h 30 d'une rencontre avec Jean-Charles Tacchella et Catherine Verlor); Cousin, cousine, mer. 21 h 15.

LES COURTS D'ENFER, Denfert, 14º (43-21-41-01). Ménage, Les Arcandiers, La Dernière Tantation de Chris, Otac, le père, Attitudes, D 14, Viejo pascuero, sam. 11 h 40, mar. 20 h 30 T. U.: 25 F. LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBUC, Le Republique, 11º (48-05-51-33), Co. d'enfants, Le Thé au harem d'Archi-mède, (présenté par Claire Denis projection suivie d'un débat avec les réali-sateurs) lun. 20 h 30, T. U. : 30 F. NDRMALE SUP'FAIT SON CINEMA

(v.o.), Grand Action, 5° (43-29-44-40). Attends-moi au clal, jeu. 18 h 15. 20 h 30 (séance suivie d'un débat avec François Geal : Facettes du cinéma es-pagnol) ; Kafka, ven. 18 h 15 ; Amerika, rapports de classe, ven. 20 h 30 (séance suivie d'un débat avec Jean-Pierre Morel : Autour de Kafka) ; Europe 51, sam. 18 h 15, 20 h 30 (séance sulvie d'un débat avec Frédéric Worms : Hommaga à 5imone Weil) ; le Mystère Picasso, dim. amone well); le mystere ricaso, dan-18 h 15, 20 h (séance précédée d'une présentation de Régis Debray : le film d'art) : Kaspar Hausar, lun. 18 h 15, 20 h 30 (séance suivie d'un débat avec Jean-Pierre Lefebvre : L'énigme Kaspar Hauser); Blow-up, mar. 18 h 15, 20 h 30 (séance suivie d'un débat avec Henri Berestycki : Le chercheur et l'artiste). PREMIÈRES DÉESSES DE L'ÉCRAN, MU sée d'Orsay, Auditorium, 7- (40-49-48-49). Extase, (accompagnement au pla-no par Joël Forrester) sam, 14 h; Sparrows, (accompagnement au piano par Joël Forrester) sam. 16 h; A l'amèricaine, (accompagnement au piano pa Gérard Bravier) dim. 14 h; Blackmail, (accompagnament au piano par los Forrester) dim. 16 h. Pl.: 27 F. T. R.:

(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de HANCE 2

APPENDED IN

A 1948 控禁门 📱

a and a service of the contract of the contrac

ر ويونيا ي المعتراس من

A SHORT SINGLE

7. 17. 化人工工作 4元进入。

المناج المناج المناج

र्माता हिन्दु स्थापन अन्य अन्य । अस्ति । स्थापन स्थापन

** 7

: 2 ______

white the same of the same

en in a victoria

The state of the s

The second secon



To write ... The RT A REPORT T IT I'M HE SAME

PARTICULAR MICH Main MADELIN & l'Heure de Verite.

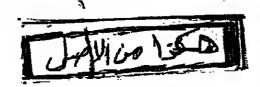
The Market server is 1977, The state of the s a way a flamper. WALLES THE STATE · 1 : print supplied the til 江京 有部門的一個 新華語音 电电子 a Magne The supplied of the said

ET THE MENTAL APPROPRIE The second second The second second "Lagar on Windship St 98 . Tir ge betreite der gielle.

-c-1 #2

- acores THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE THE PARTY OF THE - 4 - 4 - 4 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2

t year and the second कर ११ अर्थ को **भिन्नक**ी The state of the state of the state of THE SERVICE SERVICES The second secon



SAMEDI 4 FÉVRIER

TF 1

4

20.45 Variétés : Super Mecs. Emission présentée par Patrick Sé-bastien et Sophie Favier. Invités : lacques Vergès, Thieny Roland, Sa-

22.45 Magazine : Ushuaïa. Voiles en vrille sur le Rocher. Au royaume de Kishkindha. La Danse

de Lenka. 23.50 Magazine : Formule Foot. Coupe de France.

0.25 Journal et Météo.
0.35 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.).
1.00 TF1 nuit (et à 2.00, 3.05, 3.40, 4.15).

4.15).

1.10 Programmes de nuit.

Les Aventures du jeune Patrick Pacard (5/6); 2.10, Histoires naturelles (et à 5.05); 3.15, Côté cœur (et à 3.50); 4.25, Musique.

FRANCE 2

20.40 Sport: Football.

16° de finale de la Coupe de France: Martigues-PSG; à 21.30, mi-temps; à 21.45, 2° mi-temps.

22.40 Magazine : Les Enfants du ciné. 23.45 Les Films Lumière. 23.50 Journal, Météo

et Journal des course 0.10 > Magazine : Le 25º Heure. Voyage d'enfer à Edgewood, de David Wright.

1.05 Programmes de muit.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dim anche-lundi. Signification des symboles:

> Signalé dans « le Monde radio-télévision » ;

| Film à éviter ; | On peut voir ; | Il | Ne pas manquer ; | Il | Il | Chef-d'œuvre ou classique.

FRANCE 3

20.50 Téléfilm : Sa demière lettre. De Serge Meynard, avec Marc Jos-vet; Jean-Baptiste Begny. La souffrance d'un enfant face à la séparation de ses parents. Sensibilité

22.25 Sport: Tennis. Coupe Davis Etats-Unis-France en direct de Saint-Petersburg (Floride).

Le double. 0.30 Météo et Journal. 0.50 Sport : Rugby.
Tournoi des Cinq Nations :
Ecosse-Irlande à Murrayfield.
2.20 Musique : Cadran lunaire. Suite nº 3, gigue et sarabande de Bach, par Laetitia Himo, violoncelle (15 min).

M 6

Stars et couronnes.

20.45 Série : Docteur Quinn,

femme médecin. Sully mort ou vif. Un amour du passé. Avec lane Seymour, Joe Lando. 23.55 Concert : Dance Machine 5. Présente par Ophélie Winter, Lau-rence Romance, Yves Noël, Cauet et Di Fool du Palais omnisports de Pa-ris-Bercy, Avec Reel 2 Real, Magic Affair, Whigfield, Jimmy Somerville, Maeterberg, Centrer, 20 Finner, Masterboy, Centory, 20 Fingers, Zhane, 2 in a Room, C + C Music Factory, Technotronic, Kylie Mi-nogue, MC Sar & The Real MC Coy, 2 Unlimited, DJ Bobo, Corona, Take That, Ice MC, Dr Alban.

3.00 Rediffus Rediffusions.

E = M 6; 3.25, Fax'O; 3.50,
Culture pub; 4.15, Le Monde des
hélicoptères (2); 5.10, Nature et civilisation (1); 6.05, Fréquenstar.

CANAL +

20.30 Téléfilm : L'homme qui avait trois femmes. De Peter Levin. 21.55 Flash d'informations.

22.05 Sport: Boxe.
Championnat d'Europe des poids super-légers. Championnat NABF des poids super-weiters.
23.05 Documentaire: Miles.
0.00 Le Journal du hard.

0.05 Cinfera.

0.05 Cinéma : Obsessions cachées 2. Film américain, classé X, d'Andrey Blake (1994). 1.20 Cinéma : Posse, la revanche de Jessie Lee. z Film américain de Mario Van Peebles

(1992) (v.o.).
3.05 Court infirege:
Les Ailes de l'ombre.
De P. Robert. Cinema: Le Fils du requin. II Film franco-belgo-luxembourge d'Agnès Merlet (1992).

4.40 Surprises (et à 6.40). 5.10 Cinéma : Perdyclarica ;; Film franco-polonais de Jerzy Skoli-mowski (1991) (v.o.).

ARTE

20.40 Téléfilm : Le Grimpeut. De Rumle Hammerich, avec Björn Kjellman, Per Oscarsson (1ª partie).

21.40 Documentaire : Desert Wind. Le train des Rocheuses, de Jürgen 23.05 Magazine : Velvet Jungle.
Propose par Patrice Stanc-Francard.

Spécial Love Symbol: The Beautiful Departence.

0.25 Serie: Johnny Staccato. 5. Extérieur nuit, avec John Cassa-vetes, Dean Stockwell (v.o.). 0.40 Y614fflm:

``...'

De lan Munro, avec Angle Milliken, Mark Owen-Taylor (v.o.).

2.15 Entretien: Rencontre. Dialogue Lisa Bresner-Alain Corneau

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct, 20.00 Série : Au nom du père et du fils. 21,00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21,40 Surprise sur prise. Rediff. de France 2 du 19 novembre 1994. Invités piégés : Guy Marchand, Thierry Lhermitte, François Feldman, Arthur, Mar-lène, Pascal Olmeta, Enzo Enzo. 23.10 l'ai un oroblème... Rediff. de France 2 du 28 Jan-viex 0.00 Journal de France 3. Edition Soir 3

PLANÈTE 20.30 Les Ailes de légende, De Barry Cawthorn, 13, P 47 Thunderbolt, 21,30 Lederc le Roérateur. De Jean-Christophe Rosé (95 min). 23.05 15 jours sur Planète. 23.30 Alaskan Mushers. De Nicolas Gabriel. 0.00 BD : Hugh ! Les Indiens. De Christophe Heil. 0.25 Force brute. De Robert Kirk. 25. Armées expérimentales (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total, 19.30 L'album. 20.00 Café-théatre. 20.30 Equitatratom. 20:00 Cate-meatre. 20:30 Equitation de Vienne. Erregistré le 15 octobre 1994, au palais omnisports de Paris-Bercy. 22:00 Embouteillage. 23:05 Maurice Chevalier, le Kid de Ménimontant. Documentaire d'André Halimi. 23:55 Laurent Violet au Café de la Caro. Especiet de 3 Parés de 1901 (65 min).

Gare. Enregistré à Paris en 1991 (65 min). CANAL J 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 La Véritable Histoire de Malvira. 18.30 Série : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Phares d'ouest. 19.30 Raconte-nous une autre histoire. 20.00 Dessin animés

CANAL JIMMY 21.00 Série: Les Aventures du jeune Indiana Jones. Princetown, 1916. 21.50 Série : Au nom de la loi. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 T'as pas une idée ? Invité : Jean-Pierre Coffe. 23.20 Série : Lonesome Dove. Les plaines, 0.05 Quatre en un. 0.35 Série : Seinfeld, L'enregistrement. 1.00 Série : Dream On (30 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Force de france. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Série : Les Boussardel. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Bel-phégor ou le fantome du Louvre. Deuxième Acquie : Le secret du Louvre (70 min).

MCM 19.00 Autour du groove. 19.30 L'invité de marque. 20.30 MCM Euromusiques
Nordica. 21.30 Naked City. En vost. 22.00
Best of Player One. 22.30 MCM Dance Club

MTV 19.00 European Top 20, 21.00 Poison Unplugged, 21.30 Queensryche Unplugged, 22.00 Beavis and Butt-Head Marathon, Emission spéciale, Huit heures en compagnie de Beavis et Butt-Head (480 min). EUROSPORT 12.50 Ski alpin. En direct de

Abdelboden, Coupe du monde, Slalom géant messieurs (et à 18 heures, 14.00 Patinage artistique. En direct de Dortmund (Allemagne). Championnats d'Europe: pro-gramme libre dames.17,00 Natation,2º manche de la Coupe du monde à Paris, 18.30 Saut à skis Epreuve de la Coupe du monde à

DIMANCHE 5 FÉVRIER

Falun, en Suède, 19.00 Ski nordique, 19.55 Paulin, en Suese. 19.00 sin indruque. 19.50 Basket-ball. En direct du Mains. Champion-nat de France Pro A. Cinquième tour retour: Le Mans-Dijon.21.30 Patinage artistique. 23.30 Golf (90 min). 1.00 International Motorsports (rediff.)

CENÉ CINÉFIL 18.10 Actualités Pathé nº 1. 1930, 1932, 1933 et 1941. 19.00 Actualités Pathé nº 2. 1936, 1938, 1939, 1942 et 1950. 19.50 Actualités Pathé nº 3. 1931, 1934, 1935 et 1937. 20.45 Le Club, 22.00 Documentaire. 23.00 Le Mouchard. américain de John Ford (1935, N., v.o.). 0.25 Les Trois Mousquetaires. ■ Film français d'Henri Diamant-Berger (1/2) (1932, N., 90

CINÉ CINÉMAS 19.40 Le Bazar de Ciné-Cinémas, 20.30 Téléfilm : Les Frères Forester. De William Fruet. 22.05 Les Dessous d'Hollywood. 3. Les scénaristes. 23.00 Femmes de personne.
Film français de Christopher Frank (1984). 0.45 Les Clès du plaisir. Téléfilm classé X (80 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE19.32 Poésie sur parole. Récital Petr Kral. 20.00 Le Temps de la danse. Théâtre de la ville : Les rendez-vous chorègraphiques de Sceaux; Strasbourg. 20.30 Photo-portrait. François Lesage, brodeur. 20.45 Fiction. Giacomo le Tyrannique, de Giuseppe Manfridi. 22.35 L'Air du ternos. Spiendeurs et misères des compositeurs contemporains. 0.05 Clair de nuit. Jean-Marc Aubert, écrivain.

> Le guide de vos sorties

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Clara Haskii, piano. Concerto pour piano et or-chestre nº 3 op. 37, de Beethoven, par l'Orchestre des concerts Lamoureux, dir. Igor Markevitch; Concerto pour piano et or-Markentati; Corresto pour pario et di-chestre K 271, de Mozart, par l'Orchestre symptonique de Vienne, dir. Paul Sacher. 20.00 Soirée Lyrique. Donnée le 13 juillet 1994 au Covent Garden de Londres, par le Choeur et Orchestre de l'Opéra Royal de Covent Garden, dir. Colin Davis, Manon, de Massenet, Léontina Vaduva (Manon), Rosemary Joshua (Pousette), Yvonne Barciay (Ja-votte), 0.05 Musique pluriel. Concert donné le 14 novembre 1994 à la salle Favart de l'Opéra Comique, par l'Ensemble Tomkins et l'Ensemble Modern, dir. Peter Edivos, What is the world op. 30, de Kurtag, Marta Kurtag et György Kurtag, pianos. 0.05 Auto-por-trait. Marc Minkowski, directeur des Musi-

LA CINQUIÈME

10.30 Documentaire : Arts musique. Un siècle de danse : de la danse libre

Un trou dans la glace (rediff.).

12.00, Pose ton cartable.

Téléchat : La Vie devant moi : le mé-

tier, de démolisseur d'immeubles ; Grimmy ; Rintintin : Hors la loi.

à la danse moderne.

11.30 Le Monde des animaus

13.30 Les Grands Séducteurs.

Montgomery Clift.

14.30 Magazine: L'Esprit du sport.
Invîté: Jacques Lanzmann.

15.30 Magazine : Jeux d'encre, 16.00 Magazine : Détours de France, 17.00 Documentaire :

Solidamosc, vers la liberté, de Jean-

Michel Meurice, Invités: Bronisław

Le Sens de l'Histoire.

Geremek, E. Mink.

18.30 Magazine : Va savoir.

13.00 Jeu : Ça déménii

ciens du Louvre.

TF 1

10.20 Magazine : Auto Moto. Les 24 Heures sur glace en direct de

Chamonix, 11.00 Magazine : Yéléfoot. 16 de finale de la Coupe de France ; Tirage au sort des 8° de finale, en direct.

11.55 Jeu : Millionnaire. 12.20 Jeu: Le Juste Prix. 12.50 Magazine : A vrai dire. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Hooker.

74.15 Série : Arabesque 15.10 Série : Le Rebelle. 15.55 Série : Les Dessous de Palm-Beach. 17.55 Sport: Patinage artistique. Championnat d'Europe à Dort-

mund, gala de clôture.

19.00 Magazine: 7 sur 7.
Présenté par Anne Sindair.
Invité: Mgr Gaillot, Dominique Voy-20.00 Journal, Tiercé, La Minute

hippique et Météo. 20.45 Cinéma : La Chanteuse et le Milliardaire.

Film américain de Jerry Rees (1991). 22.45 Magazine : Cîné dimanche. 22.55 Cinéma : Les Barbouzes. O Film français de Georges Lautner (1964, version colorisée). 0.50 Journal et Météo. 1.00 Téléfilm : Le Testament

d'un poète juif assassiné De Frank Cassenti (1" partie). 2.05 TF 1 nult (et à 3.05, 4.10). 2.15 Programmes de muit. Les Aventures du jeune Patrick Pa-5.05); 4.20, Côté cœur; 4.45, Mu-

FRANCE 2

agapè Peut-on tout pardonner?

> Dimanche 10H00 sur France 2

10.00 Agapè. Dieu et le Big Bang. 10.30 Le Jour du Seigneur. 12.00 L'Heure de vérité (et à 1.30). Invité : Alain Madelin.

> DIMANCHE . MID! Alain MADELIN à l'Heure

de Vérité. 12.55 Loto, Journal, Point route. 12.55 Météo (et à 13.00). 13.25 Dimanche Martin (et à 16.10).

15.05 Série : Le Renard. 17.45 Documentaire: Cousteau à la redécouverte du monde. 18.40 Magazine : Stade 2 (et à 4.30). 19.25 Série : Maguy. 19.59 Journal et Météo.

20.50 Cinéma: JRK. 🗆 Film américain d'Oliver Stone

23.50 Les Films Lumière. 23.55 Journal, Météo

et Journal des courses. 0.10 Magazine : Musiques au cœur. 2.20 Programmes de nuit.

FRANCE 3

10.25 Magazine: C'est pas sorcier. les sorders font du ski. 10.55 Magazine : Outremers. 11.55 Télévision régionale.

12.45 Journal, 13.00 Documentaire : 14. . 2: Les Cosaques, de Jean-Christophe Klotz. 14,00 Coupe de l'America.

14.25 Série : Les Mystères de l'Ouest. 15.20 Tierce à Vincennes. 15.30 Téléfilm : Le Signe de Zorro.

De Don Mc Dougal, 16.50 Magazine: Sports dimanche. Athlétisme: Meeting de Stuttgart, en direct; Les meilleurs moments des championnats d'Europe de pati

nage artistique à Dorimund. 18.00 Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région.

20.15 Divertissement : Benny Hill.

20.50 Série : Inspecteur Derrick.

21.55 Téléfilm: Une seconde naissance. De Dominique Tabuteau.

22.55 Dimanche soir. Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Lederc. Invité : Jean-François Hory. Suivi de : A la une sur la trois, avec Serge July et Philippe 23.35 Météo et Journal.

23.55 Cinéma : Pièges. Film français de Robert Siodmak (1939). 1.50 Musique : Cadran Junaire. Parsifal (edrait) de Wagner, par l'Or-chestre symphonique de Bamberg.

dir. Horst Stein, sol. Bernd Wolki (15

M 6

10.25 Magazine : Ciné 6, Présenté par Laurent Weil. 10.50 Magazine :

10.50 Magazine:
La Tête de l'emploi.
st: Présenté par Surface.
11.10 Magazine: Turfac.
Présenté par Dominique Chapette. 11.55 Série : Loin de ce monde. 12.25 Série : Marlés, deux enfants.

12.55 Série : Les Rues de San Francisco. 13.55 Teléfilm : Collège, flirt et rock'n roll. De Michael Zinberg.

5.30 Concert: Dance Machine 5. 16.45 Série : L'Aventurier. 17.20 Téléfilm : ialousie mortelle. De Lise Hofmann.

18.55 Série : Robocop. 19.54 Six minutes d'informations, 20.00 Série : Classe mannequin. 20.40 Sport 6 (et à 0.30).

20.50 Magazine: Zone Interdite. Présenté par Patrick de Carolis. Re portages : La cigale, la fourmi et le Don Juan ; Enfants battus : le silence des coups; Les rats seront-ils les maîtres du monde ? Miraflores : le

village de la coke. 22.45 Magazine : Culture pub (et à 5.15). Présenté par Anne Magnien e Christian Blachas. Spécial Japon. 23.15 Cinéma :

Chaleurs exotiques. D Film français de Frank Martin. 2.30 Rediffusions.
Salsa opus 3 (Puerto Rico); 3 25, Le
Monde des hélicoptères (3); 4 20,
Nature et civilisation (2).

CANAL +

11.05 Cinéma : Alarme fatale, 🛭 Film américain de Gene Quintano

(1992). EN CLAIR JUSQU'À 14.05 12.30 Flash d'informations. 12.35 Magazine : FSN dimanche. 13.35 La Semaine des Guignols.

14.05 Téléfilm: Retour à la case départ. De Jack Sholder. 15.40 ➤ Documentaire:

Lijlang, la Chine au delà des nuages. 16.40 Dessin animé: Les Simpson. 17.05 Documentaire: Chiens et Chats,

princes domestica De Robin Lehman, Tom McMahon et Thom Beers. 18 00 Cinéma : Panic sur Florida Beach. Film américain de Joé Dante (1992).

EN CLAR JUSQU'A 20.35 19.35 Flash d'informations, 19.45 Ça cartoon.

20.30 Magazine : Le Journal du art. 20.35 ▶ Cinéma : Le Cerf-volant bleu.

Film chinois de Tian Zhuangzhang

22.50 Flash d'informations;

23.00 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présente par Pierre Sied. Football : Boxe. 1.30 Cinéma :

L'Exorciste en folie. C Film américain de Bob Logan (1991). 2.50 Surprises.

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Musique au-

jourd'hui. Concert donné le 29 janvier 1995 au studio 106 de Radio France dens le cadre

Meyerbeer (1908); Jean-Pierre Laffage (basse), dans des œuvres d'Offenbach (1962), de Tchaikovski (1970), de Saint-

Saens (1962), de Verdi (1963). 22,30 Les

Greniers de la mémoire. Serge Lifar. 2. 23.00

Les magiciens de la terre. Égypte. 0.05 Les

1.

muses en dialogue.

ARTE

19.00 Série : Max Linder. Max prend un bain (1906). Max et son chien Dick (1912). Max et le sac

(1916).

19.25 Métropolis (et à 0.40).

Invité: Philippe Sollers. Le Festival international de programmes audiovisuels; Le peintre Whistier; Abécédaire de Gilles Deleuze.

20.27 Album couleurs.

Les premiers films en couleurs de l'histoire du cinéma. Le Quadruple Crime de John.

20.45 Soirée thématique : Nos cousins les singes. Soirée proposée par Philippe Calde-ron et Guillaume Vincent. 20.46 Washoe, le singe qui parle

20.30 8 1/2 Journal.

avec les mains. De Philippe Calderon et Philippe 21.40 Cinéma : Le Peuple singe. Bla Film franco-indonésien de Gérard Vienne (1984-1989). Textes de

lacques Lanzmann, Antoine Halff et Yves Coppens. 23.05 Docume

Et Dieu crés le singe. De Guillaume Vincent et Philippe 23.35 Court métrage: La Consultation.

De Radovan Tadic, avec Isabelle Weingarten, Chucho Jésus. 23.55 Documentaire: Gorilles en sursis. D'Adrian Warren. Magazine : Archimède.
Médecine et reproduction ; Portrait :
Eberhard Nieschlag ; Un gène de la féminité (rediff.) (55 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des onq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 7 sur 7. Rediff, de TF 1 de ce jour. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Lola. m ■ Film français de Jacques Demy (1960, N.). 23. 10 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 18 janvier. Je suis aveugle. 0.20 Journal de France 3. Edition Soir 3. 0.50 L'Heure de vénté. Rediff. de France 2 de ce jour. PLANÈTE 19.05 Les les aux trésors. De Jean Euden. 7. Les trésors de Tuamotu. 19.30 Escales: Martinique. D'Yves Bruneau. 20.30 Dinosaures. De Robin Bates (4/4). 21.25 Nasdine Hodia au pays du business. De Jean-Patrick Lebel. 23.25 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn. 13. P 47 Thunderbolt. 0.25 Leclerc le libérateur. De Jean-Christophe Rosé (90 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edern's Club. Depuis le restaurant Ledoyen. 20.00 Café-théâtre. 20.30 L'album (et 0.05). 21.00 Pensées mortelles. cain d'Alan Rudolph (1991, v.o.). 22.40 Pa-

quito D'Riviera. Concert enregistré au fes-tival Jazz à Vienne (Isère) en 1993. 0.35 Le

Canal du savoir. Une langue pour l'Europe ? Avec Claude Hagège (60 min). CANAL J 18.00 Les Yeux de la découverte. 2. Les reptiles. 18.30 Série : Le Chemin de la réussite. 19.30 Raconte-nous une

autre histoire (30 min). CANAL JIMMY 20.00 Série : Semfeld. L'enregistrement 20,25 Série : Dream On. 20,55 Top Bab. 21,40 Série : Monty Python's Rying Circus. 22.10 Chronique New Age. 22.15 La Semaine sur Immy. 22.25 Série: New York Police Blues. 23.15 Le meilleur du cire. 23.45 Serie: Les Envahisseurs. 0.35 Man's Quest for the Ultimate Sports Motor-

cycles (60 min).

SERIE CLUB 19.10 Série: Force de frappe.
19.55 Série: Tonnerre mécanique. 20.45 Série: Mission impossible-année 1. Le train. 21.35 Série : Mission impossible- année 2. Le phoenix. 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série : O'Hara. 0.00 Série : Les Bous-

sardel. Les grilles d'or (90 min). MCM 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends. Spécial Johnny Clegg. 22.30 MCM News. Festival Fantasti-ca de Gérardmer. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Naked City En Vost. 0.30 Blah-Blah Metal. 0.55 Player One. 1.00 Vidéoclips

MTV 19.30 US Top 20. 21.00 120 Minutes. 23.00 Beavis and Butt-Head. 23.30 Head-bangers Ball (150 min). EUROSPORT 14.00 Patinage artistique. En

direct de Dortmund (Allemagne). Cham-pionnats d'Europe: gala de dôture.17.00 Natation.Coupe du monde à Paris.18.30 Saut à skis.19.00 Ski de fond. En différé de Falun (Suède). Coupe du monde : 4 x 10 km raun Suecej. Coupe du monde 14 x 10 km messieurs et 10 km dames style libre. 20.00 Patinage artistique. En différé de Dontmund (Allemagne). Championnat d'Europe : gala de d'ôture. 22.00 Boxe. 23.00 Golf. En diffé-ré de Perth (Australie). Quantième journée de l'Australian Classic. 1.00 ATP Tour Maga-

zine (30 min). CINÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. 20.30 L'Es-dave aux mains d'or. **III** Film américain de Rouben Mamoulian (1939, N., v.o.). 22.05 Winter Time. ■ Film américain de John Brahm (1943, N., v.o.). 23.30 ➤ Non cou-pable. ■ ■ Film français d'Henri Decoin (1947, N., 100 min). CINÉ CINÉMAS 19.35 Les Dessous d'Hol-

lywood. 3. Les soénaristes, 20.30 Mahler. ■ Film britannique de Ken Russel (1974, v.o.). 22.20 Théatre de sang.
Film britannique de Douglas Hickox (1973). 0.05 Family Business. I Film américain de Sidney Lurnet (1989, v.o., 110 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Projection prival de Musiques Contemporaines, à Strasbourg. Avec les œuvres de Morton Feldman. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières, par Jean-Christophe Carreau; Rub a dub dub,

Présences 95, Œuvres de Goubaidoulina: Quatuor à cordes nº 3, par Philippe Graffin et Eva Rochstein, violons, Elisabeth Gex, alrede. Le Siècle du Cinéma. Avec Vincent Pi-nel. 19:40 Appel à la mémoire. Spectres, mes compagnons : Une lettre de Charlotte Delbo. 20:30 Atelier de création radiopho-nique. Made in Italy. 22:25 Poése sur pa-role. Les Élégies de Duino, de Rainer Maria Rike (G). 22:35 Le Concert. Onzième Festito, Jean-Guihen Queyras, violoncelle; Le danseur de corde pour violon et piano (création française), par Philippe Graffin, violon, Frédéric Chiu, piano; Sonata pour piano, par Frédéric Chiu; Silenzio 3 pour accor-déon, violon et violoncelle, Philippe Graffin, violon, Pascal Contet, accordéon, Jean-Guihen Queyras, violoncelle. 21.30 Voix souve-nirs. Albert Lance (ténor), Berthe Monmart (soprano), dans des œuvres de Puccini par Thierry Beauchamp ; Rémanences et la durée du oui, par Irène Omélianenko. (1959 ; Rita Gorr (mezzo-soprano), dans des œuvres de Saint-Saëns et Lalo (1955) ; Blanche Deschamps, (mezzo-soprano), dans des œuvres de Saint-Saens (1909) et de

Les interventions à la radio RTL, 18 h 30 : Charles Pasqua (« Grand-Jury RTL-Le Monde »).

IL N'Y A QUE chez Bernard Pivot que l'on rencontre encore des gens assez insensés pour oser parler de métaphysique à la télévision à une heure d'écoute raisonnable, assez libres pour en parler comme si les caméras n'existaient pas et assez sincères pour réussir à capter l'attention en évoquant à voix basse, entre deux réflexions sur la condition humaine, la vie d'un Thomas Becket, ce saint archevêque de Cantorbéry assassiné en 1170 à l'instigation de Henri II, le roi qu'il avait installé sur le trône d'Angleterre mais auquel II avait ensuite refusé de sacrifier sa

Le comédien Laurent Terzieff a réussi, vendredi soir, ce tour de force. Et en redécouvrant avec émotion la musique tourmentée de cette voix poétique, soudain libérée des cadenas médiatiques, qui nous expliquait tranquillement, comme si cela allalt de soi. comme si nous étions restés civilisés, que le théâtre est « le lieu où se rencontre le monde visible et le monde invisible », qu'il y a un « merveilleux porodoxe », pour l'acteur, à essayer chaque soir, sur scène, de « saisir le présent insaisissoble », on priait pour que le miracle de ces anachroniques bouillons d'intelligence se per-

Pas hesoln de prier, en revanche, pour Jacques Gaillot. 11 est plus évangélique que jamais. Si l'on en juge par l'accuell que lui a réservé le public de TF 1 sur le plateau de « Tout est possible », où il avait été invité en qualité de « viré de l'Eglise », Il semble même que ses mésaventures suscitent quelques conversions. « Si on ovait tendu un miero à Jésus, il l'auroit pris », a

assuré un jeune homme. Cela est probable. Les médias ne sont-lls pas « les nouvelles ploces publiques » où les hommes de foi sont appelés à prêcher?

Moins certaine est la réconci-

liation de l'ancien évêque

d'Evreux avec sa hiérarchie, qui ne lui pardonnera sans doute pas de continuer à répondre aux sollicitations télévisuelles, et encore moins d'avoir dit que, s'il était pape, il s'empresserait de « sortir du Votican » pour aller « hobiter oilleurs », sous-entendu : plus près des gens. Derrière lui, on a aperçu Paul Amar, Interrogé par TF1 en tant que « viré de France 2 », mais il n'avait pas mis ses gants de boxe et ne tenait visiblement pas à aggraver son contentieux avec ses anciens petits camarades. Il nous a simplement dit qu'il ne regarde plus que « parfois » le journal télévisé de France 2 et que sa préférence va « volontiers », désormais c'est de bonne guerre -, à celui de la Une.

France 3, étalent plus passionnantes. Bébert, c'est l'un de ces hommes-bœufs dont-les familles, depuis le Moyen Age, raclent chaque hiver, à leuts coups de filets, les boues des étangs de la Dombes, au sud de Bourg-en-Bresse, pour en extraire les carpes dont les ventes arrondissent les fins de mois des families de vieille noblesse riveraines. Ces boues, ces carpes, ces châtelains qui savent« trinquer le petit conon », c'est toute son existence, à Bébert : « l'oi tellement oimé ço que, le jour où je ne le feral plus, ce sera le bout de mo vie... » Îl arrive ainsi que, en butipant loin des 7 d'or, on respire quelques bouffées d'air pur.

Les confidences de Bébert, sur

M. Balladur a été salarié de la GSI de 1988 à 1993

Alors qu'il était simple député, le premier ministre conseillait une société de services informatiques

L'AFFAIRE écerve passablement culte du dialogue : le management valeur dans les années 80. Aul'entourage du premier ministre. Un mélange, classique en période électorale, d'informations et de rumeurs se répand de plus en plus sur les Bens entre Edouard Balladur et la GSI, Générale de services informatiques, Ces liens, en effet, n'ont pas entièrement disparu lorsque celui qui fut pendant dix ans le PDG de cette entreprise longtemps filliale du groupe CGE, devenu depuis Alcatel, est entré comme ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances dans le gouvernement de la première cohabitation (1986-1988).

Le dossier est revenu à l'ordre du jour lorsque la télévisioo suisse romande a révélé que M. Balladur figurait toujours sur le registre du commerce du canton de Genève en tant que PDG d'une filliale de GSI ·(Le Monde du 1º février). Certes, il est apparu que cela ne tenait que des lenteurs administratives. Mais les proches du premier ministre avaieot alors expliqué qu'il avait abandonné toutes fonctions à GSI en mars 1986. Il apparaît mainte-nant qu'il fallait comprendre « fonctions de direction », puisqu'il est redevenu salarié de cette entreprise pendant les cinq ans, de juin 1988 à avril 1993, où il était député RPR de Paris ainsi que l'a révélé Le Nouvel Economiste.

La GSI est une société qui a longtemps fait figure de bête curieuse 'dans le monde des services informatiques. Elle a été créée en 1971, par Jacques Raiman, un polytechnicien, ingénieur des Poots, GSI était un coin de culture étrange enfoncé dans la très sérieuse.Compagnie géoérale d'électricité (CGE) d'Ambroise Roux, devenue ensuite Alcatel Asthom et présidée par Pierre Suard. M. Raiman qui avait souhaité créer une entreprise indépendaote, s'était appuyé sur la CGE pour des raisons de finance-

Des profils atypiques, un mode

MOINS d'une semaine après

l'avis rendu par le Conseil supé-

neur de la magistrature, qui ouvrait

partiel du juge Halphen sur les faits

concernant les Hauts-de-Seine (Le

Monde du 1e février), c'est dans ce

département que l'affaire des

fausses factures d'Ile-de-France

vient de connaître un rebondisse-

ment prometteur. Conjointement

orchestrée par Eric Halphen et le parquet de Créteil, l'interpellation,

mercredi te février, d'uo ami

proche du conseiller général (RPR)

Didier Schuller, l'entrepreneur

la possibilité d'un dessaisi

de Jacques Raiman tranchait avec les us et coutumes de la rue La Boétie, siège de la CGE. Cette « so-ciété d'intellectuels » avait été présidée par Georges Besse, puis de 1977 à 1986, par Edouard Balladur tandis que lacques Raiman, numéro deux eo titre, la dirigait opérationnellement. Les relations avec la CGE n'ont jamais été mauvaises, la maison mère ayant plutôt sagement laissé prospérer sa filiale hors norme, encaissant ses bénéfices.

En 1987, Pierre Suard vient d'être porté à la tête de la Compagnie etnérale d'électricité. Il soubaite abandonner ses filiales dans le secteur des services informatiques que son prédécesseur, Georges Pébereau, avait au contraire essayé de fédérer et de développer (SESA, GSI et d'autres sociétés de moindre importance). La SESA est, elle aussi, une société de cadres. Ses dicigeants souhaitent faire l'objet d'un RES. Cela leur est refusé par Pierre Suard out vend la SESA en bloc à Cao Gemini Sogeti, le numéro un du secteur. En revanche, M. Suard accepte cette opération pour GSL Dans le même temps, il prépare la privatisation de son groupe.

La CGE ne réalise pas une mauvaise affaire, si l'on s'en tient aux chiffres: la société est vendue 240 millions alors qu'elle était inscrite pour 60 millions de francs dans les comptes. Mals l'affaire est surtout bonne pour les nouveaux propriétaires, les salariés en premier, qui en prennent le contrôle (avec plus de 70 % du capital), GSI est en effet valorisée à 1,2 milliard de francs, en 1993, lorsqu'elle change de statut juridique et devient une société en commandite par actions. Pour les collaborateurs du groupe qui ont participé à l'opéranoo en 1987, notamment ses dirigeants, et qui ont, en outre, bénéficié des avantages fiscaux attachés au RES, c'est «la culbute ». Il est vrai que d'autres sociétés ont

jourd'hui, la GSI va moins bien. Jacques Raiman a engagé une réorganisation et a poussé au départ nombre des membres fondateurs et des cadres supérieurs.

Les liens d'Edouard Balladur avec GSI soot, en fait, de deux ordres : Il en a été, tout à la fois, actionnaire et salarié. Il avait acquis des actions de cette société, comme de nombreux cadres dirigeants, lorsqu'il en était le PDG. Devenant ministre, en mars 1986, la Constitution l'obligeait à abandonner « toute activité professionnelle ». C'est ce qu'il a fait. Mais il a aussi, ce que la législation ne lui imposait en rieo, vendu toutes ses actions. Après la défatte de la droite de mai-juin 1988, il a racheté des actions mais, en nombre réduit de près de moitié de ce qu'il avait vendu, selon ses proches, car la valeur de chacune d'entre elle avait doublé. Il ne voulait consacrer à ce placement ou'une somme identique à ce qu'il avait tiré de leur vente deux ans plus tôt. Il aurait, à

La technique du RES

• Définition. Le RES, ou rachat d'entreprise par ses salariés, est one technique d'acquisition d'une entreprise par ses cadres, définie et autorisée à l'occasion de la loi du 9 juillet 1984, complétée le 17 juin 1987. Ohlet. L'objectif est de

permettre à des salariés qui, par nature, ne disposent pas de moyens financiers importants de racheter leur firme en jouant de ce qu'on appelle l'effet de levier. Les repreneurs utilisent les capacités d'endettement de l'entreprise pour son propre rachat, et ce sont les bénéfices futurs qui servent à rembourser les emprunts ainsi contractés. La loi sur les RES offre d'importants avantages fiscaux aux repreneurs nouveau, revendu ces titres iors. qu'il est devenu premier ministre. et toujours sans que n'en ne l'y contraigne.

Revenu simple député, M. Balladur est, aussi, retourné travaillerà GSi, en tant que « conseiller » du nouveau PDG, Jacques Raiman, qui au fil de 10 ans de collaboration était devenu un de ses intimes. Ce statut de salarié avait d'ailleurs été déclaré au bureau de l'Assemblée nationale chargé de vérifier qu'à n'y a pas d'incompatibilité entre les activités professionnelles des de putés et leur mandat politique. Les proches du premier ministre estiment qu'il n'est pas utile de dévotler le montant de la rénumération perçue pendant cinq ans et a surent qu'il s'agissait d'un vrai travail. Le Nouvel Economiste avançair le chiffre de cent mille francs par mois. Outre que le « conseiller » du: PDG était longuement consuléé par celui-ci avant toutes décisions importantes, il s'occupait personnellement du développement international de la société, effectuant, pour cela, plusieurs déplacements à l'étranger. Cette activité a bien entendu cessé, en vertu de la Constitution, dès l'arrivée de M. Balladur à l'hôtel Mati-

Haut fonctionnaire de formation, M. Balladur a travaillé dans le privé à partir de 1974, après son départ de l'Elysée au lendemain du décès de Georges Pompidou, le nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, ne lui ayant pas proposé un poste lui convenant. Cela lui a permis de gagner beaucoup plus d'argent que s'il était retourné à son administration d'origine, le Conseil d'Etat. C'est peut-être simplement ce que veulent démontrer ceux qui, s'appuyant sur des informations longtemps cachées, font courir des ru-

Thierry Bréhier

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Diplomatie: La politique d'aide à l'Afrique divise les pays européens; un sommet sur l'Algérie. Mexique : Malgré des réticences de forme, les Européens soutiennent le

plan d'aide financière. Tchétchénie: Les forces russes tentent d'encercler les combattants

FRANCE

Présidentielle: Lionel Jospin choisi comme candidat par les militants du Justice: Le Conseil constitutionnel

refuse la possibilité de transaction entre le parquet et les délinquants 6 Régions : La Datar encourage les « réseaux de villes » : le Port autonome de Marseille enregistre ses meilleurs résultats depuis ong ans 7

SOCIÉTÉ

Règlements: Le Conseil d'Etat pourrait s'accorder le droit de contrôler les sanctions dans les prisons et à l'armée Droque : M™ Veil écarte toute dépénalisation de l'usage de stupé

Tennis: La victoire surprise de Cédric Pioline en Coupe Davis

HORIZONS

Dates: Il y a cinquante ans, l'exécution de Robert Brasillach Débats: Un entretien avec Thomas

ENTREPRISES Conjoncture: Les bonnes performances du secteur de l'intérim

Communication: La croisade asiatique des éditeurs musicaux CULTURE Cinéma: les professionnels cri-

tiquent le manque d'initiative de Patrimoine: à Chambord, les collectivités locales révent d'une « o'né-

SERVICES

Carnet Guide culture! Marchés financiers Météorologie Mots croisés Radio-Télévision

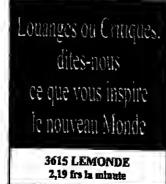
17-18

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

L'ÉCLAT TERNI DES DIAMANTS D'ANVERS: un cambriolage dans l'un des hauts lieux du négoce du diamant a eu un effet désastreux sur ce monde fermé où transitent 80 % des diamants bruts. Depuis, un vent mauvais souffle sur les rives de

Tirage du Monde daté samedi 4 février 1995 : 534 623 exemplaires





ean-Paul Schimpf, a en tout cas fourni l'opportunité aux magistrats du Val-de-Marne de conserver ce dossier sensible dans leur ressort. Une information judiciaire distincte a été ouverte, jeudi 2 février, pour « trofic d'influence », et confiée à deux autres juges d'instruction de Créteil: Serge Portelli, doyen des juges d'instruction de ce

15

Eric Halphen restant salsi des délits découverts autour des marchés des HLM parisiens, le dossier des fausses factures est désormais entre les mains d'un pool de magistrats qui semblent avoir les moyens de remonter jusqu'à certaines personnalités proches de l'actuelle majorité. Certains documents saisis au domicile de Jean-Paul Schimpf, ainsi que les déclarations d'une de ses amles, Françoise Montfort, elle aussi chef d'entreprise, pourraient permettre la mise au jour d'un système de finance-

PAYS-BAS. Les 55 000 habitants

de deux polders néerlandais mena-

cés depuis le 30 janvier par la rup-

ture de leurs digues (Ooijpolder et

Land Van Maas en Waal) sont au-

torisés à rentrer dans leurs foyers, a

annoncé, samedi 4 février, le mi-

histre de l'intérieur des Pays-Bas.

Ce dernier a précisé que les deux

poiders ne sont plus menacés par

les inondations. 140 000 autres ha-

bitants sont toujours sans abri. -

■ ESPACE. Le rendez-vous spatial

du 6 février entre la navette améri-

caine Discovery et la station orbi-

(AFP, Reuter.)

tribunal, et Philippe Vandingenen.

ment occulte qu'une source proche de l'enquête qualifiait, samedi matin 4 février, de « prélèvement obligatoire sur les marchés publics ».

connu une telle explosion de leur

L'arrestation d'un proche du RPR relance l'affaire des Hauts-de-Seine

Aussi cette « affaire dans l'affaire » a-t-elle des allures de revanche. Déstabilisé à la veille des fêtes de fin d'année par l'arrestatioo de son heau-père, le psychiatre Jean-Pierre Maréchal, surpris en flagrant délit et accusé d'« extorsion de fonds » et de « tra-fic d'influence » au préjudice de Didier Schuller, le juge Halphen a ré-pliqué en faisant arrêter un familier du même Didler Schuller, également en flagrant délit. Ecroué vendredi à la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne), Jean-Paul Schimpf devalt être présenté aux juges d'instruction, samedi 4 février, afin que puisse se tenir le débat contradictoire sur sa mise en détention provisoire.

DOMICILIÉ A PARIS ET HONG-KONG Domicilié à Paris et à Hong-Kong, homme d'affaires multipliant les déplacements en Asie, ancien dirigeant - jusqu'au mois de septembre 1994 - de la Société vexinoise de travaux publics (SVTP), contrôlée par la SCREG, filiaie du groupe Bouygues, Jean-Paul Schimpf est un familier de Didier Schuller: tons deux francs-macons. les deux hommes appartiennent de longue date au même «otelier» au sein de la Grande loge nationale de France. Au domicile parisien de l'entrepreneur, les enquêteurs ont d'ailleurs

tale russe Mir est toujours inscrit

au programme de la mission en dé-

pit de la fuite d'une valve d'un sys-

tème de propulsion. Cette fuite est

■ CINÉMA. Jeanne Moreau prési-

dera le 48 jury du Festival de

Cannes, qui aura lieu du 17 au

28 mai 1995, a annoncé vendredi

3 février la direction du Festival in-

ternational du film. Cette année, le

Festival a lieu à des dates légère-

ment plus tardives que d'ordinaire

■ OPÉRA DE PARIS. La première

de La Damnation de Faust de Ber-

en raison des élections.

qualifiée de mineure par la Nasa.

cet « otelier ». Plusieurs témoius confirment au Monde que Jean-Paul Schimpf effectuait de fréquentes visites à l'office HLM des Hauts-de-Seine, dirigé jusqu'en mars 1994 par Didler Schuller, et présidé par le député (RPR) et maire de Levallois, Patrick Balkany. Il apparaissait encore tout récemment à la permanence électorale de Didier Schuller - qui brigue la mairie de Clichy - et passe pour l'un de ses principaux pourvoyeurs de fonds.

trouvé une liste des membres de

Lors de son arrestation, les policiers ont d'ailleurs découvert sur lui une autre preuve de cette proximité avec le conseiller général : Jean-Paul Schimpf détenait un contrat de prêt portant sur une somme d'un million de francs, émanant d'un établissement financier suisse et an nom de Christel Delaval, la compagne de Didier Schuller. Les enquêteurs semblent s'interroger sur l'authenticité de ce document, qui pourrait être lié au financement de l'acquisition, par Christel Dela-val et Didier Schuller - au nom de la société civile immobilière Deer de l'appartement qu'ils occupent, à Clichy. Mais ni M. Schuller ni sa compagne n'avalent pu être contactés par Le Monde, samedi

APPEL ANONYME

Informé, mercredi 1ª février, par un coup de téléphone anonyme, d'une remise d'argent discrète qui devait avoir lieu le jour-même sur

lioz est reportée du 9 au 10 février. à la suite d'un incident survenu sur les décors de POpéra-Bastille. La validité des billets est automatiquement reconduite pour le 10. Si cette date ne convient pas, les détenteurs d'un billet doivent s'adresser avant le 10 février aux caisses de l'Opéra-Bastille, entre 11 heures et 18 h 30 (sauf le dimanche). Si aucune des dates proposées ne convenait, le remboursement pourra se faire directement aux guichets. Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11. (M. Bastille). Tel.: 44-73-13-00. De 60 à 570 F.

le parking d'un hôtel de Nogentsur-marne, le juge Eric Halphen a immédiatement aierté le parquet de Crétell. Une enquête de flagrance a sinsi été ouverte, et les policiers du 8º cabinet de délégations judiciaires furent dépéchés sur place. Ils ont alors pu saisir sur le fait Jean-Paul Schimpf, au moment où celui-ci recevait des enveloppes contenant de l'argent liquide, des mains de Françoise Montfort, PDG de la société Assainissement Voirie Service (AVS). Les deux enveloppes saisies par les policiers contenaient eoviron. 50 000 francs chacune, et portaient des inscriptions mamuscrites. Selon Libération du 4 février, ces annotations correspondraient au nom de certains marchés et au montant des commissions versées.

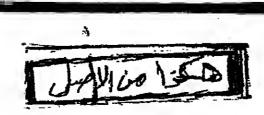
Mor Montfort a d'ailleurs confirmé que son entreprise, dont le siège est situé à Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis), avait obtenu plusieurs contrats d'assainissement avec l'office HLM des Hauts-de-Seine, et qu'il lui fallait ainsi payer le prix d'interventions en sa faveur Grace à ses confidences, les enquê teurs ont pu interpeller une troisième personne, un ancien salarit de AVS qui aurait joué le rôle d'intermédiaire auprès de M. Schimpf. Ce dernier ainsi que M= Montfort ont également été écroués vendre-

ela p

Placée en gatde-à-vue,

C'est fort de ces éléments pro-bants que le parquet de Crétell à ouvert une information judiciaire, jeudi 2 février. Après la perquisi réalisée ce même Jour dans le cadre de l'enquête de « flagrance », suivie d'une pose de scellés accompa gnée d'une surveillance policière, les juges Vandingenen et Porteil ont conduit une deuxième perqu sition au domicile parisien de M. Schimpf, vendredi. Des documents sur lesqueis figure le nom de Didier Schuller auraient été saisis Au début de semaine prochaine, juge Halphen devrait se dessaisi de tous les éléments de son instruction concernant les Hants-de-Seine au profit de ses deux collègues.

Hervé Gattegi





The second of the second

S STATE OF THE REAL PROPERTY.

The state of the s

The Contract of the Contract o

1.6. 在5人被4.200 解放

with an experience where

The state of the s

par a si dinastro de la companya de

· 产品 · 新工作

The state of the s THE PERSON NAMED IN COLUMN

and France Fifthers

RADIO / T